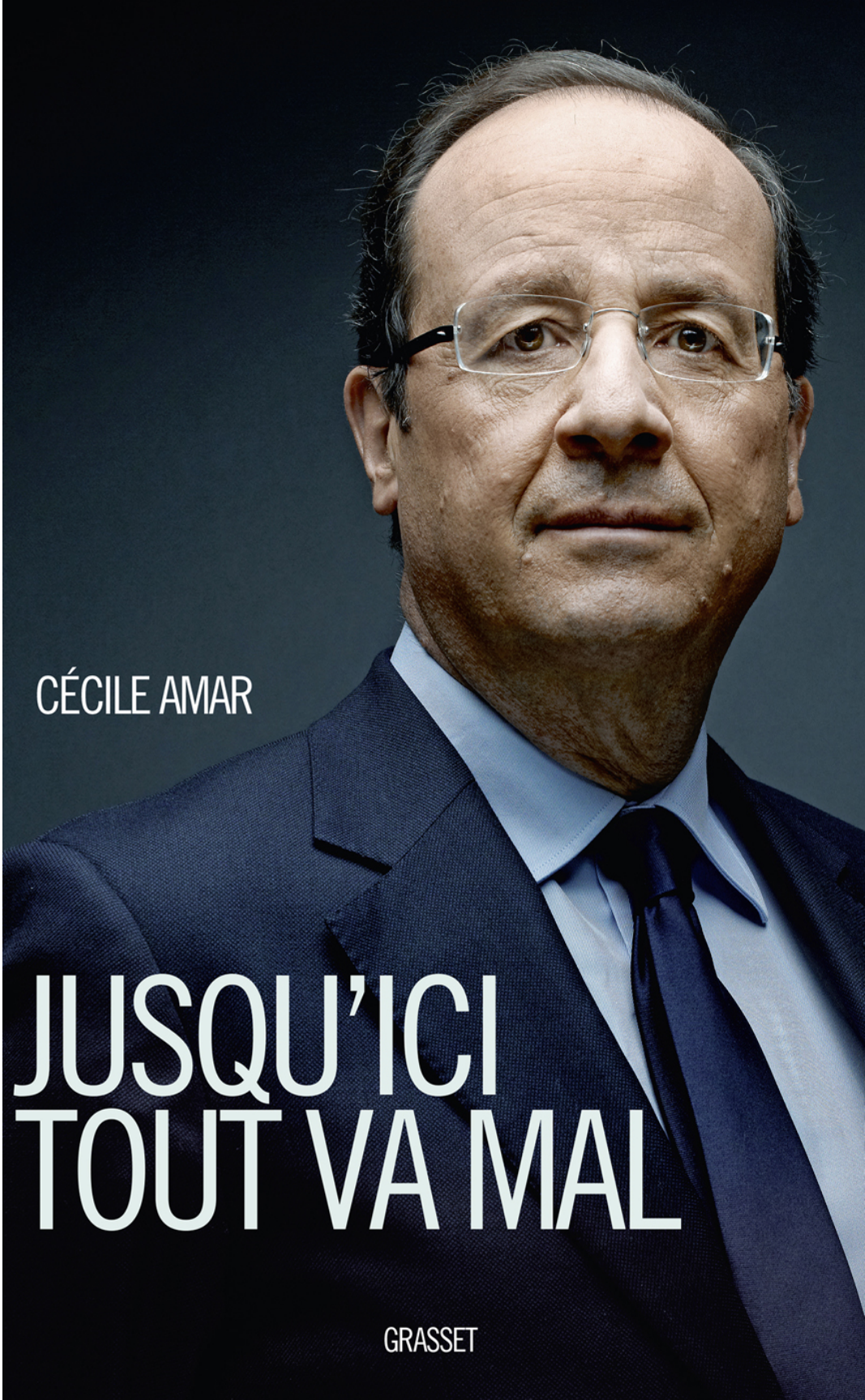


A close-up portrait of a middle-aged man with thinning dark hair, wearing clear-rimmed glasses, a light blue dress shirt, a dark blue tie, and a dark blue suit jacket. He is looking directly at the camera with a neutral expression. The background is a dark, textured grey.

CÉCILE AMAR

JUSQU'ICI TOUT VA MAL

GRASSET

A close-up portrait of a middle-aged man with thinning hair and glasses, wearing a dark blue suit, light blue shirt, and dark tie. He has a serious expression and is looking slightly off-camera. The background is dark and out of focus.

CÉCILE AMAR

JUSQU'ICI TOUT VA MAL

GRASSET

OceanofPDF.com

CÉCILE AMAR

JUSQU'ICI TOUT VA MAL

BERNARD GRASSET
PARIS

OceanofPDF.com

À Erri et Mathis

OceanofPDF.com

« Vous me demandez qui je suis ?
Ça, c'est une question terrible. »

François Hollande,
16 mai 2013

OceanofPDF.com

Prologue

« Je savais que j'allais perdre ma liberté »

Sa jouissance devrait être maximale. Il est à l'acmé de sa carrière politique. François Hollande est président de la République, et il a encore un peu de mal à s'y faire. L'homme avec qualités n'est à l'Elysée que depuis quelques heures. « Regarde, c'est beau », s'exclame-t-il à l'intention de tous ses visiteurs, en montrant les lustres, les dorures, les tapisseries... Et il entre dans toutes les pièces, n'a jamais été aussi fier de lui. « Là c'est la salle du Conseil des ministres », s'enflamme le guide-président, oubliant même que ses visiteurs y ont parfois siégé pendant de longs mois, sous François Mitterrand ou Jacques Chirac, aux côtés de Lionel Jospin. « Ça me rappelle des souvenirs », osent-ils à peine, gênés.

Mais en ce jour de mi-mai 2012, pluvieux comme presque tous depuis qu'il est devenu président, François Hollande a l'air préoccupé. Il s'approche de ses collaborateurs et s'enquiert : « Comment je sors sans qu'on me voie ? » A peine enfermé, il veut déjà se libérer, s'enfuir, quitter cette prison dorée.

Quelques semaines avant son élection, en mars 2012, François Hollande demande à l'un de ses officiers de sécurité, un de ceux avec qui il s'est lié : « Je pourrai continuer à faire du scooter ? » Son scooter ? Son meilleur ami, celui qui lui permet d'échapper à tout le monde, se faufiler, se défilier. Ce deux-roues, il l'enfourche depuis trente ans, symbole d'une jeunesse qu'il voudrait éternelle. Etendard d'une normalité synonyme de victoire.

Le policier du SPHP ose juste : « Ça dépend, monsieur. — Que se passera-t-il si je roule en scooter ? — Une voiture sera devant vous, une autre derrière, et des motos sur les côtés. » Le candidat comprend.

Il est élu depuis à peine dix jours. François Hollande a demandé à ce fidèle de venir le voir. Un hollandais historique, qui connaît tous ses secrets, qui lui a toujours dit la vérité. Le chef de l'Etat veut partager sa victoire, il ouvre la fenêtre de son bureau pour profiter des jardins : « Tu étouffes déjà ? » Le président sourit. Décidément, certains le comprennent sans qu'il n'ait rien à dire.

Le 6 mai 2012 au soir, son équipe avait voulu réquisitionner son iPhone pour le désintoxiquer, le présidentialiser, lui signifier qu'il ne s'appartenait plus. Finalement, François Hollande l'a juste posé sur son bureau, sans l'utiliser pendant de longues minutes. Dans l'avion qui l'arrachait à Tulle, il répondait déjà aux textos, en envoyait. Et depuis, s'il a changé le code de son appareil, il ne l'a plus jamais quitté. Ce vieil iPhone, son fil avec sa vie d'avant, son lien avec le monde extérieur, son instrument pour « engueuler » ses ministres ou ses collaborateurs, répondre aux journalistes, sa soupape quand le piège se referme trop promptement. Sans lui, il serait perdu. Sans lui, il ne comprendrait plus son pays.

« François n'a pas d'affect », confiait Valérie Trierweiler, un soir de déprime, pendant la campagne électorale, à Aurélie Filippetti. « Il est insaisissable », résumait son fils Thomas Hollande, du temps où il se voulait le décrypteur de son père. Ses enfants lui manquent. Ils sont grands, il a le sentiment de ne pas s'en être assez occupé. « Ils n'en ont pas souffert, ils vont bien. Moi oui, j'en ai souffert comme un père très pris, ça passe vite le temps d'enfance », me confiait François Hollande, le 18 octobre 2013, sous les dorures élyséennes.

Quand il entend les rires des petits, au loin, en visitant l'Institut français à New Delhi ce jeudi 14 février 2013, le chef de l'Etat à la cravate continuellement de travers n'écoute plus les diplomates français ni même le ministre des Affaires étrangères indien. Son attention est ailleurs, il passe une première porte, les hommes en costume n'ont d'autre choix que de le suivre. Puis une deuxième, une troisième. Et ils sont là. Ces enfants qui s'amusent, ces petits Français qui sont loin de chez eux, François Hollande veut les voir, les toucher, les sentir, leur parler, leur faire des bisous. Il caresse la tête d'une fillette de maternelle

qui s'est approchée en criant « c'est lui », au milieu de ses copains qui hurlent « c'est le président de la France ». Au collège, les enfants l'applaudissent et Hollande exulte, un grand sourire aux lèvres. « Merci de votre accueil, merci de m'avoir reconnu, ce n'était pas si simple... et soyez heureux. » La félicité du président se lit sur son visage, cet intermède enfantin le ravit. Des lycéens viennent lui parler, il les écoute, pose pour leurs photos. Sa main gauche descend, se fige sur l'épaule d'un petit garçon brun qui arbore fièrement un maillot de foot. L'enfant a les yeux brillants. François Hollande parle aux plus grands, leur sourit, échange avec la directrice, et n'en finit pas de caresser l'épaule de l'enfant.

Ce lundi 9 septembre 2013, François Hollande a tombé la veste. Il fait chaud, sa chemise est manifestement trop petite, les kilos perdus dans la campagne électorale ont été repris dans l'exercice du pouvoir. Assis à gauche de la porte d'entrée, sur une chaise dorée – Hollande ne reçoit jamais derrière son imposant bureau –, il boit une gorgée de Perrier, repose son verre et commence par ne pas répondre à la question : est-il heureux ?

« La situation n'est pas heureuse. Je suis obligé de réfléchir à des frappes contre la Syrie, je suis confronté à une situation économique qui est encore très difficile, à des impôts qui ont augmenté. » Il n'est là que depuis un an et demi et il trouve que ça passe vite. Très vite. Trop vite. « Le temps file. Je ne suis pas tous les jours en train de me dire "c'est formidable", en tournant autour de ce bureau. » Il comprend qu'on est en train d'imaginer la scène, se marre et reprend : « Je vis cette responsabilité avec intensité. »

Il est content de lui. Après quelques circonvolutions sur l'expérience internationale qu'il a acquise, les G20 où il ne se sent plus le petit nouveau, François Hollande peut enfin répondre à la question : « L'exercice de ma fonction mange une grande partie de ma vie personnelle, les vacances, les enfants même s'ils sont grands, les amis, les sorties, tout ça s'en va. Mais je ne me plains pas ou alors je ne devais pas me présenter à l'élection présidentielle. »

Il a rappelé qu'il a été élu, qu'il ne subit jamais une situation, lui qui croit toujours tout contrôler. Il suit le fil de sa pensée, marque une pause, boit une gorgée d'eau et se lâche enfin : « Psychologiquement, je savais que j'allais perdre ma liberté, ma liberté de circuler, de partir où on veut, d'être toujours accompagné, encadré, protégé. »

Il aime cloisonner sa vie, compartimenter, garder ses secrets, il se confie rarement et ne s'épanche jamais. La Corrèze et Paris, l'Assemblée nationale et la rue de Solférino, sa vie s'est toujours jouée dans plusieurs lieux à la fois. Sa voiture était son bureau, son scooter son moyen d'échapper à tous et à toutes. Aujourd'hui, l'Elysée c'est sa vie et sa vie c'est l'Elysée. Ses collaborateurs ont vendu son précieux deux-roues de peur qu'il ne s'enfuie. Sa vie ne lui appartient plus. David et Michel, ses deux « sièges », comme on appelle ces policiers du GSPR qui se relaient à ses côtés une semaine sur deux, ne quittent jamais le président. Quand il disparaît, seul, par le bas du parc du Palais pour aller flâner à la Fnac des Champs-Élysées, ses bouquinistes à lui, le président, qui ne lit jamais de roman, n'est pas vraiment seul. David ou Michel sont éternellement là, ombres muettes du chef de l'Etat.

Il se sent prisonnier. Il a voulu être président mais il a cru qu'il serait plus fort que l'Elysée. « Le jour où je serai comme Jospin en 2002, dis-le-moi », demande le président à ce fidèle à la rentrée 2012.

François Hollande est-il heureux ? Manuel Valls se fige dans son immense bureau de ministre de l'Intérieur, le terrain est glissant. « C'est une question très difficile », esquive-t-il d'abord pour gagner du temps. « C'est une question qui ne se pose pas. C'est une question que je peux me poser et je vous dirais oui. » Valls boit son thé et continue : « Ce n'est pas une question qu'il se pose. Il n'est pas un jouisseur. La politique c'est sa vie. La question du bonheur, il ne se la pose pas aujourd'hui. Il se la posera en 2017, en campagne. Il est très concentré, il sent que la tâche est difficile. »

Lui est un historique, un des rares confidents de François Hollande, un de ceux avec qui il parle de tout, de la politique et de la vie privée. Ils sont amis depuis plus de trente ans. On protégera son anonymat, car la

Première dame a le courroux facile, même si lui s'entend très bien avec elle. En cette belle journée ensoleillée de juin 2013, malheureux que son ami ne soit pas heureux, alors qu'il le voit s'endurcir, s'énervé, il ose : « Il faut qu'il aille bien dans sa tête pour qu'il aille bien dans le pays. » Et poursuit : « Qu'il fasse confiance à ses amis, qu'il soit bien dans sa tête et qu'il clarifie sa vie, qu'il soit autoritaire à l'égard des ministres et des collaborateurs qui disent du mal de lui. S'il allait bien, il n'aurait pas besoin d'engueuler les gens, pas besoin de travailler tous les jours, tous les soirs... »

A l'Elysée, le personnel est épuisé, les gardes républicains, les huissiers, les fonctionnaires qui ont vu défiler de nombreux présidents se plient à ce rythme effréné. Dans le Palais résonne la même question : « Mais il ne peut pas rentrer chez lui ? » Et pendant des mois, quand le soir, les conseillers quittent le Palais, alors que le président reste tard, seul, la même scène se répète : « Ah, tu pars ? » s'inquiète François Hollande. « Je rentre dîner en famille », répond l'homme pressé de quitter ce palais. « Quelle chance ! » répond inéluctablement le chef de l'Etat. Ostensiblement malheureux.

Ses vieux potes lui manquent, lui qui a fait le vide autour de lui. Il les appelle parfois, les fait venir dans des rendez-vous privés. Cet été, il sollicite à l'impromptu ceux qu'il connaît depuis plus de trente ans. « Tu viens dîner ? » Le sourire est revenu sur ses lèvres, « la reprise est là ».

Alors qu'il marche à ses côtés, cet ami s'enquiert : « Au moins tu te marres ? — Même pas », répond celui qui a pourtant accompli son rêve.

OceanofPDF.com

« Je les engueule tous »

Une fin d'après-midi à l'Elysée, au printemps 2013. Les sondages n'en finissent pas de tomber, la courbe du chômage ne s'est pas encore inversée, la presse ne s'est pas retournée, la croissance n'est pas encore retrouvée... Dans son bureau, derrière lequel trône la petite Dinky Toys offerte par Michel Cantal-Dupart, le 6 mai 2012 à Tulle, François Hollande est de mauvaise humeur. Sa colère, froide comme toutes ses colères, monte contre tous ceux qui travaillent avec lui, qu'il a choisis et qu'il laissera en place. « Vous ne servez à rien, les préparatoires ne servent à rien, le service de presse, ils sont très nombreux et ils ne servent à rien. L'audiovisuel, ils ne servent à rien... » Et le chef de l'Etat de continuer à faire le tour des services, haussant la voix et jubilant de s'énerver. Jouissant de son pouvoir, laissant éclater sa rage contenue, Hollande assène comme un coup de grâce : « Vous ne servez à rien, et toi non plus tu ne sers à rien. » Le conseiller connaît son Hollande sur le bout des doigts, le laisse déverser sa bile et balance alors : « Si nous tous on ne sert à rien, tu ne sers pas à grand-chose non plus, toi ! » Hollande se marre, l'humour l'a vaincu. Cette fois. Les scènes comme celle-ci se multiplient. « Ce discours est nul », « ce déplacement est mal préparé », « il faut tout recommencer », « je n'ai pas le temps de lire une note de quatre pages ». Ces colères retentissent dans le Palais. Face au pouvoir, Hollande se cabre, se durcit, s'énerve, s'emporte, se laisse aller à de mauvais sentiments, lui qui avait fait de son amabilité, de sa constance, de son miel, de sa sympathie, de sa politesse, de sa nature si affable son sésame pour l'Elysée.

« Pour être aimé, il faut être aimable, et comme j'ai été très aimé, je suis aimable », répétait-il, jour après jour, pendant les si longs mois de campagne électorale, singeant François Mitterrand. Maintenant qu'il

n'est plus aimé, il assume de ne plus être aimable, il jouit même d'être odieux. Son vocabulaire change, il « engueule » les gens, peut écrire « fais pas la gueule », lui qui s'enorgueillissait de parler un français parfait.

Assis dans son bureau de président, ce lundi 9 septembre 2013, François Hollande assume être devenu dur. « Oui, c'est vrai. C'est le pouvoir qui fait ça. Et l'exigence que j'ai par rapport aux ministres, aux collaborateurs. Quand il y a une parole qui n'est pas bien maîtrisée, quand il y a une décision qui n'est pas bien annoncée ou bien fondée, j'en suis le responsable. Et puis enfin, au bout du compte, c'est moi qui prends les coups, c'est logique. »

Il a choisi son Premier ministre, a choisi les ministres, désigné ses collaborateurs, mais les Français l'ont élu, lui et lui seul. C'est à lui qu'ils demandent des comptes, c'est lui qu'ils jugent, lui qui les déçoit, lui qui les irrite. Et lui qui, du coup, s'énerve contre les autres. Enfant choyé d'une mère qu'il adorait et qui l'adorait, François Hollande a réussi tous les concours qu'il a passés. Brillant élève, il a réussi ensuite son parcours politique, sans subir de revers majeur. Enfant gâté, il pense que tout lui est dû, qu'il est le meilleur, forcément. Il a confiance en lui, beaucoup, passionnément, à la folie. Mais il n'a confiance qu'en lui. Il a toujours géré sa carrière avec des bouts de ficelle, sans s'entourer de brillants professionnels. Sa boussole a toujours été son intuition politique, il a toujours beaucoup consulté, mais il n'écoute jamais les conseils des autres, il se fie à son instinct. A la présidence de la République, il n'a pas changé de méthode. Le pouvoir isole, il le savait. Et le solitaire qu'il était en arrivant au palais de l'Élysée s'est recroquevillé sur lui-même. Une fois que je lui faisais remarquer qu'il n'était plus du tout le gentil qu'il avait toujours voulu montrer, le président me répondit : « Je ne peux pas accepter qu'il y ait de l'amateurisme, de la négligence, c'est quand même moi qui suis obligé de rattraper les erreurs des autres. La vraie différence par rapport à la situation où on n'est pas au pouvoir, c'est que tout ce que font les autres, toutes les erreurs des autres, même si je ne les ai pas moi-même incités à les faire, reviennent sur moi, je paie tout. »

Il lit tout ce qui s'écrit sur lui, reconnaît ou croit reconnaître ceux qui parlent en « off », lui qui a été le meilleur commentateur de la vie politique pendant des années, la meilleure source des journalistes politiques pendant vingt ans. Il n'est dupe de rien ni de personne. « Mes conseillers, ils disent du mal de moi », me confie-t-il dans un grand éclat de rire. Il le sait, il les engueule, mais il les garde.

Il symbolisait une « gauche molle », il est devenu un président dur, odieux parfois, une « teigne » comme le disent certains proches. Cette mue, certains autour de François Hollande l'appellent de leurs vœux. « Il était parfois très désagréable pendant la primaire et la campagne. Il s'est déconcentré l'été 2012, il s'en veut, il a donné un sentiment de futilité, il faut qu'il redevienne désagréable », lui enjoint Manuel Valls, qui aime tellement jouer les hommes durs et tranchants.

« Il a toujours été dur », démine d'emblée Pierre Moscovici qui aimerait tant en finir avec l'image de « mou président » des Guignols. « Le déclic est venu de la primaire. François a voulu ça toute sa vie, il a vu d'autres être candidats avant lui. Il voulait y aller coûte que coûte. Je n'avais pas vu François depuis longtemps lorsque survient le Sofitel, j'étais strauss-kahnien tout en étant brouillé avec DSK. Je vois Martine une heure et demie, très chaleureuse comme elle sait l'être, elle dit qu'elle me rappelle, elle ne le fait pas. Je vois François, dans un café, c'est très froid. Mais je le revois six fois et j'ai la sensation qu'il a changé, qu'il est prêt », raconte Mosco qui pendant des années répétait que Hollande ne bossait pas. « Pendant la campagne, il m'a épaté, il a passé sa vie à ça, il connaît tout, il est increvable. » Ils donnaient ensemble un cours à Sciences-Po au début des années 1990, Hollande était plus brillant, moins travailleur, son dilettantisme énervait Mosco. Mais quand il a dirigé sa campagne, le député du Doubs a été bluffé par son ami. Depuis son bureau de Bercy, le fils de psy observe la mue présidentielle. « Le côté très sec, très dur, l'exigence, l'angoisse qu'il peut avoir, tout ça il ne l'avait pas. Il est méticuleux, dur avec ses collaborateurs, ses ministres. Il a changé, incontestablement, il a augmenté son volume de travail, il se ressemble plus que lorsque Fabius l'appelait "Monsieur Petites Blagues" », analyse Mosco dans une phrase

typiquement jospinienne. « Il a attendu ce moment-là toute sa vie. Le vrai Hollande c'est celui d'aujourd'hui, il était dissimulé sous l'humour. »

Le vrai, le faux, la transformation de l'homme ou de la fonction. Peut-on être le même quand on dirige le PS, au gré des courants et des fédérations, et quand on dirige la France ? François Hollande exerce le pouvoir pour la première fois, il n'a jamais endossé de fonction d'autorité, jamais été ministre. Député, maire de Tulle, président du conseil général de Corrèze, son CV s'arrêtait là. François Hollande a-t-il changé ? « Il a grossi », observe en riant Bernard Poignant. La transformation physique est indéniable, depuis la primaire et la présidentielle. Pour être élu, Hollande s'était métamorphosé, il avait fait de son amaigrissement, de sa détermination à se transformer, à endurer, à tenir, à se priver de ce qu'il aimait, de son nouveau look un argument électoral. Une fois élu, le chef de l'Etat n'en finit pas de manger, il se précipite sur les buffets, dévore tous les gâteaux qu'il appréciait tant. Il dit que tout va bien, mais comme tous les anciens gros après un régime, il compense le stress ou les angoisses par la nourriture... Il n'a plus besoin de plaire, n'a plus rien à prouver.

Après sa plaisanterie, Poignant se fait plus sérieux : « Au fil du temps, cette fonction-là vous transforme un homme. Est-ce qu'elle le durcit ? Ce qui assaille tout de suite un président, ce sont le terrorisme, les otages, les risques de guerre, la sécurité. Au fil des mois, ça vous modifie un homme, dépositaire de grands secrets qu'il ne peut pas partager. Son caractère ne change pas. Mais le personnage évolue. D'autant que lui n'a jamais été Premier ministre, ministre de la Défense, ministre de l'Intérieur ou ministre de la Justice. » La première fois qu'il entre dans la salle du Conseil des ministres, c'est en tant que président. « Ça peut vous durcir, mais ça ne veut pas dire que vous devenez désagréable avec les gens », nuance immédiatement Poignant, attaché à la trace que laissera dans l'Histoire son président.

Pour l'archiviste de Hollande, le durcissement inhérent à la fonction présidentielle n'est pas la seule explication. Les conditions de son élection, les ressorts de son parcours politique comptent au moins autant. « François est arrivé ici alors que ses propres camarades n'y croyaient

pas, alors que ses amis le délaissaient, un peu comme Chirac en 1995. A partir du moment où quelqu'un a ce sentiment qu'il n'a pas gagné sur un lit de roses, il s'endurcit. Il garde une tendresse pour ses rares amis du départ. Il est très politique donc n'a pas voulu commettre la même erreur que Chirac en 1995, il n'a pas eu d'états d'âme, il a mis tout le monde au gouvernement. Mais sa philosophie c'est "je pardonne à tous ceux qui m'ont offensé, mais je garde la liste". » Il y a une liste que François Hollande n'a jamais oubliée, c'est celle de ceux qui ont assisté dans l'église de Saint-Ouen en mars 2009 à l'enterrement de sa mère. Au milieu de la famille de Nicole Hollande, les amis politiques du fils brillant ne sont pas si nombreux : Julien Dray, Frédérique Espagnac, Jean-Pierre Jouyet, Stéphane Le Foll, Bruno Le Roux, Frédéric Monteil, François Rebsamen, Michel Sapin, Isabelle Sima, René Teulade, Dominique Villemot sont notamment venus.

Pendant dix ans, François Hollande a enduré les moqueries de ses camarades, « Flanby », « Fraise des bois », « Guimauve le Conquérant », « Lui président ? on rêve », « Gauche molle ». Il ne disait rien, faisait comme si ça glissait sur lui. Mais aujourd'hui, il savoure : autour de lui, sous ses ordres, tous sont là ou presque. Ces années ont laissé des traces. François Hollande, rancunier quoi qu'il en dise, a d'ailleurs mis ses fidèles à tous les postes essentiels. Rien ne doit lui échapper et il croit qu'en nommant ministres ses anciens ennemis, il les tient, les piège.

« Son talon d'Achille, c'est son indécision, et depuis l'affaire Leonarda, les Français ne voient plus que ça. » Cet hollandais sent bien que les surnoms ont laissé des traces qui ressurgissent dans l'exercice du pouvoir. Pierre-René Lemas a rencontré François Hollande sur les bancs de Sciences-Po avant de faire l'ENA avec lui, il est aujourd'hui secrétaire général de l'Elysée : « Personne ne le connaît, c'est l'image déformée des Guignols, où il apparaît mou, débile. C'est totalement paradoxal, il est absolument le contraire. C'est comme si on avait dit de Pompidou jusqu'à la fin de sa vie politique que c'était le banquier de chez Rothschild. » Jean-Pierre Jouyet a connu son meilleur ami à l'ENA, ils sont restés très proches depuis toutes ces années. « Ce qui me semble le plus étrange en ce moment, me confie-t-il en octobre 2013, c'est que la personne que je connais soit si mal comprise et ne se montre pas au

naturel avec les gens et ses ministres. François va fendre l'armure et se faire connaître tel qu'il est, sa nature vaut bien mieux que son côté présidentialo-techno. » Michel Sapin était aussi dans la promo Voltaire, il a fait son service militaire avec Hollande et depuis la fin de leur scolarité, ils ont choisi la politique : « Il a évidemment beaucoup changé, l'institution fait l'homme. La V^e République concentre beaucoup de pouvoir dans les mains du président. Il a une responsabilité que nul autre n'a. Le processus de décision militaire et internationale appartient au président. C'est lui qui en tant que chef militaire est responsable de la mort de nos soldats et de ceux d'en face. Est-ce que ça a changé François Hollande ? L'ami ? L'amant ? Le père ? Pas un instant. Il a la même fraîcheur, la même attention ou la même absence d'attention. »

« A la fin de la campagne et quand il est élu président, il a la grosse tête, devient désagréable, puis les premiers ennuis lui sont salutaires, ils l'affaiblissent et il comprend, il a des choses à trancher, il réalise les erreurs qu'il a commises au début et s'énerve parfois », observe un hollandais de la première heure.

A tous ces amis, à tous ceux qui défilent dans son bureau, François Hollande demande toujours : « Comment tu veux que je fasse ? » Le président de la République l'assume : autour de lui, à l'Elysée, il n'a pas d'amis. « C'est très difficile d'avoir des amis dans des fonctions de collaborateur. Pierre-René Lemas, je le connais depuis très longtemps, depuis Sciences-Po. Il n'est pas un ami personnel. Je l'apprécie pour sa sérénité, son expérience et son jugement », analyse-t-il, le 25 juin 2013, dans son bureau, non loin de celui de son secrétaire général. Mais du coup, à l'Elysée, le président est peu entouré de gens qui l'aiment vraiment. Une autre fois, au printemps 2013, en « off », François Hollande m'avait expliqué : « On ne peut pas engueuler un ami. Pierre-René je l'engueule. Ici, je les engueule tous, "le discours n'est pas bon" ou "ça ce n'est pas bien", je les engueule », et jubilant de répéter ce verbe « engueuler », il continuait : « C'est humiliant d'engueuler un ami et après on n'est plus amis. Perdre un ami, ce n'est pas bien. »

*« Je prends conscience que je ne pourrai plus
être
candidat à l'élection présidentielle »*

« C'est très dur », reconnaissait-il à l'époque. « Très dur », chez un homme qui a l'art de la litote, c'est énorme. Michel Sapin le confirme, en septembre 2013 : « Il y a eu deux moments très durs pour François, le référendum de 2005 et la séparation avec Ségolène. » Le 29 mai 2005, Hollande a su qu'il ne serait pas président de la République. Pas dans les prochaines années, pas à la prochaine élection. Ce dimanche électoral a sonné le glas de son ambition élyséenne. Les Français ont dit non à l'Europe, ils ont aussi dit non à François Hollande. Il l'avait vu venir, mais le premier secrétaire est en colère. Il a passé le début de soirée dans sa Corrèze. Mais même ici, même dans sa ville de Tulle, le non l'a emporté. Il n'est plus maître en son fief. Les Français viennent de rejeter le traité constitutionnel européen, à 54,7 %. 67 % des sympathisants de gauche ont dit non à cette Europe que défendait François Hollande. Cette soirée demeure un des pires moments de sa carrière politique.

Le 21 avril 2002 fut un choc, un « coup de tonnerre » selon les mots de Lionel Jospin. François Hollande était triste, abattu, mais il n'était pas le candidat et il ne sentait pas cette campagne. Il ne s'est jamais cru – à juste titre – pleinement responsable de l'élimination de la gauche du second tour de l'élection présidentielle. Mais ce 29 mai 2005, il a beau dire devant les caméras que ce référendum signe l'échec de Chirac, François Hollande sait bien que c'est aussi son échec personnel. Il se croyait lucide, il sentait que ça finirait mal, voyait la colère monter. Trop tard. Il a joué, il a perdu. Les années ont passé, Hollande est usé, lui aussi, voilà huit ans qu'il dirige le PS, de synthèse en compromis. Les

Français ne veulent plus de Chirac, ils ne veulent pas non plus de François Hollande. L'éternel optimiste se laisse aller au pessimisme.

« Ce soir-là, en 2005, je prends conscience que je ne pourrai plus être candidat à l'élection présidentielle de 2007. C'est très difficile », se souvient-il, trônant dans son superbe bureau, le 25 juin 2013. « Je me rétablis quelques mois plus tard au congrès du Mans mais le temps a été perdu. Le référendum, c'est à la fois une mauvaise nouvelle pour la France, qui se retrouve sans solution, une mauvaise nouvelle pour la gauche, parce qu'elle est divisée, une mauvaise nouvelle pour le Parti socialiste, parce qu'il va devoir préparer un congrès, une mauvaise nouvelle pour l'Europe, parce qu'elle se trouve empêchée d'aller plus loin, et une mauvaise nouvelle pour moi. » Cette mauvaise soirée a marqué Hollande. « Le dimanche soir, François est vraiment sonné, ça dure au moins quinze jours. C'est le contrecoup d'un engagement européen, il se demande s'il n'a pas amené les militants socialistes dans une impasse », se remémore, huit ans plus tard, Stéphane Le Foll, à l'époque directeur de cabinet du premier secrétaire et député européen.

Quelques jours plus tard, le 4 juin 2005, François Hollande, manifestement secoué, dirige la réunion du conseil national de son parti, qui vote l'exclusion du secrétariat national de Laurent Fabius et de ses amis qui avaient appelé à rejeter le traité européen. Les Français les ont suivis, mais ils avaient bravé la consigne des militants, ils sont donc punis. « Acceptez-vous d'exclure Laurent Fabius du secrétariat national ? » Chaque membre du parlement du PS doit se prononcer, nominalement. L'ancien Premier ministre les regarde tous droit dans les yeux. « J'ai rarement vu un truc aussi lourd, s'effraie encore Le Foll, huit ans plus tard. On n'avait pas le choix, on ne pouvait pas laisser Fabius triompher. Fabius c'était celui qui tapait sur François, qui dénonçait l'"opposition caoutchouc", "la fraise des bois qui n'a jamais caché des éléphants", il fallait résister. » 162 dirigeants socialistes rétrogradent les nonistes, 127 refusent ce choix. Laurent Fabius quitte la salle, sous la meute des caméras et le crépitement des flashs. François Hollande tient, lui, une conférence de presse dans une petite salle lugubre, avec une poignée de journalistes.

Qu'elle semblait loin et terriblement datée la cover du *Point* qui lui prédisait un si grand destin ! Ce 16 décembre 2004, Hollande exultait de se voir partout « l'homme de l'année ». 2005 devait être son sacre, sa rampe de lancement présidentielle. Et le voilà, en ces premiers jours de juin, doutant, ruminant son échec. Que s'est-il passé ? Quand a-t-il perdu son flair ? A-t-il eu raison de consulter les adhérents du PS ? Aurait-il dû virer Fabius en décembre ? Aurait-il dû refuser de poser avec Nicolas Sarkozy en une de *Paris Match* le 17 mars 2005 ? Le peuple de gauche lui a échappé. Il a du mal à s'en remettre.

On ne le sait pas, mais à ce moment-là, il a songé à tout arrêter. « Oui, il était vraiment touché. » Stéphane Le Foll n'hésite pas, sa réponse est franche, étayée de souvenirs. « Il a espéré jusqu'au bout une remontée du oui, la campagne était très dure, on était les seuls à faire campagne pour le oui, l'UMP ne faisait pas campagne. » Hollande tangué, hésite. Et remonte en selle, la politique est sa vie, il ne peut pas faire une croix dessus. Et il croit en sa bonne étoile, un jour, il se relèvera. Avec les apparatchiks qui l'entourent, il concocte un plan : il annoncera avant La Rochelle qu'il se représente à la tête du PS au congrès qui doit se tenir à l'automne au Mans mais ce sera son dernier mandat de premier secrétaire.

Comment en est-il arrivé là ? Tout commence le 14 juillet 2004. Le président de la République, Jacques Chirac, annonce que les Français seront consultés par référendum sur le traité européen qui prévoit une nouvelle Constitution pour l'Europe. François Hollande est alors à Brest pour les fêtes maritimes. Avec ses copains, François Rebsamen, Stéphane Le Foll, Bruno Le Roux et le Breton Jean-Yves Le Drian, le premier secrétaire se ressource aux Tonnerres de Brest. Le soir, ils dînent ensemble et discutent Europe. Oui à cette nouvelle Constitution européenne ? Non ? Que doit dire l'ancien disciple de Jacques Delors ? Autour de la table, on pousse au oui, même si Rebsamen prévient que les socialistes se mettent à douter de la construction européenne. En juin, dans *Le Monde*, Laurent Fabius a laissé entendre qu'il penchait vers le non. Hollande va devoir choisir. Son hésitation ne peut plus durer, elle lui vaut un nouveau surnom. Irrité par son louvoiement et las de ne pas obtenir une réponse, Jean-Michel Aphantie a conclu son interview sur

RTL, le 23 juin 2004, par « François Hollande, Monsieur Ni Oui Ni Non ».

Le lendemain au petit déjeuner, Le Foll assène à Hollande : « Tu ne peux pas arriver à La Rochelle avec cette étiquette Ni Oui Ni Non. Qu'est-ce que tu penses vraiment ? — Je pense que ce traité est mieux que la situation actuelle. — Alors, on lance la campagne du oui », conclut l'eurodéputé. Le plan de bataille se prépare tout l'été, les fédérations sont consultées, les europhiles mis à contribution.

Le 20 août 2004, François Hollande fait sa traditionnelle interview de rentrée dans *Le Nouvel Observateur*. Il interrogera les socialistes avant la fin de l'année. Et quand le journaliste lui demande : « Vous ne rejetez pas l'hypothèse d'une candidature ? » Hollande lâche : « Par principe, par fonction, par tempérament, je ne me prête jamais au petit jeu des hypothèses. Je soutiendrai, en son temps, celui ou celle qui sera le mieux placé pour faire gagner nos idées. Pour le reste, y a-t-il meilleure préparation à l'exercice des responsabilités que d'être premier secrétaire, pleinement premier secrétaire ? » Hollande arrive donc à l'université d'été du PS en ayant affiché son ambition présidentielle. Laurent Fabius, qui croyait son heure venue, le prend très mal. La bataille européenne est vraiment lancée.

La première manche a lieu le 1^{er} décembre 2004. Le corps électoral est restreint, seuls les adhérents du PS sont invités à se prononcer sur le traité constitutionnel européen. La date a été choisie par Le Foll et Rebsamen. Trois jours après l'intronisation géante de Nicolas Sarkozy à la tête de l'UMP, au Bourget, les camarades devraient avoir envie d'en découdre. Hollande et ses amis ne se sont pas trompés : la participation est forte et le oui l'emporte à 60 %. Le plan a parfaitement fonctionné. Avec l'appui des grosses fédérations (Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône, Hérault notamment), Hollande et les europhiles sont largement majoritaires. Après la victoire des régionales, le premier secrétaire a donc l'année 2004 très heureuse.

Quelque chose ne tourne pas rond en Hollandie. Benoît Hamon votera non. Il voit bien autour de lui que l'hostilité à l'Europe libérale ne cesse

de monter. Dans ses dîners de famille, chez lui en Bretagne, le non s'annonce majoritaire. Et pourtant, le peuple socialiste a largement voté oui. Devenu ministre délégué à l'Economie solidaire, l'ancien leader de la gauche du PS n'en démord pas : « Hollande prend position pour le oui. On a toujours eu un doute sur l'ampleur de la victoire du oui à l'intérieur du PS. Or elle donne le top départ d'une campagne qui sera un calvaire pour le PS et pour François, qui finit dans l'échec. Ce fut une faute de faire voter les militants, le référendum interne a donné quitus au premier secrétaire et a montré la coupure entre le PS et son électorat. » Hollande a-t-il commis une faute en consultant ses camarades ? « L'erreur qu'on a faite, ce n'est pas d'organiser un référendum interne, se défend Stéphane Le Foll. C'est ensuite de ne pas avoir envisagé les modalités d'une campagne du PS avec ceux qui appelaient à voter non. On s'est laissé griser par le oui interne et on n'a rien prévu. »

Pourtant, l'année 2005 commence en douceur, les sondages pronostiquent une victoire du oui, les médias et le microcosme sont à l'unisson. Sur Internet et dans les villages, la réalité est très différente. Henri Emmanuelli, Laurent Fabius et Jean-Luc Mélenchon font se lever des foules hostiles au libéralisme et à Jacques Chirac, ils redonnent corps à une certaine union de la gauche. Le noniste Benoît Hamon n'a rien oublié : « Pour François, c'est un calvaire. Il est face à Fabius qu'il n'aime pas, face à Méluch qui est très bon et Emmanuelli, un pilier du PS. » Les Français se passionnent pour ce texte ardu et les sondages basculent : le non devient majoritaire à partir du moment où la directive Bolkestein sur la libéralisation des services et le « plombier polonais » symbole du dumping social entrent dans la campagne. La gauche se fracture. A Nantes, le 19 mai 2005, François Hollande s'affiche avec Lionel Jospin. « A ceux qui sont tentés par le non, je dis qu'ils ont toutes les chances d'être trompés », accuse l'ancien Premier ministre, qui participe à son premier meeting depuis le 21 avril 2002. « Ils sont abusés pour voter non et ils sont trompés s'ils votent non. » Les 2 500 militants du parc La Beaujoire sont emportés. François Hollande reprend espoir, le meeting lui remonte le moral, il croit la victoire possible. Le Foll le douche : « C'est foutu. »

Le fameux 29 mai, les Français rejettent le traité à 54,7 %. Hollande président m'a une fois raconté cette soirée : « Je savais exactement ce qui m'attendait, je m'attendais à ce que Sarkozy soit le vainqueur, car malgré tout, c'est Sarkozy qui gagne. Chirac est affaibli, on sait que ça va être le candidat, il n'y aura plus de possibilité pour Villepin. Deuxième résultat, ce que je pressens c'est que pour le PS, il va falloir du temps pour réconcilier tout le monde. Ça remet en selle Fabius, qui pouvait dire "j'ai appelé à voter non donc c'est mon tour". D'ailleurs il a fallu un congrès pour lever l'hypothèque, et il est parti. Ça remet en selle Strauss-Kahn qui, quelques jours plus tard, commence à s'agiter. Ségolène, à ce moment-là, franchement, elle n'est pas du tout dans le jeu, ce n'est qu'après qu'elle surgit. » L'éternel premier secrétaire sait qu'il devra laisser passer la présidentielle de 2007.

Les mois qui suivent la victoire du non sont difficiles pour François Hollande. « La fracture dure, au congrès du Mans en novembre 2005, on fait une synthèse d'avant présidentielle, je deviens, moi qui ai voté non, secrétaire national à l'Europe, se souvient Benoît Hamon. Lors de nos journées d'été en 2006, un an après le référendum européen, je fais un choix lourd, je lance un appel à Hollande : "La logique c'est que le premier secrétaire soit candidat", je lui amène la caution du non. Alors qu'avant il nous disait "il faut que ça monte", là, il ne nous répond pas. » Des anciens nonistes s'en remettent à la candidature présidentielle de Hollande, et lui « ne répond pas », les laisse se ridiculiser.

Hollande aime qu'on le désire, qu'on l'appelle, mais il sait que depuis le 29 mai 2005, il ne peut plus être candidat à l'élection présidentielle. Il a passé son tour.

Et finalement, cet échec fut une victoire. Morale d'un éternel optimiste à qui, jusque-là, la vie politique a toujours réussi : « On ne peut être président que quand on a surmonté des épreuves, des tempêtes et des drames qui auraient pu tout anéantir et dont on est sorti en vie », affirme François Hollande, le 25 juin 2013, à l'Élysée. Ceux qui ont voté non lui ont rendu service, voilà ce qu'il veut croire, maintenant que celui qui se croit gentil a gagné : « Je sais ce que sont les mouvements de presse, les caricatures, ça s'arrête, ça revient », philosophe le président, conscient

que tout au long de sa carrière, et particulièrement dans la primaire et la campagne présidentielle, la presse l'a soigné.

Dans une voiture, à l'automne 2005, Hollande rentre d'un meeting dans le Nord avec une conseillère et une journaliste. Il fait nuit, la route est longue, la réunion était ennuyeuse, la conversation file sur ces derniers mois délicats. La journaliste ose : « Fallait vraiment être con pour voter oui. » L'homme qui a toujours une petite blague, une petite phrase, ne dit rien.

OceanofPDF.com

« On créera 60 000 à 70 000 postes »

La mesure phare de sa campagne, François Hollande l'a improvisée. Les enfants sont encore à l'école, mais les parents d'élèves et les profs sont sagement assis autour de cette table rectangulaire, au premier étage de la mairie de Soissons. Cheveu légèrement en l'air, costume gris foncé, chemise claire dont les manches dépassent de la veste et cravate bleue déjà de travers, François Hollande serre d'abord toutes les mains avant de s'asseoir à son tour. Il est 15 heures, vendredi 9 septembre 2011. Le candidat à la primaire socialiste n'a plus qu'un mois pour assurer sa victoire et se lancer enfin dans l'aventure présidentielle.

Cette semaine, c'est la rentrée scolaire, Hollande parle donc éducation au cours de cette virée dans l'Aisne. C'est la première fois qu'il entre dans la mairie de Soissons, il écoute d'abord sagement les doléances des parents et des profs. Ils racontent leurs difficultés, les ravages causés depuis cinq ans par les suppressions de postes et demandent au favori des sondages « ce qu'il compte faire concrètement, s'il est élu président ». Pendant que ses interlocuteurs parlent, Hollande griffonne la feuille blanche qu'il a posée devant lui. Puis il prend la parole. « Ma politique sera d'en finir avec cette règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, je veux sanctuariser les moyens dans l'Education nationale... Nous arrêterons les suppressions de postes et nous les rattraperons année après année. Nous ne mettrons les postes que là où ils sont les plus nécessaires. » Réparer les dégâts du sarkozysme, c'est la ligne de tous les candidats à la primaire socialiste. Les profs et les parents d'élèves sont contents d'avoir vu Hollande, mais sans plus. Ils saluent le candidat qui s'en va à la Halte Fluviale tenir une conférence de presse. Dans cette salle municipale, en bordure de l'Aisne, qui sera les 9 et 16 octobre, un bureau de vote de la primaire, cinquante vieux militants

socialistes et une poignée de journalistes attendent d'écouter François Hollande. Jean-Noël Guérini doit-il être exclu du PS ? Le Sénat va-t-il basculer à gauche ? Dominique Strauss-Kahn doit-il avoir une place dans la campagne présidentielle ? Que proposerez-vous pour l'école ? François Hollande répond à toutes les questions d'actualité. Sur l'éducation, il lance : « Je fais la proposition de faire une loi de programmation qui permettra de recréer des postes sur les cinq ans » et promet de stopper « l'hémorragie que représente la règle du non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, nous allons recréer des postes ».

A la fin de cette conférence de presse, la journaliste de l'AFP venue de Paris s'approche du candidat. Elle vient d'intégrer le service politique, après avoir été à la rubrique éducation. Elle cherche des précisions, demande donc à François Hollande s'il compte bien recréer les 60 à 70 000 postes supprimés dans l'Education nationale depuis 2007. « Oui, on créera les 60 000 à 70 000 » postes supprimés depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, lui répond Hollande. Elle a le chiffre, mais elle veut en savoir plus, s'agit-il seulement de profs ? « Ce ne sont pas que des postes d'enseignants qu'il faudra créer mais aussi des postes d'encadrants, d'assistantes sociales, de psychologues » et des métiers « liés aux nouvelles technologies », précise alors le candidat. Hollande, ce vendredi après-midi, ne dit pas encore comment il financera cette mesure, qu'il vient manifestement d'improviser et qu'il n'a pas encore chiffrée.

Dans la voiture qui emmène la presse parisienne à Hirson, étape suivante de la tournée hollandaise, l'agencière rédige une dépêche « urgente » sur l'annonce de François Hollande. Les syndicalistes, la droite, ses concurrents à la primaire et ses proches – eh oui !!! ainsi va la vie en Hollande – apprennent en même temps par l'article de l'AFP que François Hollande vient de donner, en cet après-midi estival, un sérieux coup de barre à gauche dans sa campagne qui se voulait si sérieuse.

François Hollande est très content de son coup. Il consulte sur son iPhone les dépêches et lit avec gourmandise les réactions qu'il provoque en chaîne. Il est en train de faire l'actualité, et c'est un de ses plus grands plaisirs. Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, juge ses propositions « irresponsables » en raison de la politique de

désendettement à mener et « irréalistes » du fait du peu de candidats se présentant aux concours d'enseignants. « Monsieur Hollande propose à nouveau les vieilles recettes de la fuite en avant budgétaire. Il révèle son vrai visage, puisque je rappelle qu'il est à la tête du département de France le plus endetté », assène Luc Chatel à l'AFP. La porte-parole du gouvernement Valérie Pécresse estime, à son tour, que « la primaire socialiste » vire « chaque jour un peu plus à la course à la dépense ». Et balance : « Les déclarations antidette de François Hollande sont de pure façade. »

Les sarkozystes le ciblent. Tant mieux. C'est donc qu'il est le favori. François Hollande voulait marquer les esprits à gauche, gommer son image de « père la rigueur ». Il espère gagner des points chez les profs, un électorat clé pour la primaire et la présidentielle. C'est la première fois qu'il arrive à se départir de l'étiquette de « gauche molle » dont Martine Aubry l'affuble depuis des semaines. La maire de Lille s'est, elle, seulement engagée à mettre fin à la règle du « un sur deux » dans l'Education nationale. Pour pouvoir gagner au second tour, Hollande doit se « gauchiser ». Il vient de le faire sans en parler à personne. Il a le goût de l'improvisation. Souvent, en meeting, il monte à la tribune avec une simple feuille griffonnée de quelques mots. Il s'est toujours pensé meilleur que les autres. Hollande se fait confiance, il a foi dans son instinct et donc dans son sens politique. Il prend presque toutes ses décisions seul, sans associer personne. Il demande des avis techniques parfois, pour préciser une intuition, connaître la faisabilité d'une proposition. Mais il ne se fie qu'à lui. « François est quelqu'un qui écoute beaucoup, mais qui fonctionne assez seul dans sa tête. Il a toujours agi comme cela, il va continuer à fonctionner comme ça à l'Elysée », m'avait confié son fils Thomas Hollande, en juin 2012.

François Hollande est sûr de sa *vista* et il se souviendra longtemps de ce vendredi dans l'Aisne. Un grand sourire ne le quitte pas de la soirée. A 19 heures, le candidat est à Hirson, il visite un centre éducation jeunesse, avant de tenir un meeting, devant cent militants, plutôt âgés, sous un petit chapiteau bleu. Hollande dédicace des cartes postales avec sa photo et celle de François Mitterrand où l'on peut lire « 1981 2012 la France en

avant ». Dans ce petit coin de France, Hollande est content, les sondages le donnent en tête depuis des mois. « J'ai confiance, je sens que les Français ont envie du changement. Faites en sorte d'être heureux le 6 mai 2012 », exhorte le candidat, sous les « François président ». Le maire d'Hirson lui offre alors un énorme maroilles, ce fromage de l'Avesnois à l'odeur si prononcée. François Hollande, qui a fait de son régime un argument électoral, se marre en prenant la spécialité : « Vous avez compris pourquoi j'avais fait un effort, je savais que j'allais faire une campagne longue, je ne sais pas comment je vais finir cette campagne, mais on me verra bien. » Un homme dans la salle crie : « A l'Elysée non ? » Le candidat sourit et conclut : « Voilà ! »

Puis il prend, en retard comme toujours, la route du familistère de Guise, où l'attendent son ami Jean-Pierre Balligand et près de trois cents personnes. Sur la scène du théâtre de ce « palais social de l'avenir » comme l'appelait son créateur Godin, construit sur le modèle du phalanstère de Charles Fourier, Hollande fait son show. Devant les imposants rideaux rouges, place d'abord au vrai spectacle, des acteurs jouent des personnages célèbres, le fameux « ouvrez une école et vous fermerez une prison » de Victor Hugo résonne dans ce « palais du travail » où habitaient les ouvriers qui fabriquaient les poêles Godin. Avant d'aller visiter de nuit le familistère, symbole de l'utopie ouvrière qui a si longtemps chevauché celle de la gauche, Hollande avoue : « Je ne sais pas si on va réussir à transformer le palais de l'Elysée en palais social. » Il n'en est pas encore là. Mais ce vendredi 9 septembre, François Hollande a déjà réussi à transformer sa campagne des primaires en une authentique campagne de gauche. Un gage de succès.

« Je vais taxer à 75 % les revenus au-dessus de un million d'euros »

Autour de la table, dans le bureau sans âme de François Hollande, ce lundi 27 février 2012 au matin, les hommes du futur président ont la mine grave, ils finalisent la préparation de « Parole de candidat », l'émission politique de TF1 qui a lieu le soir même. Ils doivent trouver la martingale qui leur permettra de sortir de la nasse et d'assurer définitivement la victoire de leur champion. Les électeurs de gauche se tournent vers Jean-Luc Mélenchon, les doutes sur François Hollande resurgissent, l'élan du discours du Bourget semble s'être brisé. S'il veut rassembler son camp et battre Nicolas Sarkozy, François Hollande doit marquer l'opinion. Et trouver une nouvelle idée. Autour du candidat : son directeur de campagne Pierre Moscovici, son organisateur en chef Stéphane Le Foll, son dircom Manuel Valls, sa plume Aquilino Morelle, qui fut précisément l'inspirateur du discours du Bourget.

Après la bonne surprise de ce discours fondateur, un mois plus tôt, la campagne de François Hollande patine : « On est dans un faux plat, Mélenchon progresse, François cherche une mesure qui frappe les esprits, se remémore Manuel Valls, à l'époque l'homme qui monte dans la campagne. Il a toujours considéré qu'une campagne, c'était un meeting fort, un discours qui la lance, un programme donné très tôt, des surprises et une mesure qu'on n'attend pas et qui permet de relancer la campagne. » Le samedi après-midi, la petite équipe a déjà commencé à cogiter et ce matin, elle finalise. Le candidat ne veut pas improviser, il ne veut pas se tromper, il ne peut pas se tromper.

François Hollande a reçu, le dimanche après-midi, une note de deux pages intitulée « préparation de l'émission "Face aux Français" lundi 27 février 2012 » et signée Aquilino Morelle. L'ex-directeur de campagne

d'Arnaud Montebourg écrit : « Dans le cadre de cette émission, il se peut que tu sois amené à formuler des propositions nouvelles. Celles que je t'ai présentées oralement hier s'inscrivent dans l'axe stratégique du discours du 22 janvier dernier au Bourget : reprise du contrôle de la finance, recherche de l'égalité entre Français, volontarisme politique. » Morelle, qui a voté non à Maastricht et au traité constitutionnel européen de 2005, est là pour ancrer la campagne dans l'histoire de la gauche. Ses mots parlent au peuple de gauche, il sait le faire vibrer, François Hollande le comprend. Trois mesures sont proposées au candidat dans cette note : « le plafonnement du prix du carburant : au-delà d'un certain prix (à fixer), toute hausse du prix du pétrole ne serait plus répercutée sur le prix à la pompe, grâce à une diminution correspondante de la TIPP (TIPP "flottante"). Il faut la présenter comme un encadrement des prix en marquant bien que plus aucun Français ne paierait son super ou son gasoil plus que "x euros". » Puis « l'interdiction des licenciements "boursiers", c'est-à-dire la mise en forme législative de la jurisprudence de la Cour de cassation. » Enfin, « le plafonnement des revenus ».

La deuxième page de la note est consacrée à ce qui restera comme un tournant de la campagne présidentielle de François Hollande. « C'est une mesure forte, qui aurait une dimension symbolique mais pas que symbolique. Elle ne répondrait pas seulement à une nécessité morale, mais introduirait de la cohérence et de la solidarité dans le fonctionnement même de l'économie. Elle réintroduirait en effet un lien entre le sort des plus riches et celui des plus modestes. C'est une mesure que les Etats-Unis ont adoptée à plusieurs reprises dans leur histoire, à chaque fois à des moments de crise grave où la nation avait besoin de se rassembler. » Et l'ancienne plume de Lionel Jospin, celui qui a œuvré au rapprochement d'Arnaud Montebourg et François Hollande dans l'entre-deux-tours de la primaire, de détailler l'exemple américain : le passage en 1918 du taux supérieur de l'impôt sur le revenu de 7 à 77 % pour les revenus supérieurs à un million de dollars (qui redescend à 25 % en 1925), la création en 1935 par Franklin Roosevelt d'une taxe à 79 % pour les revenus supérieurs à cinq millions de dollars et enfin l'adoption par le Congrès en 1944 d'un taux maximum de 94 % pour les revenus supérieurs à 2 840 000 dollars. « Cette proposition peut soit prendre la

forme d'une interdiction légale, soit solliciter la fiscalité. Cette voie est plus simple. Elle offre une alternative : soit une hausse très forte du taux maximal, soit une fixation à 100 % de ce taux qui aboutit à la création de facto d'un revenu maximal, comme il existe un salaire minimum. »

Suit en gras et souligné, la phrase que pourrait/devrait dire François Hollande à la télévision ce 27 février 2012 : « Je propose que le taux d'imposition soit fixé à 90 % pour les revenus supérieurs à 1,25 million d'euros, soit 100 fois le SMIC. »

L'idée est venue à Aquilino Morelle en lisant *Le Monde diplomatique*. Le numéro de février titrait en une « Plafonner les revenus, une idée américaine ». Sous la plume de Sam Pizzigati, le mensuel retrace l'expérience d'outre-Atlantique. Morelle a également vu le site Roosevelt2017 qui remet au goût du jour cette présidence. Il se souvient aussi qu'en 2007, Ségolène Royal avait plaidé pour un revenu maximum. Le fils d'immigré espagnol sait que taxer les riches est un marqueur de gauche. Il devine que la campagne se gagnera sur ce flanc-là. Stéphane Le Foll en avait discuté avec lui quelques jours plus tôt. Plutôt que plafonner les revenus, imposons-les, plaidait le hollandais.

A la grande surprise d'Aquilino Morelle, ce lundi matin, la discussion ne se fait pas sur le fond de cette mesure, car personne n'ose s'en démarquer. En quelques minutes, la taxe s'abaisse juste de 90 à 75 %, un seuil plus acceptable pour Pierre Moscovici notamment, et elle est élargie aux revenus « supérieurs à un million d'euros ». François Hollande a acheté tout de suite la taxe à 75 %.

Pendant le week-end, l'équipe de François Hollande avait consulté Martine Aubry sur cette taxe antihyper-riches. « On ne fait pas de coup de communication avec la fiscalité, c'est un outil économique et social. Mieux vaut créer une tranche temporaire d'impôt sur le revenu à 55 % », plaide en vain la première secrétaire. A ses yeux, il serait plus utile de rétablir la progressivité de l'impôt sur le revenu et de créer une tranche qui toucherait des dizaines de milliers de personnes plutôt qu'une taxe symbolique qui n'en touche qu'une poignée. Mais François Hollande et son équipe cherchent à marquer les esprits. Manuel Valls l'avoue, les 75 % frappent l'électeur de gauche comme l'annonce de la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale par Nicolas Sarkozy

en 2007 avait percuté l'électeur de droite. « Aquilino est à fond pour, politiquement et idéologiquement, Manuel n'a pas de sentiment de fond, mais il pense qu'on est dans un moment où la campagne est encalminée, et qu'en termes de com' et de politique, cette taxation est dans l'air du temps, dans ce sentiment hostile aux hyperriches », se souvient Pierre Moscovici. Et lui ? « Je suis sensible à l'argument de com', je ne suis pas hostile du tout, mais je souligne que ce sera compliqué, difficile à mettre en place. » François Hollande, lui, en voit immédiatement le bénéfice politique. Et puis il a déjà dit « je n'aime pas les riches ».

La surprise doit être gardée pour l'émission du soir, plus personne ne parle.

Manuel Valls prévient la directrice de l'information de TF1, Catherine Nayl, en arrivant dans les studios de La Plaine Saint-Denis : ce sera l'événement de ce grand oral face à des Français. Laurence Ferrari est encore au maquillage, elle apprend que François Hollande « risque de faire une annonce sur une taxe contre les riches ». Pendant l'émission, la présentatrice a le sentiment que le candidat socialiste hésite, elle revient à la charge. Et au moment de dévoiler cette mesure qui doit lui garantir la victoire, la langue de François Hollande fourche. « J'ai appris les progressions considérables des rémunérations des patrons du CAC 40, deux millions d'euros en moyenne par mois. Comment l'accepter ? » commence Hollande avant de proposer un impôt à 75 % pour les revenus supérieurs à « un million d'euros par mois ». Pendant la coupure publicitaire, son équipe lui signale son erreur. Il la corrige et annonce donc dans un deuxième temps un taux d'imposition à « 75 % pour les revenus au-dessus de un million d'euros par an, donc à peu près 100 000 euros par mois ».

Sur le plateau de France 2, quelques minutes plus tard, Jérôme Cahuzac, en charge des questions budgétaires dans l'équipe Hollande, est pris au dépourvu. Croyant tout maîtriser du programme fiscal du candidat, Jérôme Cahuzac a eu le tort de ne pas regarder Hollande face aux Français. Il n'arrive pas à défendre une mesure qu'il a découverte par une dépêche AFP et à laquelle il ne croit pas vraiment.

Il a alors aussitôt envoyé un sms à Manuel Valls : « 75 % c'est quoi ? je suis à l'antenne dans 5 minutes. « Démerde-toi, tu sais faire », répond

le directeur de la communication. Cahuzac ne se « démerde » pas, il fait entendre sa différence. Il croyait être sur la même ligne fiscale que François Hollande, il avait plaidé pour une tranche d'impôt à 45 %, face à Manuel Valls et Pierre Moscovici penchant pour 50 %, et Hollande avait arbitré pour 45 %. Trop fier, Cahuzac n'arrive pas à se dédire. « Ç'a été un tournant », rabâchera pendant des jours le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Hollande et Cahuzac ne se parlent plus. Hostile à cette mesure, Cahuzac lui écrira plus tard une lettre.

Le lendemain de cette annonce, François Hollande se rend au Salon de l'agriculture. Quand les journalistes lui demandent des précisions, arguant que Jérôme Cahuzac n'était pas au courant, le candidat a cette phrase : « Ben maintenant, il l'est. » Pendant ce temps, le conseil politique évalue les conséquences de cette taxe et des remous qu'elle provoque. Faut-il revenir en arrière ? Comment mettre en place cette taxe sans être confiscatoire ? Le plus réticent d'entre eux, Cahuzac, cherche une solution, Fabius plaide pour que la taxe ne soit pas permanente, Ayrault est hésitant, Valls et Morelle ne veulent pas bouger : « On ne peut pas reculer, c'est un marqueur. »

En cafouillant devant des millions de téléspectateurs – ce qui est peu relevé à l'époque –, François Hollande a-t-il commis un lapsus révélateur ? « François en voyait la portée et la limite. Sur TF1, il en donne la portée mais se trompe, lui qui ne se trompe jamais », souligne en souriant Pierre Moscovici, de longs mois plus tard, depuis son grand bureau de ministre de l'Economie et des Finances. Est-ce que le candidat croyait vraiment à cet impôt à 75 % ? Manuel Valls, place Beauvau, sourit, cherche ses mots et démine : « Puisqu'il la propose, il y croit. » Moscovici répond par une pirouette : « Il n'y renonce jamais, il voit l'opportunité politique, il sait que c'est un marqueur. Il n'aime pas la richesse, il est toujours préoccupé par la hiérarchie des revenus, il n'aime vraiment pas l'argent ostensible, les inégalités. Il est partagé. »

Même quand elle est censurée par le Conseil constitutionnel, à Noël 2012, François Hollande n'abandonne jamais cette taxe qui lui a valu sa victoire, comme tous le pensent dans l'équipe présidentielle. Il ne veut

pas montrer qu'il a tourné le dos à sa campagne et il savait que pour gagner, il devait faire vibrer le peuple de gauche. Michel Sapin, à la rentrée 2013, rue de Grenelle, le nez sur la-courbe-du-chômage-qui-doit-s'inverser, se rappelle cette campagne pleine de promesses et de figures imposées. « L'écroulement de DSK provoque un moment d'inquiétude chez François. Face à DSK, François aurait gagné dans des conditions plus favorables pour la suite, il aurait gagné à gauche avec un discours réaliste. Or là, face à Martine Aubry, François a gagné sur le flanc réaliste contre la gauche. C'est pour cela qu'ensuite, il fait Florange, Goodyear. C'est nécessaire de le faire dans la campagne électorale, mais difficile à gérer dans l'exercice du pouvoir. La première année sert alors à solder les scoreries. »

Se renier sans trop se dédire, liquider la campagne sans trop mécontenter ses électeurs, ne pas faire au pouvoir ce que l'on promettait dans l'opposition, gérer les contradictions de sa majorité sans la faire exploser, l'équation de François Hollande a de multiples inconnues. Il voudrait ne pas avoir à choisir entre les deux gauches. Au Bourget, le 22 janvier 2012, François Hollande certifiait : « Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc jamais élu et pourtant, il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. » Ses amis banquiers et patrons s'amusaient, « c'est la campagne ». François Hollande proclame aujourd'hui : « Je suis le président des entreprises. » Il leur demande de payer pendant deux ans une taxe à 75 % pour leurs salariés qui gagnent plus d'un million d'euros par mois. Il promettait une grande réforme fiscale, il se laisse caricaturer en président du matraquage fiscal. Seule surnage, scorie de la campagne à laquelle il se raccroche, la taxe à 75 %.

François Hollande n'a jamais aimé les riches. Il n'a jamais été fasciné par l'argent, le luxe n'a jamais été son monde. Ses appartements n'ont jamais été décorés avec ostentation, la fonctionnalité lui importe plus que la beauté. S'il s'est fait offrir par sa compagne un costume Smuggler, made in France, fabriqué à Limoges, à 1 000 euros, c'est depuis qu'il est président. Dès qu'un de ses interlocuteurs aborde une question de

personnes ou surtout de rémunération, racontent ses amis, François Hollande change de ton et insiste : « Là, je te parle sérieusement. »

OceanofPDF.com

« Je ne vois pas pourquoi Ségolène serait interdite de responsabilité »

Certains l'ont vu pleurer, d'autres l'ont entendu se lamenter. « Tu te rends compte, je n'ai même pas eu un mois », s'est plaint François Hollande à un vieux copain, qu'il avait appelé pour se réconforter, le jour du tweet de Valérie Trierweiler. Car il s'agit bien de cette déflagration-là. Mardi 12 juin 2012, à 11 h 56, « Valtrier » se venge, elle écrit : « Courage à Olivier Falorni qui n'a pas démérité, qui se bat aux côtés des rochelais depuis tant d'années dans un engagement désintéressé ». La Première dame soutient le candidat dissident contre la candidate soutenue par le président. Politiquement, c'était déjà inattendu. Mais quand en plus le conflit devient privé – Valérie Trierweiler choisissant de soutenir l'adversaire de Ségolène Royal, ancienne compagne et mère des quatre enfants de François Hollande –, on comprend mieux la colère du chef de l'Etat. Sa déception aussi, de voir son quinquennat entaché dès son premier mois. Les collaborateurs élyséens se souviennent de sa froideur, en fin de matinée. « Elle est irresponsable¹ », leur dit-il. Certains de ses amis, eux, n'ont pas oublié ses larmes, de rage, de tristesse. Sa présidence pulvérisée par sa propre compagne, François Hollande qui disait « connaître toutes les vicissitudes de l'âme humaine » n'y avait jamais pensé. « François était bousillé psychologiquement », se souvient un ami qui l'avait vu ce jour-là. « Ce fut un choc. Que sa vie privée soit exposée publiquement est insupportable pour lui », racontait à l'époque son fils, Thomas Hollande. « Il a failli perdre ses enfants une fois, dans la séparation avec Ségo, il ne recommencera pas », prévenait un autre vieil ami. Dans les jours qui suivirent ce tweet, Ségolène Royal gardait les stigmates du coup, son visage était marqué. Dévastée, la candidate avait du mal à y croire : « Elle a obtenu ce qu'elle voulait, elle devrait être

contente, quel besoin a-t-elle de vouloir effacer le passé ? » répétait-elle en privé, et elle prévenait certains : « Elle ferait mieux de s'intéresser à la suivante. »

A peine un mois après avoir été élu président de la République, François Hollande doit affronter sa première crise, elle met à mal sa présidence qui se voulait normale et ramène son quinquennat au mélange public/privé dont il voulait tant qu'il demeure l'apanage de Nicolas Sarkozy. « Il avait la grosse tête en arrivant à l'Élysée, le tweet fut finalement salvateur, ça l'a fait atterrir », croit savoir un hollandais de la première heure.

Des mois plus tard, j'ai demandé à François Hollande s'il avait vraiment pleuré ce jour-là – ce que des témoins attestent – et il m'a répondu, crânement : « Non, je n'ai pas pleuré. » Pour Ségolène Royal, pour leurs quatre enfants, pour Valérie Trierweiler, François Hollande était navré. Et il m'avait confié : « Ce qui m'a rendu vraiment triste ce n'est pas le tweet, c'est l'échec de Ségolène. »

Les vieux copains de l'ancien couple racontaient que la violence du coup porté par Valérie Trierweiler contre Ségolène Royal avait paradoxalement contribué à adoucir les relations entre le président et son ancienne compagne. « Ma relation avec Ségolène était déjà apaisée depuis la primaire », me certifie François Hollande, lundi 9 septembre 2013, assis sur son fauteuil doré dans son bureau à l'Élysée. Et s'il ne veut pas vraiment revenir sur le tweet, il reconnaît que l'échec législatif de Ségolène Royal l'a contrarié : « Je pense qu'elle méritait d'être à l'Assemblée. »

Si François Hollande affirme avoir apaisé ses relations avec Ségolène Royal lors de la primaire, c'est parce qu'il lui doit une partie de sa victoire. La panique avait saisi son camp, le soir du premier tour de cette désignation, dimanche 9 octobre 2011. L'avance était plus courte que prévue ; le Corrèzien avait recueilli 39,17 % des voix, Martine Aubry 30,42 %. A la Maison de l'Amérique latine, l'ambiance était morose. Tous s'attendaient à passer la barre des 40 % et à être largement devant la maire de Lille. Vers qui se tourner ? Qui appeler en renfort pour le second

tour ? La réunion tactique se tint en présence de Valérie Trierweiler. Pour la majorité des présents, la clé de la victoire était « Montebourg ». Quelques rares voix détonnaient en affirmant « Ségolène ». François Hollande consentit ensuite à téléphoner à Ségolène Royal, elle ne décrocha pas. La sévère défaite qu'elle venait de subir (7 %) l'avait abattue, ses larmes en direct à la télé avaient ému. Après la réunion de la Maison de l'Amérique latine, quelques vieux hollandais se retrouvèrent au café, ils savaient que leur candidat allait devoir prendre contact avec son ancienne compagne, et trouver les mots pour la convaincre d'appeler à voter pour lui, plutôt que pour Aubry. Politiquement, cela n'était pas compliqué, mais la nouvelle compagne de François Hollande allait s'y opposer de toutes ses forces. L'un d'entre eux reçut d'ailleurs, ce soir-là, un sms de Valérie Trierweiler : « Si j'ai bien compris dans la réunion, la stratégie c'est de s'allier avec Ségolène. Sache que je suis totalement contre. Si tel était le cas, l'aventure se ferait sans moi. »

Le lundi midi, le staff de Hollande déjeuna à la Maison des Polytechniciens, là même où Royal avait digéré sa défaite la veille. Le candidat, mal à l'aise, finit par lâcher : « J'ai laissé un message à Ségolène, je vais aller la voir. » Hollande et Royal se virent l'après-midi puis le lendemain. Royal dîna avec ses quatre enfants, qui étaient plutôt favorables à ce qu'elle appelle à voter pour leur père. Le mardi 11 octobre, Royal accepta de se rallier à Hollande, et il lui promit la présidence de l'Assemblée nationale. Mais peu savaient autour du favori qu'il était allé discuter avec son ex. « Chut, je ne l'ai pas encore dit à Valérie », leur intima-t-il. François Hollande et Ségolène Royal n'ont pas discuté seulement de politique. Les deux anciens compagnons ont également réglé leurs différends patrimoniaux dans l'entre-deux-tours de cette primaire². C'est ce qui explique le tweet envoyé par Valérie Trierweiler pour saluer l'appel à voter de l'ancienne candidate à la présidentielle : « Hommage à Ségolène Royal pour son ralliement sincère, désintéressé et sans ambiguïté ». Trierweiler ne laisse jamais rien passer, surtout quand il s'agit de Royal. Hollande, lui, a longtemps voulu ne pas voir la jalousie de sa nouvelle compagne. Jusqu'au mardi 12 juin 2012.

Royal battue à La Rochelle, Hollande ne pouvait plus honorer sa promesse d'en faire la première femme présidente de l'Assemblée nationale. Quel rôle, dans le quinquennat de François Hollande, pour celle qui s'est présentée en 2007 ? « Rien n'interdit de la nommer quelque part mais je ne sais pas où », répète sans cesse le président. Il en a déjà fait la vice-présidente de la Banque publique d'investissement, elle qui préside la région Poitou-Charentes. Ségolène Royal peut-elle espérer plus ? Oui, à en croire François Hollande. Le 9 septembre 2013, le chef de l'Etat assurait : « Je ne vois pas pourquoi elle serait interdite de responsabilité au prétexte que nous avons eu des enfants ensemble. J'ai trouvé que c'était vraiment affligeant que des voix aient pu contester sa nomination à la BPI alors qu'elle n'y a aucune rémunération, aucune responsabilité exécutive. »

François Hollande estime avoir aujourd'hui une relation qu'on qualifierait de normale avec son ex, s'il n'avait pas surutilisé et galvaudé ce terme. Ils ont vécu ensemble plus de vingt-cinq ans. Un couple privé et un couple politique qui se complétait, l'intuition de l'une, son sens de la société s'alliant au sens tactique de l'autre, à sa rondeur qui faisait des merveilles à la tête du PS. Certains l'avaient surnommé « le boulanger de Solférino » pour ses capacités à rouler tout le monde dans la farine. Leur séparation fut douloureuse. Leurs quatre enfants ont longtemps reproché à leur père de ne pas avoir assez soutenu leur mère quand elle se présentait en 2007. Hollande a souffert de ne pas les voir à cette époque. Il aime ses enfants, il aime les enfants. Il confiait parfois au moment où il s'éloignait de sa compagne et rencontrait Valérie Trierweiler qu'il aurait voulu un autre enfant. Aujourd'hui, il le dément : « La question ne s'est pas posée. » Puis « ça ne s'est pas fait ». Et positif : « J'ai eu quatre enfants, c'est une belle famille, je n'ai pas de regrets d'enfants. » Thomas, Clémence, Julien et Flora Hollande sont grands, leur mère a toujours été très présente, leur père aussi, mais un peu moins. Et parfois, il s'en veut. « Bien sûr que j'ai des regrets, mais j'en aurais plus si j'avais eu l'impression de leur avoir manqué. Je les ai beaucoup interrogés, ils n'en ont pas souffert, ils vont bien », se rassure François Hollande. Et quand on l'écoute, on entend les reproches qu'il se fait, la nostalgie de cette période dont il n'a pas assez profité, les regrets qui affleurent.

En septembre 2009, *L'Express* avait révélé qu'André Hadjez, le nouveau compagnon de Royal, avait envoyé une facture de 41 860 euros à Pierre Bergé pour des « prestations nouvelles sur le site de Désirs d'avenir ». Peu après, François Hollande avait confié à un proche, passant un peu vite sur leurs vingt-cinq années de vie commune : « C'est dingue, Ségolène ne tombe que sur des escrocs. »

1. *Entre deux feux*, Anna Cabana et Anne Rosencher, Grasset, 2012.

2. *L'Ex*, Sylvain Courage, Editions du Moment, 2012, p. 134.

« Perdre les ouvriers ? Ce n'est pas grave »

Son visage est défait, elle n'a pas cherché à le cacher. Pas de maquillage, pas d'artifice, elle offre crânement sa souffrance à ses visiteurs. Elle leur crie à la face, même, elle qui n'a plus le droit de parler. Sa « résistance passive ». Sa façon d'être. Au fond, Aurélie Filippetti assume sa douleur, sa colère se lit en elle... Elle sort de son bureau en souriant, ce mercredi 5 décembre 2012. Elle n'est pas seule. Elle est encore pour quelques instants la ministre de la Culture du gouvernement français. Un rang à tenir. Un rôle à jouer. Elle raccompagne Marta Suplicy, son homologue brésilienne, dans l'antichambre où trône un gigantesque sapin de Noël aux boules blanches « made in Lorraine ». La délégation brésilienne semble en meilleure forme que les Français. Aurélie Filippetti fait encore un effort, elle dit au revoir à ses hôtes, leur redit le plaisir qu'elle a eu à les recevoir, l'espoir que la France et le Brésil travailleront ensemble... Des banalités qui font partie du métier, des phrases toutes faites qu'elle récite sans y prêter attention. Elle est ministre de la Culture, un rêve...

Mais il ne faut pas l'écouter, il faut la regarder, scruter son corps, déceler dans ses traits cernés, son visage blafard le masque non de la fatigue mais de la colère, de la déception.

Au bord du gouffre. Au bord de la dépression politique. Political breakdown...

Jupe noire, haut bordeaux, habillée comme si elle avait dix ans de plus, elle qui fait d'habitude si attention à elle. Là, rien ne fait diversion, on ne voit que sa tristesse. Ses cheveux sont attachés, son visage se donne à voir, brut de douleur.

Elle entre dans son bureau et lance juste : « Ça sent le sapin. » Sens propre ? Sens figuré ? Elle sourit de ces mots qui sortent tout seuls, de

cette ambiguïté qu'elle assume. Noël approche, elle devrait être heureuse, elle va retrouver sa fille. L'arbre décoré clignote à gauche du canapé blanc où elle va se lover, enlevant ses escarpins noirs, pliant ses genoux, prenant ses jambes dans son bras droit. Presque en position fœtale, ramassée sur elle-même dans les plis de son canapé.

Si elle pouvait se tenir comme un bébé elle le ferait. Elle a mal et ça se voit, elle va mal et elle veut qu'on le voit. Elle voit que je prends des notes, que je vais le raconter et jamais elle ne me demande d'arrêter.

Les mots sortent mécaniquement, elle dont la vie leur est dédiée. Elle commence calmement, se souvient de sa visite à Florange avec Arnaud Montebourg en septembre dernier. Se remémore les premières discussions sur le contrôle public temporaire, les mots doux pour dire la nationalisation. « Arnaud a pris le dossier à bras-le-corps, il a cette idée qui me convainc pour sortir de la nasse dans laquelle nous avait mis Mittal. J'en parle à Hollande, il est réticent, c'était il y a deux mois, puis ça s'impose. J'ai cru qu'on allait y arriver, Hollande est un pragmatique. »

La colère monte peu à peu, le débit se fait plus rapide, et la phrase fuse, résumé des six premiers mois d'un quinquennat dans lequel elle ne se reconnaît plus : « Enfin un geste de gauche, ça rééquilibrait. »

Flash-back sur ce maudit vendredi soir où tout a basculé. Aurélie Filippetti est au théâtre. Personne ne lui a rien dit. « Je sors et j'ai cinquante sms dont un de Chantepy [le directeur de cabinet du Premier ministre] me demandant de faire le service après-vente ! » Elle ne savait pas que le Premier ministre parlerait. Evidemment, en Hollande, personne ne l'a prévenue que le vent avait tourné, que la nationalisation était enterrée, que les hauts-fourneaux fermaient et que Mittal avait gagné. « Hallucinant. » François Hollande n'a jamais décroché son téléphone. Jean-Marc Ayrault non plus. Pas de débat, pas de collectif. Ce n'était pas son dossier. La gauche abandonne une nouvelle fois la sidérurgie. Personne ne prévient la fille d'ouvrier, l'enfant de la mine. Les « derniers jours de la classe ouvrière », c'était le titre de son roman, c'est la politique de son gouvernement... Tant pis pour elle qui a cru en eux. Elle balance : « C'est mort, c'est comme à Gandrange, c'est un cauchemar. » « Mittal était le cauchemar de Sarkozy, mais dans quel

monde ils vivent. » Son enfance a été bercée par la fin de la sidérurgie lorraine. Trente ans plus tard, rien n'a changé, elle est minée. Sidérée : « Je n'ai pas eu d'explications sauf des trucs qui me désespèrent profondément. Business as usual. »

Ses illusions perdues. Elle avait tellement voulu y croire. Elle était ministre, la gauche était au pouvoir, comme quand elle était enfant, mais cette fois elle en était. Incroyable. Un rêve. Son père mort trop tôt n'a pas pu imaginer que sa fille entrerait dans l'histoire de la gauche. La semaine d'avant, elle était en Italie dans son village, reçue comme une héroïne. L'Histoire était belle. Le pouvoir était maussade. Aurélie Filippetti s'accrochait à tout, sa vie devait avoir ce parfum romanesque qu'elle aimait tant. « C'était trop beau pour être vrai, c'était mai 1981. »

Le retour au réel est brutal. « Depuis vendredi soir, je suis groggy, déprimée au sens propre, j'ai découvert à quel point ils étaient cyniques. »

Cela fait près de trente minutes qu'elle vide son sac et sa rancœur a un visage : Jean-Marc Ayrault. Elle protège François Hollande, qu'elle a soutenu dès la primaire contre Martine Aubry, montant au front pour attaquer la maire de Lille. Dans son monde, pour tenir, il faut qu'elle ménage le président. « Hollande a suivi Ayrault. » Elle s'arrête et avoue, lucide : « Enfin, je préfère le croire. » Elle s'en veut : « J'ai essayé de faire la bonne élève. » La colère reprend ses droits : « J'étais réformiste, je deviens révolutionnaire depuis que je suis ministre, je parle comme Mélenchon, Hollande fait la politique des marchés. »

Elle n'a pas le droit de parler, le Premier ministre l'a encore remise au pas le matin en sortant du Conseil des ministres. Une conversation sèche, « il n'y a pas que Florange en France » ou « il y en a qui seraient contents d'avoir cinq cents emplois ». Elle n'a pas parlé au chef de l'Etat, comprend qu'elle est dans une seringue : « Je ne sais pas comment ça va finir, ce matin c'était chaud, mais j'ai raison. » C'est la première fois que l'enfant sage se révolte. Par émotion, avec ses tripes.

Pendant qu'elle raconte sa vérité, les syndicalistes de Florange sont à Matignon. Toutes les cinq minutes, elle demande des nouvelles, triture

son téléphone, regarde les dépêches. Il est plus de 20 heures, l'alerte tombe, pour les ouvriers « le Medef a gagné ».

Elle se lève, va chercher la télécommande sur son bureau et se démène pour allumer la télé, « ah, ça ne marche jamais », elle sort demander de l'aide, mais l'image surgit. Elle ne sait pas sur quelle chaîne elle est, elle zappe et se pose sur le JT de France 2 dont Jean-Marc Ayrault est l'invité en duplex depuis Matignon. Quand le visage du Premier ministre apparaît, elle lâche un long soupir, et quand il affirme « ça a permis de sauver l'emploi », deux « pipeau, pipeau » sortent de sa bouche. Un syndicaliste de FO cueilli à la sortie de la réunion balance « le nom de Jean-Marc Ayrault sera associé à la mort de la sidérurgie ». Filippetti pense à son père, à ses copains morts de la mine comme lui. « C'est un cauchemar, j'ai l'impression de revenir trente ans en arrière. »

Elle écoute d'une oreille celui qui est son patron égrener ses arguments, et comme une boxeuse sur un ring, elle rend les coups. « Six cents emplois sont sauvés », dit Ayrault dans la télé. « C'est faux, leurs postes sont supprimés », rétorque la super déléguée syndicale. Elle aimerait avoir des nouvelles de son copain Edouard Martin, il ne répond pas. Elle écoute Ayrault, le visage fermé, et lâche : « Même la culture je ne peux pas en faire. » Elle sent l'étau se resserrer, elle pourra de moins en moins parler, elle est dans le collimateur de Matignon. Justement, c'est à Matignon qu'elle est convoquée le lendemain avec les élus lorrains pour entendre la bonne parole du Premier ministre sur cet accord honni à ses yeux. Hésitante : « Je ne sais pas si je vais y aller. » Bravache : « Je n'y vais pas, c'est un acte de résistance passive. » Un conseiller souligne que son absence va être très mal perçue, qu'elle devrait faire comme Arnaud Montebourg, le présent muet. Rebelle : « Et alors, ils vont me virer, qu'ils le fassent. » Libérée : « Avec ce qu'ils font à la culture et maintenant Florange, je ne sais pas pourquoi je reste... C'est identitaire chez moi. » Les derniers jours de la classe ouvrière, elle aurait tant voulu que cela reste un titre de roman.

Le matin, en sortant du Conseil des ministres, elle a écouté le message que lui avait laissé Jack Ralite, « Aurélie, je t'ai entendue sur France Inter, merci pour ce que tu as dit sur Mittal », elle a fondu en larmes. Ralite, ministre communiste parti quand la parenthèse libérale s'ouvrait,

quand la gauche trahissait les espoirs de la classe ouvrière. Trente ans déjà.

Après l'annonce du redécoupage de sa circonscription, Aurélie Filippetti avait pensé trouver refuge au Parlement européen en juin 2009, elle imaginait alors faire du charismatique leader CFDT de Florange, Edouard Martin, un député de la République. Mais Filippetti a échoué à être élue eurodéputée et Martin est resté syndicaliste en colère. Le gamin venu d'Andalousie avait cru en Hollande quand le candidat socialiste était monté sur la camionnette syndicale, en pleine campagne présidentielle. Mais la belle gueule a vite déchanté, quand il a compris que la nationalisation n'avait été qu'un leurre. Il est à Florange, dans le local syndical, ce vendredi 30 novembre peu avant 20 heures. Et quand il entend Jean-Marc Ayrault dire que les hauts-fourneaux ne reprendront pas et que Mittal restera le patron, Edouard Martin se prend la tête dans les mains et lâche « putain, traîtres » devant les caméras.

Son visage et son cri resteront le symbole des promesses de campagne non tenues, de cet adieu au Bourget jamais assumé. Ce soir-là, les Français comprennent que la campagne présidentielle ne fut qu'une parenthèse dans la vie de François Hollande. Il n'a jamais avoué qu'il ne croyait pas à ce qu'il promettait, il le paie. Il a laissé croire que la nationalisation était une solution, alors qu'il ne l'a envisagée que comme une arme de dissuasion dans son bras de fer avec Lakshmi Mittal, il le paie.

« Toutes les vérités que l'on a tuées deviennent venimeuses », écrivait Nietzsche. François Hollande l'apprend à ses dépens ce vendredi 30 novembre, devant sa télé. Trop tard pour les ouvriers qu'il a abandonnés.

Il lui reste juste à rattraper Arnaud Montebourg. Les ouvriers peuvent quitter la gauche, le ministre du Redressement productif doit, lui, rester au gouvernement. Le président va recevoir son ministre, le samedi 1^{er} décembre au matin, et il va demander à Jean-Marc Ayrault de s'expliquer/s'excuser.

Quand Arnaud Montebourg rentre dans son bureau, le visage colérique, François Hollande sait qu'il doit trouver les mots pour que son

impétueux et talentueux ministre reste à son poste. La veille au soir, le chef de l'Etat a prié son conseiller politique Aquilino Morelle d'aller dîner avec celui dont il a dirigé la campagne des primaires pour essayer de le calmer. Si Montebourg claque la porte, l'attelage hollandais explose et la majorité se fissure. Le président ne peut pas se le permettre. La gauche-sociale-démocrate-qui-défend-les-patrons va devoir composer avec celle-qui-pourfend-la-mondialisation-et-veut-nationaliser. La discussion est houleuse, le ton monte, mais les deux hommes, qui ne se sont jamais vraiment aimés – c'est Arnaud Montebourg qui a surnommé Hollande « Flanby » –, n'ont pas envie de se séparer.

« Ce n'est pas le ministre de je-ne-sais-quoi qui te parle, c'est le troisième homme de la primaire ¹ », fanfaronne Montebourg. « Ce qu'on a réussi à la primaire, c'est d'avoir agrégé des sensibilités différentes. Il faut que cet alliage continue », démine Hollande. « Le Premier ministre va t'appeler », prévient le chef de l'Etat.

Quand il sort du bureau présidentiel, Montebourg est toujours en colère. Il se réfugie dans le bureau de son ami Aquilino Morelle, où l'attendent également Emmanuel Macron, secrétaire général adjoint de l'Elysée, et Christian Gravel, en charge de la communication. Le portable du ministre sonne, Jean-Marc Ayrault à l'appareil. Montebourg vide son sac, devant témoins, il hurle : « Comment t'as pu me faire ça ? De quoi j'ai l'air après ce que tu as dit devant les Français alors que je me démène !... T'envoies l'aviation mitrailler tes troupes, c'est ça ? Et après ça, tu fais chier la terre entière avec ton aéroport de Notre-Dame-des-Landes, dont tout le monde se fout ! Tu gères la France comme le conseil municipal de Nantes ! » selon le récit qu'en font Valérie Astruc et Elsa Freyssenet dans leur livre sur Florange. Jean-Marc Ayrault confirmera cet échange dans *Le Journal du Dimanche* du 31 mars 2013.

Montebourg racontera ensuite qu'il avait rédigé une lettre de démission, ce samedi 1^{er} décembre. Pour le ministre du Redressement productif, c'est Edouard Martin qui l'a dissuadé de larguer ce jour-là cette gauche qui n'en avait plus que le nom. Cette lettre, François Hollande ne l'a jamais vue.

François Hollande a besoin d'Arnaud Montebourg, des 17 % de voix qu'il a récoltées à la primaire, de la gauche qu'il incarne. Le 25 juin, à l'Elysée, le président de la République assumait d'être toujours un peu premier secrétaire du PS : « J'ai souhaité qu'il reste, je considère qu'on a besoin de tous ceux qui sont des éléments qui ont fait le Parti socialiste pendant ces dernières années et qui ont du talent. » Hollande veut bien de son « talent », moins de ses idées.

Dans un centre Emmaüs, qu'il visitait en pleine affaire Florange, le jeudi 6 décembre en fin d'après-midi, le président, le visage tendu et après avoir improvisé un discours creux et décousu, avait discuté de manière informelle avec des journalistes. « Les ouvriers, je les connais tous, j'étais sur la camionnette, le coup politique, on le verra dans deux ans. » Puis il lâchait ce double aveu : « On aurait nationalisé, on aurait dû fermer nous-mêmes. » Non seulement il n'avait jamais cru à la nationalisation, mais il ne croit pas à la viabilité du site de Florange.

Le samedi 1^{er} décembre, dans l'après-midi, François Hollande confiait, en « off » bien sûr, à propos de la nationalisation temporaire : « C'était une menace qu'il convenait de brandir dès lors que Mittal menaçait de fermer, il fallait donc l'étayer. » Une menace pour gagner un bras de fer avec un patron. Mais le symbole lui a échappé, il a réveillé les remords de la gauche, a donné un nom au malaise de son quinquennat. François Hollande va en payer le prix chez ses électeurs. « Chez les ouvriers, oui, mais ce n'est pas grave », balaie-t-il, lui qui avait fait de Florange, Petroplus ou Goodyear les symboles de sa présidence.

Finalement, il est retourné à Florange, avec Aurélie Filippetti, sans Arnaud Montebourg. Jeudi 26 septembre 2013, le président voulait crever l'abcès. Le comité d'accueil des salariés rappelait la trahison passée, certains sortaient des pipeaux, d'autres sifflaient, quelques-uns hurlaient « escroc », un dernier en écho renchérisait « socialiste ». François Hollande voulait affronter seul les salariés. Quand Aurélie Filippetti a souhaité entrer dans la salle, un syndicaliste a lancé : « Qu'est-ce qu'elle fout là ? C'est pas une réunion sur la culture ici. » Les ouvriers regrettaient l'absence d'Arnaud Montebourg. « Si jamais vous croisez Montebourg, dites-lui bonjour de ma part, lancera ainsi

Edouard Martin, le charismatique délégué de la CFDT, le lendemain. Il nous a manqué². »

Ce devait être la journée de la réconciliation avec la classe ouvrière, les images auraient dû faire l'ouverture des JT. Mais l'histoire a rattrapé le président et son gouvernement. Un autre front, moral celui-là, se lézardait. Cécile Duflot s'emportait contre les propos de Manuel Valls sur les Roms, l'accusant d'être allé « au-delà de ce qui met en danger le pacte républicain ». La ministre écolo en appelle au président. A Pompey, où François Hollande visite une usine de canettes, son entourage s'énerve. « Putain, elle nous pourrit notre visite », lâche le secrétaire général adjoint de l'Elysée, Nicolas Revel. Aurélie Filippetti, Verte passée au PS, assène : « Elle fait chier Duflot, elle n'avait pas besoin de faire ça aujourd'hui. » La ministre ne supporte pas d'être rattrapée par la colère d'une autre. Les mois ont passé, sa colère à elle s'est apaisée. Et François Hollande a promis de venir tous les ans à Florange.

Un pèlerinage qui n'effacera pas la blessure de cet hiver 2012. Aurélie Filippetti se souvenait, lors de ces journées si tristes où son président abandonnait les ouvriers, que son père, mineur communiste, disait : « Un socialiste, ça trahit toujours. »

1. *Florange, la tragédie de la gauche*, Valérie Astruc et Elsa Freyssenet, Plon, 2013.

2. « Florange, les coulisses d'une visite présidentielle », Camille Neveux, *Le Journal du Dimanche*, 28 septembre 2013.

« Je viens sans doute de vivre la journée la plus importante de ma vie politique »

Il est 4 heures, ce samedi matin glacial, quand le Falcon présidentiel décolle de l'aéroport d'Orly. Autour de François Hollande, le général Benoît Puga, son chef d'état-major particulier, Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères, son homologue de la Défense Jean-Yves Le Drian, celui chargé du Développement, Pascal Canfin, le sherpa du chef de l'Etat, Paul Jean-Ortiz, et David, l'officier de sécurité qui suit partout le président. Un deuxième Falcon transporte le reste de la délégation élyséenne. La nuit fut courte, mais tous savent qu'ils vont vivre, ce 2 février 2013, une journée qu'ils n'oublieront pas. François Hollande va au Mali, trois semaines après avoir décidé d'envoyer les soldats français y faire la guerre. La veille au soir, le couple présidentiel est allé dîner chez un ami qui a conseillé à François Hollande de prendre des notes chaque jour. Il aurait dû commencer ce samedi si peu ordinaire.

A 7 h 45, les Français atterrissent à l'aéroport international de Mopti. En attendant que François Hollande descende, on installe le tapis rouge. Sur le tarmac, la délégation papote avec les officiels maliens présents. Un soldat, la trentaine, en treillis bleu, jovial, vient saluer les Français. « Bonjour, vous êtes qui ? » demande un conseiller. « Je suis le chef d'état-major de l'armée malienne », répond le jeune homme à l'air débonnaire.

François Hollande embrasse chaleureusement Dioncounda Traoré, le président malien qui l'a appelé à l'aide, le 11 janvier dernier. Puis le président passe les troupes en revue, sous le soleil qui pointe déjà. Les délégations française et malienne s'envolent, ensuite, dans un Transall pour Tombouctou. Les deux présidents sont à l'avant. Les ministres et conseillers montent comme ils peuvent dans cet avion de transport de

troupes. Assis sur de la toile de jute, Laurent Fabius discute avec son homologue en chemise et saharienne. Un soldat distribue des casques aux ministres, un autre de simples boules Quies pour le reste des délégations, privilège de la fonction oblige. Le chef d'état-major malien diffuse lui-même des brochures aux Français. La première, verte, s'intitule *Etat-major général des armées* et proclame en couverture « le soldat doit assurer protection et sécurité aux femmes et aux enfants pendant les conflits armés ». Au moment où les ONG s'alarment des exactions et alors que le chef de l'Etat va mettre en garde tout au long de la journée les soldats et la population, la propagande tombe à point nommé.

Le « livret du soldat : règles pour les droits et la protection des enfants pendant les conflits armés » donne des conseils écrits et dessinés comme « ne pas violer, ni abuser sexuellement des enfants, filles et femmes, protégez-les » ou « s'abstenir de l'usage de son arme face à la population civile en fuite » et autres « se garder d'attaquer les écoles et les hôpitaux ».

Le général Puga cherche à comprendre à quoi peut bien servir un objet malien en bois décoré, le prend dans tous les sens. Laurent Fabius met son casque antibruit à l'envers, le haut vers le bas, sent qu'il est légèrement ridicule, se demande parfois ce qu'il fait dans ce Transall. Pascal Canfin, sourire de gosse aux lèvres, n'en revient pas d'être là, Jean-Yves Le Drian est impavide. Hélène Le Gall travaille sur son ordinateur avec sa clé USB, Claudine Ripert lit la presse sur son iPad, Paul Jean-Ortiz joue avec les chapeaux de style colonial qui sont dans la soute.

Peu avant 9 heures, l'avion atterrit sur la piste sableuse de Tombouctou. François Hollande et Dioncounda Traoré saluent les généraux français. Des femmes, arborant des T-shirts « Merci la France pour votre soutien au Mali », les accueillent en chantant. Neuf véhicules de l'avant blindé (VAB), ces voitures de transport de troupes si répandues dans l'armée de terre, attendent la délégation française. Les autorités de la ville qui vient d'être libérée offrent au chef de l'Etat un chameau. On entend le ballet des hélicoptères qui survolent le convoi, des forces spéciales françaises se dressent le long des routes, des enfants applaudissent les libérateurs.

François Hollande descend, se rend à la mosquée Djingareyber. L'imam l'accueille, lui fait saluer les dignitaires, on entend quelques « Vive la France » ou « Vive l'armée française ». Le vieil homme, une canne blanche à la main, lui fait visiter cette mosquée d'architecture soudanaise aux murs en pisé. Marchant sur le sable, le président, impressionné, s'enquiert : « C'est admirable, pendant ces derniers mois, il n'y a pas eu de dégradation ? » L'imam répond : « A part les deux mausolées extérieurs, non. » Hollande, accompagné de son homologue malien à l'écharpe blanche, souligne : « C'est très important d'être ici, de voir. » Il poursuit sa visite, si ses propos sont banals, son visage s'assombrit, lui toujours si rieur devient grave. Il sort du bâtiment pour aller observer les mausolées détruits par les islamistes qui contrôlaient la ville, touche du doigt, demande des explications, essaie de visualiser. « Ils ont rasé, ils voulaient détruire une mémoire », affirme Hollande. La directrice générale de l'Unesco se penche vers l'imam : « Nous allons le reconstruire. » Le religieux, fataliste : « Inch Allah. » Le président, agnostique : « Il faut le reconstruire à l'identique, comme si rien ne s'était passé. » François Hollande voudrait effacer les traces des islamistes. Après dix minutes de convoi, le voilà devant la bibliothèque Ahmed-Baba. A sa droite, la foule se masse sur la petite place, les pancartes « Vive la France de François Hollande » surgissent. Il entre dans le bâtiment, on entend la foule crier dehors.

Dans cette bibliothèque qui n'en a plus que le nom, le président comprend la réalité islamiste. Les manuscrits brûlés, des morceaux de livres épars, à même le sol, des cendres dispersées. La destruction est visible, palpable, elle saisit le président français comme tous ceux qui l'accompagnent. Là aussi, les mots présidentiels sont en deçà de ce qui le bouleverse face à ces autodafés. « C'est un acte de destruction délibérée. » Derrière lui, un gradé glisse tout bas : « Dans un sens, ça rappelle 34, ou 36. » François Hollande improvise une déclaration à la presse, devant les livres brûlés : « Ici, nous découvrons ce qu'est la barbarie, couper des mains, humilier des femmes et détruire des manuscrits. »

Hollande sort de la bibliothèque, la chaleur est accablante, il s'offre un bain de foule historique, au sens propre du terme.

Elle se faufile entre les services de sécurité pourtant à cran sur cette place centrale de Tombouctou bondée et se jette dans ses bras. « Merci », lui lance cette femme au foulard blanc et au boubou bleu. Le président la serre dans ses bras et savoure. Cette scène, une foule en liesse scandant « Papa Hollande », arborant des pancartes « Vive la France de François Hollande » ou criant « on t'aime, tu es notre libérateur », illustre parfaitement la journée malienne du chef de l'Etat français. Ces remerciements si rares et donc si précieux dans la vie d'un président de la République, l'ont profondément marqué. Et peut-être même changé.

François Hollande avait vu les images des rues maliennes fêtant l'arrivée des troupes françaises, ses interlocuteurs lui avaient raconté cette ambiance si proche de celle de la libération de Paris. Mais là, François Hollande la voit, la sent, l'entend, la touche, la vit dans sa chair. Heureux, le chef de l'Etat attrape les mains qui se tendent, les agrippe même pour mieux s'en souvenir. Moins d'une semaine après la libération de la ville par les forces françaises et maliennes, Hollande embrasse les enfants qu'on lui tend, et n'en finit pas de faire le tour de la place. On voit dans son regard et on lit dans ce sourire qui ne le quitte pas, sa joie. Hollande saisit la main du président malien Dioncounda Traoré et la lève vers le ciel en formant le V de la victoire pour saluer cette foule si démonstrative. En entendant les habitants scander « Hollande, Hollande » ou encore « Merci Papa Hollande », le ministre délégué au Développement Pascal Canfin s'amuse : « Je crois qu'il serait élu ici, non ? » L'émotion monte progressivement. Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, tape sur une darbouka, tenant la main d'un enfant, qui se marre. Ce n'est pas un bain de foule ordinaire, comme il en a tant connu pendant la campagne présidentielle, ces hommes et ces femmes veulent le toucher non parce qu'il incarne un espoir, mais parce qu'il a agi. C'est un moment singulier. François Hollande le sait et y prend du plaisir. Comme un kairos présidentiel. Comme si dans cette ville libérée des islamistes, François Hollande et ses proches sentaient le souffle de l'Histoire.

Le voilà plongé au cœur du destin malien, le voilà, lui le président si ahistorique, au cœur de la guerre de son époque, celle qu'il mène contre l'islamisme radical.

Peu après, à 11 h 30, les pieds dans le sable sur le tarmac de l'aéroport de Tombouctou libéré par des parachutistes français, le président salue les soldats qu'il a envoyés faire la guerre. Il leur raconte ce qu'il vient de vivre, « un accueil magnifique, des cris de joie, des larmes de bonheur, adressé non à moi mais aux soldats et à la France », et les remercie : « Vous avez accompli une mission exceptionnelle. » Il les prévient que « le combat n'est pas terminé ». Il se fait prendre en photo avec ces pilotes d'hélicoptère ou ces parachutistes. Quand on lui demande si la guerre est terminée, la réponse de Hollande fuse : « Non. » Un message qu'il martèlera toute la journée : « Nous resterons tant qu'il le faudra », dira-t-il dans l'après-midi, affirmant ensuite : « Le retrait, il est inscrit, il n'y a aucun risque d'enlèvement. » Pas pour tout de suite en tout cas.

Puis les présidents français et malien s'envolent pour Bamako, déjeunent à bord puis redéjeunent au palais présidentiel. François Hollande se rend ensuite à la résidence de France pour une conférence de presse. Un journaliste malien prend la parole : « Excellence François Hollande, les Maliens ont aidé à libérer la France, à nous de vous dire merci. » François Hollande, derrière son pupitre, se met à griffonner la feuille blanche devant lui, l'idée de cette réciprocité lui plaît.

La journée se termine. Place enfin à la liesse malienne. Sur la route entre la résidence de l'ambassade et la place de l'Indépendance, la foule se presse et crie « Vive la France ». Elle scande « Papa Hollande », applaudit au passage du cortège et saute de joie, « Hollande, Hollande ». Après s'être recueillis devant la flamme du soldat inconnu, Hollande et Traoré s'avancent sur l'esplanade. De nombreux drapeaux français flottent. Des Maliens massés derrière des barrières, la clameur monte, « François Hollande », « Papa Hollande », « Vive la France ». Dioncounda Traoré intime à son peuple : « Dites à notre père François Hollande qu'il est le très bienvenu chez nous. » Puis le président malien égrène les « Merci pour la libération... merci pour les sanglots qu'on n'entendra pas ce soir d'une jeune fille violée » et chaque fois, la foule reprend, « merci ».

Au tour du président français de se lancer. L'émotion de Laurent Fabius se lit sur le visage de cet homme si froid. La ferveur. L'atmosphère si particulière. Une alchimie prend. Comme si François

Hollande, au terme de son périple malien, touchait du doigt la quintessence de sa fonction. « Merci au Mali, nous payons aujourd'hui notre dette à votre égard », commence-t-il. Son ton monte, sa voix se casse, sa diction change, il rallonge les *r*, comme aux plus belles heures des meetings en plein air dont il raffolait dans sa campagne. Et livre, une fois n'est plus coutume, un très bon discours. « La France est avec vous, la France est fière de vous », poursuit-il. Et lui, si pudique, confie à cette foule malienne : « Je viens sans doute de vivre la journée la plus importante de ma vie politique. »

François Hollande a choisi de mener la guerre au Mali. Il a agi, et cette action a porté ses fruits. Des mois plus tard, assis tranquillement dans un fauteuil doré, le mardi 25 juin, François Hollande revient sur cette phrase si étonnante dans sa bouche : « Cette décision a eu un effet décisif en Afrique, commence-t-il. Le plus beau jour de ma vie politique a été d'être élu président de la République. Mais depuis mon accession à cette fonction, cette visite au Mali a été le moment le plus fort. » Cette journée restera : « J'en ai eu la confirmation par l'accueil que j'ai reçu, ou plutôt que la France a reçu, les drapeaux tricolores agités, les remerciements adressés, les soldats acclamés. Voilà, c'est un moment de fierté pour notre pays qui doit avoir conscience que le destin du Mali a été transformé par l'intervention de nos armées. L'ancien colonisateur a été acclamé comme un libérateur. Pour les relations entre la France et l'Afrique, c'est un événement majeur. Cette gratitude est exprimée non seulement par le peuple malien mais par tous les Africains. C'est plus la foule de Tombouctou que celle de Bamako qui me marque, rassemblée, là, en masse, ivresse de joie, de fraternité, de reconnaissance. » Le chef de l'Etat n'a rien vécu d'aussi fort en dix-huit mois.

A des milliers de kilomètres de son pays, dans la poussière sablonneuse de Tombouctou, dans la ferveur des foules de Bamako, ce samedi 2 février 2013, François Hollande est devenu président de la République française. Il a décidé, il a assumé. François Hollande n'avait jamais voyagé avant d'accéder à l'Elysée, il prend des risques en politique internationale. Il ne se sent ni prisonnier de ses alliances, ni surveillé par ses électeurs.

OceanofPDF.com

« Je serai jugé sur le chômage »

Michel Sapin est arrivé avec son graphique. En cette rentrée 2013, le ministre du Travail montre au président de la République la courbe du chômage des jeunes : elle monte jusqu'à la fin de l'année 2012, puis baisse. La ligne s'arrête en juillet 2013. François Hollande prend son stylo et finit de tracer en pointillé la courbe descendante. Chez les moins de 25 ans, le pari est déjà gagné, reste à le poursuivre chez les plus âgés.

C'est sur la réalisation de cette promesse qu'il sera jugé. François Hollande en est certain : s'il fait baisser le chômage, tout redeviendra possible. Avec Michel Sapin, ils ont mis au point cette stratégie après le calamiteux été 2012. A la rentrée, brusquement, le vent avait changé, les sondages de popularité chutaient, les Français commençaient à ne plus y croire. Le 9 septembre 2012, sur TF1, François Hollande s'engage à « inverser la courbe du chômage d'ici un an ». Lors de ses vœux, le 31 décembre, le président précisera à nouveau la date, en gagnant quelques mois : « Toutes nos forces seront tendues vers un seul but : inverser la courbe du chômage d'ici un an, coûte que coûte. »

Et depuis, il ne cesse de le répéter. L'objectif est fixé, les Français seront les juges. Le président sait qu'il prend un risque, mais le ministre du Travail et ses équipes estiment qu'avec les emplois d'avenir, le contrat de génération et s'il le faut des emplois aidés supplémentaires, ils pourront le tenir. Le retour de la croissance espérée à la même époque devrait permettre à cette baisse du chômage de se prolonger. Sur le papier, cela semble plausible. A la rentrée 2013, après les premiers bons chiffres économiques du quinquennat, François Hollande y croit vraiment. Le chef de l'Etat savoure la une du *Parisien* du jeudi 22 août, avec le titre : « Croissance, emploi... Et s'il gagnait son pari ? » surplombant sa photo. François Hollande a toujours cru que la presse

faisait l'opinion. Si elle se retourne, si elle redevient positive, l'horizon présidentiel se dégage. Sur TF1, le 15 septembre 2013, le chef de l'Etat pavoise : « On est tout près du but », « nous y sommes presque ». Malgré le bug des chiffres du chômage du mois d'août, et le sentiment qui s'installe qu'ils sont truqués, François Hollande persiste à penser qu'il réussira son pari.

Avec l'inversion de la courbe du chômage à la fin de l'année 2013, le chef de l'Etat estime avoir trouvé son sésame pour la réussite, son arme anti-FN, la martingale pour gagner les municipales et plus tard la présidentielle.

Cette promesse, François Hollande l'avait déjà faite, quand il était candidat à la présidentielle. Mais elle était passée inaperçue, mise sur le dos de la campagne électorale. Et surtout, François Hollande n'avait pas voulu s'engager sur une date, tout à sa démarcation de Nicolas Sarkozy. Ce samedi 14 avril 2012, dans le bureau, impersonnel comme toujours, de François Hollande, dans son QG de campagne, avenue de Ségur, trois journalistes du *Journal du Dimanche* prennent place derrière la grande table blanche. Le candidat leur fait face, Manuel Valls assiste à une partie de l'entretien, pianotant parfois sur son BlackBerry. L'interview est tendue, à une semaine du premier tour de la présidentielle. « Vous fixez-vous un objectif de baisse du chômage d'ici 2017 ? » interroge le *JDD*. Voici la réponse de François Hollande : « L'expérience du candidat sortant est suffisamment malheureuse pour ne pas la reproduire. Il avait déclaré en 2007 que sa présidence serait un échec si le taux de chômage ne revenait pas à 5 % en 2012. Nous sommes à 10 % ! Il en paiera le prix. Mais le chômage n'est pas une fatalité. Et j'inverserai la courbe. Avec des mesures de traitement social dans un premier temps complétées par un plan de mobilisation de notre offre de production, notamment des PME. Les “emplois avenir” seront engagés dès la rentrée. Ensuite, le “contrat de génération” sera une incitation forte pour les entreprises à retenir les seniors et embaucher des jeunes. Enfin, Pôle emploi sera renforcé : les demandeurs d'emploi seront accompagnés dans un parcours de formation. » C'est la première fois que Hollande annonce qu'il inversera la courbe du chômage, s'il est élu président de la République.

Peu s'en souviennent. Michel Sapin croit même savoir que cette expression a été inventée à l'été 2012 !

François Hollande, lui, se rappelle bien cette interview. « Je ne me suis pas engagé sur une date », relève-t-il quand je lui en reparle. Pour Hollande, le chômage augmentait depuis vingt-six mois, il pensait qu'il devrait casser cette spirale infernale et qu'il serait jugé là-dessus. Pendant la campagne électorale, le candidat socialiste garde en mémoire la période des deux millions de chômeurs de François Mitterrand. « Mitterrand en 1981, il se bat pour éviter les deux millions de chômeurs. Et hélas, ils sont atteints », se souvient-il. Il n'a pas oublié non plus le cap des trois millions de chômeurs atteint au moment de la débâcle socialiste de 1993 (François Hollande perd son siège de député en mars 1993). Michel Sapin l'avoue : « Le chômage est la seule statistique concrète pour les Français, vous dites "balance des paiements", ils cherchent la balance, alors que l'inversion de la courbe du chômage, les Français comprennent : ça baisse ou ça ne baisse pas. » Au ministère du Travail, François Hollande a mis un ami, un des rares à avoir été ministre sous François Mitterrand et Jacques Chirac. « Pendant l'été 2012, on parle souvent. Il voit que face à l'incrédulité des Français et des commentateurs, il faut la culture des résultats. Il réalise alors qu'en disant "j'inverserai la courbe à la fin de l'année 2013", il prend un risque politique très mesuré. Un objectif, une date, et les Français jugeront. Il veut aussi lutter contre le syndrome Jospin : vous avez des résultats mais pas de perspective. Le résultat est nécessaire, la perspective est indispensable. On va y arriver, exactement au moment où on l'avait prévu », plastronne Michel Sapin, dans son bureau, rue de Grenelle, mi-septembre 2013.

Hollande croit toujours qu'il est le meilleur, qu'il a raison contre tous les autres. La solitude de cette promesse lui a plu. « Personne ne me croit, tant mieux. Si je réussis, ce sera une surprise et tout le monde dira "il avait raison", et si je ne réussis pas, vous direz avec raison "il s'est trompé" », répète-t-il en boucle. « François a une forme de rationalité économique, il croit beaucoup à la théorie des cycles », analyse un patron qui le voit régulièrement. La croissance va revenir, la crise est derrière nous, la reprise est là, ces phrases du chef de l'Etat qui semblent si

décalées pour l'opinion publique, semblent fondées pour François Hollande. Il y croit et il croit aussi que sa parole est dans une mesure prédictive, que l'économie est de la psychologie. Face à la morosité, sa nature optimiste reprend le dessus.

En août 2013, Hollande entame son été de l'emploi, il se montre sur le terrain pour effacer son premier été présidentiel.

Le 6 août, François Hollande se rend avec Michel Sapin en Vendée, à La Roche-sur-Yon. Le but, visiter une agence Pôle emploi et marteler « le chômage ne part pas en vacances ». Le président va surtout découvrir que les chômeurs et les chômeuses ne partent pas en vacances.

Elle a demandé à voir le président, on lui a répondu que c'était impossible, puis le service de sécurité l'a priée de sortir. Nathalie Michaud attend donc le président, en bas de l'escalier devant l'agence Pôle emploi de La Roche Nord, qu'elle fréquente depuis si longtemps. Depuis qu'elle est rentrée du Maroc où elle était institutrice, elle enchaîne petits boulots et chômage. Cela fait près de treize ans que cela dure. A 52 ans, elle n'a même plus droit aux allocations chômage. Elle attend sagement, mince silhouette aux bras nus, en ce midi si chaud. Quand François Hollande passe devant elle, Nathalie Michaud le hèle. Le chef de l'Etat s'arrête, se penche vers la femme et l'écoute. « J'ai 52 ans, je suis à la recherche d'un emploi. » Elle parle, lui glisse juste « ouais ». « Ici ? » s'enquiert Hollande qui acquiesce de la tête pendant qu'elle raconte. « J'ai écrit partout, ça fait des années, j'ai jamais de réponse, je suis revenue vivre chez mes parents, j'ai pas de travail. » Hollande, d'abord sûr de lui : « C'est le but de notre présence. » Elle insiste : « Qu'est-ce que vous faites pour nous ? Qu'est-ce que vous comptez faire pour des gens comme nous, je ne suis pas toute seule, on est de plus en plus nombreux à vivre comme ça, on est retourné vivre chez nos parents qui ont 70 ans, ils ont d'autres soucis, on a nos enfants aussi, qu'est-ce qu'on fait ? » Le président plisse son front, et improvise une réponse, banale : « Si on est là, c'est bien pour que, même pour les personnes qui sont chômeuses de longue durée comme vous, nous puissions trouver des solutions. » Il est désemparé, n'a rien à lui dire, ne sait comment agir, il lui tourne alors le dos, remonte l'escalier et elle l'interpelle toujours :

« Mais qu'est-ce qu'on fait ? Pour l'instant, y a rien de concret. » Sa phrase reste en l'air, François Hollande est déjà parti.

Face à la détresse, contenue, qu'il devine, le président fuit. Il ne cherche pas à convaincre la mère de famille, il se détourne d'elle, ne lui propose pas de venir avec lui dans l'agence Pôle emploi, ni de venir le voir à l'Elysée ou de poursuivre ce dialogue à l'abri des caméras. Il a fait de la lutte contre le chômage sa priorité, mais face à une chômeuse, il tourne les talons. Etrange paradoxe d'un président qui se veut proche des gens, mais qui ne sait jamais vraiment quoi répondre à leurs interpellations. Hollande aime serrer des mains, embrasser les enfants ou les vieilles dames, poser pour les photos, demander « comment ça va ? », « comment tu t'appelles ? », « tu as quel âge ? », « qu'est-ce que vous faites ? » Mais il a rarement de vraies conversations avec ceux qu'il rencontre. Et s'il est toujours aimable, il reste pudique, distant. Souvent, il improvise une blague, trouve un bon mot, rit et fait rire. Mais il ne cherche pas à convaincre.

En campagne dans un canton corrézien, François Hollande accompagnait un candidat dans sa conquête de ce mandat, si utile pour qu'il devienne président du conseil général. Ils parcouraient ces villages qu'il connaît par cœur et s'arrêtaient dès qu'ils rencontraient quelqu'un. « Il faut que tu ailles leur parler, plaide Hollande à son camarade. — Je leur dis quoi ? — Bonjour, tu dis juste bonjour et comme ça après, ils diront tous que tu es venu les voir. » Secret d'une élection, secret d'un homme.

Face à Nathalie Michaud, la parole présidentielle n'a pas suffi. Sympathisante socialiste déçue, elle écrit le lendemain à l'Elysée, comme elle le raconte au *Monde* : « La France d'en bas dont il parlait dans ses discours de campagne est devenue une France du gouffre qu'il a du mal à entendre¹... » Le président normal est devenu technocrate, le piège est en train de se refermer sur lui. Le pouvoir l'isole. A Dijon, en mars, il n'avait pas répondu au syndicaliste qui criait « Monsieur Hollande, elles sont où vos promesses ? », mais il disait ne pas l'avoir entendu. Là, il a vu Nathalie Michaud, il lui a même parlé, pas assez. Cette séquence a fait le tour des médias. Il s'en veut de ne pas avoir eu le réflexe de l'amener

avec lui, il était pris dans sa visite. Il va rattraper le coup. Il va l'inviter à l'Elysée.

Le 10 septembre, la chômeuse-qui-a-interpellé-Hollande crée son blog. Elle l'intitule « Les mendiants de l'emploi ». Star éphémère d'une actualité zappeuse, Nathalie Michaud annonce sur Internet, le jeudi 19 septembre au soir – une fois que l'Elysée a fait fuiter le rendez-vous : « J'ai rencontré Mr le Président de la République François Hollande. » Elle est venue au Château, le 30 août 2013. L'Elysée lui avait dit de se taire, elle s'est tue, puis un conseiller a changé d'avis, elle s'adapte. Elle se justifie sur son silence et écrit : « Bref, il m'a invité et j'ai accepté cette invitation et durant environ 30 minutes (je me rends bien compte de cette chance que j'ai eue), j'ai eu en face de moi une personne à l'écoute de nos doléances, d'évoquer avec lui le problème du chômage des quinquas, de nos galères de nos combats au quotidien pour s'en sortir, de notre désespoir face à l'avenir, de nous voir continuellement “refoulés”, que nos CV sont certainement mis à la corbeille, et surtout que personne s'inquiète de notre sort. Durant tout ce temps passé en sa compagnie, j'ai été écoutée, entendue, comprise avec attention. Et cela est important. Maintenant, avant que tout le monde pousse des cris d'orfraies, je ne tire qu'une gloire de cette entrevue ni aucun avantage, et si j'ai accepté, je le répète et le redit encore c'était uniquement pour évoquer le problème du chômage des “seniors” et montrer que nous ne sommes pas invisibles et encore moins silencieux. »

La veille de sa rencontre secrète avec Nathalie Michaud, François Hollande confiait, sûr de réussir son pari : « Je me suis engagé. Le chômage augmente depuis cinq ans. Tout doit être fait pour casser cette spirale infernale et je serai jugé là-dessus. » Le haut fonctionnaire croit que la politique, ce sont des résultats et le bonheur, de bons chiffres.

A l'été 2013, à un sondeur qui vient le voir et lui indique que sa popularité est encore en baisse, lui confirmant « c'est mauvais », François Hollande balance : « Mais je comprends, on me demanderait ce que je pense, je dirais que je ne suis pas content. »

1. « Soudain face à François Hollande, une femme donne un visage au chômage », Pascale Krémer, *Le Monde*, 10 août 2013.

OceanofPDF.com

*« On retiendra que, dans mon quinquennat,
il y a eu le mariage pour tous »*

Enfin, une belle journée. Ce vendredi 17 mai 2013, François Hollande a le sourire des jours heureux. Il est content de sa conférence de presse de la veille – parler aux journalistes est encore ce qu’il réussit le mieux – et quand il arrive dans le quartier de La Folie-Couvrechef à Caen, le chef de l’Etat n’en finit pas de serrer les mains qui se tendent, d’embrasser les joues qui s’avancent, de poser pour les téléphones des habitants de ce quartier HLM.

Le président impopulaire se doute qu’il se fera bientôt siffler quand il sortira de son palais. Il savoure donc les quelques applaudissements qui scandent la visite des immeubles qui ont bénéficié d’une rénovation thermique. Dans cet ensemble-village, il fait bon vivre et il fait bon accueillir le président. Il boit un café chez une vieille dame qui s’est pomponnée pour l’occasion, puis s’installe sur sa chaise en fer jaune, dans le hall de l’école maternelle du coin. A sa droite, sa ministre du Logement Cécile Duflot, à sa gauche, celui du Budget, Bernard Cazeneuve, et autour de la table rectangulaire, des habitants, des bailleurs sociaux, des entrepreneurs. Hollande, costume sombre, cravate bleu marine de travers, sort son stylo plume de la poche intérieure de sa veste, prêt à noter ce que disent ses interlocuteurs. La « table ronde » ne semble pas le passionner, le chef de l’Etat a parfois la tête ailleurs, il jette un œil aux journalistes, assis en rang sur sa gauche. Vers 16 h 45, alors qu’un habitant lui raconte les améliorations de son appartement, François Hollande saisit son téléphone, le regarde, lit le message qui s’affiche et sourit. Il fait un signe de la main aux journalistes, on lui demande de loin « ça y est ? c’est bon ? », il acquiesce de la tête. La nouvelle n’est pas

encore publique, mais le président vient de l'apprendre : le Conseil constitutionnel valide la loi sur le mariage pour tous.

Après des mois de bataille, Christiane Taubira a gagné, les homosexuels vont pouvoir se marier en France. Hollande avait promis un pays apaisé, le pays est divisé, mais une réforme de gauche vient de passer. La félicité de Hollande se lit sur son visage. Son soulagement aussi. Finie la « liberté de conscience » accordée aux maires, ces mots qui avaient tant choqué, le mariage pour tous va devenir une réalité. François Hollande laissera une trace dans l'histoire de la gauche. Même la pluie n'arrive pas à gâcher cette belle journée du quinquennat. Il aime bien Cécile Duflot et Bernard Cazeneuve. Avec eux, il rit de bon cœur. Humer la province, se promener en France, voilà la vie qu'il aime, celle des campagnes électorales, celle qui lui manque tant au Château. La validation de la loi Taubira est maintenant publique. François Hollande se lance dans une déclaration officielle, improvisée dans le bureau du maire, où le fond bleu Elysée vient d'être déployé. En sortant et avant de prononcer son discours officiel, le chef de l'Etat parle avec les journalistes qui l'accompagnent. La conversation est « off », elle doit donc être retranscrite comme provenant de « l'entourage du président », de « l'Elysée » ou d'un « conseiller du président ». Hollande est ravi. « Les premiers mariages auront lieu dans un mois », prédit-il. Quand on fait remarquer que c'est le 18 juin, il rigole : « Ça peut être à Londres. »

Il a enfin sa place dans le panthéon de la gauche : « Ces réformes-là, il faut aller les chercher, comprendre les résistances, ça a une valeur. Une réforme de société ça se construit, ça se mérite. Pour beaucoup d'homosexuels c'est un moment important, ce ne sont pas des Français qui ont gagné contre d'autres, c'est la France qui a avancé. » Il poursuit : « Le PACS, l'IVG, l'abolition de la peine de mort, ce sont des progrès qui ne sont pas de la même nature. » Puis se faisant, comme si souvent, le commentateur de sa propre politique, Hollande affirme : « Ça marquera mon quinquennat. Je serai jugé sur l'économie mais on retiendra que dans mon quinquennat, il y aura eu le mariage pour tous, c'est historique. » Et sentant le piège, il démine dans un même mouvement : « Je ne veux pas résumer la première année à ce texte. C'est un texte important qui ne résume pas une année de mandat et encore moins un

mandat. Mais si je ne l'avais pas fait, on m'aurait jugé là-dessus. » Il s'en prend ensuite à l'opposition et aux anti-mariage pour tous qui occupent la rue, alors que la loi est votée et validée : « S'ils font une manif c'est pour créer une mobilisation sur un autre sujet, ça pourrait se retourner contre eux. Faire de l'agitation c'est encombrant. » Redevenant président, il prévient : « Je veillerai à ce que cette loi s'applique sur tout le territoire. Je n'accepterai pas qu'on puisse perturber les mariages, ce serait condamnable comme une atteinte à l'ordre public. » Un journaliste lui dit : « Ce sont les mariés de l'An II ? », François Hollande se marre et se tourne vers lui : « Si j'étais journaliste à France Inter, j'en ferais un papier ! »

La mobilisation se tend. Dans la rue, une génération politique se construit, ce printemps 2013, dans l'alliance droite/extrême droite. Les anti-mariage pour tous se sont donné rendez-vous une dernière fois, le dimanche 26 mai. La veille, François Hollande se rend en Ethiopie, pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'OUA (Organisation de l'unité africaine). Un aller-retour dans la journée. Les journalistes, peu nombreux, voyagent avec lui. Yamina Benguigui, la ministre déléguée à la Francophonie, accompagne le chef de l'Etat. A peine arrivé à bord, François Hollande vient saluer les journalistes et papote. La conversation est là aussi censée être « off ». Le président reste debout, les journalistes se pressent autour de lui : « Il y a une tension. C'est une manifestation qui devait être une manifestation finale, contre ma propre personne. C'est aujourd'hui une manifestation qui pose problème à ses propres organisateurs. Ce mois de mai, qui devait être celui de tous les dangers, de toutes les tensions, ne l'a pas été. Les tensions existent mais l'important c'était de respecter le débat. L'accélération qui était critiquée a eu des vertus, elle a donné à la loi sa force. » Après des mois de débat, le président a finalement accéléré le vote de la loi au Parlement. Il revendique ce choix : « L'attente des Français est sur l'économie. On n'aurait pas compris l'attitude du gouvernement, on aurait été mis en difficulté si on n'avait pas clos le débat. » La vie politique française est clivée. Hollande le sait, dans l'opposition il n'a jamais ménagé le pouvoir. Aujourd'hui, il aimerait tant que la droite soit plus clément, sur des sujets de société qu'elle défendait, elle aussi, en son temps. Le regard

de Hollande se tourne ailleurs : « David Cameron me l'a dit, il a été sauvé par les travaillistes sur le mariage, il est courageux. A droite en France, tous les grands responsables disent "on ne va pas y toucher. On demande le retrait mais on ne le réécrira pas". » Avant d'aller travailler, le chef de l'Etat confie les raisons de sa venue à Addis-Abeba : « Ce déplacement se tient dans le contexte qu'on sait. Le terrorisme continue, même s'il a été éradiqué au Mali, il persiste au sud de la Libye. On va être le seul pays hors Afrique à être présent. Ce n'est plus la France qui convoque l'Afrique, c'est l'Afrique qui invite la France. A la fin de l'année, la réunion aura lieu en France. » François Hollande quitte les journalistes en se marrant : « La pluie c'est maintenant. »

Quelques heures plus tard, la presse est conviée à déjeuner avec François Hollande dans la « war room », la salle à manger qui lui est réservée dans ce « Air Hollande One ». Une table blanche ovale, deux tableaux de style Mondrian aux parois, François Hollande est entouré des deux seules femmes journalistes. Sa dircom, Claudine Ripert, est l'unique conseillère présente. Le président avale tout, les concombres de l'entrée, le poulet, le gâteau, le pain. Il a grossi, sa chemise est trop serrée, mais il est content de parler à la presse. Il a toujours pensé qu'il était le meilleur commentateur de son action. Démonstration. Tout en mangeant, le président répond à toutes les questions. Ainsi va la journée d'un président de la République.

Les prévisions de l'Unedic sont mauvaises, l'inversion de la courbe du chômage ne semble pas pour la fin de l'année ? « C'est mécanique. L'Unedic est en ligne avec les projections macroéconomiques. Ce que l'Unedic n'intègre pas, ce sont les mesures de traitement social du chômage car il n'y a pas de croissance », balaie Hollande. « Combien de temps on peut endiguer le chômage avec ces mesures ? On peut avoir une croissance zéro en 2013, une récession au premier trimestre mais une progression au troisième ou quatrième trimestre. L'objectif d'inversion de la courbe du chômage est tenable, mais après, combien de temps peut-il tenir ? Un mois ? Deux ou trois mois ? » s'interroge le chef de l'Etat, qui répète ensuite comme un mantra sa phrase fétiche : « L'économie c'est aussi de la psychologie. » Il a déjà mis en place les emplois

d'avenir, le contrat de génération, sa fameuse « boîte à outils », ira-t-il plus loin ? « Il y a aujourd'hui 20 à 25 000 emplois d'avenir, un quart, il en reste 75 000 d'ici la fin de l'année. Si on prend les périodes où le chômage a baissé, il y avait beaucoup d'emplois aidés, c'était le cas sous Jospin en 97-99, il a fait des emplois jeunes et des emplois aidés. Aujourd'hui on en a moins car les emplois aidés sont coûteux. On est dans ce réglage assez fin : emplois aidés/lutte contre la dette. L'objectif demeure : la baisse du chômage et le retour de la confiance. »

En rendant un hommage appuyé à Gerhard Schröder, à Berlin, quelques jours plus tôt, François Hollande a surpris sa gauche. Assume-t-il ce tournant social-démocrate qu'il pratique depuis des mois ? L'ancien chancelier allemand à la politique si vilipendée par une partie de son camp est-il son modèle ? Hollande commence par une pirouette. « J'ai fait un hommage à Helmut Schmidt, beaucoup plus subversif. C'est lui qui disait "les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain", quand j'étais jeune militant socialiste, cela faisait beaucoup parler. Aujourd'hui Schmidt est le plus européen des sociaux-démocrates allemands. » Puis le président répond : « Schröder, ce n'était pas pour rendre hommage à ce qu'il a fait, mais pour dire ce que nous avons fait, pour dire aux Allemands : "Ne croyez pas qu'il n'y a que vous qui pouvez réformer le marché du travail." »

Il parle des autres pour parler de lui. Et en même temps, il assume son hommage : « On pense ce qu'on veut de cette réforme Schröder, qui a été beaucoup décriée mais quand même, il y a dix ans, Schröder a fait ça et nous on n'a rien fait. Il faut montrer aux Allemands ce qu'on est en train de faire, ne pas se laisser caricaturer. » La vie politique allemande est moins clivante qu'en France, les grandes coalitions sont habituelles. Et en écoutant le chef de l'Etat, on se dit qu'il aimerait parfois importer ce modèle. « L'Allemagne donnait une belle image, Merkel-Schröder-Steinbrück ensemble. » Il s'arrête, et balance : « Nous, on a la manif de dimanche, Copé (quand il prononce son nom, il agite sa main, comme un enfant qui voudrait montrer que la personne dont il parle est zinzin) qui dit "non à Hollande". »

Pendant la campagne électorale, le candidat avait promis de limiter l'échelle des rémunérations de 1 à 20. Le président tourne le dos au

candidat. « On va faire voter les 75 % payés par les entreprises, c'est un facteur de limitation. Que peut-on faire de plus ? Limiter les retraites chapeaux, les stock-options. Ce que Moscovici a négocié avec les organisations patronales, c'est qu'il y ait des mesures d'autorégulation. Et sinon, si des rémunérations demeurent extravagantes après les deux années d'application des 75 %, on s'en occupera. Quand les Suisses le font, on dit "c'est formidable", si on le fait nous, on dit "vous êtes archéos". »

Qui va prendre la tête du Medef ? A-t-il une préférence ? « Notre marge de manœuvre est assez étroite », s'amuse-t-il. Et il poursuit, goguenard : « Le fils Gattaz, c'est celui que je connais le mieux, je suis allé dans son entreprise, j'ai décoré son père. C'est cocasse de retrouver le fils Gattaz, trente ans après son père face à Mitterrand. » Hollande anticipe : « Ce qui pourrait nous inquiéter c'est s'il se passe après comme avec Gandois/Seillière, face à la gauche. » Puis s'autorassure : « Gattaz représente plutôt un patronat de moyennes entreprises. Il peut apporter cette expérience. » Et, confiant : « Quel que soit le président du Medef, sur la formation professionnelle, le chômage, ça devrait se passer bien. Ce qui sera le plus difficile ce sont les retraites. Quel que soit le président, la position du Medef est la même : plus aucune augmentation des cotisations patronales. »

Comment voit-il les discussions sur les retraites avec les syndicats ? « Ils sont en totale opposition à la désindexation, ce qu'ils ont pourtant fait pour les retraites complémentaires. » Il feint alors de penser à voix haute : « Toucher à l'âge légal, c'est ce que propose la droite, c'est très rentable si ça se fait très rapidement. C'est très injuste mais c'est très rentable. » Et précise immédiatement : « On n'y est pas favorable. » Puis ajoute : « Reste les durées de cotisation étalées dans le temps (avant ou après 2020). La CGT de toute manière sera contre toute modification. »

Il est à l'Elysée depuis un an, le mois de mai se finit, la rue a été laissée aux anti-mariage pour tous, mais le mouvement se calme : « Ça devait être mai 68, 1789... ça ne s'est pas passé, car il n'y avait pas de thème fédérateur. Le mariage pour tous ne peut pas mettre ensemble dans la rue le salarié de Goodyear qui vit un drame social, celui de Sanofi ou la mère de famille qui a peur pour sa retraite. » Inquiet, il prévient : « La

retraite, ça peut être fédérateur. Même Marine Le Pen sur la retraite est sur la position de la CGT. L'extrême droite est très présente sur les questions sociétales mais Le Pen n'y est pas. On aura sur ce thème la coagulation des gens d'extrême droite et d'extrême gauche. » Et poursuit sa pensée : « Les retraites sont un thème difficile. On ne fait rien, on dit "les socialistes ne font rien, ne font jamais de réformes structurelles". On fait ça, on dit "ils abandonnent leurs promesses, font le contraire ce qu'ils ont dit". » La crise favorise-t-elle les mouvements sociaux ? « Oui en Espagne, en Grèce, en Italie. Pas en France. » Et s'amuse à être plus cynique qu'il n'est : « On pourrait se dire qu'il vaudrait mieux taper sur les retraités, car ils ne descendent pas dans la rue, mais ils ont des enfants. » Hollande, qui a défilé contre la réforme des retraites de Fillon quand il était dans l'opposition, se veut philosophe : « Pour mettre des gens dans la rue, il y a quelques trucs très sûrs : faire un SMIC jeune et toucher aux régimes spéciaux. » Il est impopulaire, mais jusqu'à présent, ses électeurs ne manifestent pas contre lui et il voudrait que cela dure : « Si on veut éviter de mettre des gens dans la rue, il faut qu'il y ait des mesures de justice dans la réforme des retraites. Il faut qu'il y ait du donnant/donnant. Si c'est "on va faire mal", la question c'est on va faire très mal ou un peu mal, le résultat c'est que ça fait toujours mal ! »

Place maintenant à l'opposition. Alain Juppé ? « Sa posture est plus élevée, il n'a pas renoncé à 2017. Il est plutôt pour se retrouver sur des positions communes, comme la lutte contre la dette. Et la dimension locale joue aussi : il est candidat dans une ville qui a voté à 55 % pour la gauche ! C'est mieux ainsi. » Hollande conclut, éternel commentateur de la vie politique : « C'est contraire à l'idée de la droite, de défiler contre une loi. »

Reste le sujet du jour, son déplacement en Afrique. « La sécurité du continent doit être l'affaire des Africains, ce sera l'objet du sommet qui se tiendra à Paris les 4 et 5 décembre. Sur le développement, la France et l'Afrique ont une vision commune. » Hollande, dont ce sera le quatrième voyage sur le continent africain, tient à alerter les journalistes : « Je suis très inquiet pour la situation en République centrafricaine, c'est très préoccupant, rien n'est contrôlé. Il y a des massacres, des viols, des églises démolies. Ce n'est pas à nous d'être les gendarmes de l'Afrique,

on est prêt à rester, nos soldats sécurisent l'aéroport. L'ONU doit intervenir, les Sud-Africains doivent revenir. »

Quelques heures à Addis-Abeba, une visite à la communauté française, une cérémonie d'ouverture avec des groupes de musique et des danses africaines que François Hollande ne voit que de loin, des rencontres avec des chefs d'Etat, une conférence de presse puis un discours derrière un pupitre trop haut et devant une salle vide. Enfin retour dans l'avion présidentiel.

François Hollande travaille d'abord puis il convie les journalistes à boire un verre autour de sa table ovale. La discussion s'engage sur la situation internationale. L'Afrique d'abord : « C'était important de venir à ce sommet, j'ai vu Ban Ki-moon, Kerry, Zuma, Macky Sall sur le Sahel. » La situation au Mali ? « Je ne crois pas du tout à la thèse de l'enlèvement, les groupes ne bénéficient plus de financement extérieur. » La Syrie ? « Il faut tenter même si la conférence de Genève échoue. Ne pas tenter nous serait reproché, mais tenter ne veut pas dire qu'on va réussir. » Hollande annonce : « La branche armée du Hezbollah va être inscrite sur la liste des organisations terroristes. J'étais directeur de cabinet de Max Gallo, qui était à l'époque de gauche, quand les cinquante-huit corps des soldats français (tués le 23 octobre 1983 dans l'attentat du Drakkar à Beyrouth) ont été rapatriés dans la cour des Invalides. »

Puis les journalistes politiques l'interrogent sur l'actualité française et notamment la manifestation anti-mariage pour tous du lendemain. Manuel Valls a lancé des appels pour que les familles ne viennent pas défiler, brandissant le spectre de la violence. Le président abonde dans le sens du ministre de l'Intérieur : « Ceux qui ont décidé de venir le samedi viennent le dimanche. Il y aura du monde, mais c'est pour dire "attention, la manif change de nature", son égérie n'est pas là, l'extrême droite s'affiche dans la manifestation et l'UMP appelle. C'est le désordre et la confusion. Le message c'est dire "c'est quoi cette manifestation ? Quel est votre but ? Retirer le texte ? Il est voté". » Il s'agit de disqualifier la manifestation. C'est concerté avec Valls. Valls dit : « On sait qu'il y a des éléments d'extrême droite, on sait que ça va casser. Et s'il y a des incidents, ce ne sera pas la faute du ministre de l'Intérieur et du préfet. La

liberté de manifester est totale mais la liberté d'être violent n'existe pas. » Sûr de lui, Hollande assène : « C'est perdu pour les manifestants. Ils ont perdu. »

Certains à gauche ont cru que le texte comporterait l'ouverture de la procréation médicale assistée aux couples homosexuels. Ce n'est pas la position du chef de l'Etat : « La PMA est déjà reportée. Le Comité d'éthique s'est autosaisi, il va faire des états généraux, c'est-à-dire le jury citoyen de Ségolène Royal, en novembre décembre ! Le temps va faire son effet. Si on avait passé le texte à l'été 2012, il y aurait eu la PMA... » Hollande se projette dans l'avenir : « C'est un texte qui va être un texte de consensus. Nous savons maintenant que la droite française ne remettra pas en cause le mariage. La peine de mort, la droite n'est jamais revenue dessus. »

Puis François Hollande redevient le premier secrétaire du PS qu'il a tant aimé être et il commente la vie politique française : « Le plus hypocrite, c'est Fillon, il dit "on le fera mais sans la PMA". » Puis : « Le centre de Bayrou a raté, il est lié aux cathos, pas Borloo. Borloo, lui, est lié à Tapie ! » Et voilà l'homme qui a appelé à voter pour lui entre les deux tours de la présidentielle habillé pour l'hiver : « Bayrou attend que la gauche du PS s'en aille, ça fait des années qu'il attend ça. Il m'en parlait déjà en 2008. » Hollande sourit et continue : « Le problème pour Bayrou comme pour nous c'est que Bayrou au Parlement, il n'existe pas, il y a le marcheur mais on ne sait pas où il est ! Mais s'il y a Bayrou, la gauche du PS s'en va, ils sont trente. S'ils partent les écolos partiront, et je veux une majorité. »

Place au camp d'en face, et à son meilleur contempteur : « Je connais Mélenchon, lui aussi me connaît. Il est sincère, il ne fait pas que de la provocation. Il pense que le PS va s'effondrer et que la gauche va se reconstruire autour de son Front. Son problème, c'est que les municipales sont avant les européennes. »

François Hollande parle avec les journalistes depuis près d'une heure, la nuit est tombée, mais le président n'est pas pressé de quitter ceux qui sont toujours son meilleur miroir : « Les européennes, il y a toujours une surprise, cette fois ce ne sera pas les écolos. Ce sont des scrutins où la discipline de vote n'existe pas et où l'abstention est importante. On peut

avoir un Parlement européen où les anti-européens sont majoritaires. Ça peut être un risque. Le Parlement européen vote le budget. Le PS n'est jamais bon aux européennes. » Quand on lui fait remarquer qu'en 1999, le PS était en tête, Hollande se marre. « J'étais candidat. »

Elles seront les premières élections qu'il aura à affronter. A dix mois du scrutin, François Hollande est encore confiant : « Les municipales ? Si l'ambiance est mauvaise, ça pèsera. »

Le mois de mai se finit, Hollande se projette déjà dans la pause estivale : « L'été sera studieux. Je garderai dans mon souvenir celui de l'été dernier, perçu comme un été volage. Tous les autres présidents étaient partis en vacances et on nous a pris sur rien. L'été dernier, on nous a reproché de ne pas être intervenus en Syrie, les déclarations de Taubira sur les peines plancher et le prix de l'essence. Il faut être réactif, montrer qu'on est là. Les gens sont toujours plus exigeants avec la gauche. Et il y a la crise. » Le président regrettera longtemps de s'être relâché en août 2012. Il n'ira plus au fort de Brégançon. Les vacances, c'est fini.

Le pot se termine, la presse retourne à l'arrière de l'avion, François Hollande lui se retire dans sa partie. Quelques heures de sommeil, atterrissage tard dans la nuit. Fin d'un voyage express, fin d'une journée présidentielle. Place à un dimanche de manifestation. Place surtout aux premiers mariages homosexuels. Le président plaît enfin à sa gauche. Son 31^e engagement était : « J'ouvrirai le droit au mariage et à l'adoption aux couples homosexuels. » Il est respecté. François Hollande ne s'est jamais passionné pour les questions de société. Mais il sait que la gauche a une histoire et que, s'il veut y laisser une trace et avoir une chance d'être réélu en 2017, il fallait tenir sur le mariage pour tous.

« Je ne peux pas imaginer un tel dédoublement »

C'est un rendez-vous qu'il ne rate jamais. Mais ce samedi 6 avril 2013, une de ces étranges journées du quinquennat, François Hollande n'est finalement pas venu sur le marché de Tulle. Le choc des aveux de l'ancien ministre du Budget saisit ses anciens administrés, le long des étals près de la cathédrale où François Hollande fêtait sa victoire, onze mois plus tôt.

Une femme n'en revient pas : « On est tous un peu assommés, c'est un tsunami. Avec l'affaire Cahuzac, on est tristes, abasourdis, il doit être comme nous. La gauche c'est une éthique, j'espère qu'on y verra plus clair. » Un père de famille, un peu plus loin : « On est un peu déçus, comme tout le monde, je ne sais pas s'il voit bien les problèmes des gens, il est coupé. » Le fleuriste se veut encore indulgent avec son président : « Il ne mérite pas ça, il subit, lui. Mais vraiment c'est pas l'ambiance. » Une vieille dame lui cherche des excuses : « A Tulle, il était pas mal. A l'Elysée, il a pas de chance. Il est pas aidé, le Premier ministre faut le changer. » Un militant communiste qui distribue des tracts n'a plus de mansuétude : « Ce qui me déçoit le plus, ce sont les promesses non tenues, il a été élu par une majorité de gauche, quand même ! » Un jeune ne réalise toujours pas que le ministre du Budget ait pu détenir un compte en Suisse : « Je trouve ça bien triste, c'est bien dommage, on était partis sur l'idée d'une politique saine, je suis déçu. »

Ces électeurs, François Hollande ne les a pas entendus. Celui qui vantait sa proximité, se voulait « normal », est sorti de l'aéroport de Brive par une porte dérobée, il entrera peu après à la préfecture de Tulle par celle de derrière. Pour éviter la dizaine de manifestants anti-mariage pour tous dont l'un tape sur une casserole, brandissant une pancarte

« Cahuzac ». Enfermé dans ce bâtiment qu'il connaît si bien, le président de la République vient décorer des Corréziens, deux résistants dont une juste, des chefs d'entreprise et des élus. « Dans un moment où il doit y avoir des valeurs qui doivent être portées, une exigence morale qui vaut pour tous ceux qui ont une responsabilité à quelque niveau que ce soit, une cérémonie comme celle-là a du sens », déclare le chef de l'Etat. Après la célébration, François Hollande, accompagné de Valérie Trierweiler, déjeune avec les élus. Puis ils quittent le bâtiment, à pied, pour une « déambulation » improvisée. Montrer qu'il peut encore sortir, qu'il est toujours le bienvenu en Corrèze. Et même si plusieurs itinéraires avaient été préalablement balisés, Hollande savoure cette promenade qu'il fera durer une heure et quart. Au salon du livre pour enfant, un homme lui lance : « Oubliez pas d'être de gauche. » En ce début d'après-midi, les rues sont quasi vides, l'accueil n'est plus le même. Ici aussi la déception est palpable, le doute sur leur président se lit sur les visages. François Hollande arrête les voitures, rentre dans les boutiques pour serrer des mains, embrasser des vieilles dames, saluer des anciennes connaissances. C'est lui qui cherche le contact, comme s'il avait besoin de se rassurer. L'accueil est poli, la liesse n'est plus là. Mais François Hollande ne veut voir que le bon côté de cette journée, quitte à nier la réalité : « Le message est passé et l'accueil était très bon. »

Le chef de l'Etat veut croire que tout va bien. Pourtant cette semaine-là fut une des pires du quinquennat. Mardi 2 avril, Jérôme Cahuzac a avoué qu'il avait bien détenu un compte en Suisse, conformément à ce qu'écrivait Mediapart depuis le 4 décembre. L'ancien ministre du Budget reconnaît qu'il a donc menti aux Français, aux députés, au président. Le lendemain, *Le Monde* révèle que Jean-Jacques Augier, ancien trésorier de la campagne de François Hollande et ami proche du président, « est actionnaire de deux sociétés off-shore dans les îles Caïmans ». François Hollande avait confié, le 22 janvier 2012, au Bourget son « secret : j'aime les gens quand d'autres sont fascinés par l'argent ». Voilà son quinquennat en plein tourment. La défiance est généralisée, les rumeurs les plus folles courent dans les allées du pouvoir et les rédactions ce premier week-end d'avril. François Hollande a proclamé qu'il n'y aurait pas de remaniement, mais dans les ministères, certains préparent pourtant

leurs cartons. La panique s'empare des plus solides. Manuel Valls confie juste : « Vous comprenez qu'à la place qui est la mienne, je ne puisse rien dire, tout peut bouger dans les prochaines heures. On est face à un moment très difficile, François Hollande tiendra. » Aurélie Filippetti est sidérée : « On a eu 1983 et 1993, la rigueur et les affaires. » « C'est très grave, le mélange fraude/mensonge/cynisme, quelque chose s'est bousillé, est-ce réparable ? » s'interroge Bernard Poignant, conseiller du président. « C'est un naufrage total, la gauche est atteinte dans ses valeurs, dans son identité », s'emporte Delphine Batho. D'autres essaient d'en rire : « Je jure les yeux dans les yeux que je n'ai pas d'argent en Suisse, je n'en ai déjà pas en France », prévient Cécile Duflot. Et François Lamy de convenir : « Je viens de réaliser que j'ai raté ma vie. Je n'ai pas de compte en Suisse, je n'ai jamais investi au Pérou, je n'ai pas fait d'affaires aux îles Caïman et je n'ai pas d'amis au GUD. »

La trahison de Jérôme Cahuzac mine François Hollande. Lui qui croit à la nature humaine n' imagine jamais qu'on puisse le trahir, qu'on puisse agir aussi peu rationnellement. Dînant à l'époque avec un de ses vieux copains, le président, le visage défait, confie : « Tu te rends compte, être ministre du Budget et avoir un compte en Suisse ? » Quelques instants plus tard, le chef de l'Etat insiste : « Tu te rends compte, être ministre du Budget et avoir un compte en Suisse. » Quand, avant la fin des agapes, Hollande répète cette phrase une troisième fois, chacun comprend que le président est atteint. Plus qu'il ne l'admet, plus qu'il ne le laisse transparaître. Hollande ne sait pas comment en sortir. « Il ne va pas fort, hésite entre tout changer et tout conserver », se souvient un hollandais historique. Mais changer, pour Hollande, c'est toujours un traumatisme. Virer quelqu'un, pour lui qui ne l'a jamais fait, est très désagréable. Changer c'est se dédire, reconnaître qu'il s'est trompé. Tout ce que François Hollande déteste. Il hésite. Autour de lui, certains plaident pour un gouvernement resserré, voire un changement de Premier ministre pour donner un élan avant la séquence électorale de 2014. Il tergiverse... et ne change rien. Il choisit d'attendre, fidèle à son précepte selon lequel « un problème finit toujours par se résoudre ».

Pendant la primaire, à la fin de l'été 2011, lors d'un de leurs traditionnels déjeuners au Sénat, face à tous ces élus hollandais, Bernard Poignant avait pris la parole le premier pour avertir son ami : « François, tu feras un quinquennat sans affaires, la France en a besoin. » Le maire de Quimper, humeur des affres populaires, voit la République s'affaiblir au gré des scandales depuis trente ans, il entend les Français ne plus croire en la parole politique, ne plus avoir confiance en rien. Il voudrait tant que son ami rompe avec cette pente destructrice. « Les Français ne croient ni en Dieu, ni en Marx, ni aux marchés. Les affaires, c'est le vase qui déborde. DSK puis Cahuzac, le cul et le fric, le bordel et la Suisse, c'est très grave », confie, le regard malicieux, le maire de Quimper, dans son si petit bureau élyséen, tout en haut, sous les combles de ce palais auquel il rend visite deux jours par semaine.

Ce mardi 25 juin, François Hollande se souvient du mardi 4 décembre 2012, quand l'affaire Cahuzac a commencé : « Il m'appelle au téléphone, je suis à Lens pour l'inauguration du Louvre. "Les journalistes de Mediapart viennent de sortir de mon bureau, ils m'accusent d'avoir un compte à l'étranger, ils vont sortir l'affaire dans quelques heures..." me dit-il. Je lui réponds : "C'est très simple, ou c'est vrai, tirons-en tout de suite les conséquences, ou ce n'est pas vrai, et tu dois organiser ta défense et nous serons derrière toi", et c'est à ce moment-là qu'il m'a répondu "bien sûr que ce n'est pas vrai, c'est un montage". » Jérôme Cahuzac a toujours affirmé à ses proches que ce jour-là, le président n'était pas rentré dans un mode d'emploi. Pour le ministre du Budget, Hollande n'était visiblement pas seul dans le train.

Le président cherchera plusieurs fois à réinterroger son brillant ministre du Budget. « Tu n'as pas de doute sur ma parole, tu ne peux pas imaginer ce que c'est qu'être accusé, pour moi, pour ma fille, combien c'est dur », se serait enflammé Cahuzac. Le 5 décembre, à l'Assemblée nationale, le ministre répond à Daniel Fasquelle : « Je démens catégoriquement les allégations contenues sur le site de Mediapart. Je n'ai pas, Monsieur le député, je n'ai jamais eu de compte à l'étranger. Ni maintenant, ni avant. » Le soir, le président et le Premier ministre se parlent, ils sont rassurés, même s'ils avaient un doute, ils n'en ont plus.

Pour eux, Cahuzac ne peut pas prendre le risque de mentir devant l'Assemblée nationale.

François Hollande ne s'est jamais imaginé que son ministre pouvait mentir éhontément, devant lui, devant l'Assemblée, devant les Français. « Dans mon imaginaire, on ne peut pas faire ça, non, pas avec cet aplomb, cette force. Il aurait pu avoir une formule, “je n'accepte pas qu'on m'accuse sans preuves, apportez-moi la preuve”, il ne dit pas ça, il dit “je n'ai pas, je n'ai jamais eu” », confiait le président à ceux qui lui posaient la question. François Hollande ne lit jamais de romans, il ne sait pas que les hommes sont toujours plus complexes qu'ils n'en ont l'air. Il croyait que son ministre du Budget était un politique brillant et ambitieux. « Je ne peux pas imaginer un total dédoublement, comme ça. Si on m'avait dit en plus qui l'avait conduit à pouvoir déposer ce compte. » Le président a beaucoup parlé de cette trahison à ses amis.

Et ce qui le frappait, c'est que Jérôme Cahuzac disait qu'il souffrait beaucoup de cette situation, que c'était insupportable, qu'il dépensait beaucoup en frais d'avocats, qu'en démissionnant, il continuait à se dépeindre comme une victime, disant « je comprends votre décision, mais c'est dur ». « Je lui en veux beaucoup, bien sûr », a avoué François Hollande.

Entre Hollande et Cahuzac, l'histoire était longue. « Je le connais depuis qu'il est député en 1997. Je le perds de vue de 2002 à 2007. Il revient en 2007, responsable des députés socialistes à la commission des finances, il est apprécié », se remémore le président, le mardi 25 juin 2013.

Quand Didier Migaud quitte la présidence de la commission des finances de l'Assemblée pour celle de la Cour des comptes, François Hollande, comme la majorité des députés socialistes, vote pour Jérôme Cahuzac. « C'est ton tour, je te soutiens », écrit par sms Hollande au député-maire de Villeneuve-sur-Lot.

Les amis de Cahuzac se souviennent qu'il leur a raconté les scènes. Deux fois à l'Assemblée, une fois sur un ton badin, une fois plus sévèrement, alors que Cahuzac, au nom du groupe, s'exprime à la tribune et est applaudi par les socialistes, Hollande lui dit « tu as trop de talent, tu

le montres trop ». Puis, plus tard, alors qu'il est cette fois président de la commission des finances, plus froidement, « tu as trop de talent, tu le montres trop, je t'aurai prévenu ».

Comme de nombreux strauss-kahniens, après l'affaire du Sofitel, Cahuzac se rallie à François Hollande. L'ex-rocardien lui a toujours dit : « Si Strauss est candidat, je le soutiendrai. Mais s'il n'est pas candidat, je te soutiens toi. » Le talentueux président de la commission des finances annonce son soutien à François Hollande, l'après-midi où Ayrault en fait de même, le 6 juillet 2011. « Plus tard dans la campagne, je lui confie la responsabilité des affaires budgétaires. Président de la commission des finances, il a toutes les qualités pour mener à bien ce travail. Il le fait bien, avec son tempérament et parfois sa susceptibilité », se souvient le président, dans son bureau.

La campagne, jusqu'à l'affaire des 75 %, se passe bien. Hollande et son spécialiste du budget se parlent souvent, sont sur la même ligne. Cette taxe antiriches brouille la relation. Un lien se casse, mais rien d'irréparable pour la suite. Jérôme Cahuzac fait donc naturellement partie de l'équipe de Jean-Marc Ayrault. « Quand il s'agit de former le gouvernement, il est le mieux placé pour devenir ministre du Budget. Qui connaît le mieux les comptes publics ? » justifie François Hollande, ce 25 juin. Jusqu'aux révélations de Mediapart.

Bernard Poignant n'arrive pas à l'oublier. Il a croisé, ce mardi 2 avril 2013, vers 15 heures, François Hollande, dans l'antichambre majestueuse de son bureau présidentiel. Quelques secondes à peine, en haut de l'escalier d'honneur. Sans échanger un mot. Poignant se souvient parfaitement de ce regard « dur », si inhabituel chez ce président si optimiste, à l'œil traditionnellement si joueur. A cette heure-ci, Poignant ne sait rien, Hollande lui est parfaitement au courant du séisme qui va ébranler son quinquennat. « Son regard m'est resté, se rappelle Bernard Poignant, le visage inhabituellement grave, l'affaire Cahuzac l'a durci, a accru sa méfiance. A qui puis-je faire totalement confiance ? se demande-t-il depuis. François s'entoure alors d'un bloc de granit. » Avec cette affaire, François Hollande s'est conforté dans son idée : il ne faut se fier à personne. Personne.

OceanofPDF.com

« *Il n'est pas vraiment gracié* »

C'est une prérogative absolue du président de la République, un des rares moments où le chef de l'Etat se retrouve seul face à sa conscience, une de ces décisions qui font de lui le lointain héritier des rois de France. L'article 17 de la Constitution de 1958 le précise : « Le président de la République a le droit de faire grâce à titre individuel. »

Quand Philippe El Shennawy dépose le 14 décembre 2012 un recours en grâce auprès de François Hollande, il croit placer le chef de l'Etat face à un choix simple. « Le président de la République prendra sa décision en toute connaissance de cause et en toute conscience après l'avis de la chancellerie. Il jugera peut-être que j'ai le droit à une vie réelle au sein de la société ou bien que je n'ai pas assez payé ma dette. Humainement, il n'y a pas d'autre option ¹», confiait le détenu au *Journal du Dimanche* le 23 décembre 2012. La requête est portée par le comité de soutien du prisonnier, animé par Maître Henri Leclerc, Michel Wieviorka, Tzvetan Todorov ou Florence Aubenas.

Après trente-sept ans de prison et sans jamais avoir tué quelqu'un, Philippe El Shennawy est devenu emblématique de ce système carcéral qui détruit plus qu'il ne punit².

Il a 20 ans quand il braque en 1975 le CIC de la rue de Breteuil, à Paris, avec Taleb Hadjadj. Les deux malfaiteurs s'envolent avec six millions de francs, sans faire de victimes. Le butin ne sera jamais retrouvé. Alors qu'ils étaient sûrs d'être acquittés, tant leur alibi leur semblait solide, El Shennawy et Hadjadj sont condamnés en 1977 à perpétuité pour ce braquage avec prise d'otages. « Pour des raisons de sécurité », ils entament alors un long voyage de prison en prison, changeant d'établissement jusqu'à six fois par an. A bout, Taleb Hajdadj se suicide dans le quartier disciplinaire de la prison de Saint-Maur (Indre)

en 1980. En 1991, El Shennawy est placé en liberté conditionnelle, part vivre en Corse avec son épouse Martine, puis replonge parce qu'il vient passer un week-end à Paris, lieu qui lui était interdit. En 2002, il ne rentre pas en prison après deux jours de permission, parce qu'il n'en peut plus. En 2004, il s'évade de l'hôpital psychiatrique de Montfavet (Vaucluse) et commet un ou deux braquages pendant sa cavale. Il est alors condamné à une période de sûreté de seize ans. Depuis 1975, El Shennawy aura vécu quarante mois en liberté. Derrière les barreaux, il passe plusieurs baccalauréats, deux CAP, une maîtrise d'histoire, des diplômes d'informatique, sa nouvelle passion. Il effectue de nombreuses grèves de la faim et fait condamner en 2011 la France par la Cour européenne des droits de l'homme, après des fouilles corporelles systématiques.

Détenu « particulièrement dangereux », Philippe El Shennawy passera dix-neuf ans en isolement et six ans en hôpital psychiatrique, il aura changé quarante fois de lieu de détention. Quand le 14 décembre 2012, sa requête en relèvement de sa période de sûreté – qui l'empêche de demander une libération conditionnelle – est rejetée par la justice, Philippe El Shennawy tente de se suicider. Il est alors libérable le 14 août 2032. C'est dans ce contexte qu'il demande à François Hollande de le gracier.

Le chef de l'Etat demande l'avis de la chancellerie et de son conseiller justice. Et opte pour un autre choix. Par décret du 22 mars 2013, le président de la République relève la peine de sûreté de trois ans de Philippe El Shennawy, ce qui l'autorise à bénéficier d'aménagements de peine. « Une grâce au rabais » aux yeux de son épouse Martine qui découvre le décret le jour de sa parution et en informe son mari, le lendemain, au parloir de la prison de Poissy. « Gracier un braqueur, c'est mauvais pour l'opinion publique », pestent les amis du détenu. Ses avocats demandent au juge d'application des peines l'aménagement de ses condamnations et donc une mesure de libération conditionnelle. Le 24 mars 2013, Philippe El Shennawy, lui, cesse de s'alimenter. Il entend mener son combat sur « le chemin spirituel », comme il l'explique dans un communiqué qu'il transmet au *JDD* et à *Politis*. « Philippe El Shennawy a décidé de prendre le chemin de l'ascétisme et de se libérer lui-même. Il a cessé de s'alimenter (...) non pour signifier son désaccord

mais pour reprendre son chemin que l'espoir l'avait incité à remettre entre les mains du président de la République. » Il explique « refuser de continuer à appartenir à une société capable d'engendrer de telles souffrances ». Il est alors transféré de la prison de Poissy à celle de Fresnes.

Quand on lui parle, ce mardi 25 juin 2013, de cette histoire, François Hollande est surpris. Pour lui, l'affaire est ancienne, claire et a satisfait le comité de soutien. Pourquoi ne pas l'avoir gracié ? l'interroge-t-on. Il nie : « Je l'ai gracié. » Une « grâce » étrange puisque le chef de l'Etat avoue avoir agi « non pour le libérer, mais pour que son cas puisse être soumis de nouveau à un juge ». Pour justifier son choix, le président brandit ses principes, loin de la stricte application des pouvoirs que lui confère la Constitution : « C'est ma conception de la séparation des pouvoirs ; le droit de grâce doit être une pratique exceptionnelle. Faire confiance à la justice, ce n'est pas la rendre à sa place. »

Voilà pour la version officielle. En privé, François Hollande se faisait plus explicite. Dans une phrase si typiquement hollandaise, le chef de l'Etat a confié : « Il n'est pas vraiment gracié. » « Il n'est pas vraiment gracié. » « Pas vraiment gracié. »

Poursuivant : « Il est possible maintenant qu'il puisse avoir une libération conditionnelle et des remises de peine. » Pour expliquer son étrange choix, Hollande insistait : « J'avais trois solutions : ne rien faire, le gracier complètement, permettre au juge d'engager une éventuelle procédure de libération conditionnelle ou de remise de peine, ce qui devrait être fait. » Et il a choisi comme toujours la demi-action. La demi-grâce. Un peu comme dans l'affaire Leonarda. Approuver l'expulsion de la jeune collégienne rom au Kosovo ? La condamner et la faire revenir ? François Hollande a choisi, devant son peuple ébahi, de proposer à la jeune fille de 15 ans de rentrer en France... mais seule.

Gracier Philippe El Shennawy ? Hollande dit en privé n'y avoir jamais pensé : « Non, car ce qu'il avait fait était lourd. Ce qui m'a été présenté et par la garde des Sceaux et par le conseiller ici, pour que ce soit bien accepté, non par l'opinion publique qui n'était pas bien informée, mais par les milieux judiciaires et pour ne pas rentrer dans un processus où

d'autres seraient venus demander une grâce, c'est quand même très exceptionnel, c'était de permettre à la justice de décider. Si je n'étais pas intervenu, la justice ne pouvait pas le mettre en liberté. Ça m'a paru mieux de confier à la justice le soin d'en décider ; je devais permettre à la justice de le mettre en liberté. » François Hollande a choisi de ne pas choisir, de ne pas exercer son droit de grâce et de laisser d'autres – les juges – arbitrer : « C'est aussi ma conception, il n'y a pas la justice et le pouvoir ; le droit de grâce n'est pas nécessairement une bonne pratique, ça doit être une pratique exceptionnelle. Si on fait confiance à la justice, la justice peut décider maintenant de le mettre en liberté. » Au détour d'une phrase, François Hollande annonce donc qu'il n'est pas favorable au droit de grâce présidentielle. Le président de la synthèse ne veut pas de ce droit royal, mais il n'est pas prêt pour autant à en demander la suppression. « C'est Florence Aubenas qui avait fait la démarche. D'ailleurs le comité de soutien a plutôt pris acte. Il faudrait que je sache exactement où il en est. Je n'ai pas eu de nouveau de sollicitations », explique enfin le président ami des journalistes. Ne pas déplaire. Et surtout pas à eux les journalistes. Au fond, c'est la seule chose qui compte.

Ce vendredi 22 mars 2013, François Hollande devait signer ou refuser le décret de grâce de Philippe El Shennawy. Accepter ? Décliner ? Face à ce choix, il a finalement innové et a inventé la « demi-grâce présidentielle ». Le non-choix.

1. « Je suis enterré vivant depuis longtemps... », interview par Adeline Fleury, *Le Journal du Dimanche*, 23 décembre 2012.

2. « Philippe El Shennawy : dernier jour d'un condamné », Florence Aubenas, *Le Monde*, 14 décembre 2012.

« *Mais comment faisait Sarkozy ?* »

Recevoir les journalistes à l'Élysée en cachette de ses conseillers. Il fallait le faire. Hollande l'a fait. Il veut discuter avec quelques journalistes mécontents de sa communication, il sent bien, après un été catastrophique, que la presse commence à se retourner. Mais le président de la République ne souhaite pas que ses conseillers en communication soient au courant de ce rendez-vous. Il n'est donc pas inscrit dans l'agenda dont dispose l'équipe élyséenne. Et ce jeudi 20 septembre 2012, c'est dans l'annexe du Palais, avenue de Marigny, dans le bureau d'un conseiller moins exposé, et en son absence, que François Hollande discute avec trois journalistes qui le suivent depuis si longtemps. De 19 h 30 à 20 h 30, on parle franchement, la conversation n'est pas destinée à être racontée.

François Hollande entre en souriant dans le bureau, s'assied sur une chaise, une feuille blanche posée devant lui. Sur la table, des petits-fours, des verres d'eau et de jus de fruits auxquels il ne touchera pas. Les journalistes sont installés autour de lui, ils parlent, le président répond et questionne à son tour. De temps en temps, il prend son feutre pour tracer des traits, les lier entre eux pour montrer que sa politique a du sens, que de son discours sur les arts de l'Islam à celui du lendemain sur le terrorisme, il y a une cohérence, une continuité, un lien, que sa « séquence » est pensée, qu'il sait encore faire de la politique, même si personne ne l'a vu, ne l'a compris. Tant pis si les journalistes ont repris la mauvaise citation, celle sur Tombouctou (« Partout dans le monde – car c'est une agression à l'égard de toutes les civilisations –, quand le patrimoine est saccagé, nous serons là pour lutter contre les groupes qui sont mus par l'insondable bêtise qui rend toutes les civilisations vulnérables »), plutôt que celle positive sur l'islam qui pour lui avait plus

de sens (« L'honneur des civilisations islamiques est d'être plus anciennes, plus vivantes, et plus tolérantes que certains de ceux qui prétendent abusivement aujourd'hui parler en leur nom. Il est l'exact contraire de l'obscurantisme qui anéantit les principes et détruit les valeurs de l'islam, en portant la violence et la haine »). Hollande multiplie les discours, les déplacements, il parle sans cesse, mais personne ne retient rien, personne ne comprend et lui s'en désole.

Et puis, dans ce bureau qui n'est pas le sien, il y a les cercles que le président dessine, de plus en plus petits pour vous expliquer sa vie, comme s'il la découvrait encore. Le plus gros d'abord, tracé au feutre noir sur un coin de cette feuille de moins en moins blanche : « La plupart de mon temps, je la consacre à l'international, je reçois des chefs d'Etat, j'ai reçu le slovaque tout à l'heure, même si ça n'intéresse personne. Il faut le préparer, j'ai passé des coups de téléphone ensuite... » Il soupire et l'on comprend que ça lui mange son temps... Deuxième cercle, un peu plus petit, qu'il commente en même temps qu'il le dessine : « Il y a toutes les obligations officielles, tous les discours que je suis obligé de prononcer » et qui ont l'air de lui coûter, lui qui veut toujours les réécrire de sa plume et qui n'a plus le temps... Enfin, le troisième cercle, si petit pour celui qui baigne dedans depuis trente ans : « La politique française. » François Hollande semble en manque, il lève les yeux au ciel et balance, l'air tout à fait désolé : « Je n'ai pas le temps d'en faire ! »

Terrible aveu pour le « président normal » devenu, à la faveur des désillusions de cet été dont il se souviendra toute sa vie, le « président de combat ». Ficelle d'une com' qu'il ne maîtrise plus. Curieuse impression de voir François Hollande parler de lui, de sa présidence, comme s'il n'était pas encore président, comme s'il était toujours en rodage...

Il a passé des mois à dire « je suis prêt » et en l'écoutant, on se dit qu'il découvre encore, qu'il subit, qu'il n'a pas pris ses marques, pas pris la mesure de cette bulle, pas compris que l'Elysée qu'il disait si bien connaître le contraindrait, le piégerait. Il y a passé deux années, de 1981 à 1983, dans un petit bureau de la rue de l'Elysée, il n'était pas un conseiller officiel, car il venait juste de sortir de l'ENA. Il a commenté tous les jours pendant dix ans la présidence de Jacques Chirac puis celle

de Nicolas Sarkozy. Il s'est toujours cru le meilleur décrypteur de la vie politique française. Il a voulu être président, il l'est et il en souffre.

Il ne peut plus raconter son histoire, lui qui a tant raconté celle des autres. Et il semble le découvrir quand on lui décrit les difficultés à le suivre, les problèmes de communication sur lesquels les journalistes butent. « Mais comment faire ? Vous voir ? » s'interroge-t-il. Eternelle question, l'ami des journalistes vit loin d'eux. Autour de lui, certains le bunkérisent, il s'échappe mais pas assez, textote, appelle mais ne peut tout rattraper. « Depuis que tu es élu, tu as une mauvaise presse, c'est étrange non ? » lui a soufflé un conseiller à la rentrée.

Ah ! cette presse, son miroir, son ami qui s'échappe, le critique, le rudoie, qu'il ne maîtrise plus et qu'il continue à lire tous les jours. Il lit tout. Tout. A la différence de Chirac. A la différence de Sarkozy. « J'ai l'impression que vous passez d'un sujet à l'autre », se plaint-il à haute voix. Il a le sentiment que les journalistes ne voient pas le sens caché, la politique qui s'immisce dans ces discours creux qui se suivent, dans ces déplacements qui lassent et n'impriment pas. Celui qui a toujours été son meilleur attaché de presse veut comprendre, pose des questions sur le comportement de ses conseillers. Et s'étonne : « Ah, ils vous mentent, il ne faut jamais faire ça. » Lui président se met aussi à mentir à la presse, mais il feint de ne pas avoir changé. Et cherche à dédouaner ses collaborateurs. Il leur cache tant de choses. Etre chargé de décrypter l'action d'un homme qui ne vous livre rien n'est pas une tâche aisée. Hollande se veut clément : « Ils ne savent pas et personne n'ose dire "je ne sais pas", Lemas lui sait tout. » Le chef de l'Etat cherche à améliorer son dispositif.

Séance surréaliste. « Comment faire ? » répète-t-il devant nous autres journalistes. « Faut-il qu'ils vous appellent le lundi matin et vous disent ce qui est important dans la semaine ? » Ou plus tard : « Qu'ils vous disent les deux ou trois passages importants d'un discours ? Je les réécris beaucoup mais deux heures avant, ils savent ce qu'il y a dedans. » Quand l'un de nous explique au président que ses conseillers lui avaient vendu son discours sur la libération de Paris comme un moment important, Hollande s'exclame : « Mais c'était sans intérêt, comment pouvais-je faire un discours important alors qu'au même moment le Premier

ministre parlait à La Rochelle ? » Le chef de l'Etat se remémore cette séquence où il a voulu reprendre la main et accélérer la rentrée : « Deux ou trois jours avant de me rendre à la foire de Chalons, je décide d'en faire un discours important alors que c'était juste pour honorer une promesse. » Il regarde les journalistes et se met à penser tout haut : « Il ne faut jamais dire avant que c'est un discours important. »

Cela fait trois quarts d'heure qu'il discute avec nous, Hollande réalise que sa communication ne fonctionne pas, que tout n'est pas de la faute de ses subordonnés. Les journalistes qui le suivent tous les jours ne comprennent pas ce qu'il fait, les Français n'ont aucune chance d'appréhender son action. On l'exhorte à raconter son histoire, à délivrer un récit national, à incarner sa tentative de réorienter l'Europe, à donner des clés pour déchiffrer son action puisqu'il affirme savoir où il veut aller. « Mais comment faisait Sarkozy ? » demande-t-il. Incroyable question dans la bouche de celui qui se voulait son antimodèle. Comme s'il avait rendu les armes.

François Hollande sort du bureau de son conseiller, retourne dans son Palais, visiblement remué par la discussion. Par la suite, rien ne changera. Ou plutôt, le changement se fera à la Hollande. Sa communication est mauvaise, il le sait, alors il rajoute un étage. « François fonctionne toujours pareil ; son modèle, ce sont les couches d'un gâteau », persifle un vieil ami. Trois mois après cette conversation, Claude Sérillon fait son entrée dans l'équipe élyséenne. Le nouveau conseiller image connaît parfaitement Hollande, il est son ami depuis des années. Il l'a conseillé pendant la primaire et l'ex-présentateur du 20 Heures l'a aidé à préparer des émissions télé. Il fait aussi du media training pour les ministres qui en ont besoin. Il n'a pas le droit de parler à la presse. Hollande a inventé le conseiller communication qui ne communique pas. L'ancienne star de la télé gère aussi l'image du président, il prépare des déplacements, s'occupe des déclarations officielles depuis l'Elysée, supervise les conférences de presse. En théorie, du moins. La cravate de François Hollande est toujours de travers, ses manches dépassent toujours de ses vestes, il parle devant des portes, il semble livide devant des fonds jaunes... bref, rien n'a vraiment changé. « Claude voulait venir, alors il est là », dira Hollande à un proche.

Car si le chef de l'Etat a choisi tous ses conseillers – ceux qui gèrent la presse ou son image, comme les autres –, il n'en est pas content pour autant. Il en dit du mal, mais les garde à ses côtés. « Ces deux-là, ils servent à amener les chaises », balance-t-il un jour à propos de ses deux directeurs de la communication, sa copine de Sciences-Po, Claudine Ripert, et l'ancien dircab de Valls, Christian Gravel. D'un des nombreux collaborateurs dédiés à sa parole, Hollande confiera : « Si je lui dis de partir, il faut que je lui trouve un job. »

S'il n'en est pas satisfait, s'il veut tout faire tout seul, pourquoi les a-t-il choisis ? Un an après son élection, Hollande confiait : « Claudine, au départ – et c'est ce qu'elle fait maintenant –, je l'ai choisie plutôt pour la presse étrangère. Elle connaît bien, elle parle anglais. Ce n'était pas facile pour elle donc c'était bien de l'associer. Elle s'entendait bien avec Pierre-René, ils se connaissent bien et Sylvie Hubac [la directrice de cabinet du président] aussi. » Claudine Ripert a été mariée avec un des plus vieux copains de François Hollande, Jean-Maurice Ripert. Elle connaît parfaitement Hollande.

Christian Gravel, son alter ego, est un nouveau venu en Hollande. Il est avant tout un des hommes clés du système Valls. Féru de sports de combat, il a été à l'école du ministre de l'Intérieur. « Gravel est venu dans la campagne, mais il n'était là que dans l'ombre de Manuel, il a une conception un peu service d'ordre de la presse », racontait en se marrant le chef de l'Etat au printemps 2013. Reste ceux qui sont chargés de décrypter son quinquennat : la plume du Bourget devenue conseiller politique Aquilino Morelle pour la geste française et le sherpa Paul Jean-Ortiz pour le récit international.

Dans la campagne, Hollande était très heureux du travail de Manuel Valls, de celui de Bernard Cazeneuve ou de Stéphane Le Foll. Mais le président a eu besoin d'eux au gouvernement. Le chef de l'Etat le répète sans cesse : « La com' c'est de la politique. » Et du coup, il n'a pas trouvé le politique prêt à sacrifier sa carrière pour venir travailler à l'Elysée : « Les bons en politique sont au gouvernement ou sont au Parlement », décrypte-t-il. Hollande s'est toujours méfié des agences, des communicants qui prennent trop de place, il le dit souvent, « la com'

pour la com', ce n'est pas ce que je souhaite ». Hollande n'aime rien tant que commenter lui-même sa propre action. Lui président se croit toujours son meilleur porte-parole.

Il vous déroule son dispositif de com', justifie ses choix, vous demande « qui j'aurais dû prendre ? », s'arrête, vous fixe dans les yeux et avoue : « Je préfère le faire que le faire faire. »

La clé de François Hollande est dans cette phrase. Il a beau avoir été élu président de la République le 6 mai 2012, le pouvoir ne l'a pas changé. Au contraire. Il a exacerbé son narcissisme, son extrême confiance en lui, sa certitude qu'il est le meilleur, qu'il sait ce qu'il faut faire, tout le temps. Il n'a confiance en personne. C'est son caractère, il n'est bien que seul. Et si parfois en économie, en politique étrangère, il peut solliciter un conseil, qu'il suivra ou pas, en communication, il ne se fie qu'à son intuition. Pas à ses conseillers. C'est pourtant lui qui les a nommés, lui qui s'en plaint, lui qui les double, lui qui voit des journalistes en cachette d'eux, lui qui les maintient à leur poste. Lui aussi qui choisit quels journalistes viennent dans son avion, lui qui biffe le nom de ceux avec qui son équipe voudrait qu'il déjeune et qu'il ne veut pas voir, lui qui vire du Falcon des collaborateurs pour faire de la place à des journalistes, lui qui répond directement à ceux qui le sollicitent, lui qui les appelle aussi quand il veut leur parler. François Hollande reçoit la presse, seul, en tête-à-tête dans son bureau. Et quand il demande à relire des citations, c'est à lui et à lui seul qu'il faut envoyer la copie sur son mail perso, lui qui la corrige de son stylo plume, lui qui réécrit avec ses pattes de mouche.

Ce samedi matin, venteux, du 16 mars 2013, le président de la République est content. Rien n'arrive à gâcher sa bonne humeur. Ni le bouton sur lequel il appuie et réappuie et qui doit faire descendre la travée centrale de ce magnifique pont levant qu'il vient inaugurer et qui ne fonctionne pas, ni le discours absolument creux sur le thème « un nouveau pont c'est toujours un événement » qu'il débite sur un ton monocorde devant des Bordelais étonnés de le voir là. Le chef de l'Etat vient inaugurer le pont Jacques-Chaban-Delmas et il aime ça. « Un pont c'est important, c'est magnifique », me dira-t-il ensuite, sans rire. « Il

était le maire des passerelles, il peut devenir le président des ponts », décrypte son ami Bernard Combes, qui lui a succédé à la mairie de Tulle. François Hollande est le président du désendettement, il ne pourra donc être celui de grands travaux, de réalisations qui marqueront le paysage français. Il aurait tant aimé. Cinq jours après le fiasco médiatique de sa plongée à Dijon (quarante-huit heures dans la ville, marquées par l'interpellation d'un syndicaliste, « Monsieur Hollande, elles sont où vos promesses ? », évacué par les forces de l'ordre), François Hollande continue à fanfaronner : « La communication, c'est moi. » Moi et moi seul, pourrait-on ajouter.

OceanofPDF.com

« Je crois qu'il veut revenir »

Pendant cinq ans, il n'a parlé que de lui, pour le critiquer, pour s'en démarquer, pour le faire trébucher et finalement lui succéder à l'Elysée. François Hollande est comme tous les Français, il n'en a pas vraiment fini avec Nicolas Sarkozy. Le battu vu par le vainqueur, Sarkozy vu par Hollande depuis qu'il est président.

Il aime ça et ça se voit. Ce samedi 23 février 2013, François Hollande est arrivé au Salon de l'agriculture peu avant 7 heures du matin pour assister à la traite des animaux. Il ne partira qu'à 17 heures. Une journée telle qu'il les adore. « Tâter le cul des vaches », comme disait Chirac qui l'a beaucoup inspiré en la matière, caresser les cornes des taureaux, boire des verres de vin – rouge, blanc ou rosé –, engloutir de la charcuterie, du fromage ou des huîtres et surtout serrer des mains, embrasser des enfants, leur demander leur âge, d'où ils viennent et les toucher. Et tenter de se rassurer sur sa popularité. En sortant du stand Inaporc des professionnels de la filière porcine et après avoir longuement parlé des cochons, le président se fait alpaguer par un producteur de fromage accompagné de deux chèvres. L'une d'elles broute allègrement la veste du chef de l'Etat, qui avale un morceau de fromage et lance alors aux photographes avides d'images : « Qu'est-ce que vous voulez que je fasse avec la petite chèvre ? » « On compte sur vous », glisse un père de famille avant de réclamer une photo avec le chef de l'Etat.

Mais pour les agriculteurs, l'heure n'est pas à la fête. « Il faut que vous disiez à vos hommes d'arrêter de nous contrôler », insiste un éleveur, croisant Hollande dans la salle de traite. « Il faut bien alerter le consommateur et qu'il sache ce qu'il mange », rétorque le président. L'éleveur, guère convaincu, insiste : « Il y en a marre des contrôles, marre d'être sous pression. » Hollande ose : « Nous aussi, on est sous

pression. » L'agriculteur : « La pression n'est pas la même, nous, on n'arrive plus à manger. » Hollande annonce un « soutien exceptionnel » pour les éleveurs laitiers. Deux vieilles dames s'approchent du président : « Monsieur Hollande, le travail, c'est important, faut pas baisser les retraites. » Le chef de l'Etat essaie de les convaincre : « On ne va pas les baisser. » Et s'enquiert de la situation de la femme aux cheveux blancs qui lui glisse : « Je suis à la retraite depuis février. » Hollande fier de lui : « Et grâce à qui ? » La retraitée, interloquée, détaille alors sa faible pension et ajoute : « Faut faire quelque chose pour tout le monde. » Hollande de conclure : « Oui, mais il ne faut pas dire n'importe quoi. »

Mais ce samedi, au fur et à mesure des verres de lait, de bière, de vin ou de rhum avalés à moitié, des morceaux de reblochon ou de toutes sortes de charcuterie enfournés dès potron-minet, des longues caresses à toutes les bêtes croisées, le chef de l'Etat redevient « Monsieur Petites Blagues ». Au milieu des allées, un homme lui lance : « Monsieur le président, votre cravate, elle est de travers ! » Hollande sourit et rétorque : « C'est normal, il faut me le signaler quand elle n'est pas de travers. » Mais dix minutes plus tard, il resserre son nœud et dit tout bas : « Ça va pas, ma cravate. » Les familles sont nombreuses et les enfants veulent voir « le chef de la France ». Un gamin de 10 ans, la bouille ronde et les cheveux châtain clair, s'approche. « Et tu veux faire quoi, après ? s'enquiert Hollande. — Président. — Ah ! C'est bien. Il n'y a pas de place pour tout le monde, mais c'est un beau métier. » Puis peu après, en ce milieu d'après-midi, le chef de l'Etat s'attarde sur un stand où des enfants s'occupent d'animaux. Un petit lui dit : « Je t'avais vu que dans la télé. » François Hollande, qui se veut le « président des bisous » – tel qu'il s'est autodéfini en visitant une école maternelle dans l'Oise en juin 2012 –, plaisante avec lui : « C'est mieux en vrai. » Le chef de l'Etat, entouré à sa droite de Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, et à sa gauche de Guillaume Garot, en charge de l'agroalimentaire, Frédéric Cuvillier (transports et mer) et Benoît Hamon (consommation), s'apprête à quitter ce stand pour poursuivre sa tournée. « Allez, bon courage les enfants », lance Hollande. Une gamine l'interpelle d'une petite voix avec un cheveu sur la langue : « Ah mais j'ai jamais vu Nicolas Sarkozy.

— Ah ben, tu ne le verras plus », fuse François Hollande, un grand sourire aux lèvres. Les ministres autour de lui rient à gorge déployée.

Un peu plus tôt, alors qu'il quittait la salle où il venait de faire une déclaration officielle sur la politique économique – sous l'œil attentif de son conseiller en image Claude Sérillon, dont c'était la première sortie –, trois jeunes avaient crié « Vive Sarkozy » et « Sarkozy reviens ». Hollande avait feint de ne pas les entendre, poursuivant sa tournée de serrage de mains et d'embrassades tous azimuts. François Hollande a été trop présomptueux. Sarkozy, tout le monde l'a revu, après le 6 mai 2012.

Le battu a gâché le premier été du nouveau président. Le 8 août 2012, pendant que François Hollande et Valérie Trierweiler se reposaient au fort de Brégançon, sous l'œil des caméras et des paparazzi, l'ancien président faisait sa première réapparition en publiant un communiqué, suite à une conversation téléphonique avec le président du Conseil national syrien (CNS) et principal chef de l'opposition, Abdelbasset Sieda : « Ils ont constaté la complète convergence de leurs analyses sur la gravité de la crise syrienne et sur la nécessité d'une action rapide de la communauté internationale pour éviter des massacres », stipule ce texte commun qui ajoute : « Ils sont convenus qu'il y a de grandes similitudes avec la crise libyenne. » En évoquant la Libye, Nicolas Sarkozy cherche à pointer l'inaction de son successeur en Syrie. Depuis cette première prise de position, la chronique du retour de Nicolas Sarkozy s'étale dans les médias.

François Hollande n'est à l'Elysée que depuis quelques mois, croyant s'être débarrassé de Nicolas Sarkozy en le battant le 6 mai, mais déjà, ses interlocuteurs le sondent sur le come-back du perdant. « Je crois qu'il veut revenir. Est-ce qu'il le pourra ? Je n'en sais rien », a affirmé François Hollande à un proche au printemps 2013. « Je pense qu'il veut revenir depuis le premier soir ou le premier matin. Après, la question, c'est comment il peut revenir », prédit-il à la même époque à un ami. Hollande est un pur animal politique, il projette sur Nicolas Sarkozy ce qu'il observe sur d'autres. Il se souvient que Michel Rocard ne cessait de vouloir revenir.

Il a vu de près Lionel Jospin, qui avait dit qu'il ne reviendrait plus, envisager de replonger à l'été 2006, se voyant le sauveur d'un camp qu'il

avait abandonné le 21 avril 2002 au soir. Pour le président, vouloir revenir, pour un acteur politique de premier plan qui a été battu, ne peut être blâmable. François Hollande sait bien qu'il a été élu sur le rejet de celui qui était alors à l'Elysée. Ségolène Royal, comme de nombreux ministres, pense même que le retour de Sarkozy est une chance : « Dès que les gens de gauche le revoient, ça les remotive, ils n'en veulent surtout pas », croit comprendre son ancienne rivale. A ceux qui viennent lui vendre cette théorie, François Hollande fait toujours la même réponse : « Est-ce que c'est bon ? Est-ce que c'est mauvais ? Ça je n'en sais rien. On verra bien. Je pense que pour le moment, ça pose plus de problèmes à la droite qu'à la gauche. »

Dans son bureau, le 9 septembre 2013, en cette fin d'après-midi de rentrée, François Hollande ne veut pas alimenter, lui, la chronique de l'éventuel come-back de Nicolas Sarkozy. Il me confie juste, faussement fataliste : « Tout responsable politique qui a subi une défaite imagine son retour. » François Hollande, lui, a encore trois ans et demi devant lui.

OceanofPDF.com

*« Vous aimiez Jacques Chirac ?
Mais vous adorerez François Hollande »*

La colère gronde dans le pays, les Français désespèrent de cette Europe qu'ils jugent responsable de tous leurs maux, ils s'emportent contre l'establishment qui leur enjoint de dire oui au traité constitutionnel européen, ils en veulent au président de la République. Mais dans ce palais de l'Elysée où François Hollande a rendez-vous avec Jacques Chirac, en cette froide journée hivernale de 2005, tout semble feutré, la rage du dehors n'a pas pénétré. Le président de la République reçoit le premier secrétaire du PS. Jacques Chirac l'a décidé : il va appeler le peuple à ratifier par référendum le traité européen, et ce sera le 29 mai. François Hollande a fait voter les socialistes le 1^{er} décembre, le oui l'a emporté à 59 %. Mais dans le pays, le non ne cesse de monter. Dans le huis clos du bureau présidentiel, Chirac se confie à Hollande et se souvient de son long chemin européen, des huées par lui reçues, le 4 juillet 1992, devant le conseil national du RPR. « Ce que vous avez fait sur l'Europe, je l'avais fait moi-même à une certaine époque quand j'avais convaincu mon parti de voter le traité de Maastricht. Ce jour-là, c'est la première fois de ma vie que j'ai été sifflé par mes propres amis, j'ai été mal compris par mes propres amis, pas nécessairement soutenu par eux. Mais c'est là que je suis devenu président de la République. C'est parce que je fais ce choix en 1992 que j'ai pu être président en 1995. » Ce lundi 9 septembre 2013, assis dans ce même bureau où il fut reçu huit ans plus tôt, François Hollande se souvient avec plaisir de cette scène. Président à son tour, Hollande donne quitus à Chirac. « Ça m'a paru très juste. A un moment, il y a un acte, on perd sur le moment, mais on gagne à la fin. Si moi-même j'avais voté non, je ne serais pas là. »

Le repas vient de se terminer au restaurant du musée Chirac, samedi 11 juin 2011. La chienne Sumette quitte les bras de son accompagnateur. Bernadette Chirac se penche vers son époux. « Jacques, vous venez pour les petits discours ? — Ah parce qu'il y a encore quelque chose ? » demande un peu fatigué l'ancien président. Allez, va pour les discours de son épouse et surtout de son ami François Hollande inaugurant l'exposition « Chine de bronze et d'or » au musée qui porte son nom à Sarrazin en Corrèze. Il est à peine 15 heures. Jacques Chirac s'avance vers le musée, monte les quelques marches lentement, prend François Hollande par l'épaule, le lâche et glisse au directeur du musée du Quai Branly, un ami qui l'accompagne, tout en regardant le socialiste : « Moi, j'ai beaucoup d'estime pour François, je peux en parler, le passé c'est le passé, lui c'est l'avenir, lui c'est l'avenir, lui c'est l'avenir parce qu'il a été candidat. » Hollande rosit. « Mais il faut être candidat. » Chirac chuchote, se tournant vers celui qui est à l'époque candidat à la primaire socialiste : « Je voterai pour lui, certainement, sauf si Juppé se présente, parce que j'aime bien Juppé. — Oui, il fait du bon boulot, sourit Hollande. Mais comme il n'ira pas, par conséquent je voterai pour vous. » Hollande n'en demande pas tant, montre un micro à l'ancien président et lui dit : « Vous allez vous faire entendre. » Les collaborateurs de Jacques Chirac le prient de se taire. Chirac en rajoute à voix plus haute : « Je peux dire que je voterai Hollande, je fais ce que je veux. » Content de son coup, l'ancien président va s'asseoir à l'entrée du musée. En attendant les discours, il lance à sa femme : « Bernadette, il faut commencer, il fait un froid de canard. » Jacques Chirac écoute sa femme puis sourit aux blagues du président socialiste du conseil général de Corrèze.

Sourires complices entre un vieil homme qu'on n'avait pas vu venir jadis et un plus jeune qui a pris tout le monde par surprise. Entre un ancien président et un qui rêve de le devenir. Entre deux Corrégiens. Hasard du calendrier, alors que le deuxième tome de ses mémoires vient de sortir, Jacques Chirac et François Hollande ont passé ce samedi de juin ensemble. Dans *Le Temps présidentiel*, Jacques Chirac éreinte Nicolas Sarkozy et encense François Hollande : « Le 10 février, [2004], la loi [sur le port du voile à l'école] est votée à l'Assemblée nationale, plus

largement que prévu, par 494 voix contre 36 et 31 abstentions. Ce consensus n'aurait pu être obtenu sans l'attitude responsable du Parti socialiste et celle, exemplaire, de son premier secrétaire, François Hollande, qui s'est comporté ce jour-là en véritable homme d'Etat. »

Un hommage réitéré par l'ancien président, la veille de cette journée corrézienne, dans les colonnes du *Figaro* : il a « fait preuve de courage, de lucidité et d'un grand sens des responsabilités » au moment du vote de la loi contre le voile à l'école, en 2004. Et après ce bon repas, Chirac va encore plus loin, il appelle à voter pour le socialiste. Il aime d'autant plus Hollande qu'il déteste Sarkozy. Dans ces terres comme dans beaucoup d'autres en France, la parole de Jacques Chirac a encore de la valeur. Surtout quand il prend plaisir à appeler François Hollande « président », comme il l'a fait à plusieurs reprises. Face à des pièces d'orfèvrerie chinoise, Jacques Chirac s'extasie et s'exclame à l'attention de Hollande : « Président, on n'a pas l'équivalent dans les collections françaises. » Le patron de la Corrèze réplique en souriant : « Il faut être au musée Chirac pour voir des choses comme ça. » De la Corrèze à l'Elysée, Jacques Chirac l'a déjà fait. François Hollande, ce jour-là, en rêve. Le lendemain, un communiqué, rédigé sous la houlette de Claude et Bernadette Chirac, mettra cette déclaration de l'ancien président sur le compte de « l'humour corrézien ». Mais Chirac ne plaisantait pas, pas du tout, ainsi qu'il l'a dit et redit auprès de nombre de ses interlocuteurs, dans les semaines qui ont suivi.

Et depuis mai 2012, Jacques Chirac a toujours déclaré à ses amis, l'air définitif : « J'ai voté Hollande. » Or c'est son épouse qui a voté pour lui par procuration à la mairie de Sarran, au premier comme au second tour. Elle a pris soin de prendre tous les bulletins et de passer dans l'isoloir. Depuis, dans les dîners en ville, Bernadette Chirac a raconté : « Rendez-vous compte, dans ma famille, ils ont tous voté Hollande. Sauf Jacques, mais il ne le sait pas¹. »

Entre François Hollande et Jacques Chirac, tout avait mal commencé. Le jeune énarque s'était fait parachuter en Corrèze en juin 1981, pour défier l'ancien Premier ministre dans son fief. Un soir, avec ses copains Mignard, Jouyet, Ripert et Cottin, Hollande s'est même invité à un

meeting de Jacques Chirac à Neuvic. Le maire de Paris est assis, sur l'estrade, dans la salle des fêtes du village natal d'Henri Queuille. François Hollande prend la parole du fond de la salle. « Je le revois, sa veste bleu marine avec ses deux grandes poches, sa main tremblait, il avait son papier à la main », se rappelle un chiraquien.

Hollande est interrompu presque immédiatement par Chirac : « Qui êtes-vous ? Ayez au moins l'amabilité de vous présenter !

— Je suis François Hollande, monsieur le Premier ministre. J'ai vingt-cinq ans, je suis conseiller à la Cour des comptes et le candidat du Parti socialiste. Je suis celui que vous comparez au “labrador de Mitterrand”...

— Vous êtes de la Cour des comptes ? Je suis donc du même corps administratif que vous ! Dans ce cas, lorsqu'on est courtois et poli, on écrit à son adversaire...

— Monsieur le Premier ministre, je vous ai écrit. Non seulement pour me présenter. Mais également pour vous proposer un débat...

— (après un temps) Ah oui, c'est vrai. Vous m'avez écrit. Mais je ne réponds pas aux lettres dactylographiées. Seulement aux manuscrites²... »

François Hollande a souvent raconté cette première rencontre pour se donner le beau rôle, montrer qu'il était courageux. Malgré son premier échec en 1981, Hollande n'a jamais abandonné la Corrèze.

Interviewé, le 6 janvier 2011, dans son bureau de président du conseil général, François Hollande se remémorait la première élection à laquelle il s'est présenté en juin 1981 : « J'ai fait une campagne dans un moment très agréable. Non pas parce que c'était le printemps en Corrèze et qu'il était beau, mais parce que c'était la victoire de François Mitterrand. J'étais porté par cette vague. Jacques Chirac avait pensé que la victoire de François Mitterrand, à laquelle il n'avait pas que peu contribué, notamment ici en Corrèze, aurait un effet de ressac pour la gauche, de reflux, de peur de l'électorat. Il croyait à un rééquilibrage. Ce n'est pas du tout ce qui s'est produit et donc Jacques Chirac, au départ, quand il m'a vu arriver, a pris ça avec condescendance. Il a été rapporté une formule, je ne sais pas si elle est exacte, que je n'étais pas connu dans

cette circonscription plus que le labrador de François Mitterrand, ce qui m'a d'ailleurs encouragé ! Il a compris très très vite que ce serait difficile, parce que cette circonscription avait des traditions. Il a fait une campagne où il est allé dans chaque chef-lieu de canton et moi je suis allé dans chaque commune puisque j'avais plus de temps que lui. J'ai même fait une confrontation directe avec lui. Au soir du premier tour des élections législatives de juin 1981, jusqu'au dernier moment j'ai pensé – j'avais 25 ans – que je pouvais mettre en ballottage Jacques Chirac et peut-être à ce moment-là gagner. Il s'en est fallu, là encore, de quelques dizaines de suffrages et ça n'a pas été le cas. J'ai été déçu autant qu'honoré par ce score³. »

Assis dans le bureau que Jacques Chirac a occupé pendant douze ans, François Hollande confie, en cette chaude fin d'après-midi du 9 septembre 2013 : « Je n'ai connu personnellement Jacques Chirac qu'à la fin de son deuxième mandat. Je l'avais combattu tant d'années, d'ailleurs, courtoisement, aussi bien au plan local qu'au plan national. En 2002, quand arrive le séisme de la présence de l'extrême droite au second tour, j'ai appelé à voter Chirac. Pendant son second mandat, nos rapports ont évolué et sont même devenus chaleureux à la fin. » Chaleureux, le terme est sûrement un peu fort, à l'époque.

« Hollande n'était pas vraiment dans le champ de vision de Chirac », nuance un fidèle de l'ancien président. Philippe Bas était secrétaire général de l'Elysée sous Jacques Chirac jusqu'en 2005, avant d'entrer au gouvernement. Il se souvient des rencontres entre le président de la République et le premier secrétaire du PS. « Ce qui nous frappait, c'était le naturel et l'aisance dont François Hollande faisait preuve quand il était reçu par Jacques Chirac. Entre les deux hommes, il y avait une relation de confiance. »

Les relations Hollande/Chirac deviennent vraiment cordiales quand l'ancien président quitte ses fonctions et se retire de la politique. « Après 2007, il sort de l'Elysée, je le retrouve quand il séjourne en Corrèze. Nous nous parlons », se souvient le président Hollande. Il trouve le temps de visiter Chirac, qu'il a combattu pendant vingt-cinq ans, et pas Delors,

qui fut son mentor⁴. Jacques Chirac apprécie, vraiment, les visites que lui rend celui qui est devenu chef de l'Etat, à son tour. « Il est toujours sensible au fait que je vienne le voir », s'enorgueillit François Hollande, ce lundi 9 septembre 2013. « Le lien se construit après le départ de l'Elysée, François Hollande est élégant avec madame Chirac et avec Jacques Chirac. Cette correction, Jacques Chirac la relève, il apprécie la courtoisie de François Hollande, qui a des égards pour lui. Jacques Chirac apprécie que François Hollande lui rende visite, maintenant qu'il est président. Ces égards, Chirac les avait pour Mitterrand et Hollande les a pour Chirac », confirme Philippe Bas.

Le président Hollande s'est même inventé un rituel, pour rendre hommage à Chirac. Un samedi de la fin juillet qui suit l'arrivée en Corrèze de Jacques Chirac pour les vacances d'été, François Hollande va lui rendre visite, dans son château de Bity. La première fois, c'était le samedi 21 juillet 2012. « On a évoqué la Corrèze et la vie politique en général, pas l'aspect électoral. Quand deux présidents de la République se rencontrent, ils parlent de la République », indiquait François Hollande, peu après. Entre deux chefs d'Etat, « ça parle de la Corrèze, de l'évolution du département, des projets que nous avons dans le département, glissait Bernadette Chirac, qui avait assisté aux trente minutes d'entretien. Ils ont parlé de François Mitterrand, des souvenirs communs qu'ils ont, même si ce n'était pas à la même époque ». La visite s'est déroulée « très bien, très amicalement », confiait Jacques Chirac le lendemain, au micro de RTL. « Nous avons parlé de beaucoup de choses, pas particulièrement internationales. »

En 2013, François Hollande a de nouveau pris la route de Bity, pour près d'une heure cette fois. « Jacques Chirac était très heureux, j'étais venu le voir l'an dernier. Cela va devenir quasi un rendez-vous, un rite. Il était plutôt alerte sur le plan intellectuel, très clair, on a parlé de politique internationale. C'était une conversation entre un ancien chef d'Etat et un chef d'Etat marquant une continuité, c'était amical », confie le président au *JDD*, sur les routes corréziennes, ce samedi 20 juillet 2013. Le même mot revient côté Chirac. Cette visite est « un geste amical très apprécié » par la famille de l'ancien président. A chacune de ces rencontres, Jacques Chirac affirme à François Hollande : « Ça me touche, vous êtes le

président, vous prenez le temps de venir me voir. » « Jacques Chirac est super touché que François Hollande vienne lui rendre visite alors qu'il n'a aucune raison de le faire. Sarkozy ne téléphonait jamais, ne venait jamais le voir », témoigne un chiraquien qui s'entretient très régulièrement avec son ancien mentor.

Entre François Hollande et Jacques Chirac, il y a la Corrèze. En trente ans, le lien a profondément changé. Après son échec en 1981, François Hollande garde l'espoir de s'implanter dans la circonscription de Jacques Chirac. Il devient conseiller municipal d'Ussel en 1983. A cette époque, les deux hommes n'ont aucune relation. En 1988, François Hollande ne quitte pas la Corrèze, mais change de circonscription et se fait élire député de Tulle, ville dont il deviendra maire en 2001. « De 1988 à 1993, je me souviens qu'on nous disait "il y a un député à Tulle, il fait comme monsieur Chirac en Haute-Corrèze", on entendait partout "François Hollande, il fait tout comme Jacques Chirac, il serre les mains, il est sympa, il va aux comices agricoles, il aide tous les maires, il ne tient pas compte des étiquettes" », raconte un élu corrézien qui a travaillé avec Jacques Chirac jusqu'à ce qu'il quitte l'Elysée.

« Il s'est accroché », admirait toujours Jacques Chirac. « Je n'ai jamais entendu Chirac dire du mal de Hollande, Chirac aime les Corrégiens et il respecte l'homme politique parisien qui s'accroche à cette terre », se souvient un conseiller du président Chirac. « Monsieur Chirac aime les gens persévérants, en tant qu'élus, François Hollande avait les mêmes méthodes que Jacques Chirac, la même rondeur dans les relations avec les gens, le même contact humain », témoigne un autre conseiller, corrézien lui.

Bernadette Chirac assume un parallèle entre son mari et Hollande. Elle reconnaît même que leur manière de faire de la politique est identique. Elle a cru, au début, que François Hollande était un Parisien comme les autres. « Il n'avait pas le métier, il ne savait pas serrer les mains sur les champs de foire », confiait-elle au *JDD*, le dimanche 22 avril 2012, après avoir voté pour elle et son mari, à Sarran. Son adversaire corrézienne a compris très vite qu'il était différent. « Comme c'est quelqu'un d'intelligent, il a vite appris. » Un apprentissage effectué en observant

son mari ? « Peut-être qu’inconsciemment, François Hollande s’est dit “Jacques Chirac avait une manière de se comporter, de serrer les mains, d’embrasser les joues, de tapoter les petits qui marchait donc je vais en faire autant” », soulignait la conseillère générale de Corrèze. Concluant : « Je n’ai avec lui que des relations politiques comme président du conseil général. Il est très courtois. »

Le 6 janvier 2011, dans le bureau qu’occupait Jacques Chirac au conseil général de Corrèze, François Hollande assumait cette continuité, tout en réfutant la stricte imitation : « J’ai regardé. J’ai trouvé qu’il était différent de l’image médiatique ou publique qu’il pouvait à l’époque renvoyer et qu’il avait une forme d’humanité qui a été reconnue plus tard. Je ne m’en suis pas inspiré. Je considère que l’exercice d’un mandat politique, surtout lorsque c’est le cas d’une personnalité reconnue au plan national, doit être fondé sur la proximité et la simplicité. Je me suis fait mon style par moi-même. Je serre des mains parce que je considère que c’est un moment d’échange. Je serre une main, il se passe quelque chose, sauf si on le fait de manière mécanique, ce qui pouvait arriver aussi à d’autres. Un jour, un de mes amis corréziens, un élu, m’a dit : “Quand tu sers la main, regarde dans les yeux, ne regarde pas la personne à laquelle tu vas t’adresser après, en oubliant déjà celle que tu viens de quitter.” Cette leçon je l’ai gardée toute ma vie. Quand je m’adresse à quelqu’un je le regarde. Après on me dit, “mais François il embrasse aussi les dames”, parce que je considère là aussi qu’il y a un moment, une forme de don de soi, et puis d’échange, de sympathie, de relation qui doit être une relation humaine qui n’a aucune ambiguïté. Je le fais avec plaisir. » Quand le président Chirac revenait en Corrèze pour une cérémonie, pour présenter ses vœux par exemple, il réservait toujours un accueil « chaleureux » à François Hollande. « Il le faisait monter sur l’estrade, ne le traitait jamais comme un adversaire politique, mais toujours comme un élu corrézien », se souvient un chiraquien du premier cercle.

Grâce à la Corrèze, François Hollande assume une continuité chiraquienne, qui lui sera très utile dans sa conquête du pouvoir. Une filiation géographique et parfois politique. Dans ce gymnase de Tulle, rempli, où fusent les « François président » et où résonne le *Donne-moi*

une vie de Yannick Noah, le candidat socialiste ose, ce samedi 7 janvier 2012 : « Vous aimiez Jacques Chirac ? Mais vous adorerez François Hollande. » Le candidat socialiste présente à ses administrés ses derniers vœux de président du conseil général de Corrèze. Dans ces terres, le patronage de Chirac est toujours essentiel. Alors Hollande en use et en abuse même. En ce début d'année, Hollande est en train de réécrire son histoire, le pèlerinage dans son terroir d'élection en fait partie. Et il lui donne des forces. Son fief, son enracinement, son chiraquisme, son amabilité, sa « normalité », tout est fait pour montrer aux Français qu'il est prêt à les diriger. Pour parfaire sa stature et s'inscrire dans l'histoire de la gauche et de la France, Hollande ira le lendemain se recueillir à Jarnac sur la tombe de François Mitterrand, disparu seize ans plus tôt. Face à un public exalté, Hollande se glisse dans les pas de ces présidents : « C'est un Corrèzien qui avait succédé à François Mitterrand en 1995. Ce sera un autre Corrèzien qui reprendra le fil du changement. »

François Hollande veut toujours croire qu'il n'a réussi que grâce à ses qualités. Mais autant il considère ne rien devoir à un homme comme Jacques Delors, autant il n'a pas de problème à reconnaître qu'il doit quelque chose à Chirac. François Hollande a une dette à son égard. Sans lui, il ne serait pas à l'Elysée. En privé, il le reconnaît. « Ça m'a aidé en Corrèze, des chiraquiens me soutenaient. Ça m'a aidé quand je suis devenu président du conseil général. Ça a dû m'aider pendant la primaire, l'idée que des gens y compris de droite voteraient pour moi. Ça a dû m'aider dans la présidentielle, des chiraquiens ont voté pour moi, un petit réseau. Mais dans une campagne présidentielle relativement disputée avec une marge étroite, ce fut utile. » A des proches, Hollande président a confié : « Chirac aura fait élire deux présidents de gauche. » Et ce n'était pas de l'humour corrèzien.

1. « Chirac Confidentiel », Béatrice Gurrey, *M, le magazine du Monde*, 14 décembre 2012.

[2.](#) *Ségolène et François, biographie d'un couple*, Cécile Amar et Didier Hassoux, Privé, 2005, p. 52-53.

[3.](#) « François Hollande, dans l'intimité d'un candidat », documentaire de Pierre Tourdes, Florence Bon et Cécile Amar, diffusé sur Canal + le 23 avril 2012.

[4.](#) Cf. chapitre suivant sur les relations entre François Hollande et Jacques Delors.

OceanofPDF.com

*« Sur le plan de ma carrière politique,
je ne dois rien à Jacques Delors »*

Une occasion rêvée. Pour célébrer le cinquantième anniversaire du traité de l'Elysée, François Hollande prononce un discours devant le Bundestag, le premier grand plaidoyer européen de son quinquennat. Mais le mardi 22 janvier 2013, une personne manque à l'appel. Pour François Hollande, articuler le nom de Jacques Delors est visiblement trop difficile. Constat cruel pour celui qui s'est longtemps revendiqué de cette filiation. Angela Merkel rend, elle, hommage au plus européen des Français. La chancelière allemande insiste : « Concernant l'Union monétaire, je voudrais évoquer Jacques Delors, qui avait signalé avec perspicacité, dès avant l'introduction de l'euro, qu'une coopération politique plus étroite – notamment en matière de politique économique – était de la plus haute importance. » Les autorités allemandes avaient souhaité la présence de Jacques Delors pour ces festivités. Les mesquineries élyséennes en ont décidé autrement. « Je croyais qu'il avait du mal à se déplacer », osera même François Hollande, peu après, pour justifier ses mauvaises manières et son rendez-vous manqué.

Il profite des derniers instants dans ce bureau qu'il aimait tant. Vendredi 11 mai 2012, François Hollande fait ses adieux à sa Corrèze. Président élu, mais non encore investi, il vient de céder son poste de patron du conseil général de ce département auquel il doit tant. L'émotion est palpable. Hollande s'attarde dans la pièce qui surplombe Tulle. Assis sur son canapé, il fait son dernier « off », parle avec les journalistes du Hollande Tour. Ils l'ont accompagné depuis des mois sur les routes de France, ils l'appellent maintenant « Monsieur le président » et ne savent plus s'ils doivent mettre ses phrases dans sa bouche ou respecter cette

règle qui veut que ce soit « son entourage » qui s'exprime. La presse essaie d'en savoir plus sur la fin de cette période de transition, la passation de pouvoir avec Nicolas Sarkozy, la nomination du gouvernement. Comment se déroulera sa cérémonie d'investiture ? Quels gestes symboliques effectuera-t-il ? Qui sera présent à l'Élysée ? Hollande réplique, content de lui comme si souvent. Invitera-t-il Jacques Delors pour son intronisation ? « Bien sûr, je vais l'inviter. » La réponse est sans appel, sans ambiguïté, sans hésitation. Mais c'est un mensonge. L'ancien président de la Commission européenne n'a jamais été convié à cette cérémonie. Son absence sera remarquée.

Samedi 16 mars 2013 au matin, François Hollande est à Bordeaux. Il vient inaugurer l'imposant pont Jacques-Chaban-Delmas. La veuve de l'ancien Premier ministre est là, à l'instar du maire de la ville, Alain Juppé, et de son challenger socialiste, le hollandais Vincent Feltesse. Le président est heureux, il plaisante avec ceux qui l'accueillent, se fait présenter la famille de Chaban. Après avoir coupé le ruban et traversé la Garonne sur la travée centrale, Hollande se lance dans un discours banal. Il détaille toutes les caractéristiques techniques du pont puis rend hommage à Jacques Chaban-Delmas. Hollande fait l'éloge de la « nouvelle société », mais sans prononcer le nom de Jacques Delors, un des inspireurs de ce concept, au cabinet du Premier ministre de l'époque.

Les scènes se répètent, François Hollande gomme Jacques Delors de sa vie et l'efface peu à peu de la vie politique. A plusieurs reprises, en préparant un discours européen, un discours franco-allemand, les plumes sont venues voir le président. Présentant une version incomplète, tel conseiller se penche vers François Hollande et, pointant un blanc : « Là, il faudrait mettre Jacques Delors. — Oui, il faudrait, mais non », répond, sec, le chef de l'État.

Depuis qu'il est président, François Hollande s'exprime presque tous les jours. Il a cité quatre fois le nom de Jacques Delors dans un discours (le 5 février 2013 au Parlement européen ; le 28 mai à Sciences-Po ; le 11 juin aux Invalides pour l'hommage national à Pierre Mauroy et le 20 juin

pour la conférence sociale) et une fois dans une conférence de presse avec Angela Merkel, le 30 mai 2013. Mais il ne lui a jamais vraiment rendu hommage, n'a jamais reconnu ce qu'il lui devait. François Hollande a pourtant présidé le club Témoin, de 1993 à 1997, dont Jacques Delors était le président d'honneur. Hollande a été un des fervents supporters de la candidature à l'élection présidentielle du grand Européen. Il s'en est revendiqué lorsqu'il en a eu besoin. Président, il estime ne rien lui devoir. Pourquoi ? C'est son caractère. François Hollande veut croire qu'il s'est fait tout seul, il déteste qu'on le juge, il ne souhaite pas se comparer et agit rarement gratuitement. Il a cru devenir ministre grâce à Jacques Delors mais le président de la Commission européenne ne s'est pas présenté. Il a été déçu. Delors ne lui sert plus à rien depuis qu'il a abandonné la politique. Et puis Delors a une fille et, elle, elle fait de la politique.

A midi, ce vendredi 31 mai 2013, dans la salle des fêtes de l'Elysée, Jacques Delors se tient sagement debout, derrière le traditionnel cordon de sécurité. Autour de lui, nombreux sont ceux qui ont connu ce palais il y a trente ans. C'est d'ailleurs pour honorer deux piliers de cette gauche-là qu'ils sont tous venus. François Hollande remet la légion d'honneur à Jean-Louis Bianco et à Pascal Lamy. C'est avec le premier que Hollande a commencé sa carrière, petite main auprès de François Mitterrand que Bianco, lui, conseillait officiellement. Le second a fait toute une partie de sa carrière aux côtés de Delors, à Paris puis à Bruxelles, avant de voler de ses propres ailes à la Commission européenne puis à l'OMC. C'est lui qui a invité Delors. Le président prononce l'hommage à Pascal Lamy, égrenant tous les postes qu'il a occupés : « En 1981, vous êtes appelé au cabinet de Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances. Il est parmi nous ce matin. C'est l'occasion de lui dire notre gratitude, pour l'action qu'il a menée dans cette période déjà difficile pour notre pays, et pour la démarche réformatrice qu'il a incarnée. » L'hommage à Jacques Delors n'est pas public, ce discours n'est pas sur le site de l'Elysée, il n'a pas vocation à être divulgué.

Fin juillet 2013, François Hollande a déjeuné à l'Elysée en tête-à-tête avec Jacques Delors. Un rendez-vous privé, qui ne figure pas sur

l'agenda officiel du président. Hollande en est sorti content. « Je l'ai trouvé toujours alerte, je ne parle pas physiquement, mais intellectuellement, très au fait des questions européennes, très informé de ce qui se passait. C'est un des rares qui lit la presse étrangère, il est d'une certaine manière mieux informé que nous », confiait François Hollande, peu après ce repas. Mais ce commentaire aussi était « off », pas destiné à être publié. A croire que Hollande n'assume aucune louange publique à l'égard de Jacques Delors.

Certains se construisent dans l'affrontement, François Hollande se construit dans l'effacement. « C'est une question d'orgueil, François veut s'être fait tout seul. Jacques Delors a trouvé suffoquant que François se dise son fils spirituel et ne l'appelle jamais pendant dix ans », se souvient un ancien de Témoin, là où tout a commencé. « François a bashé Delors, c'est profond. Ce n'est pas seulement parce qu'il veut s'être fait tout seul, c'est plus dur que ça. Il ne parle jamais de Delors, ne l'a pas invité pour son investiture, c'est grossier, or François ne l'est pas, il y a quelque chose de plus », s'interroge un proche, pourtant peu suspect de delorisme.

« Il s'est mouillé pour que Delors soit candidat à la présidentielle et Delors a laissé tomber sans lui dire. Je n'ai jamais entendu François dire une méchanceté sur Delors, mais il n'en est pas fan, c'est tout », nuance Julien Dray. « Entre Delors et François, rien ne s'est mal passé entre 1993 et 1995, je n'ai rien vu de relations tendues, de mots désagréables entre eux deux », certifie Jean-Pierre Jouyet, meilleur ami de Hollande et ancien collaborateur de Delors.

Comment François Hollande s'est-il lié à Jacques Delors au début des années 1990 ?

Dans leur appartement parisien, alors que Ségolène Royal est encore alitée après la naissance de Thomas Hollande, ce 4 décembre 1984, son compagnon François Hollande et trois copains, l'avocat Jean-Pierre Mignard, le Breton Jean-Yves Le Drian et celui qui à l'époque est conseiller à l'Elysée Jean-Michel Gaillard, créent « les Transcourants [1](#) ». La bande, à laquelle se joint le complice de l'ENA, Jean-Pierre Jouyet, se

transformera en un club baptisé Démocratie 2000 quelques années plus tard. Ils sont entre les deux gauches, très europhiles, ont envie de faire parler d'eux et se cherchent un parrain. Hollande est le chef de la petite équipe. Jean-Yves Le Drian connaît bien Jacques Delors, c'est lui qui va chercher l'Européen et lui demande de prendre la présidence d'honneur de Démocratie 2000. Celui qui est à l'époque président de la Commission européenne leur demande de s'ouvrir à la société civile, comme il l'a toujours fait dans les clubs qu'il a animés ou présidés. Ainsi se crée le club Témoin, dont les réunions à Lorient, ville de Jean-Yves Le Drian, attirent de nombreux jeunes esprits brillants. Le très populaire Delors en est le président d'honneur, le jeune ambitieux Hollande, qui vient de perdre son siège de député, en est le président, choisi par ses potes. Delors était alors à Bruxelles, il ne voyait pas beaucoup la petite bande. Aujourd'hui, il se souvient qu'il avait de « bonnes relations » avec ces jeunes gens.

Dans ses *Mémoires*, parus en 2004, Jacques Delors ne cite François Hollande qu'à deux reprises. Et sans le singulariser particulièrement. « J'allais aussi [aux réunions] des deux clubs que j'avais créés ou réformés, d'un côté Clithène, et de l'autre le club Témoin qui s'appelait à ses débuts Démocratie 2000 et avait été fondé par un quatuor de talent composé de Jean-Michel Gaillard, François Hollande, Jean-Pierre Jouyet et Jean-Pierre Mignard », écrit l'ancien président de la Commission européenne. Puis : « Au début des années quatre-vingt-dix, des jeunes du PS qui voulaient se situer hors courant, François Hollande, Jean-Pierre Mignard, Jean-Pierre Jouyet et quelques autres, avaient créé un cercle de réflexion baptisé "Démocratie 2000". Ils m'avaient demandé de les aider lors des réunions qu'ils faisaient à Paris et de leur séminaire annuel qu'ils tenaient à Lorient, dont le maire, Jean-Yves Le Drian, était des leurs. A ce moment-là, je leur ai proposé de renforcer leur main en élargissant leur audience et en créant un groupe qui s'appellerait "Témoin". Pour moi, il s'agissait de "passer le témoin" aux nouvelles générations. Pendant des années, j'ai participé activement à ce club dont j'avais la présidence d'honneur mais dont la présidence effective est revenue à François Hollande puis, lorsque celui-ci a pris les fonctions de premier

secrétaire du Parti socialiste, à l'un des fondateurs, l'avocat Jean-Pierre Mignard². » On ne saurait faire – et écrire – moins.

Il s'est abrité sous son aile, a grandi dans son ombre, mais que pensait vraiment le jeune énarque de l'ancien ministre de l'Economie de François Mitterrand ? En 1987, François Hollande dresse sous un pseudonyme le portrait de Jacques Delors. L'ouvrage s'intitule *Qui choisir. Comment acheter votre prochain président de la République sans risque*, il est signé « Caton, traduit par André Bercoff ³ ». Bercoff a depuis avoué que les chapitres consacrés à Delors et Rocard avaient été entièrement écrits par Hollande, qui s'essayait alors au journalisme au *Matin* de Paris. Delors par Hollande, qui semble parfois parler de lui : « “Un homme quelconque” comme il se définit lui-même. Rarement l'air à son aise. (...) Malgré son sourire, qu'il a plutôt généreux, Delors fait triste, l'air toujours de porter le drame du monde sur sa tête. On aurait cependant tort de se fier à sa mine de chien battu. Il aime gagner et même rire. (...) Sa force mais peut-être aussi sa faiblesse, c'est que depuis vingt ans, il dit la même chose : que les faits sont premiers, que la social-démocratie est une chance, que le qualitatif est nécessaire à la lutte contre les inégalités, que le “contractuel” est le fondement du progrès social et que celui-ci ne se conquiert pas sans sacrifices. (...) Cet homme n'a pas d'armée, mais il a du panache. Jacques Delors est un prof qui saurait enseigner. Sa clarté, contrairement à celle de Fabius, n'est pas travaillée, son message est authentique sans être simple. Sa diction, quoique monocorde, est fluide. Les phrases sont courtes, le mot est juste. (...) Sa chimère est de faire de la politique sans se salir les mains ou d'exercer le pouvoir sans avoir à le conquérir (...) Etre chef ne lui déplaît guère, mais faire le chef, c'est-à-dire quadriller un territoire, mener des hommes, fourbir des armes, bref, faire comme Rocard, lui est insupportable. Alors il se réfugie dans les idées, les nuages, d'où un Dieu quelconque viendrait un jour le décrocher. (...) Delors est prisonnier d'un rôle. Il en prend prétexte pour ne pas se livrer... Aussi finit-on par ignorer ce qu'il pense vraiment. C'est un être retenu à force d'être réservé. (...) Jacques Delors est pour les journalistes de ce pays du “pain bénit”. (...) il a l'orgueil de ceux qui n'ont pas toujours été reconnus à leur juste valeur

(...) Jacques Delors est un faux doux, un gentil qui, titillé, peut devenir méchant. Aimé des journalistes, il est passé maître dans l'art de la démolition de ses concurrents ou rivaux pour se peindre a contrario en victime ou en vainqueur moral. Cette efficacité est d'autant plus grande qu'il repère vite les failles et les faiblesses. »

La conclusion du jeune énarque de 33 ans est sans appel : « Certes, le charisme n'est pas son fort, et la séduction n'est point sa préoccupation principale ; mais plutôt que de le laisser trôner dans la succursale européenne, mieux vaudrait, un jour, songer à une utilisation plus rationnelle, si du moins le produit lui-même n'a pas vocation à rester un haut de gamme marginal dans les boutiques de luxe d'une pureté point suffisamment récompensée... Mais en a-t-il vraiment envie ? ou trouve-t-il un bonheur doux-amer dans le sentiment de se savoir en réserve permanente dans les magasins de la République ? Après tout, nul n'est obligé d'être président. Heureusement. »

Sur Michel Rocard, dont il ne s'est jamais réclamé, François Hollande écrivait dans le même livre : « Rocard, c'est Tintin sans le capitaine Haddock. (...) Il a cependant bien du mal à s'inventer une silhouette de présidentiable. Il se dresse, comme pour marquer sa petite taille, relève la tête du mieux qu'il peut, comme pour se donner de la noblesse républicaine, et fixe son regard de peur de se relâcher. » Et le jeune Hollande concluait : « Destin tragi-comique de celui qui caracole pourtant en tête des sondages et qui possède toutes les qualités légitimes d'un produit fiable et populaire : le voici à nouveau en position d'attente et (...) de dépendance vis-à-vis du tenant du titre ; que celui-ci se retire et Rocard peut légitimement, en dépit de certaines oppositions, faire campagne ; mais que Mitterrand se représente, et la laisse à nouveau se tend, le collier se resserre, l'étranglement s'amorce. En politique aussi, le destin n'a pas de morale⁴. »

Hollande a 33 ans, il veut faire carrière dans la politique, même s'il n'a pas encore réussi à se faire élire député. Et déjà, son regard sur ses aînés est féroce, sans pitié, drôle aussi. Sous ses airs affables pointe un petit Rastignac qui saura se faire une place dans les allées du pouvoir.

François Hollande a utilisé Jacques Delors, il le reconnaît lui-même. En privé. Voilà ce qu'il confiait à l'été 2013 : « Sur le plan de ma carrière politique, au sens des mandats que j'ai pu exercer, des fonctions que j'ai pu occuper, je ne lui dois rien. Mais sur le plan de la notoriété, c'est d'abord par Delors que cette génération a pu accéder à une certaine reconnaissance médiatique. J'ai eu grâce à Delors des contacts européens. Et puis enfin, dans le Parti socialiste, j'avais cette étiquette. Elle a contribué quand il n'a pas été candidat à ce que Jospin nous récupère. Et il a eu raison d'ailleurs. Ça m'a permis d'avoir une image qui pouvait être utile, sûrement au Parti socialiste et à moi-même, une fois que Delors renonçait. »

Car pour comprendre les relations entre les deux hommes, il faut remonter au dimanche 11 décembre 1994. Sur le plateau de « 7 sur 7 », à la fin de l'émission, alors qu'en coulisses Martine Aubry, Jean-Pierre Jouyet et Pascal Lamy écoutent attentivement, Jacques Delors renonce à se lancer dans la course présidentielle. Il prédit : « L'absence de majorité politique (...) ne me permettrait pas de mettre mes solutions en œuvre. » Et prévient : « Les déceptions de demain seraient pires que les regrets d'aujourd'hui. » Ce soir-là, chez François Hollande, déception et regrets se mêlent. Il voit ses rêves ministériels s'envoler. « François était très pour la candidature de Delors, je lui avais dit quelques jours avant "7 sur 7" qu'il ne se présenterait pas, Jacques Delors me l'avait dit en rentrant du sommet européen d'Essen, se souvient Jean-Pierre Jouyet. En l'entendant renoncer, François était déçu mais il n'est pas tombé de sa chaise. Il croyait que Delors pouvait être président de la République, il croyait que s'il était élu, il aurait une carrière ministérielle. »

Dans son bureau élyséen, le 9 septembre 2013 en fin d'après-midi, François Hollande assume une dette à l'égard du sage européen : « Delors a permis à une génération, celle des Transcourants, du club Témoin, d'accéder aux responsabilités. J'ai appris de Delors une connaissance de l'Europe, de ses mécanismes, de ses fonctionnements. »

Si avoir été proche de Jacques Delors lui a été utile dans sa carrière, pourquoi le gommer de sa vie, de ses discours, ne pas l'avoir vu pendant toutes ces années ? Poser la question, c'est mettre François Hollande face

à ses contradictions, face à son caractère. Il se cabre d'abord et dégaine l'alibi parfait : « J'ai déjeuné avec lui fin juillet. » Puis, comme souvent chez lui, il renvoie la responsabilité sur l'autre. S'il n'a pas vu Jacques Delors, c'est à cause... de Jacques Delors.

« Delors avait été malheureux que Jospin ne le choisisse pas, en 2000, pour présider la convention pour l'avenir de l'Europe, à l'origine du traité européen, et il a pensé que j'y avais pris ma part comme premier secrétaire. Je pense qu'il nous en a voulu à Jospin et à moi, sans qu'il ne l'ait jamais dit », me confiait-il un jour au printemps 2013 alors que je cherchais à comprendre pourquoi, président, il ne recevait toujours pas son ancien mentor.

Jacques Delors en a bien voulu à Lionel Jospin de cette décision, mais n'en déplaise à son ego, pas à François Hollande qui n'était pour rien dans ce choix. De nombreux leaders européens souhaitaient que l'ancien président de la Commission prenne la tête de cette convention, ils faisaient passer ce message à Lionel Jospin... et à Jacques Delors. Martine Aubry, numéro deux du gouvernement, va en discuter avec son Premier ministre. Elle n'a jamais voulu mêler son père à sa carrière politique, n'aime pas mélanger vie privée et politique, mais elle ne comprend pas ce choix. « Ce n'est pas parce que c'est mon père, mais c'est un socialiste et un Français, un Européen qui compte, l'Europe n'a pas besoin d'une vision libérale », plaide-t-elle en vain. Autour de Lionel Jospin, certains proches lui vendent un tout autre scénario : « Si tu nommes Giscard, tu auras le centre droit à la présidentielle. » Valéry Giscard d'Estaing s'est, lui, toujours vanté d'avoir convaincu le président Jacques Chirac de le nommer.

Ami de l'un, collaborateur de l'autre, Jean-Pierre Jouyet fait, lui, remonter le malaise à une autre affaire. « Le moment le plus difficile entre François et Delors fut en 1999 au moment des élections européennes, François était premier secrétaire, Delors voulait être sur la liste, François ne lui a proposé que la troisième ou la cinquième place, et François m'a dit : "Mais il ne m'a jamais demandé la tête de liste." » Jacques Delors fut plus que surpris d'apprendre cette soi-disant explication. Delors a été dix ans président de la Commission européenne, député européen à la fin des années 1970, pourquoi diable aurait-il voulu

redevenir eurodéputé en 1999 ? Cela n'a, pour lui, aucun sens. Et même si Hollande lui avait proposé de diriger la liste socialiste, le sage n'aurait pas accepté. « C'est n'importe quoi, il n'a jamais été question de Delors dans cette élection, François au début ne voulait pas être tête de liste, il a poussé Jack Lang puis s'est laissé convaincre qu'il devait mener lui-même cette bataille, mais le nom de Jacques Delors n'a jamais été évoqué », confirme un hollandais.

Aucun événement particulier n'a donc marqué la rupture entre les deux hommes. Mais c'est presque pire. Delors, lucide, confiait parfois, en 2007 : « Il paraît que j'ai un fils spirituel, ça fait dix ans qu'il n'est jamais venu me voir, il ne vient que quand il a besoin de quelque chose, il n'était avec moi que parce qu'il croyait que je serais candidat. »

Parfois, François Hollande s'en veut. Un peu. Devant les caméras de Canal +, en janvier 2011, il répondait, visiblement contrarié, à cette remarque de Delors : « D'abord j'ai été très proche de lui sans jamais être un intime et je n'ai pas non plus été de ces personnes qui entretiennent des relations alors même qu'elles ne sont pas forcément souhaitées. Moi j'ai été partisan de sa candidature. Je l'ai toujours accompagné, puis à un moment il s'est lui-même éloigné de la responsabilité politique directe et c'est vrai que la faute me revient. On n'accorde pas toujours assez de temps à ceux qui peuvent être, à un moment, précieux. Précisément parce qu'ils peuvent donner des conseils, des éclairages et ça c'est hélas la contrepartie d'une activité politique pleine, trop pleine pour donner à ses proches, à ses relations intimes ou liées à l'Histoire la place suffisante. Je m'en fais à moi-même le reproche⁵. » Hollande s'est détourné de lui parce qu'il a été déçu que Delors ne se lance pas dans la présidentielle. Déçu pour lui d'abord, parce que Delors élu, Hollande aurait été ministre. Et déçu aussi parce qu'il se dit que Delors n'a pas été à la hauteur de son destin.

Jean-Pierre Mignard, en 2011, voulait tordre le cou à cette légende du fils spirituel. « Neveu, plus que fils, la fille de Delors c'est Martine Aubry, point. Elle pensait comme nous d'ailleurs, on était très proches sur le plan des idées. Je crois que d'une certaine manière, Delors, ça l'amusait un peu ; dans un parti où à l'époque il n'avait pas tant de

fédérations pour le soutenir, tant de troupes et où on n'existait pas facilement, c'était pour Delors montrer qu'il avait des réseaux dans ce parti mais plus jeunes, plus novateurs. Les rapports avec François étaient bons et même très bons, jusqu'au moment où François a voulu précipiter les choses pour amener Delors à se décider. Ce qui l'a poussé à résister, pour des raisons personnelles et peut-être même politiques, parce que Delors, la présidence et même le métier il n'aimait pas beaucoup, il disait que c'était un métier de roi fainéant. » Jean-Pierre Jouyet essaie, comme toujours, de venir à la rescousse de son ami : « Ce n'est pas François lui-même qui se disait le fils spirituel de Delors, François a un père et il connaît le parcours personnel de Delors, mais il a laissé dire, laissé se constituer cette légende. Sur l'Europe, ils partageaient les mêmes convictions. »

François Hollande se raconte et nous raconte une autre histoire. Celle d'un responsable qui a toujours été reconnaissant envers son aîné. Il confie l'avoir vu régulièrement après 2002. Notamment pour la défense du traité européen. Il se souvient de réunions communes en 2005. Hollande voudrait qu'on écrive qu'il a rendu visite à son ancien mentor, qu'il a toujours été correct avec lui. Les faits sont plus cruels. François Hollande ne va jamais le voir, ne l'invite pas dans les colloques et d'ailleurs en 2005, quand il prend position pour le oui, Delors reconnaît lui-même que le PS ne fait jamais appel à lui.

De 1997 à 2007, Hollande ne cherche pas le contact avec celui à l'ombre duquel il a pourtant grandi. « On ne voyait pas souvent Delors, il est parfois compliqué. Mais c'est vrai, ni lui ni François n'ont jamais fait le premier pas. François n'avait pas besoin de Delors en politique, il était premier secrétaire et Delors s'était mis en dehors de la politique », reconnaît Jean-Pierre Jouyet. Quand Hollande reprend contact avec Delors pour la première fois depuis dix années, l'Européen glisse juste : « C'est peut-être le retour du fils prodigue ». Les deux hommes déjeunent en tête-à-tête chez Tante Marguerite. Ils se croisent ensuite en 2009 dans un avion, par hasard, et discutent un peu. Deux rencontres dont une fortuite...

François Hollande souligne qu'en 2007, alors qu'il avait accepté de suivre Ségolène Royal, Jacques Delors n'a pas été très utilisé pour la

campagne présidentielle. Et il ne se sent absolument pas responsable.

Le dimanche 22 avril 2007, dans la nuit de ce premier tour présidentiel, Dany Cohn-Bendit croise François Hollande, au siège du PS. Cohn-Bendit voudrait que Ségolène Royal soit élue, il est prêt à aider au rapprochement avec les centristes. Mais il a une autre idée, qu'il vient vendre au premier secrétaire du PS. « Demande à Papa Delors d'inviter Prodi et Bayrou pour sceller l'appel à voter Ségolène », enjoint l'eurodéputé, sûr que ce n'est qu'une formalité. « Oui, c'est une bonne idée », répond François Hollande, qui ne donnera pas suite.

Arrive l'année 2008, François Hollande quitte la rue de Solférino, Martine Aubry lui succède à la tête du Parti socialiste. Voici donc la raison avouée de la brouille entre le disciple et le maître. « Puis, après 2008, nos rapports ont été compliqués, reconnaissait Hollande en 2013. Non pas par Martine, qui n'y était pour rien. Mais par le fait qu'il y avait une possible compétition pour la primaire avant même qu'elle n'ait eu lieu. Ça ne rendait pas la relation facile. » François Hollande tel qu'en lui-même. La faute incombe toujours aux autres. Le problème avec le père, c'est la fille.

Dans la famille Delors, il le sait bien, on n'aime pas mêler vie privée et vie publique. Martine Aubry avait assisté, mais cachée dans le studio, au fameux « 7 sur 7 » de son père le 11 décembre 1994, celui-là même où il renonça à la présidentielle. Jacques Delors n'était pas assis sur une des chaises en plastique de l'ancienne gare Saint-Sauveur pour écouter sa fille, le 28 juin 2011, se lancer, elle, dans la présidentielle. La veille, l'ancien président de la Commission européenne confiait dans *Le Monde* : « Je soutiens Martine à 120 %, mais depuis trois ans, je me suis retiré volontairement de la vie publique française pour m'activer sur un plan européen et international. Je vais rester à l'écart, sauf si François Hollande continue à proclamer qu'il est un de mes fils [6](#)! »

« Entre François et Martine, sauf au début, ça n'a jamais été le grand amour, il a toujours eu une meilleure relation avec Delors qu'avec Martine. Jusqu'en 2007-2008, les relations avec Martine sont neutres. Je n'ai jamais vu François à titre privé, avant la succession, dire des choses

contre Martine. Avec DSK, Fabius, Mélenchon, c'était difficile, pas avec Martine », décrypte Jean-Pierre Jouyet.

La présence de Martine Aubry n'explique pas tout. Jacques Delors appelle à voter pour elle à la primaire. Et le candidat Hollande ne fera jamais appel à lui pendant la présidentielle. L'épisode du colloque « Renaissance pour l'Europe : une vision progressiste commune », le samedi 17 mars 2012, est révélateur. C'est le seul rendez-vous européen de la campagne présidentielle. François Hollande y est entouré de l'Italien Pier Luigi Bersani, de l'Allemand Sigmar Gabriel, du président du Parlement européen Martin Schulz. Ce show est primordial pour le candidat, qui a besoin de démontrer qu'il n'est pas isolé sur la scène européenne. Les invités étrangers sont certains d'y retrouver leur ami Jacques Delors, ils l'appellent et lui donnent rendez-vous, « on se voit samedi ? », mais Delors, lui, n'a pas été convié. Les Européens sont choqués. Henri Nallet, au nom de la Fondation Jean-Jaurès, essaie la veille de rattraper la bétise, mais trop tard. Ce matin-là, Jacques Delors le passe avec sa fille, chez lui. Il n'entendra pas l'ancien chef du gouvernement italien Massimo D'Alema ou le leader du SPD allemand Sigmar Gabriel lui rendre hommage et le faire applaudir par une salle d'Européens de gauche. François Hollande, lui, citera son nom.

Le lui fait-on remarquer que François Hollande cherche encore une excuse. Dans la voiture, en rentrant de Chelles, le vendredi 13 avril 2012, le candidat m'assure : « Quand je serai élu, avant l'investiture, je lui demanderai de faire la tournée des capitales européennes pour moi, ça m'aidera. » François Hollande n'a jamais appelé Jacques Delors après son élection, il ne l'a jamais missionné en Europe.

Croit-il à ses mensonges ? Le 9 septembre, dans son bureau, le président de la République me certifie : « Devenu président, j'ai veillé à chaque fois à évoquer son parcours et son rôle. » Les faits, on l'a vu, sont têtus.

Une autre fois, le chef de l'Etat m'a affirmé : « Je l'ai invité à la cérémonie d'investiture. Je crois... » Quand je lui ai répondu que non, il a ajusté : « Ah non. J'avais invité Martine et pas lui. On avait dû limiter, je ne sais plus pourquoi on ne l'a pas fait. »

A-t-il au fond vraiment été deloriste ? N'était-ce pas seulement pour lui le moyen de sortir du mitterrandisme, sans prendre de grand risque ? N'était-ce pas seulement un ancrage au côté d'une personnalité populaire à l'avenir tout tracé ?

« Est-ce que François Hollande est fils de la social-démocratie française ? Est-ce qu'il est fils de la deuxième gauche ? » se demande son vieux copain Michel Sapin, qui, lui, à l'époque, était rocardien. « Il ne l'est pas au départ. Quand on se rencontre, il y a d'un côté la première gauche issue du communisme (Jouyet et Hollande) et la deuxième gauche issue du rocardisme (Ripert et moi), François ne se construit pas idéologiquement comme ça. On le dit social-démocrate car il est ensuite proche de Delors. Mais François Hollande ne l'est pas, il pense que Delors a été mitterrandien, puis il va chez Jospin, la meilleure synthèse des deux gauches. » Jean-Pierre Jouyet, justement, se souvient : « François sait quand même que s'il n'avait pas été repéré par Delors, si Jospin ne lui avait pas donné le poste de premier secrétaire, il n'en serait pas là, mais depuis 2009, il s'est fait tout seul. Entre François et Delors, c'est la rencontre de deux intérêts. Hollande a sa figure spirituelle, son club et Delors son fan-club. Delors, pour lui, c'est un moyen, c'est la deuxième gauche, sans oublier l'ombre de Mitterrand. François est mitterrandiste, mais indépendant. » La gauche était divisée, les Mitterrandistes vs les Rocardiens. Hollande, lui, a emprunté une troisième voie, une synthèse des deux gauches, qui lui permettait de ne se fâcher avec personne. Et il s'est réfugié sous la tutelle de Delors, le plus social-démocrate et le plus européen des socialistes français.

Dans ses *Mémoires*, celui qui a failli être candidat à la présidentielle revient sur les raisons de son refus, pas sûr d'avoir une majorité : « Les solutions que j'avais en tête pour surmonter les difficultés propres à la France étaient assez éloignées, pour parler franchement, de celles dégagées, à son congrès, par la majorité du Parti socialiste. Pour le dire succinctement, j'avais l'intention de mettre au cœur de ma politique, la lutte contre le chômage sur le plan intérieur, la réalisation, dans les délais, de la monnaie unique sur le plan extérieur. Je pensais saisir une éventuelle victoire à l'élection présidentielle pour sortir de la langueur et des précautions excessives en adoptant des mesures plus brutales. A cette

fin, il fallait dresser un cadre pour un assainissement rapide des finances publiques (Etat et Sécurité sociale) et stimuler la baisse négociée des charges sociales, et donc un allègement du coût du travail, en contrepartie de la création d'emplois, et du développement de la formation professionnelle, ouverte aux chômeurs, aux jeunes sortant de l'école sans une "employabilité" suffisante et aux travailleurs menacés par les mutations nécessaires de nos structures économiques. Le cadre ainsi fixé, les partenaires sociaux auraient été invités, dans un temps limité, à donner leur avis et conclure des accords sur certains aspects du programme⁷. » Delors pensait en 1994 que le PS n'accepterait jamais ce projet. C'est pourtant un programme politique pas si éloigné de celui que met en place le président François Hollande.

« Delors, François en parle peu, n'en dit pas du bien et c'est réciproque », témoigne Pierre Moscovici. Mais pour le ministre de l'Economie, qui connaît François Hollande depuis 1984, ce n'est pas propre à sa relation avec le père de Martine Aubry. Hollande est avec Delors comme il est avec Jospin. « Il ne veut pas être sous influence, il n'a pas envie d'avoir des anciens qui lui disent comment tailler des crayons. Depuis que je le connais, il a toujours voulu être le premier et devenir président. Il n'a jamais voulu être le second de personne et il est arrivé à être le premier, comme François Mitterrand. Il est le seul à avoir réussi depuis Mitterrand, il n'a pas envie de voir des gens qu'il estime vraiment mais dont il ne veut être le second, lui donner des leçons. »

Envie de s'émanciper, d'être libre. Ou refus d'être comparé, jugé. Comme si malgré tout, François Hollande n'était pas si content de ses débuts de président.

Il en serait des relations Hollande-Delors comme de celles entre Hollande et Jospin, nous dit Moscovici. Faux. Le président n'agit pas du tout de la même façon avec l'ancien Premier ministre, qui l'a, il est vrai, nommé premier secrétaire du Parti socialiste en 1997. « Il est reconnaissant envers Lionel Jospin, il lui rend toujours hommage, lui a donné une commission, a nommé Olivier Schrameck à la tête du CSA », témoigne Aquilino Morelle, qui a été la plume de l'ancien Premier ministre de 1997 à 2002 avant d'être celle de Hollande dans la campagne.

Outre Morelle, d'autres anciens jospiniens sont dans la place, Manuel Valls en tête. Lionel Jospin et Sylviane Agacinski sont restés proches de Valérie Trierweiler. Jospin a fait la carrière de Hollande, qui le cite régulièrement dans ses discours, lui rend hommage, l'a invité à sa cérémonie d'investiture, a dîné avec lui à l'Elysée... Il paie sa dette, d'une certaine manière, en lui confiant la mission sur la modernisation de la vie politique. Et en nommant son ancien directeur de cabinet, Olivier Schrameck, non pas préfet de région Ile-de-France ou membre du Conseil constitutionnel comme Schrameck le souhaitait, mais président du CSA, ainsi que Lionel Jospin le voulait.

Avant de se glisser sous la tutelle de Jacques Delors puis de Lionel Jospin, François Hollande a commencé sa carrière politique derrière Max Gallo. En 1983, il y a appris le fonctionnement des médias, s'y est fait son carnet d'adresses dans la presse. Aujourd'hui, le chef de l'Etat parle parfois, en privé, de Gallo. Il dit : « Quand j'étais avec Max », ajoutant immédiatement : « C'était avant qu'il n'appelle à voter Sarkozy. » Hollande n'a jamais cité le nom de son ancien supérieur hiérarchique. A Nice, le samedi 7 septembre 2013, le président aurait pu parler de l'écrivain. Hollande inaugurerait les Jeux de la Francophonie, dans la ville de Max Gallo. A la tribune, place Masséna, avant le concert, le maire Christian Estrosi a d'ailleurs rendu hommage à Gallo, clin d'œil évident à celui qui fut son directeur de cabinet. Mais ce soir-là, Hollande a feint de ne pas comprendre et n'a pas saisi l'occasion de prononcer publiquement pour la première fois de son quinquennat le nom de l'écrivain dont il fut si proche. Le Corrèzien a effacé le Niçois de sa vie, il ne l'a pas vu pendant des années, et ce même « avant que Gallo n'appelle à voter Sarkozy », comme il dit.

« C'est son caractère, c'est un indépendant. Il s'est fait tout seul, il a peu d'amis, il ne se confie pas. Il n'avouera jamais ses faiblesses, car les avouer c'est pour lui une faiblesse supplémentaire », décrypte Julien Dray.

Le seul à qui il se réfère, le seul à qui il rend de vibrants hommages, c'est François Mitterrand. Il réécrit même une proximité avec l'ancien président, alors qu'il n'était pas vraiment son collaborateur à l'Elysée.

François Mitterrand a fait ensuite de Ségolène Royal sa conseillère puis sa ministre. Il n'a jamais nommé François Hollande, qui ne comptait pas vraiment à ses yeux. Mais aujourd'hui, pour François Hollande, il est facile de s'en revendiquer, François Mitterrand a été président quatorze ans et... il est mort. Il est aisé aussi d'être en privé content d'avoir travaillé avec Max Gallo, qui a abandonné la politique et qui a commis l'erreur aux yeux de Hollande d'appeler à voter Sarkozy en 2007. Simple enfin de rendre hommage à Lionel Jospin, retraité de la politique, dont l'ambition présidentielle s'est fracassée le 21 avril 2002. Plus compliqué de se dire reconnaissant envers Jacques Delors, favori de la présidentielle de 1995 sans y concourir, demeuré populaire et dont la fille fait toujours de la politique.

François Hollande répétait souvent pendant sa campagne en arpentant son département : « La Corrèze est une terre où poussent des champignons et des présidents. » Des présidents qui poussent tout seuls. Sans rien devoir à personne.

[1.](#) *Ségolène et François, biographie d'un couple*, Cécile Amar et Didier Hassoux, *op. cit.*, p. 71-72.

[2.](#) *Mémoires*, Jacques Delors, Plon, 2004.

[3.](#) Publié chez Cogite-Robert Laffont en 1987, chapitre Jacques Delors, p. 119-155.

[4.](#) *Idem*, chapitre Michel Rocard, p. 382-417.

[5.](#) « François Hollande, dans l'intimité d'un candidat », documentaire de Pierre Tourdes, Florence Bon et Cécile Amar.

[6.](#) « Martine Aubry et le pacte des Delors », Ariane Chemin, *Le Monde*, 28 juin 2011.

[7.](#) *Mémoires*, Jacques Delors, *op. cit.*

« Martine peut être mon deuxième Premier ministre »

Il a déjeuné quelques heures plus tôt à l'Elysée avec des patrons chinois, français et européens et avait tenu à les saluer devant la presse peu avant. François Hollande s'était fait prendre en photo avec ces hommes et ces femmes qui valent des milliards dans leur pays. Dans l'assistance : Martine Aubry et Jean-Pierre Raffarin, les deux Français les plus chinois. L'enjeu de cette « International Capital Conference » était important pour le président puisque la Chine représente le deuxième déficit commercial de la France avec 26 milliards en 2012. Et pourtant, quand j'entre dans son bureau, ce mardi 25 juin à 17 heures, il me lance : « Je t'ai vue tout à l'heure. » Moi : « Je suis venue voir les Chinois. » Lui : « Non, tu es venue voir Martine. »

Il l'a battue à la primaire, il est devenu président de la République. Elle est maire de Lille, ne dit rien publiquement, elle a accepté la mission Chine, mais Martine Aubry continue de hanter François Hollande.

Quand il inaugure le Louvre-Lens, le mardi 4 décembre 2012, François Hollande salue Pierre Mauroy, Lionel Jospin, « mesdames et messieurs les ministres », « monsieur le président du conseil régional », « monsieur le président du conseil général », « monsieur le président de l'agglomération », « mesdames, messieurs les élus », « monsieur le président du Louvre ». Il remercie ensuite nommément dans son discours Jacques Chirac, Daniel Percheron, tous les ministres de la Culture depuis Jack Lang, « Catherine Mosbach la paysagiste ». Mais alors qu'elle est présente dans la salle, le chef de l'Etat ne cite pas le nom de Martine Aubry. « C'était choquant », se souvient la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, qui en avait pourtant tant fait contre la patronne du PS au moment de la primaire. Le maire de Lens, Guy Delcourt, avait, lui, pris

soin de saluer la maire de Lille, se souvenant qu'elle avait convaincu le patron du Louvre de décentraliser son musée à Lens, plutôt que dans la capitale du Nord.

Quand il est venu à Lille, le 25 janvier 2013, pour le congrès de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss), François Hollande savait qu'elle ne serait pas là – elle était en Chine. Il avait d'ailleurs fait une blague à la tribune, au Grand Palais : « Je sais que Martine Aubry est en Chine, elle nous regarde donc avec tous les moyens de la technologie, car elle doit être fière et heureuse qu'un congrès comme le vôtre puisse se tenir ici dans cette ville. » Simple mauvais hasard du calendrier ? « Evidemment qu'il fait exprès d'aller à Lille quand elle n'est pas là, il croit qu'elle est comme lui, lui ne lâcherait jamais. François ne lâche l'affaire que lorsqu'il a détruit son adversaire, jamais avant », analyse un hollandais de la première heure.

Ce lundi 17 octobre 2011, François Hollande et Martine Aubry se retrouvent dans les salons cosy du Lutetia, là même où ils s'étaient déjà donné rendez-vous au faite de la gloire sondagière de DSK... La perdante a déjà félicité le vainqueur de la primaire, la veille, sur le perron du siège du PS. Elle a peu dormi, lui a fêté sa victoire en famille et avec quelques amis politiques, ceux qui lui enjoignent ce matin de reprendre en main le PS, de vider les amis d'Aubry. Les couteaux commencent à s'aiguiser, un parfum de revanche sur le congrès de Reims flotte déjà. Mais François Hollande n'en est pas là. Il doit feindre d'oublier la semaine si dure d'entre-deux-tours, passer l'éponge sur cette « gauche molle », cet être « flou » dont elle l'a affublé. La fin de la primaire fut rude. Avant le premier tour, Aubry affichait sa différence et fustigeait le caractère de Hollande : « l'accommodement, ce n'est pas exactement mon tempérament », ou « quand en 1981, on demandait à François Mitterrand s'il fallait abolir la peine de mort, il ne disait pas "p'tet ben qu'oui, p'tet ben qu'non" ». La maire de Lille avait prévenu : « On ne battra pas une droite dure avec une gauche molle. » Elle tapait là où Hollande avait mal, sur sa versatilité, son indécision. En retour, le

Corrézien avait fait de la dame des 35 heures l'héroïne de « la gauche sectaire ».

Maintenant qu'il a gagné, Hollande veut être magnanime. Il sait pour l'avoir fait en 2007 que le Parti peut nuire au candidat. Il a gagné, pas la peine de l'humilier. Assis dans son bureau de président, ce mardi 25 juin 2013, François Hollande revit la scène : « C'est à l'hôtel Lutetia, le lundi matin, une Martine en paix, ne posant pas de conditions. Voulant vraiment préparer la victoire. » Voilà pour la version officielle, celle que le président de la République veut retenir.

En privé, François Hollande a raconté ce tête-à-tête autrement. « Martine m'a dit : "Voilà comment ça va se passer, le Parti va se mettre au service du candidat, je ne veux pas être dans l'équipe de campagne, le Parti fera ce qu'il faut faire", ce qui d'ailleurs a été le cas. Elle acceptait la défaite dans la primaire, n'ayant aucune rancune, aucune rancœur, même si comme d'habitude, elle me dit "tes amis, Le Foll et Le Roux..." », mais elle se mettait dans la démarche de gagner. » Hollande se plongeait dans ses souvenirs : « Au Lutetia, elle me dit : "Je ne suis candidate à rien", elle dit : "Moi, après 2012, je continuerai maire de Lille, mais je ne suis pas dans la condition de vouloir quelque chose." Elle me dit : "Je ne serai pas Premier ministre." » François Hollande poursuit, en souriant et se donnant le beau rôle : « Si je lui avais dit "tu seras Premier ministre", elle m'aurait dit oui. » Mais évidemment, il ne lui a rien promis de tel. Et il ne saura du coup jamais qu'au même moment, Martine Aubry avait confié à ses proches qu'elle ne serait pas son Premier ministre. Pour leur éviter de croire à ce scénario, impossible à ses yeux, elle avait griffonné sur un bout de papier le nom de celui que François Hollande nommerait à Matignon, « Jean-Marc Ayrault », et l'avait donné à François Lamy et Jean-Marc Germain. Elle leur signifiait aussi qu'elle ferait la campagne, non pour espérer être patronne du gouvernement, mais pour que la gauche gagne, enfin. Elle savait dès cet instant, au fond d'elle, que ce serait mieux ainsi. Elle n'aurait pas besoin de refuser un poste dont elle ne voulait pas, la politique qu'il allait mener ne serait jamais la sienne.

A part sur cette question qu'il ne lui a pas posée, François Hollande ne s'est pas trompé sur l'état d'esprit de Martine Aubry, ce jour-là. « Je lui

ai dit : “Je vais faire cette campagne comme j’aurais fait la mienne, je ne fais pas cette campagne pour être Premier ministre, je ne suis candidate à rien. Je continuerai à faire comme j’ai fait depuis quatre ans à la tête du PS” », se souvient-elle, attablée chez Meert, chez elle à Lille, ce mardi de septembre 2013.

François Hollande le reconnaît, dans les semaines qui suivent sa désignation, comme tout au long de la campagne présidentielle, Martine Aubry sera loyale, elle fera ce qu’il lui demande. « Tu continues sur l’accord avec les Verts, sauf sur le nucléaire », lui ordonne le désormais candidat à la présidentielle. Et Martine Aubry boucle en novembre 2011 l’accord programmatique et électoral, avec sa copine Cécile Duflot, en laissant les spécialistes hollandais définir la position commune avec les écologistes sur l’énergie nucléaire. La campagne présidentielle de 2012 est peut-être un des rares moments de leur si longue relation où tout semble facile entre François Hollande et Martine Aubry. Sûrement parce qu’ils se voient peu. Ils se parlent parfois, sont chacun dans leur monde et ont vraiment un intérêt commun, la victoire à la présidentielle. Le 6 mai 2012, place de la Bastille, trente et un ans après avoir fêté l’élection de François Mitterrand, c’est d’abord et avant tout la victoire de François Hollande, son sacre, son couronnement. Mais pour avoir dirigé le PS pendant onze ans, avoir mené son parti à des victoires municipales, cantonales, régionales, européennes mais avoir perdu toutes les présidentielles, Hollande sait aussi que c’est un peu la victoire de la première secrétaire Martine Aubry. « Merci » est un mot qu’il n’emploie guère. Un mot qu’il n’emploiera jamais avec elle. Le passé/passif est trop lourd.

François Hollande et Martine Aubry se connaissent depuis trente ans. Ils se sont croisés dans les réunions du club Témoin de Jacques Delors au début des années 1990. Elle était une des étoiles montantes du socialisme, ministre du Travail promise à un brillant avenir... et la fille de son père. Il était un jeune député plein d’ambition, découvrant la lumière médiatique, à l’ombre du grand Européen, dont Hollande aurait tant voulu qu’il devienne président.

Puis en 1997, grâce à Lionel Jospin, Martine Aubry devient numéro deux du gouvernement et François Hollande, premier secrétaire du PS.

Onze ans plus tard, dans le fracas du congrès de Reims, une nuit de novembre, il lui cède sa place, ou elle la lui prend. Enfin elle lui succède à la tête du PS. Et leur inimitié éclate en pleine lumière. Il ne l'appelle que « la menteuse », dénonce sa « méchanceté » et elle peste contre « ce mec qui ne travaille jamais », vitupère sa « lâcheté ». Querelle habituelle de succession ? Ou rivalité présidentielle ?

Pourquoi leurs relations sont-elles si compliquées ? J'ai souvent eu cette conversation avec François Hollande, quand il était en reconstruction, quand il était candidat et parfois aussi depuis qu'il est président. Il n'a jamais vraiment aimé répondre à cette question. Chaque fois, il hésite, prend son temps, pèse ses mots et cherche dans sa mémoire : « Avec Martine, quand elle était membre du gouvernement Jospin, nous avions plutôt de bons rapports. » En fait, ils n'en avaient pas beaucoup. Donc bons ! Tous les mardis matin, ils se retrouvaient avec d'autres au petit déjeuner de la majorité autour de Lionel Jospin, puis Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn poursuivaient les discussions seuls avec le Premier ministre. Durant les trois années où Martine Aubry est ministre de l'Emploi et de la Solidarité, avant qu'elle ne parte à Lille, deux sujets l'opposent à François Hollande. Sans qu'il ne s'en souvienne des années plus tard. Le premier a trait aux accords dérogatoires aux 35 heures concernant le travail de nuit par exemple. Martine Aubry avait prévu qu'une telle dérogation n'était possible que si elle était signée par une majorité qualifiée des salariés. François Hollande, relayant une revendication de Nicole Notat, la patronne de la CFDT de l'époque, très hostile à la CGT, avait défendu auprès de Lionel Jospin l'idée contraire.

Le deuxième sujet de désaccord entre Aubry et Hollande prend toute sa saveur, quinze ans plus tard. En septembre 1999, la ministre de l'Emploi est chargée par Lionel Jospin de rédiger un rapport sur les retraites, qui aboutira notamment à la création du COR (Conseil d'orientation des retraites). Martine Aubry y plaide pour une idée contre laquelle s'élève François Hollande : « Sauf à augmenter de manière drastique les cotisations, il faudra bien se poser la question d'allonger la durée de cotisation en passant de 37,5 à 40 années. » Le patron du PS ne veut pas entendre parler d'un allongement de la durée de cotisation, il

convainc Lionel Jospin de ne rien faire. « Il ne faut pas bouger sinon on va perdre la présidentielle », exhortait à l'époque le premier secrétaire.

Le chef de l'Etat veut oublier ces sujets et cette mandature Jospin. Pour Hollande, tel qu'il racontait leur histoire, ce n'est qu'ensuite que ses relations avec Martine Aubry s'enveniment. « Ça s'est compliqué entre nous à partir de 2002. Elle est battue aux élections, elle a le sentiment que je cède à Fabius, je le réintroduis dans le Parti. Elle a à la fois la douleur d'avoir perdu sa circonscription, de ne pas pouvoir peser comme elle le voudrait, et deuxièmement l'impression qu'on l'efface, qu'on ne l'installe pas dans une position qui pourrait permettre de regarder l'avenir avec confiance. Néanmoins, je fais en sorte qu'elle soit à la direction du Parti. Ç'a été le moment difficile, 2002. »

Comme souvent avec François Hollande, s'il a de mauvaises relations avec quelqu'un, c'est de la faute... de l'autre. « Je n'ai jamais eu l'intention d'avoir des responsabilités au PS à cette époque, se souvient, a contrario, Martine Aubry. Je venais d'être élue maire de Lille en 2001, j'avais quitté le gouvernement l'année d'avant après trois années très remplies pour me consacrer à ma ville. Et j'ai toujours assumé la responsabilité de ma défaite législative, j'avais été absente de ma circonscription pendant les années de gouvernement et depuis j'étais maire de Lille. Et la circonscription était essentiellement en dehors de la ville. » A partir de 2002, Martine Aubry vient moins à Paris, se consacre à son premier mandat de maire.

En 2010, Hollande, plus cash, nous disait : « Elle m'en veut de ne pas avoir viré Fabius à qui elle ne parlait plus et maintenant elle en a fait son pilier ! » Martine Aubry avait été « déçue » que Laurent Fabius ait appelé à voter non au traité constitutionnel européen en 2005. Une position qui, pour elle, « relevait plus d'un choix d'opportunisme que d'un choix de conviction ». Qu'il fasse campagne pour le non, alors que les militants socialistes avaient voté oui, ne lui plaisait pas. « Je n'accepte pas qu'on laisse des dirigeants du Parti aller à l'encontre des décisions des militants. Il fallait retirer à Laurent son poste de numéro deux », assume-t-elle huit ans plus tard. Hollande démit Fabius, en juin 2005, une fois que les Français avaient rejeté le traité européen. Pendant trois ans,

Martine Aubry et Laurent Fabius se battent froid. Puis ils reprennent leurs discussions européennes et nationales.

Mais depuis, le président passe rapidement sur ses années de premier secrétaire et en vient à son départ et à l'arrivée de Martine Aubry. Car pour lui, c'est bien à ce moment-là que leur lien se brise. « Puis en 2008, le congrès de Reims, elle fait le choix d'aller avec DSK et Fabius, pas tellement contre moi mais contre Ségolène, cela lui permettait d'être première secrétaire. » Hollande veut aplanir le conflit : « Et comme souvent, quand on succède à quelqu'un, on a tendance à noircir le bilan du précédent pour mieux blanchir sa propre page. Ça ne m'a pas paru choquant. Voilà. »

Le président se fait plus magnanime qu'il n'était à l'époque. Le congrès de Reims fut une blessure. Les kilos en trop, le cheveu en l'air, la cravate déjà de travers, celui qui vivait ses derniers jours de premier secrétaire écoute le dimanche 16 novembre les discours de ceux qui sont candidats à sa succession. Ségolène Royal, son ancienne compagne, se lance et lui tend la main : « Nous aurons besoin de toi, François, à qui tous les militants savent ce qu'ils te doivent pour avoir notamment, mais bien au-delà, maintenu contre vents et marées l'unité de notre Parti socialiste. » Hollande écoute Benoît Hamon prononcer l'un de ses meilleurs discours politiques et lui rendre un bel hommage : « François ? Tout au long de ces mandats à notre tête, vous le savez, j'ai connu quelques sérieux désaccords politiques avec lui. C'est pourtant vers lui qu'avec d'autres, après la synthèse du Mans, je m'étais tourné pour lui dire qu'il lui revenait de prendre la tête du combat présidentiel. Il a fait un autre choix. J'ai aussi été son secrétaire national à l'Europe quelques mois. A ce moment-là nous avons démontré que nos désaccords stratégiques sur l'Europe n'empêchaient pas le Parti de défendre une vision exigeante du projet européen en France comme chez nos partenaires. Je ne retiens pas de lui et de son mandat un discours en particulier, un moment politique gai ou triste ou un trait de caractère. Je retiens, et je lui dis, sa volonté de servir l'intérêt général du Parti, celui qui dépasse nos petites personnes, celui qui suggère l'effacement, l'intérêt qui appelle d'accepter parfois de renoncer à la lumière, l'intérêt du Parti qui appelle la rigueur, la constance et le travail. » Hollande

entend Martine Aubry prononcer son discours de candidate à la tête du PS, un discours très politique et très à gauche mais dans lequel elle ne prononce pas son nom. « François a tout écouté et c'était très dur, cette période. A Reims, ils voulaient tous tourner la page Hollande, on avait un sentiment amer face à ce procès général, alors qu'on les avait tous respectés », se souvient Stéphane Le Foll.

Assis dans son fauteuil, près de la porte de son bureau de président, ce chaud lundi d'été, François Hollande feint la « zénitude ». Les critiques de Martine Aubry contre l'état dans lequel elle avait trouvé le PS – « je dois même réparer les chiottes » –, ses diatribes contre le « premier secrétaire du temps perdu » l'ulcéraient. Quelques mois plus tard, François Hollande dézinguait les listes européennes proposées par la nouvelle patronne du PS, sa région Limousin étant la seule à réfuter les candidats voulus par la direction. A l'époque, il ne cessait de répéter : « C'est une menteuse, on ne peut pas lui faire confiance. » Et elle fustigeait sa « lâcheté » et s'énervait, « arrêtez de dire qu'il a travaillé, il n'a jamais bossé ». Epoque de haine, les socialistes se déchirent violemment. Apparemment irréconciliables, ils semblent condamnés à gagner les élections locales et à perdre la présidentielle. Condamnés à rester dans l'opposition, les plus jeunes piaffent d'impatience, Manuel Valls veut changer le nom de ce parti maudit que Bernard-Henri Lévy décrit comme un « vieux cadavre à la renverse ».

Le temps a passé, François Hollande est à l'Elysée, Martine Aubry à Lille. Et elle se tait. « Aujourd'hui, nos relations sont bonnes, bonnes, vraiment bonnes. » C'est lui qui le dit. Le président insiste, comme s'il voulait nous convaincre, ou plutôt se convaincre de ses « bonnes » relations avec son éternellement ancienne rivale.

La fille de Jacques Delors est à Lille, à l'écart du gouvernement. Par choix. Et reste muette publiquement. Par devoir. Et cela ravit le chef de l'Etat. En privé, il a confié : « Elle ne dit rien ou ne fait rien de déloyal ou même d'inamical, ou tout simplement politique, car on peut être loyal ou même amical et en même temps avoir un intérêt politique à prononcer quelque phrase. » Sûr de lui, ce mardi 25 juin 2013, François Hollande

assène : « Il n'y a pas une phrase de Martine Aubry depuis un an qui soit une source de difficulté. »

Si tout va si bien, pourquoi ne la nommera-t-il jamais à Matignon ? Quand je lui ai posé cette question, il a hésité, et celui qui veut toujours croire qu'il a une carte en main m'a répondu en souriant : « Il ne faut jamais dire jamais, on ne sait jamais ce qui peut se passer. » Un aubryste m'avait dit un jour : « Il préférera nommer son chien que la nommer à Matignon. » Quand on lui rapporte cette phrase, Hollande s'offusque : « Non, ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai. En politique, il y a toujours des moments où une personne correspond, que cela nous plaise ou pas, à une situation. Je ne dirai donc jamais ça. Martine n'a pas été mon premier choix de Premier ministre, ça peut être mon deuxième choix ou mon troisième choix, je ne sais pas si j'en aurai le temps. Je n'exclus rien, non. »

Comme souvent quand François Hollande se projette dans l'avenir, il fait immédiatement le chemin inverse, se plonge dans le passé : « Si elle m'avait dit, j'accepte de rentrer au gouvernement comme numéro deux avec l'Education, la Culture, dans un grand ministère, comme je le lui proposais, il n'y avait aucun souci, et même que du plus. »

Flash-back sur ce lundi 14 mai 2012, à la questure de l'Assemblée nationale. « Alors comment tu vois les choses ? » demande d'abord François Hollande à Martine Aubry, dans une phrase typique du hollandisme. « Ne tourne pas autour du pot, je sais que tu vas nommer Jean-Marc, je l'ai toujours su », répond Aubry. « Veux-tu autre chose ? » s'enquiert François Hollande. « Non, je ne veux rien. Ce ne serait une bonne chose ni pour Jean-Marc ni pour moi », assène Aubry. Hollande disait vouloir qu'elle soit numéro deux du gouvernement, « numéro un bis », mais Martine Aubry dément qu'il le lui ait proposé, ce lundi, au cours de ce très rapide tête-à-tête. « Je te comprends, mais il faut faire en sorte que ce ne soit pas pris comme une réserve », poursuit le président élu mais non encore investi. « Je dirai que je te soutiens », assume la maire de Lille, qui défendra son choix de ne pas rentrer au gouvernement. « Qu'est-ce que tu souhaites ? » insiste Hollande, ayant en tête son équipe gouvernementale qui devra compter des aubrystes sans

leur figure de proue. « Je veux que tu gardes ta cohérence politique. Plein de gens ont travaillé pour que tu sois élu. Je te demande une chose, que François Lamy soit ministre. Pas parce qu'il est mon ami, mais parce que sans lui, je n'aurais pas pu faire ce que j'ai fait pendant quatre ans au PS et tu ne serais pas là aujourd'hui. » François Hollande donne son accord.

Le lendemain, Jean-Marc Ayrault, tout juste nommé Premier ministre, appelle Martine Aubry : « François Lamy sera ministre du Logement et de la Ville. » Le soir, il n'est plus que ministre délégué sous la tutelle de Cécile Duflot, mais toujours avec ce double portefeuille. Le mercredi matin, un journaliste appelle celui qui est depuis des années le bras droit de Martine Aubry : « Il paraît que vous allez être ministre du Logement. » Lamy envoie alors un sms à Ayrault, « c'est bien ville et logement ? », pas de réponse. Juste après 19 heures, sur le perron de l'Élysée, Pierre-René Lemas annonce la composition du gouvernement, dont « Monsieur François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, chargé de la Ville ». A 22 h 45, sur le portable du ministre délégué, la réponse du désormais Premier ministre s'affiche, « bien sûr, c'est ville et logement » ! Le gouvernement est pléthorique, mais rares sont ceux qui ont choisi Martine Aubry à la primaire socialiste.

La suite sera du même acabit. Quand Jean-Louis Nadal est candidat au Conseil constitutionnel, l'ancien procureur général près la Cour de cassation raconte à ses amis qu'il s'est entendu répondre par le conseiller de François Hollande qui le recevait : « Ce n'est pas possible, vous avez choisi le mauvais camp. » Celui qui était la bête noire de l'ancien président s'offusque. « Mais j'ai lutté contre Nicolas Sarkozy. — Non, à la primaire », répond le conseiller du chef de l'État, Nadal ayant appelé à voter Martine Aubry dans cette bataille interne. En Hollande, pendant longtemps, il ne fait pas bon être ou avoir été un partisan de la maire de Lille. Finalement, le 2 décembre 2013, François Hollande propose Jean-Louis Nadal pour la présidence de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

François Lamy veut nommer Laurence Girard directrice générale de l'Acsé, nomination qui se fait par décret du président de la République,

sans passer en Conseil des ministres. L'ancienne secrétaire générale du PS, ex du cabinet de Nicole Bricq au ministère de l'Ecologie, s'entend dire par des conseillers élyséens que son « CV est trop marqué ». Le chef de l'Etat dit à François Lamy qu'« il n'y a pas de problème », mais le secrétaire général de l'Elysée et son adjoint Nicolas Revel disent sans cesse au ministre aubryste que cette nomination est très délicate, et multiplient les embûches. Lamy ne cède pas, l'aubryisme n'est pas un péché !

Depuis que François Hollande est à l'Elysée, Martine Aubry a déjeuné quelques rares fois avec lui. Avec son mari, Jean-Louis Brochen, la maire de Lille a dîné au Château avec le président, sans sa compagne. Mais le seul terrain où ils font de la politique ensemble est la Chine. C'est loin, très loin, dans un pays où il est allé pour la première fois les 25 et 26 avril 2012, qu'elle connaît depuis vingt ans. L'idée de cette mission revient à Laurent Fabius et Martine Aubry est utile à François Hollande. Va donc pour la Chine. Hollande cajole Aubry lors de sa virée chinoise express. A ceux qui veulent tirer des conclusions françaises à sa présence dans ce voyage, qui spéculent sur le remaniement, Martine Aubry nous répond en souriant : « Paul Hermelin [son homologue pour le pays] était en Inde avec le président de la République, je ne crois pas qu'il sera Premier ministre ! » Et démine : « Je ne demande rien, je fais le boulot, ça m'intéresse et je le fais sérieusement. Je suis dans un autre monde. La question qui reste entière, c'est comment être utile ? » Mais comme, la Chine mise à part, François Hollande a décidé de se passer d'elle, la maire de Lille a sa réponse, elle se consacre à sa campagne municipale.

Et à mesure que François Hollande s'éloigne de ses promesses de campagne, Martine Aubry s'éloigne de François Hollande. Sans faire trop de bruit. Elle ne veut pas critiquer la politique économique menée par le président, pour ne pas faire le jeu de la droite. Mais elle ne se prive plus de défendre ses valeurs, sa conception de la France, son « care », sa volonté d'en appeler à la « solidarité nationale » pour accueillir les 17 000 Roms présents sur le territoire... Elle se démarque régulièrement des propos de Manuel Valls. A La Rochelle, le samedi 24 août 2013, après avoir voyagé par hasard avec elle, Martine Aubry assiste, au

premier rang, à la plénière de Christiane Taubira. En pleine polémique sur la réforme pénale, Aubry pose un acte politique. La photo d'Aubry et Taubira enlacées à la tribune de cette université d'été du PS vaut tous les discours. Quelques instants plus tard, à la terrasse d'un café rochelais, elle nous confiera : « Dans le discours de Christiane Taubira, il y avait des valeurs, du sens, du courage, elle veut convaincre plutôt que plaire. Ça fait plaisir de retrouver du sens et des valeurs. Une politique de justice de gauche se doit d'être efficace. On a confiance en l'idée que chacun peut revenir vivre sa vie, quoi qu'il ait fait avant, si on y met les moyens. » Les mots sont ciselés. Ils disent la politique qu'elle aime, celle dont elle rêverait pour la France, celle qu'elle ne voit pas. Un petit tour dans le grand bain socialiste et puis elle s'en va. A Lille, en campagne, loin de Paris. Loin de François Hollande aux côtés duquel – sauf en Chine – elle ne s'est pas affichée. Le débat d'idées lui manque. Elle crée une nouvelle structure, au nom prédestiné de « Renaissance ». En 1994, après la débâcle des socialistes, Aubry avait créé le mouvement Agir. Aujourd'hui, après dix-huit mois de mandat de François Hollande, elle veut renaître, avec des politiques, des intellectuels comme Daniel Cohen, Axel Kahn ou Michel Wieviorka, des syndicalistes, des chefs d'entreprise. Sur le terrain des idées, elle est certaine de ne pas rencontrer François Hollande !

Cet été 2013, la maire de Lille se bat pour faire fermer des camps de Roms si et seulement si des solutions de relogement ont été trouvées. Elle se démène aussi pour récupérer les postes de policiers que la droite et la gauche lui ont supprimés. En parle à tous ses interlocuteurs, dont François Hollande et Pierre-René Lemas. En vain. Mardi 27 août, trois jours après s'être affichée à La Rochelle avec Christiane Taubira, Martine Aubry, silencieuse depuis le congrès de Toulouse, s'invite dans le débat politique en publiant une tribune dans *Le Monde*. Elle en appelle à une « nouvelle renaissance » et écrit : « Je suis pleinement solidaire du gouvernement, qui, avec courage, s'attelle au redressement du pays. Si justes et efficaces qu'elles soient, aucune des lois votées, aucune des mesures prises ne sera suffisante si l'avenir n'est pas rendu plus visible et surtout plus désirable. » De très nombreux ministres la félicitent par sms. Mercredi 28 août, elle obtient 197 policiers. Simple coïncidence ?

OceanofPDF.com

« Jean-Marc s'est amélioré »

Le téléphone sonne. François Hollande veut le voir, maintenant qu'il a fait son choix. Jean-Marc Ayrault vient d'annoncer, mercredi 6 juillet 2011, dans *Ouest-France* et sur France Info, qu'il appelait à voter pour lui : Hollande a « une vision pour la France, du courage, et la personnalité qui convient à la fois pour battre Nicolas Sarkozy mais aussi entraîner les Français dans le redressement du pays ». Il « a la bonne méthode pour engager les réformes, les réussir et donc faire passer le souhaitable du changement vers le possible ». Quelques jours plus tard, le candidat à la primaire socialiste retrouve le patron des députés. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps, ils ont travaillé ensemble, l'un au Parti, l'autre au groupe pendant onze ans. Et entre eux, la confiance règne. « Prépare-toi, j'aurai besoin de toi pour la suite », glisse Hollande à Ayrault. Le Nantais se tait, il a pourtant bien compris en ce début d'été 2011 qu'il serait Premier ministre, si le Corrèzien gagnait la primaire puis l'élection présidentielle. François Hollande ne lui en parle plus jamais. Pendant des mois, quand les journalistes l'interrogent, il affirme ne pas avoir choisi sa ou son Premier ministre, « cela dépendra de la situation politique », « j'attends les résultats »... Hollande feint de ménager le suspense. Mais Ayrault, lui, sait et ne dit jamais rien. Il siège au Conseil politique, participe à quelques meetings du candidat, reçoit discrètement des syndicalistes, travaille ses dossiers. Ayrault se « prépare ».

Le lundi 7 mai 2012, le président élu mais non encore investi appelle Jean-Marc Ayrault : « Il faut qu'on se voie. — Où ? » Le rendez-vous doit rester secret. « A l'Assemblée, dans mon ancien bureau. » Quand François Hollande pénètre, rue Aristide-Briand, dans l'annexe du Palais-Bourbon où il a passé tant d'années, sa présence ne passe pas inaperçue. Il a été élu président de la République, quelques jours plus tôt. Les

huissiers viennent le saluer, l'un d'entre eux signale au chef de l'Etat, non encore en fonction, que le président de l'Assemblée nationale, averti de sa présence, souhaite le voir. Ayrault s'éclipsera quelques instants, le temps que Bernard Accoyer salue le président, sans comprendre ce qui se trame dans ce petit bureau d'angle. Ayrault revient et la discussion reprend. « J'ai décidé, je te prends comme Premier ministre », confirme François Hollande. Qui ajoute : « Tu prends qui comme directeur de cabinet ? — Christophe Chantepy », dévoile Jean-Marc Ayrault. Hollande le connaît bien, il a dirigé les cabinets de Ségolène Royal et Michel Sapin sous Jospin, puis la campagne de Royal en 2007. La conversation se poursuit sur le gouvernement. Ayrault doit continuer à garder le secret. Le silence d'Ayrault pendant toute la campagne valait approbation, il sera bien le premier Premier ministre de François Hollande.

Dix-sept mois plus tard, confortablement installé dans son fauteuil noir, à côté du canapé, dans son grand bureau à Matignon, Jean-Marc Ayrault se souvient de ces longs mois où il ne pouvait rien dire : « Il disait : “Une campagne c'est une révélation.” Il a dû m'observer, tester ma loyauté et ma discrétion. » Le Premier ministre insiste : « Cette fonction-là nécessite une très grande loyauté à l'égard du président de la République. Une confiance absolue, une discrétion absolue. C'est une discipline, une éthique. »

François Hollande a été élu président de la République, il n'est pas encore investi. Il réfléchit à ses équipes, à son gouvernement. Il discute avec Jean Glavany. Le député des Hautes-Pyrénées a de l'expérience, il a été chef de cabinet de François Mitterrand à l'Elysée, ministre de Lionel Jospin. Ils évoquent le profil du patron du gouvernement. « Je veux quelqu'un de loyal », plaide le président. « Ce n'est pas un critère, un Premier ministre est loyal. Soit tu prends quelqu'un car la situation politique l'exige, et par son profil ou sa complémentarité, il y correspond, soit tu prends quelqu'un pour son expérience. »

Treize mois après leur installation, l'un à l'Elysée, l'autre à Matignon, François Hollande veut croire que tout va bien avec Jean-Marc Ayrault. Le 25 juin 2013, le chef de l'Etat assume : « C'est Matignon qui est le

lieu de décisions quotidiennes. Le président de la République peut évoquer des sujets, il peut décider en dernier ressort, il peut tracer la voie mais c'est le Premier ministre et le gouvernement qui mettent en œuvre la politique que j'ai tracée. » Très attentif à ne pas faire du Premier ministre son collaborateur, François Hollande, parlant de sa fonction à la troisième personne, affirme : « Le président de la République est responsable de tout, mais ne décide pas de tout. »

Quelques mois plus tôt, en « off », le chef de l'Etat avait la dent beaucoup plus dure sur son Premier ministre : l'été a été mauvais, la rentrée a trop tardé, l'impopularité mine l'exécutif. François Hollande discute, ce 20 septembre 2012, en fin d'après-midi, avec des journalistes de manière informelle. Il a laissé le Premier ministre agir et parler, et lui ne s'est exprimé que le 9 septembre sur TF1, dans le journal de Claire Chazal. Le Premier ministre ? « J'ai voulu trop le protéger, j'aurais dû parler plus tôt mais j'avais promis à Claire Chazal, il ne faut jamais faire de promesse », s'amuse-t-il. Puis il poursuit, mettant en cause le plan média de son Premier ministre qui l'a obligé à retarder son intervention télévisée. « Quelle idée de parler le mercredi à BFM, RMC ? Il parle de l'essence mais ce n'était pas arbitré et on ne comprend pas. Il aurait dû aller à la télé le soir même et comme il parlait le lundi sur France 2, je ne pouvais pas parler la veille... » Bref, à entendre François Hollande, ce jour-là, le Premier ministre lui a fait perdre une semaine. Jean-Marc Ayrault vient de se rendre dans la cité phocéenne, en proie à de nombreuses violences. « Il aurait dû faire ses annonces à la fin de son déplacement et ne pas aller à Marseille après avoir annoncé son plan pour Marseille. » Le jugement du président sur son Premier ministre est alors net : peut nettement mieux faire.

« J'ai trop voulu protéger le Premier ministre, mais maintenant il faut qu'il me protège. Je l'ai dit à la bande des quatre ou des cinq d'ailleurs – ils disent qu'ils sont quatre comme les trois mousquetaires mais ils sont beaucoup plus nombreux –, Valls l'a fait, Le Foll va le faire, Peillon et Mosco sont moins belliqueux, ils doivent défendre le Premier ministre. » Ces quatre ministres se sont beaucoup agités pour que Harlem Désir succède à Martine Aubry à la tête du PS, contre l'avis de Jean-Marc

Ayrault. Officiellement, le président de la République s'est tenu très éloigné de toutes ces tractations. Mais l'ancien patron de la rue de Solférino suit de très près ces affaires : « Aucun d'eux n'a voulu être premier secrétaire, ils auraient pu. L'histoire a montré que ceux qui étaient premiers secrétaires avaient un destin, ils ont préféré leur activité ministérielle », souligne-t-il en souriant. François Hollande ne veut surtout pas se dédire et pense que la situation va s'améliorer : « Jean-Marc, ça ira mieux quand le Parlement fonctionnera », conclut-il.

Son irritation, palpable ce soir-là, s'est calmée au fil du temps. François Hollande a choisi Jean-Marc Ayrault parce qu'il lui serait loyal et qu'il ne lui ferait pas d'ombre. Il est loyal et ne lui fait pas d'ombre. Mais quand il le contredit, comme sur la « pause fiscale » à la rentrée 2013, ou quand il fait fuiter une réorganisation de Bercy pour pousser « sa remise à plat » de la fiscalité, cela énerve Hollande. Et encore, François Hollande ne sait pas qu'à quelques proches, Jean-Marc Ayrault a confié, à l'été 2013, que la reprise par la croissance était un « scénario impossible ».

Le chef de l'Etat connaît son histoire politique. Pour lui, tout au long de la V^e République, la relation entre le Premier ministre et le président n'est pas si simple. Pompidou/de Gaulle, Chaban-Delmas/Pompidou, Rocard/Mitterrand, souvent les présidents sentent que leurs Premiers ministres ont aussi des ambitions présidentielles. Sur ce plan-là, Hollande en est certain : « Jean-Marc n'est pas candidat à l'élection présidentielle. » Il assume : « Loyal, c'est très important. Ce n'est pas simplement ne pas être candidat à l'élection présidentielle, c'est vouloir la réussite, donner toutes les informations. » Pour Hollande, travailler avec Ayrault est « agréable ».

Et dans le couple exécutif, ce n'est pas le président qui a tout le temps le dernier mot. « François a une telle aversion du conflit qu'avec Ayrault qui est colérique, il cède parfois », observe un proche. « Ayrault a un ascendant psychologique sur Hollande, il le tient par les couilles, c'est très étonnant », analyse un autre hollandais.

Jean-Marc Ayrault a le sentiment de bien comprendre François Hollande. Et si certains ministres estiment que le président s'est endurci,

ce n'est pas le ressenti du locataire de Matignon : « Avec moi, il n'est pas dur, il fait attention, on se parle franchement. Il est plus inquiet, c'est difficile. Il est président de la République dans un pays pas facile à réformer, le PS est partagé culturellement et politiquement, il y a une forme d'immaturité chez certains, ça le tracasse », confie Jean-Marc Ayrault, le 3 octobre 2013, dans son bureau à Matignon. « Il sent bien les choses, il a conscience de la responsabilité qui est la sienne mais c'est difficile. Il est irrité par les nombreux comportements médiocres, il y a beaucoup d'individualisme, beaucoup veulent exister tout de suite », décrypte le Premier ministre. On lui reproche de ne pas savoir trancher, de ne prendre que des décisions mi-chèvre mi-chou. Jean-Marc Ayrault défend, lui, la personnalité de François Hollande : « Il veut toujours arranger, il ne veut pas attaquer frontalement. C'est son tempérament, il n'est pas frontal. Il pense qu'il faut laisser une issue, une sortie possible, il ne veut jamais être enfermé et très souvent, ça lui a permis d'obtenir ce qu'il voulait. Il veut garder une pièce du jeu dans sa main, il ne veut pas être prisonnier. C'est son tempérament, ce n'est pas un calcul. » Ayrault conclut : « Il est assez attentif, il peut être irrité, "pourquoi tu as dit ça comme ça", mais il fait attention, "allez, repose-toi". »

François Hollande ne sait pas combien de Premiers ministres accompagneront son quinquennat. Pour les deux premières années qu'il annonçait difficiles, il a choisi un élu local sans expérience de l'Etat, comme lui. Et après dix-huit mois de bail, François Hollande a délivré, en petit comité, dans un jugement qui en dit long sur l'estime qu'il portait à son Premier ministre : « Jean-Marc s'est amélioré. » A part ça, tout va bien entre eux !

Son départ ? « C'est un regret »

Elle est fatiguée. Ce lundi 1^{er} juillet 2013 au matin, Delphine Batho revient d'un week-end dans sa circonscription très dur, ses électeurs sont remontés contre cette gauche qui n'en est pas une, contre ce quinquennat qui tourne le dos à ses promesses, contre cette rigueur qui fait tant de mal à ceux qui ont cru que la vie allait, non pas changer, mais au moins s'améliorer. La déception se lit sur son visage, le malaise politique se devine dans son corps si tendu. Ses yeux bleus ne pétillent plus. Pas de vacances, pas de temps pour voir son fils. Elle n'a pas milité depuis vingt-cinq ans pour ça. Elle n'a pas passé tant d'années à lutter contre le Front national pour le voir prospérer sur les déceptions du gouvernement auquel elle appartient.

L'écologie, ça commence à bien faire, ou plutôt la ministre de l'Ecologie, ça commence à bien faire. Delphine Batho le sent, elle le comprend en lisant les journaux, ces confidences en « off » de proches du chef de l'Etat sont signées. Elle sait que les patrons se gaussent d'avoir déjà obtenu sa tête. Et pas n'importe lesquels. Celui de Vallourec, mari dans le civil de la directrice de cabinet du président, s'en est vanté devant des journalistes ! Avec le Premier ministre, depuis qu'elle a osé dire qu'on ne pouvait pas faire confiance à Mittal, en pleine affaire Florange, la tension est palpable. Elle n'a rien oublié. Ce dîner, où Ayrault a laissé Proglia et de Margerie dire du mal d'elle sans la défendre. Ces déplacements en commun qu'elle lui a demandés et qu'il ne lui a jamais accordés. EDF dont elle devine que certains voudraient la privatiser. Les éternelles remises en cause de l'interdiction du gaz de schiste. Elle sent l'étau se resserrer. La vie de ministre est difficile, elle s'empporte trop contre ses collaborateurs, elle veut tout contrôler. Elle n'a pas confiance en grand monde. Elle sait qu'elle est en première ligne et que derrière

elle, les combattants sont peu nombreux. Les investissements d'avenir ne seront pas vraiment écologistes, la fiscalité écolo ne va servir qu'à financer le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Et, goutte d'eau qui fera déborder le vase, le budget de son ministère est en baisse, encore une fois, et celui de l'Ademe plus que toutes les autres agences dépendant de l'Etat. C'est son ministère qui trinque le plus (baisse de 7 % des crédits et 1 093 emplois supprimés).

Jusque-là, Batho l'a défendu. Bonne élève, elle a demandé l'arbitrage du directeur de cabinet du Premier ministre, n'est pas passée au-dessus. N'a pas fait de caprice, n'a pas envoyé un texto à François Hollande comme nombre de ses collègues qui n'en ont que faire du fonctionnement des institutions... Mais elle a changé de stratégie, elle veut provoquer une discussion politique. Delphine Batho le confie à son interlocuteur, ce matin-là. Elle va dire que son budget est « mauvais » et elle verra bien. Elle sait qu'elle prend un risque, mais n'a pas décidé de quitter le gouvernement. L'autre scénario, continuer à courber le dos, faire monter la pression mais sans mot de trop, attendre jusqu'à la conférence environnementale en septembre prochain, elle n'en veut pas.

L'après-midi, dans *Le Monde*, Delphine Batho affirme : « C'est un mauvais budget¹. » Aucune réaction. Aucun coup de téléphone de Matignon ou de l'Elysée, personne n'appelle son cabinet pour se plaindre. François Hollande, si attentif au journal de référence, dira plus tard ne pas avoir été au courant et ne pas avoir lu ce papier !

Le mardi 2 juillet au matin, sur RTL, la ministre de l'Ecologie choisit donc les mêmes mots. « C'est un mauvais budget », affirme-t-elle à nouveau, détendue. Elle sourit, explique qu'elle « souhaite que dans les jours qui viennent on puisse faire la démonstration que la volonté de faire de la France une nation de l'excellence environnementale, la transition énergétique, ne sont pas des variables d'ajustement ». Elle parle de la fiscalité environnementale ou des investissements d'avenir. Et ajoute : « On est dans un moment où les Français doutent, où il faut dire les choses, il y a eu une déception à l'égard du gouvernement, il y a un doute sur notre volonté de changement... Quand tout va mal les Français ont besoin d'espoir, l'écologie est un chantier d'avenir. » Delphine Batho

poursuit sa journée, elle a rendez-vous avec son homologue allemand, devenu un ami, Peter Altmaier. Elle reçoit alors un sms du Premier ministre : « Tes déclarations sont inadmissibles sur ton budget. Je te demande de rectifier. » « Cher Jean-Marc, ce n'est pas un mouvement d'humeur. Discutons-en », répond la ministre qui comprend que la radio aura bien plus d'impact que la presse écrite. « Trop tard, le mal est fait. Tu ne peux pas donner ton accord au ministre du Budget et critiquer ensuite. » Jean-Marc Ayrault n'est visiblement pas prêt au compromis.

Ce mardi matin, comme d'habitude, les anciens reconstructeurs – ceux qui ont porté Martine Aubry à la tête du PS en 2008 – petit-déjeunent au ministère de la Ville, chez François Lamy. « Delphine ne va pas passer la journée », prédit le ministre. Puis, se tournant vers Laurence Rossignol, spécialiste de l'environnement au PS : « Tu as failli être ministre mais avec ton texte sur la réforme fiscale, tu ne le seras pas. » La sénatrice vient en effet de signer un appel à mettre en place la réforme des impôts promise dans la campagne électorale. Elle rétorque : « Hollande aime bien les gens qui le titillent. — Qui le titillent peut-être, qui l'emmerdent non », s'amuse en retour François Lamy.

Cécile Duflot envoie un message à Delphine Batho, avec qui les relations n'ont jamais été très chaleureuses : « c'était osé ce que tu as fait ce matin, si tu as besoin de quelque chose, dis-moi », il restera sans réponse. Manuel Valls et Benoît Hamon envoient aussi des sms d'encouragement à leur collègue de l'écologie.

Puis, à 10 heures, à Matignon, se tient une réunion de calage sur la fiscalité écologique. Autour de la table, à côté de Jean-Marc Ayrault, Delphine Batho, Pierre Moscovici, Bernard Cazeneuve, Cécile Duflot et Pascal Canfin. La liste des présents dit la place de l'environnement dans ce gouvernement. L'écologie est bien un sujet de discussion entre les ministres et les Verts. Ayrault prend Batho à part : « Reviens sur tes propos ou démissionne, atterris ou arrête. » Elle refuse. L'étrange réunion peut alors commencer, sorte de jeu de rôle où tous font semblant. « C'est glacial, mais je ne pense pas que la journée va finir par le limogeage de Delphine », se souvient Cécile Duflot. « Je suis contre cette fiscalité écologique si le préalable du financement du crédit d'impôt compétitivité n'est pas levé », prévient Batho, sur la sellette.

Les ministres de Bercy ne lâchent rien. « On fait ce qui est prévu avec le CICE, c'est-à-dire que la fiscalité écologique rapportera en 2016 trois milliards pour ce crédit impôt... » maintient Pierre Moscovici. « La contribution climat énergie permet la transition écologique, donc elle ne peut pas servir uniquement à financer le CICE », rétorque l'écolo Duflot, dont les ambitions financières sont moins élevées que Batho. « Ce sont deux sujets distincts, la réunion est terminée », clôt, visiblement énervé, le Premier ministre. « La réunion avait changé d'objet. Delphine était dans la surenchère, très butée comme elle peut l'être, très fière. Je me dis : "elle veut partir", il faut qu'elle recule, sinon, elle partira », se souvient Pierre Moscovici. Tous les participants gardent en mémoire l'« exaspération » de Jean-Marc Ayrault vis-à-vis de sa ministre de l'Ecologie, très fermée et n'ayant visiblement aucunement l'intention d'en rabattre.

Le Premier ministre insiste ensuite, il exige de Batho un « communiqué avant midi », il lui explique qu'il en a parlé au président de la République. La ministre refuse de céder, elle entend régler les problèmes politiques qu'elle a soulevés. « Tu choisis, un communiqué ou tu pars », répond sèchement Ayrault, qui trouve que cette affaire n'a que trop duré. La ministre lui glisse être disponible à n'importe quel moment pour en discuter de vive voix. Ayrault exige qu'elle se dédise. « Soit tu recules, soit tu pars. »

Le Premier ministre est à présent à l'Elysée. A 11 heures a commencé une réunion avec les préfets de région et les directeurs de l'administration centrale. François Hollande est assis entre Jean-Marc Ayrault et Cécile Duflot. Les trois démentent avoir parlé de confier en cette fin de matinée le ministère de l'Environnement (sans l'Energie) à un ou une écologiste. Ils jurent, la main sur le cœur, n'avoir jamais envisagé cette hypothèse. Tout au long de cette matinée, le président échange par sms. « Tu dois répondre à la demande du Premier ministre. Je ne comprends pas ce que tu as fait ce matin, je t'ai écoutée », écrit-il à Delphine Batho. « Oui, je discute avec le PM », répond la ministre de l'Ecologie. « Delphine ne sera pas virée », assure par sms le président à ceux qui lui demandent et qui découvriront dans quelques heures que la parole présidentielle est souvent changeante.

Pendant ce temps-là, à Matignon, le directeur de cabinet du Premier ministre, Christophe Chantepy, et ses deux adjointes tentent de déminer l'affaire face aux journalistes. « Le budget de l'environnement est bon. La baisse est un effet d'optique. Elle n'est due qu'à une baisse des fonds de l'agence pour les infrastructures des transports qui sera financée par la taxe poids lourds. » Les technocrates l'assurent, la baisse n'est pas une baisse, et la ministre ne l'a pas compris, elle va le réaliser ! Ironie du sort, l'écotaxe qui devait sauver l'écologie, sera finalement « suspendue » quelques mois plus tard, sur fond de colère bretonne.

François Hollande déjeune ensuite avec son Premier ministre, mais cette fois-ci, Bruno Le Roux, patron des députés PS, et son homologue au Sénat, François Rebsamen, sont conviés, eux aussi. Ayrault semble déterminé à obtenir la tête de la frondeuse, avec qui il ne s'est jamais entendu. Hollande est plus clément.

Vers 14 heures, Ayrault teste Duflot au téléphone. Le maintien des ministres EELV au gouvernement, en cas de départ de Batho, doit être assuré. « Il faut que Delphine reste, tu ne l'aimes pas mais ça va être un problème pour nous et pour toi si elle est virée », argumente Duflot. Elle réitère son message auprès de François Hollande, peu après : « Quoi que je pense de ce qui s'est passé avec Delphine, il ne peut pas y avoir une deuxième martyre de l'écologie². » « Il y a une réunion avec le PM », répond Hollande, confiant. Un peu plus tard, de vive voix, Cécile Duflot redira à François Hollande « Delphine doit rester ». « Je veux qu'elle reste », la confortera le président.

L'Elysée joue l'apaisement. Pierre-René Lemas tranquillise la ministre de l'Ecologie : « J'ai lu le script de l'émission, rien d'énorme dans ce que tu as dit, mais Jean-Marc est très en colère, il veut ta tête, il prend ça comme un problème d'autorité. François va t'appeler. » « Ça va s'arranger », assure-t-il aussi à Cécile Duflot.

Les politiques ont tous leur idée sur les propos de Batho. Vice-président du groupe socialiste et spécialiste PS de l'environnement, Philippe Martin proclame : « Elle a raison, le budget est mauvais. »

Delphine Batho est à l'Assemblée nationale lorsqu'elle demande une suspension de séance, pour parler avec le président de la République. Ils

se connaissent bien, elle a été une de ses porte-parole de campagne, après avoir été sa secrétaire nationale à la sécurité pendant cinq ans.

« Ce que tu as dit n'est pas acceptable, reviens sur tes propos, trouve une solution avec Jean-Marc, il va te recevoir. Cela a créé une situation politique invraisemblable. Si tu as un problème, tu me demandes un rendez-vous, tout le monde me demande un rendez-vous. Si tu as un problème sur ton budget, tu viens me voir et on s'arrange, explique Hollande.

— J'ai parfaitement respecté le fonctionnement gouvernemental, se défend Batho.

— C'est moi qui suis président de la République.

— Je sais, j'ai fait ta campagne.

— Arrange-toi avec Jean-Marc. Trouve l'occasion de faire baisser la pression, d'obtenir quelque chose ou même de ne rien obtenir aujourd'hui mais d'avoir quelque chose plus tard.

— Je veux bien faire un communiqué disant que j'assume les coupes budgétaires et que j'ai obtenu l'assurance du Premier ministre qu'à travers les investissements d'avenir l'écologie sera une vraie priorité.

— Fais attention. Sinon tu seras remplacée, tu redeviendras députée. Certains sont prêts à prendre ta place, y compris chez tes amis écologistes. Ne crois pas que personne ne prendra ta place, en disant "je t'ai soutenue sur le budget, mais je ne vais pas le prendre ton budget", y compris chez les socialistes qui défendent l'écologie.

— Je n'en doute pas. Mais je ne souhaite pas quitter le gouvernement, je veux continuer mon travail.

— Tu fais quoi là ?

— Je présente un texte.

— Dès que tu as fini, tu vas voir le PM. »

Elle n'en aura pas le temps. Delphine Batho raccroche, va s'asseoir sur les bancs du gouvernement, et à 15 h 28, un tweet de Matignon stipule : « La ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie a été convoquée par le Premier ministre à l'Hôtel de Matignon. »

Une heure plus tard, elle est dans le bureau du Premier ministre. Dialogue de sourds. L'entretien est très formel car la décision est déjà prise. Batho veut avoir une discussion politique sur l'écologie, Ayrault veut qu'elle se soumette ou qu'elle se démette. Le Premier ministre sait qu'avec elle, il dispose enfin de l'exemple qu'il cherche depuis si longtemps. Batho n'a pas de courant au PS, ne s'est jamais comptée dans un congrès, ne s'est pas présentée à la primaire, ne pèse pas dans l'opinion. En plus, Ségolène Royal, qui lui a donné sa circonscription en 2007, dit partout du mal d'elle. Ayrault peut s'énerver contre Montebourg, Valls, Duflot ou Hamon, il n'obtiendra jamais rien. Mais là, il peut enfin faire preuve d'autorité.

Dans son bureau, le 3 octobre 2013, Jean-Marc Ayrault assume : « Le président de la République était plus hésitant, il voulait que ça s'arrange. Pour moi, c'était une question de principe, je voulais montrer qu'il y avait des principes, les ministres ne peuvent contester les orientations budgétaires. Delphine Batho avait du mal à manager son ministère, elle travaillait seule. Tout le monde sait très bien qu'Arnaud Montebourg et Manuel Valls ont été candidats à la primaire, ils ont plus de marge, ils sont plus importants dans leurs ministères. Je ne me fais pas d'illusions sur leurs ambitions, je ne suis pas rancunier, mais pragmatique. Avec Delphine Batho, j'ai voulu être ferme, le président m'a dit que j'étais ferme, il ne faut pas sous-estimer ma fermeté. »

Ce mardi 2 juillet 2013, le chef de classe peut virer l'élève sage qui se rebelle pour la première fois. Il savoure. Démonstration par la preuve.

Ayrault reproche à sa ministre : « Tu n'aurais pas dû continuer ta journée. — Mais je fais mon travail », s'étonne-t-elle. Les critiques pleuvent. Ayrault ne veut pas entrer dans une discussion politique sur la place de l'écologie, il veut qu'elle revienne sur ses propos. « Tu n'as jamais fait un déplacement avec moi. Tu m'as toujours prise pour une petite fille. Ce qui est prévu dans les investissements d'avenir pour l'écologie est ridicule, accuse la ministre. Tu remets en cause mes arbitrages budgétaires, donc tu pars, assène le patron. — Non, je ne pars pas, réplique Batho. — Tu me remets ta démission, conclut Ayrault. — Non, je ne démissionne pas », balaie la toujours ministre de l'Ecologie. Son sort est définitivement scellé.

« Ne fais pas ça, ça créera de gros problèmes avec nous », tente encore Cécile Duflot auprès du Premier ministre. En vain. Jean-Marc Ayrault appelle Philippe Martin, lui propose le poste de Batho et le prévient : « T'as pas intérêt à me dire non. » Le député du Gers accepte de devenir le troisième ministre de l'Ecologie du quinquennat. Ce budget a finalement du bon !

Delphine Batho rentre à son bureau. Elle sait que c'est fini. Le président de la République l'appelle, la conversation est brève et très froide. « Tu as vu le Premier ministre, tu ne t'es pas mise d'accord avec lui, tu sais ce qui va se passer. C'est toi qui te mets dans cette position qui m'oblige à te virer, tu es une tête de mule. Le communiqué part là. » Batho, sonnée, ose juste : « Jean-Marc n'a rien voulu entendre. » Le Premier ministre l'appelle à son tour, elle est limogée. Ayrault ajoute : « Je ne t'ai jamais prise pour une petite fille. »

Il téléphone ensuite à Cécile Duflot : « Tu verras, tu seras contente de son remplaçant. — C'est qui ? — Je ne te le dis pas mais tu seras contente. »

A 18 h 08, le communiqué de l'Elysée tombe : « Sur proposition du Premier ministre, le président de la République a mis fin aux fonctions de Madame Delphine BATHO et a nommé Monsieur Philippe MARTIN, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie. » Le texte est lapidaire, aucun hommage au travail de la ministre, comme le font généralement les communiqués ad hoc. Le 19 mars 2013, quand Jérôme Cahuzac avait démissionné du ministère du Budget, après avoir été accusé de détenir un compte en Suisse, François Hollande écrivait : « Je remercie Jérôme CAHUZAC pour l'action qu'il a conduite depuis mai 2012 comme ministre du Budget pour le redressement des comptes de la France. Il l'a fait avec talent et compétence. Je salue la décision qu'il a prise de remettre sa démission de membre du gouvernement pour mieux défendre son honneur. »

Au bureau national du PS, Julien Dray défend son ancienne protégée — ils ne se parlent pourtant plus depuis plus de trois ans. Le soir, de nombreux anciens de SOS Racisme se retrouvent pour le vernissage de l'exposition de peinture d'un des fondateurs de l'association, Bernard Pignerol. La tristesse se lit sur les visages, la colère aussi contre celui qui

fut leur pote et qui est maintenant président de la République. Ils étaient déjà déçus par sa politique, s'y ajoute maintenant une rupture plus personnelle, François Hollande a limogé un ancien bébé SOS. Et puis c'était une fille, elle est remplacée par un homme. C'était une militante, elle n'avait que le bac, l'histoire était belle. « Il va dans le mur, et là, il vient de donner un coup d'accélérateur », décrypte un ami de SOS qui voit encore le président.

Delphine Batho fait savoir qu'elle s'exprimera le jeudi. Au ministère du Logement, pendant ce temps, Cécile Duflot est au bord de la démission. Elle envoie même des sms : « j'ai bien aimé travailler avec toi ». Ayrault et Hollande lui parlent, ils ne veulent pas qu'elle parte, ils lui assurent qu'elle aura des preuves de leur engagement écolo. Les chefs d'EELV se réunissent autour d'elle et Pascal Canfin. Ils ne partent pas. « Appelle-moi après ta réunion », demande Hollande à Duflot, il veut savoir où elle en est.

Ce mercredi matin, Delphine Batho quitte son ministère. Beaucoup tiennent à lui montrer, en public ou en privé, qu'ils sont à ses côtés. Valérie Trierweiler, comme elle le racontera à des proches, lui envoie un tweet en DM (Direct Message, soit privé) : « avec toi dans cette épreuve. Amitié ».

Juste avant 10 heures, en arrivant dans la salle du Conseil des ministres, Aurélie Filippetti découvre que neuf femmes sont sagement assises à leur place pendant que les hommes discutent autour d'une tasse de café. Elle s'approche de ses consœurs de galère et leur glisse : « Alors les filles, plus personne ne moufte. On est sages maintenant. » Et désignant l'assemblée de mâles si sûrs de leur pouvoir et désormais majoritaires, la ministre de la Culture ose : « On pourrait leur amener le café ? »

Le soir, un émissaire de François Hollande boit un verre avec Malek Boutih, député ami de Delphine Batho. « Qu'est-ce qu'elle veut ? Il y a une ligne rouge : Ségolène. » Autour du président, ils craignent que Delphine Batho ne règle ses comptes avec la présidente de la région Poitou-Charentes. Elles ont été proches, elles ne se parlent plus et Ségolène Royal a la dent très dure contre son ancienne protégée. « Elle n'avait pas le niveau pour être ministre », « elle ne connaît rien à

l'écologie », « elle n'a jamais travaillé », « pour qui elle se prend ? », attaque-t-elle en privé et en public. Autour de François Hollande, certains ont peur que Batho se présente contre Royal aux régionales ! Malek Boutih n'en revient pas, il montre à son interlocuteur l'écho publié dans *Challenges* : « Le mois dernier, lors d'un voyage aux Etats-Unis, le président du directoire de Vallourec, Philippe Crouzet, avait dit devant l'état-major américain de son groupe, qu'elle était "un vrai désastre". Philippe Crouzet, qui est aussi l'époux de Sylvie Hubac, directrice de cabinet de François Hollande, avait ajouté que le problème Batho était en passe d'être réglé, car son influence au gouvernement allait désormais décroître. » « Cela ne l'intéresse pas du tout », raconte Boutih.

Jeudi 4 juillet, Delphine Batho tient une conférence de presse dans une petite salle bondée de l'Assemblée nationale. Elle lit un texte et tape : « Ce que je n'accepte pas, ce n'est pas de faire des compromis, c'est le tournant de la rigueur qui ne dit pas son nom et qui prépare la marche au pouvoir de l'extrême droite dans notre pays. » Elle met en cause « ces forces économiques » qui « ne se sont pas cachées de vouloir ma tête, mais si le gouvernement avait été solidaire, elles n'y seraient pas parvenues ». Et ajoute : « Est-il normal que le patron de l'entreprise Vallourec, directement intéressé par l'exploitation des gaz de schiste, ait pu annoncer ma marginalisation des semaines à l'avance devant des responsables de son entreprise aux USA ? De quelles informations disposait-il pour le savoir ? Comment se fait-il que des conseillers de Matignon et de l'Elysée disent du mal de moi dans la presse ? » François Hollande, en voyage à Tunis, est ulcéré qu'elle s'en prenne ainsi à Sylvie Hubac. La charge sur la politique économique ne passe pas.

Entre François Hollande et Delphine Batho, l'histoire se termine brutalement. Ils s'entendaient bien, il avait confiance en son sens politique. C'est lui qui avait voulu qu'elle entre au gouvernement. Et quand des ministres s'épanchaient auprès de lui : « C'est difficile de travailler avec Delphine », le président ne laissait pas de prise : « C'est quelqu'un auquel je tiens. » Les mois ont passé, et il a laissé Jean-Marc Ayrault la limoger. Il ne lui avait pas donné la tête d'Arnaud Montebourg. Il lui a laissé celle de Delphine Batho. « Il a le melon, il a perdu son pif politique », décrypte un proche, dans les jours qui suivent. « François est

dans la surpuissance, il perd des réflexes », renchérit un hollandais historique.

Quelques jours après le départ de Batho, François Hollande confiait : « J'étais prêt à ce que vous écriviez que je n'avais pas d'autorité parce que c'était elle, j'étais prêt à être mis en contradiction avec mes propos ("au prochain couac, on sévit"). Mais elle voulait partir, elle n'a pas juste dit que son budget était mauvais, elle a critiqué l'orientation du gouvernement. Sur le gaz de schiste, le nucléaire, des principes ont été posés, s'ils avaient été floués, froissés, les écologistes quitteraient le gouvernement, je sais bien que c'est une ligne rouge. Ce budget n'est pas si mauvais. Si elle n'était pas contente de son budget, si elle avait des problèmes, elle n'avait qu'à me parler, venir me voir. Aurélie, quand elle a un problème, elle m'appelle, Delphine ne m'a rien dit. »

Puis, las et irrité par ce départ : « Je croyais qu'elle serait comme Ségolène, au ministère de l'Environnement, mais elle ne l'a pas été. Ségolène faisait avancer ses dossiers, jouait de l'opinion, se battait. Delphine s'est fermée. Le seul reproche que je me fais c'est de ne pas avoir vu les signaux d'alerte. On est sans doute le gouvernement le plus écologiste en Europe. Tous les chefs d'entreprise sont contre le ministère de l'Ecologie. On les connaît, c'est pas les lobbies qui ont eu la peau de Delphine, ils sont contre le gouvernement ! » et il se marre. Quand on lui fait remarquer qu'autour de lui, beaucoup critiquaient ouvertement la ministre dans les jours qui ont précédé son départ, Hollande assure : « Mes conseillers ne disent pas du mal des ministres, c'est faux. » Et quand on lui affirme que dans le portrait que consacre *M, le magazine du Monde* à la ministre de la Culture, David Kessler, conseiller élyséen, la critique ouvertement, le président, surpris, balance : « Ils disent bien du mal de moi ! »

L'été a passé, Delphine Batho a retrouvé son siège de députée des Deux-Sèvres, elle n'a pas revu le président. Elle a été la seule ancienne ministre de l'Ecologie à ne pas avoir été invitée à la conférence environnementale, les 20 et 21 septembre. A l'Elysée, le 9 septembre, François Hollande revient sur le départ de son ancienne ministre : « Elle n'a pas été limogée parce que des lobbies industriels ont agi, c'est elle

qui s'est mise dans une seringue. C'est un acte manqué regrettable. » Puis, il avoue : « C'est un regret, il suffisait de peu de chose de sa part pour qu'elle ne soit pas dans cette situation et nous non plus. »

« Delphine, il la donne à Jean-Marc parce qu'elle n'a pas de poids politique », confie, le lendemain, Manuel Valls.

Un des vieux copains du président livre son secret : « François, c'est simple, ce qui le définit, c'est : faible avec les forts, fort avec les faibles. »

¹. « L'environnement durement touché par les coupes budgétaires en 2014 », Marie-Béatrice Baudet et Laurence Caramel, *Le Monde*, 2 juillet 2013.

². Nicole Bricq a été débarquée du ministère de l'Ecologie en juin 2012 après avoir voulu refuser à Shell un permis de recherche en Guyane.

OceanofPDF.com

« Cécile est une bonne ministre. Mais... »

« Potiron sera président », Cécile Duflot n'en démord pas. En cet été 2007, où la gauche rase les murs, elle a trouvé sa raison d'espérer. Elle est certaine que François Hollande sera le prochain président de la République. Elle l'a compris en entendant les militants l'applaudir au stade Charléty le 1^{er} mai 2007, en pleine Ségomania. L'éternelle gamine l'a affublé du nom de l'ami de Oui-Oui depuis le référendum européen de 2005. Duflot expose son pronostic à tous ses proches et tous se moquent d'elle. Elle a perdu son flair légendaire, elle croit en ce loser. Elle est persuadée qu'il est populaire chez les sympathisants de gauche et que cela fera la différence. Son pif, son intuition, elle y croit, ils ne l'ont jamais trahie. Jusque-là.

Mercredi 26 juin 2013, Cécile Duflot savoure son heure de gloire. La fille du RER D est numéro six du gouvernement. Son plan de com' est parfaitement huilé, elle présente dans la salle du Conseil où elle a maintenant ses habitudes son projet de loi sur l'encadrement des loyers. C'était une promesse de campagne. « Enfin un truc de gauche », disent en privé les ministres. Pendant qu'elle fait sa communication, assise comme d'habitude entre Vincent Peillon et Delphine Batho, son téléphone vibre, des sms de félicitations de quelques ministres tombent. La ministre du Logement s'arrête. Elle est heureuse. Le président de la République prend la parole. Le ton est sec. « Les agences immobilières sont mécontentes, y a-t-il vraiment eu une concertation ? Et l'encadrement des loyers, est-ce vraiment bien ? » Le silence se fait dans ce salon compassé, les ministres lèvent les yeux de leur téléphone et regardent le président des lobbies basher sa ministre du Logement, sans comprendre réellement pourquoi il flanche sur la mise en place de l'engagement numéro 22 de son programme.

Il a osé. Cécile Duflot le toise et se lance : « Monsieur le président, les agents immobiliers ont été consultés. Ne vous inquiétez pas, ils vont s'en remettre. Les loyers ont augmenté de 40 % en dix ans, il n'y a pas eu corrélation d'augmentation des salaires. Et à ma connaissance, nous ne l'envisageons pas pour les Français. Cela réglerait effectivement le problème de l'encadrement des loyers. »

Le chef de l'Etat sait pourtant que la prendre de haut n'a jamais été une solution. Hollande a réussi en politique parce qu'il valait mieux que ceux qui le méprisaient, ne voyaient en lui qu'un apparatchik sans profondeur, un « Monsieur Petites Blagues » qu'ils toisaient de leur morgue, un « Flanby » dont ils ne feraient qu'une bouchée. Sûr de son intelligence et persuadé de sa supériorité, Hollande a commis la même erreur. Maintenant qu'il est le meilleur d'entre eux, maintenant qu'ils doivent tous manger dans sa main, Hollande se trompe à son tour.

Pour comprendre la relation Hollande/Duflot, il faut revenir en arrière. Aux 12 et 13 mai 2007, que Cécile Duflot et ses amis n'ont jamais oubliés. Dans l'imaginaire masculin de Hollande, la secrétaire nationale des Verts n'est presque rien, elle ne compte pas. Elle est jeune, la compagne de Jean-Vincent Placé, un écolo comme il les comprend, radsoc, ambitieux, passionné de cuisine interne, qu'il va pouvoir acheter pour un demi-poste de député. Dominique Voynet a fait un très mauvais score à la présidentielle, l'accord avec les Verts va être facile à passer. Il y aura un CNIR (le parlement des verts), cirque habituel, Hollande connaît tout ça par cœur, le cinéma, les hurlements et à la fin, ils se couchent, ils acceptent les postes que les socialistes leur offrent. Hollande n'a jamais été écolo, mais il sait que pour conquérir le pouvoir, il faut en passer par là. Une étape à cocher, rien d'autre qu'une formalité.

Fier de sa roublardise, l'accord électoral qu'il leur propose est simple : les trois députés Verts sortants (Martine Billard, Yves Cochet et Noël Mamère) sont reconduits et trois autres postes leur sont donnés : François de Rugy en Loire-Atlantique, Jean-Marc Brûlé en Seine-et-Marne et Jean-Vincent Placé dans l'Essonne, toutes les sensibilités écolos auront leur député et les négociateurs seront servis.

Mais ce week-end de printemps, à l'hôpital des Diaconesses, rien ne se passe comme prévu par le grand chef socialiste. Le samedi matin, à la

tribune du CNIR, Cécile Duflot, secrétaire nationale depuis six mois, prévient : « Je m'en vais si l'accord passe. » Jean-Vincent Placé abat sa dernière carte : « Je pourrais devenir député mais je suis contre cet accord. » Les socialistes qui avaient donné en 1997 la circonscription de Roubaix à Guy Hascoët l'ont cette fois refusée à Slimane Tir, ce « deux poids, deux mesures » braque des écolos. Dominique Voynet, Yves Cochet, Noël Mamère, Martine Billard, Yves Contassot, bref, tous les poids lourds du parti défendent à la tribune le texte proposé par Hollande. La tension est forte, Duflot et sa petite équipe sont prêts à faire leurs valises.

François Hollande décroche son téléphone, appelle Cécile Duflot. « Ça ne va pas être voté, lui dit-elle. — Mais si », ses comptages à lui ne se trompent jamais ! Parfois, son numéro le fatigue, mais il n'y prête pas plus attention que ça. Peu après, le téléphone de Hollande sonne. Encore elle. « 77 contre, au revoir François », et elle raccroche. L'accord a été refusé par 60 % du CNIR plus trois voix ! Pour se venger, Hollande et les siens reconduiront les trois députés sortants, Placé et Brûlé n'auront rien, et de Rugby passera un accord en solo avec Jean-Marc Ayrault, il aura son poste.

Duflot a gagné, elle connaît ses troupes, elles ne sont pas à vendre pour un plat de lentilles. Pas cette fois. Hollande aurait dû l'écouter. Elle est de la même graine que lui.

Les années ont passé, elle a fait 12 % aux régionales en Ile-de-France, a été la copine de Martine Aubry. Assise dans son fauteuil, dans son magnifique bureau de ministre, mangeant sa pomme râpée et buvant son hibiscus tout en regardant frénétiquement son compte Twitter, elle se souvient : « Au début, il ne me calcule pas. Puis on refuse l'accord et là, il comprend. »

Le groupe de liaison de la gauche et des écologistes se forme, le patron des socialistes apprend à connaître la patronne des écolos. Cette petite éveille sa curiosité. « Potiron » réagit, il va falloir compter avec elle. Et ce ne sera pas si difficile, elle est drôle, charmante et elle adore la cuisine interne.

Il est obligé de la prendre au sérieux, elle est contente. En plus, elle en est sûre, il sera président en 2012 ! Elle est bien la seule à y croire. En cet été 2007, Sarkozy est au firmament, la gauche a la gueule de bois, la prochaine présidentielle paraît inatteignable, François Hollande n'arrive pas à se remettre de sa séparation, 53 ans et toujours pas ministre, le pouvoir s'éloigne, encore cinq ans à tenir, marre de Solférino, marre de tout. Ses copains voient bien que l'éternel optimiste est touché, blessé ; Duflot croit en Hollande, au moment où le toujours content ne croit plus en lui. Son ami Jean-Pierre Jouyet est même passé chez Sarkozy.

Les écolos touchent le fond, la présidentielle a été un fiasco, personne ne parie sur eux. Après une année difficile, la patronne invite le premier secrétaire aux journées d'été 2008 à Toulouse. Entre losers, ils se serrent les coudes. Rien à perdre, rien à gagner, François Hollande va quitter la direction du PS à l'hiver prochain. La semaine suivante, ce sera sa dernière université d'été du PS comme patron, son dernier discours de clôture de cet événement qu'il aime tant. Le *JDD*, sous la plume de Claude Askolovitch, titrera cruellement « l'enterrement du fossoyeur ». Une page se tourne et Hollande ne sait pas ce qu'il va devenir. La présidentielle de 2012 paraît si lointaine. Il accepte d'aller échanger, le jeudi 21 août au soir, avec Cécile Duflot et Olivier Dartigolles, le porte-parole du PC, dans une table ronde animée par Edwy Plenel. « Il était un peu petite miette. Il fait une excellente intervention sur ce qu'est la gauche, et ce qui peut faire gagner l'élection présidentielle. » Duflot est bluffée par sa sincérité. Pas l'arrogance habituelle des grands frères socialistes. La salle applaudit chaleureusement Hollande. Duflot, fidèle à sa réputation, tape : « Tous ceux qui pensent que le 21 avril a été un accident seront condamnés à le revivre. » Ce jeudi, « on enterre la gauche plurielle », se souviennent les écolos, et « le lendemain, on crée EELV », car ils invitent Dany Cohn-Bendit et José Bové.

Ne reste de cet instantané fraternel qu'une photo d'un François Hollande bouffi en bras de chemise et d'une Cécile Duflot, encore gamine, son panier d'osier au bras. Parfois, elle lui envoie des sms, le voit. Ils déjeunent ensemble de temps en temps ; rien de plus, rien de moins.

A partir de 2009, Cécile Duflot découvre Martine Aubry. La première secrétaire devient comme une grande sœur. Elles s'amusent, s'apprécient, parlent des enfants, de la vie, des kilos qu'on prend, du machisme des politiques, de ces « cons » qui les entourent. Cécile Duflot a quelques années de plus que Clémentine Aubry. Elles se plaisent. Martine Aubry est plus à gauche, plus écolo que François Hollande. Leurs entourages se lient, entre leurs conseillers une vraie amitié se noue. Et surtout, ce sont les années où Cécile Duflot grandit, mûrit, perce dans les médias. Europe Ecologie Les Verts, le nouveau parti que Cohn-Bendit lui impose, atteint 16 % aux européennes de juin 2009, il talonne le PS, Duflot manœuvre bien sa barque.

François Hollande est loin, dans sa reconstruction, dans sa traversée du désert, dans sa conquête élyséenne. Quand à Lorient le 27 juin 2009, il lance « Répondre à gauche » et dévoile son pacte productif, mise en orbite présidentielle, il demande à Cécile Duflot d'envoyer quelqu'un. Ne pas se laisser distancer par Martine Aubry, montrer qu'il peut rassembler la gauche. Elle envoie Jérôme Gleizes, l'économiste des écolos.

Cécile Duflot devient copine avec Martine Aubry, mais elle continue à dire que « Potiron sera président ». Et elle ne rompt jamais les ponts avec lui. Le vendredi 15 avril 2011, Duflot et Hollande sont invités au forum Libération à Rennes. Elle débat face à NKM, lui face à Xavier Bertrand, ils rentrent ensemble en train et papotent. « C'est bon, ce sera lui », confie la secrétaire nationale à ses proches après ce voyage.

DSK favori des sondages, Hollande ne s'inquiète pas, aucune chance que Duflot ne penche de ce côté. Mais quand Aubry se lance dans la primaire, le 28 juin 2011, la situation se corse. L'élection est ouverte à tous les sympathisants de gauche, les écolos peuvent venir voter, ils ont pourtant choisi Eva Joly pour les représenter à la présidentielle. Même s'ils ne seront pas très nombreux, ça pourrait compter. Hollande le comprend. Alors que Martine Aubry promet de sortir du nucléaire après la catastrophe de Fukushima, François Hollande le productiviste fait un pas. S'il est président, la part d'électricité produite par le nucléaire sera ramenée de 75 % à 50 %. Aux journées d'été d'EELV, en août 2011, François Hollande envoie son fidèle Stéphane Le Foll le représenter. Et dîner entre autres avec Cécile Duflot.

Officiellement, l'écologiste se tient en dehors de la primaire socialiste, mais elle laisse ses très proches montrer et dire qu'ils soutiennent Martine Aubry. Quand François Hollande s'en plaint, elle lui envoie des sms, « ça va pour le moment, je ne m'en suis pas encore mêlée, je pourrais le faire ». Quand, le samedi 8 octobre 2011, la veille du premier tour de la primaire, Jean-Vincent Placé s'affiche aux côtés de Martine Aubry pour regarder un match de l'équipe de France de rugby, Cécile Duflot n'est pas contente. François Hollande, lui, s'énervé. Trop tard. Et surtout, l'appui des écolos n'a pas suffi. Martine Aubry perd la primaire. François Hollande est rancunier. Un peu. Pas trop.

La donne a changé, François Hollande reprend en main la finalisation de l'accord entre le PS et EELV. « Tu continues, sauf sur le nucléaire », ordonne Hollande à Aubry. Michel Sapin pilote alors Guillaume Bachelay et Laurence Rossignol, les négociateurs socialistes. La première secrétaire poursuit son travail avec les écologistes, sur le programme et sur l'accord électoral (combien et quels députés écologistes...). Chaque fois qu'un accord partiel est trouvé, Martine Aubry le fait valider par le candidat. Le programme commun contient un blanc, « le bloc nucléaire » comme Aubry l'appelle en souriant. Ce n'est plus de son ressort. Les écolos découvrent alors de nouveaux interlocuteurs. Un dimanche, Jean-Vincent Placé et Stéphane Sitbon, le jeune et brillant directeur de cabinet de Duflot, se retrouvent face à Manuel Flam, le spécialiste énergie de Hollande, proche de Michel Sapin, et Laurence Rossignol. Duflot a dit, la veille, que si l'EPR de Flamanville était maintenu, elle ne signerait pas cet accord. Les deux écolos pensent qu'ils ont perdu la bataille. Divine surprise, Flam et Rossignol leur proposent « Flamanville ouvrira mais vingt-quatre réacteurs nucléaires fermeront d'ici 2025 ». Les écolos ne croyaient pas obtenir tant. Ils sont ravis, ils auront un groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat et un accord programmatique avec de réelles avancées. Un rêve !

Le mardi 15 novembre 2011, le « programme commun » est finalement accepté par le candidat socialiste et signé en grande pompe par Martine Aubry et Cécile Duflot en début d'après-midi. François Hollande l'a validé juste avant. Reste une formalité, le vote des directions

des deux partis : le bureau national du PS ce jour même à 17 heures puis le CNIR d'EELV le samedi qui suit. La réunion socialiste commence. Un petit mot est remis à Martine Aubry : « François te demande de retirer une phrase sur la “reconversion à emploi constant de la filière de retraitement et de fabrication du MOX” » (un combustible nucléaire « recyclé »).

En coulisses, juste avant cette réunion, Aurélie Filippetti avait alerté François Hollande : « Tu t'es fait avoir, le MOX c'est une vieille revendication des écolos. » Bernard Cazeneuve, député-maire de Cherbourg, et François Brottes, député très pronucléaire, étaient montés en première ligne contre cette proposition, Areva revendiquant même avoir tiré la sonnette d'alarme. La phrase est donc effacée, mais le texte avait déjà été paraphé par Cécile Duflot. Contrat rompu ? François Hollande veut montrer qu'il est autoritaire, qu'il n'est pas ce « mou », ce « flou » moqué par Martine Aubry. Avant d'affronter Nicolas Sarkozy, il faut casser cette image, ne pas laisser s'installer l'idée qu'il cède aux écologistes, Flanby doit disparaître.

Le ton monte, la campagne est à peine commencée et déjà un marchandage, déjà un « couac ». Le 16 novembre 2011, François Hollande est l'invité du 20 Heures de TF1, Cécile Duflot choisit France 2. Un face-à-face télévisuel, un bras de fer par JT interposés, la tension atteint son paroxysme entre les deux partenaires. Hollande et ses amis sont persuadés que Cécile Duflot bluffe, qu'elle est trop avide de pouvoir (si l'accord est validé, elle deviendra députée de Paris) pour assumer un clash. L'équipe Duflot prévient Michel Sapin : « S'il déconne, elle l'explose. » Elle sait qu'elle joue son va-tout, que si elle flanche, elle perdra tout. Le soutien de ses troupes. La petite aura qu'elle s'est patiemment construite. Et le poids politique de sa mouvance. Cécile Duflot est aussi blessée dans son orgueil, Potiron l'a, à nouveau, sous-estimée. Dans sa loge sur France 2, elle écoute le candidat expliquer : « Je suis pour qu'il y ait encore du retraitement, du combustible, il le faut pendant le temps nécessaire. » Déterminée, Duflot dégage une phrase qui, sur le moment, passe un peu inaperçue mais prendra toute sa saveur plus tard : « Il y a une chose très importante, c'est la parole donnée. (...) Je pense que c'est important en politique d'être très clair, d'être constant

dans ses positions. (...) Je n'ai aucun doute sur le fait que la parole donnée soit maintenue. » Et elle développe l'idée que Hollande président ne pourra revenir sur un engagement donné pendant un sommet européen à Angela Merkel. Chacun a campé sur ses positions, nul n'a perdu la face. Et miracle de la politique politicienne, le lendemain midi, un communiqué commun signé Jean-Vincent Placé et Michel Sapin embrouille tout le monde et rétablit la phrase comme si de rien n'était. Le samedi, les écologistes ratifient le texte initial, les socialistes, eux, ne se prononcent plus. Michel Sapin perd momentanément un peu de sa splendeur, Manuel Flam sort de la campagne présidentielle. Il deviendra le 15 mai 2012 directeur de cabinet de la ministre de l'Egalité des territoires et du Logement, Cécile Duflot. Le président François Hollande, lui, n'appliquera jamais ce programme commun.

« Il sait, je sais, il sait que je sais, on ne s'en est jamais reparlé », déclame Cécile Duflot, espiègle, à l'été 2013, dans son bureau ministériel.

Pendant la campagne présidentielle, François Hollande est sur les routes, Duflot sur la sienne, colmatant les brèches de la tragédie Eva Joly. Duflot et Hollande se parlent de temps en temps, il l'utilise quand il trouve que l'ex-juge d'instruction va vraiment trop loin. Ils s'apprécient mais ne sont pas amis, juste partenaires, donc s'il n'y a pas de problème, ils n'ont pas de relation. Le candidat socialiste est en confiance : il sait qu'Eva Joly appellera à voter pour lui, le soir du premier tour. Cela suffit à son bonheur. Il sait qu'en échange, les écologistes rentreront au gouvernement et Cécile Duflot sera l'un des nouveaux visages de la gauche au pouvoir.

Entre les deux tours, le 27 avril 2012, Cécile Duflot accompagne Eva Joly au meeting de François Hollande à Limoges. L'ex-candidate écolo ne prend pas la parole, mais elle est très applaudie. Dans cette même période, à l'Assemblée nationale, François Hollande, Martine Aubry, Cécile Duflot et Eva Joly se sont donné rendez-vous. Hollande et Duflot, en avance, papotent d'abord tous les deux. François Hollande veut un gouvernement pluriel, la discussion s'engage : « Un ministre, niet, donc

c'est deux », avance cash Duflot. Hollande reste sur la même ligne, la négociation se poursuivra, une fois l'élection gagnée.

Puis quand les autres invitées arrivent, le débat continue à quatre, pour mettre de l'huile dans les rouages. Aubry et Duflot laissent les deux candidats se parler en tête-à-tête. Joly rêvait de s'occuper de la lutte contre la corruption et les paradis fiscaux, Hollande ne lui donnera jamais rien.

Le 15 mai 2012, François Hollande appelle Cécile Duflot pour lui proposer d'entrer au gouvernement : « C'est l'Egalité des territoires et le Logement », elle accepte et ils discutent du deuxième ministre. « Il connaissait le nom de Pascal Canfin, Jouyet lui en avait parlé », croit se souvenir, des mois plus tard, Cécile Duflot.

A Dany Cohn-Bendit, déçu que son poulain Yannick Jadot n'ait pas été nommé ministre, François Hollande racontera en juin 2012 une tout autre version. L'eurodéputé demande au chef de l'Etat : « Comment es-tu arrivé à Pascal Canfin ? — J'ai appelé Cécile, je lui ai dit : “Vous avez deux ministères, l'Egalité des territoires et le Logement et le Développement, je propose que ce soit toi et Yannick Jadot.” Cécile m'a dit : “Je te propose quelqu'un dans trente minutes” et quand elle m'a rappelé, elle m'a dit : “Pascal Canfin, c'est un ami de Dany !” »

Parfois, Duflot agace Hollande. Souvent, elle l'amuse. Il lui reconnaît une qualité essentielle à ses yeux. Dans sa matière préférée, celle où il excelle par-dessus tout, la politique politicienne, elle est très forte. Trop forte même, trop préoccupée par son parti, ses troupes, ses copains quand le gouvernement tangué. Autour de Hollande, beaucoup le poussent à se débarrasser d'alliés si remuants.

Hollande et Duflot se ressemblent, ils ont l'un pour l'autre une tendresse réciproque. Il lui cherche des excuses, « c'est son congrès », « elle a rectifié », « elle est solide ». Elle lui trouve toujours une explication, « il ne pense pas ça », « il n'a pas changé », « il ne l'a pas dit publiquement ». Ils ont été chefs de parti, ils se passionnent pour les fédérations, les congrès, les bouffes avec les militants. Ils connaissent par cœur tous les cantons, les CNIR, les CN, ils n'aiment pas voyager mais

ils ont appréhendé tous les recoins de France. Et elle le distrait, lui parle cash. Elle le fait rire.

Et elle est une bonne ministre, elle défend ses lois. Son cabinet est sérieux, efficace. Rien d'exceptionnel mais, dans cet océan d'amateurisme, leur professionnalisme tranche. Quand François Hollande veut s'afficher avec sa ministre, le cabinet Duflot arrive à l'Elysée avec trois idées d'endroits, balisés, les dossiers de presse impeccables, les lieux sont bétonnés. Mais, en même temps, Hollande est sensible aux lobbies de l'immobilier, son ami Paul Boury conseille les assureurs, vent debout contre la garantie universelle des loyers. Et dans le bureau de François Hollande, ils défilent tous, trouvant comme souvent une oreille très attentive.

En allant à Caen visiter un quartier en rénovation thermique, vendredi 17 mai 2013, le président et sa ministre papotent. « Il ne faut pas prendre de vacances cet été », demande Hollande. Duflot : « Mais si, moi je prendrai des vacances. » Il insiste : « Les Français ne comprendraient pas. » Elle ne voudra jamais sacrifier sa famille et répond : « Ton problème, c'était Brégançon et tes photos en short, pas les vacances ! » Et il se marre. La discussion glisse sur Bayrou, le centre, le Modem. « Tu as trois emmerdes pour trois types, un qui marche, un antipédé et antirequin et l'autre qui se croit meilleur que toi et qui voudra prendre ta place. » Quelques jours plus tard, Hollande reprendra l'idée dans une conversation informelle avec des journalistes¹.

Le pouvoir isole, François Hollande est entouré d'une cour qui le flatte en face, et le décrie dès qu'il a le dos tourné. Cécile Duflot lui parle franchement. Cette fraîcheur sied à l'ancien « Monsieur Petites Blagues ». Elle croit le comprendre : « Tu veux mettre Love Love à l'écologie, ça te posera plus de problèmes à toi qu'à moi », lui glisse-t-elle un jour que la rumeur Montebourg ministre de l'Energie enfle.

Manuel Valls, celui avec lequel elle s'affronte le plus, confie en septembre 2013 : « Je partage l'analyse de François Hollande qui a, en plus, de l'affection pour elle, ce qui n'est pas mon cas, je la connais peu, elle est une vraie politique. » Et dans le monde de François Hollande, c'est la plus grande des qualités. Elle est ministre du Logement, mais

pour le président, qui se pense encore souvent premier secrétaire du PS, Cécile Duflot est avant tout la chef des Verts.

Mercredi 4 septembre 2013, François Hollande s'approche d'elle avant le début de la réunion et la prévient : « Je veux te voir après le Conseil des ministres. » Cécile Duflot croit qu'il veut lui parler de construction, car Pierre Moscovici a expliqué que la reprise économique fonctionnait partout sauf dans le bâtiment. Pendant le Conseil, la ministre demande par sms à son cabinet des chiffres pour défendre son secteur. A la fin de la réunion, Duflot rejoint le président, à ses côtés le Premier ministre et Alain Vidalies, chargé des relations avec le Parlement. Elle comprend sa méprise, Ayrault semble surpris de la voir là. La discussion s'engage entre responsables politiques sur la Syrie et la nécessité ou non de faire voter le Parlement après le déclenchement de frappes. « Faites un pointage sans que ça se voie », plaide François Hollande, qui ne veut que d'un vote « de renforcement » de la position française.

Hollande lui passe beaucoup. Face à ceux qui ne l'aiment pas, le chef de l'Etat peut se plaindre de sa ministre. Mais face à elle, il est plus clément. « Il n'a jamais levé la voix contre moi. Je gueule tellement fort avant, qu'après en public, je suis toujours bien plus calme. Il ne peut pas me faire le coup du "ça m'embarrasse", je le préviens. Je m'empporte parfois, je tafe et je ne me plains pas. J'argumente, je suis solide et je l'ai prévenu : "Je ne partirai pas sur la pointe des pieds, ce sera une crise politique qui sera de ta responsabilité." Lui m'a toujours dit : "Dis-moi quand quelque chose ne va pas." » Et elle n'y manque jamais. Ils se voient, se parlent, échangent par sms.

Sur l'écologie, ils ont eu une fois une vraie discussion, elle a cru à son discours lors de la première conférence environnementale, le 14 septembre 2012. Depuis elle oscille. Elle sait qu'il a besoin des écologistes dans sa majorité, il leur donnera des gages politiques. Mais son engagement va-t-il plus loin ? Est-il sincère ? « Je ne sais pas ce qu'il pense vraiment », se lamente celle qui aimerait tellement que François Hollande soit clair.

Dans un quinquennat où tous ceux qui ont soutenu Martine Aubry doivent expier leur péché originel, Cécile Duflot assume son amitié. Elle

voit la maire de Lille, l'appelle régulièrement. Et quand Duflot annonce dans *Le Nouvel Observateur*, le 19 juin 2013, qu'elle renonce à briguer la mairie de Paris, elle déclare : « Je ne veux ni flou, ni loup. » Un clin d'œil assumé au fameux « comme dirait ma grand-mère, quand c'est flou c'est qu'il y a un loup » lancé par Aubry pendant la primaire que lui pardonne François Hollande. Peu avant, Cécile Duflot avait confié au chef de l'Etat : « Tu dois le savoir, j'ai une nouvelle chef de cabinet. » Le président : « Ah bon, et qui c'est ? — Mathilde Casteran, assume la ministre. — Ah oui, bien sûr », encaisse le chef de l'Etat. Cécile Duflot a recruté l'ancienne chef de cabinet de Martine Aubry. Il ne le savait pas.

Cécile Duflot est utile à François Hollande. Avoir un flanc gauche à l'intérieur lui permet de se croire central, de présumer qu'il contrôle ainsi toutes les facettes de son camp. Et tant que Duflot et Canfin sont au gouvernement, les députés écolos se tiennent à l'Assemblée. Enfin, le plus souvent. L'ancien premier secrétaire sait aussi que la déléguée syndicale du gouvernement représente une partie du peuple de gauche. Quand au Conseil des ministres, le 21 août, Hollande recadre, « pas de faux débat notamment sur le regroupement familial », après des propos rapportés de Manuel Valls, le chef de l'Etat fait un clin d'œil à Cécile Duflot qui, le matin même, avait pris ses distances avec le ministre de l'Intérieur, dans *Libération* et sur France Inter. Chaque fois que la gauche s'enflamme, sur l'austérité ou sur l'immigration, Cécile Duflot est en première ligne. Avec Arnaud Montebourg, Benoît Hamon ou Christiane Taubira notamment.

Parfois, Cécile Duflot agace François Hollande. Et parfois, François Hollande déçoit Cécile Duflot. « Au fond, il n'est président que – et elle le mime – lorsqu'il se tient droit, les mains le long de son corps », confie-t-elle un jour de déprime à la rentrée 2013.

Un épisode a cristallisé l'agacement de l'un et la déception de l'autre. Le mardi 24 septembre 2013, Manuel Valls choisit de s'inviter sur France Inter, qui consacre sa matinale à la question des Roms. Le ministre de l'Intérieur est à Bordeaux, il assiste aux journées parlementaires du PS. « Il y a évidemment des solutions d'intégration mais elles ne concernent que quelques familles, c'est illusoire de penser qu'on règle le problème des populations roms à travers uniquement l'insertion », affirme le

ministre de l'Intérieur. A la question de savoir si seulement une minorité de Roms avaient un projet de vie et voulaient s'intégrer en France, il répond : « Oui, il faut dire la vérité aux Français. (...) Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, et qui sont évidemment en confrontation, il faut tenir compte de cela, cela veut bien dire que les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie. »

En l'écoutant, Cécile Duflot blêmit. Elle ne se résoudra jamais à l'idée qu'un peuple a plus ou moins vocation à s'intégrer. Elle s'énerve avec ses proches, se demande ce qu'elle fait dans un tel gouvernement. Essaie de comprendre ce que pense François Hollande, lui envoie des sms. Elle se rassure en se souvenant de la polémique sur le démantèlement des camps de Roms à l'été 2012. Elle s'était déjà démarquée de Manuel Valls et à l'époque François Hollande ne s'en était jamais ému auprès de sa ministre. Une circulaire avait réglé la question, signée comme un armistice par Duflot et Valls. François Hollande est à New York, Europe 1 fait fuiter que le président a confié en petit comité (dans l'avion en fait) que « la majorité des Roms a vocation à être raccompagnée dans son pays d'origine » et que « seule une minorité cherche à s'intégrer ».

Cette fois, pour Cécile Duflot, si le président est sur la même ligne que le ministre de l'Intérieur, le désaccord est grave. Duflot ne va pas bien, les soubresauts de son parti avant son congrès l'épuisent. Elle s'en est mêlée, a convaincu Pascal Durand de laisser sa place de secrétaire national pour se lancer aux européennes. Noël Mamère claque la porte d'EELV. La séquence est catastrophique, elle le sait. Sa vie se complique et elle ne peut se résoudre à accepter la ligne Valls sur l'immigration et les Roms. Le gouvernement auquel elle appartient va déjà très loin sur la politique économique et l'austérité, il n'est pas très écologiste et s'il dévie maintenant sur les valeurs, que reste-t-il à Cécile Duflot quand elle fait son bilan ? Elle peste en privé, ronge son frein, envoie des sms, appelle ses copains. Le FN ne cesse de monter, elle se demande comment ce gouvernement sera jugé dans plusieurs années.

Jeudi 26 septembre, l'écologiste prend le train pour Angers, elle va participer à la journée parlementaire de son parti. Elle se retient depuis deux jours, elle sait qu'on dirait qu'elle a parlé pour se sortir de l'ornière verte. Elle monte à la tribune, assise à côté du ministre de l'Ecologie,

Philippe Martin, et de celui des relations avec le Parlement, Alain Vidalies. Et la catho soulage sa conscience. Elle cogne : « On ne peut pas considérer et on ne peut pas dire qu'il y a des catégories de population dont l'origine justifierait qu'elles ne puissent pas s'intégrer. Et deuxièmement, que leurs pratiques et leur mode de vie sont un dérangement pour leurs voisins. Parce que quand on dit ça, on est au-delà de ce qui met en danger le pacte républicain. » Le coup est fort, ses mots sont pourtant pesés. Duflot ne met pas seulement en cause Manuel Valls, pour la première fois depuis qu'elle est ministre, elle interpelle Hollande : « Quand tous nous avons participé à des meetings contre le recours aux tests ADN pour justifier le recours au regroupement familial. Quand tous nous avons dit que le discours de Grenoble était un scandale absolu, nous ne pouvons tenter de, ou envisager de tenter de ou laisser penser que nous pourrions utiliser les mêmes méthodes. Et ça, ce n'est pas la responsabilité des ministres. C'est la responsabilité du président de la République. » Elle sait que si le chef de l'Etat tient en public les propos qu'il a tenus en « off » sur les Roms, il ne lui laissera plus le choix, elle quittera le gouvernement. Une heure après cette charge, Jean-Marc Ayrault arrive à Angers. Il salue chaleureusement sa ministre et renvoie les journalistes à « la circulaire interministérielle signée par les ministres » en août 2012 et relative aux Roms. « C'est la politique du gouvernement. Il y a tout dedans. Y compris la fermeté, le respect du droit, y compris tout le travail d'intégration, d'accompagnement social », balaie le Premier ministre.

François Hollande finit, lui, sa journée en Lorraine, il vient d'effectuer son retour à Florange. La sortie de Duflot tombe au pire moment. Le visage de Hollande se ferme, son entourage est furieux. François Hollande ne dit rien à Cécile Duflot. Ni ce jeudi, ne le lendemain, ni tout au long du week-end. Manuel Valls ne s'entretient pas avec sa collègue du logement. Le dimanche sur BFM TV, il dénoncera des « propos insupportables ». A un proche qui s'inquiétait, « mais je croyais que tu t'entendais bien avec Cécile, pourquoi elle fait ça ? » François Hollande dira seulement : « Mais elle le pense. »

Le lundi 30 septembre, Cécile Duflot fait parvenir à François Hollande une longue lettre sur sa conception de l'intégration des Roms, sa manière

de lutter contre le Front national, son malaise. François Hollande lui parle enfin, pour la première fois depuis son offensive. Quand le 18 octobre, je demande à François Hollande de me confirmer qu'il n'a pas répondu à la lettre de sa ministre sur les Roms, il me certifie, le visage fermé : « Je n'ai pas répondu à une lettre qui n'existe pas. » Quand j'insiste – puisque cette lettre existe –, le chef de l'Etat avoue : « Je n'ai pas répondu à une lettre qui n'était pas sur les Roms, mais sur sa position, son état d'esprit. Je lui ai répondu verbalement. »

A propos de Cécile Duflot, François Hollande me confiera, ce jour-là : « C'est une bonne ministre. Sur le plan de la préparation des textes, de son engagement, de sa loyauté, c'est une bonne ministre. Mais elle est très engagée dans la vie politique et du coup, elle tient des propos qui posent parfois problème, comme quand elle attaque Valls. » Le chef de l'Etat n'a pas du tout apprécié devoir, sous la pression de Cécile Duflot, recadrer ses troupes, son gouvernement, comme il le fera en Conseil des ministres, le mercredi 2 octobre 2013. François Hollande en surveillant général fait un rappel au règlement, et maintient le cap des valeurs républicaines. La polémique sur les Roms est close. Duflot et Valls n'ont pas à se déjuger.

Officiellement, rien n'a changé entre Cécile Duflot et François Hollande après cette affaire. Dans cette période, dans ces polémiques sur les valeurs où elle s'empporte contre Manuel Valls, elle sait que pour des raisons de fond et d'opportunité politique, elle a un allié. Le Premier ministre, très attentif à ne pas fracturer la gauche et très hostile à Manuel Valls, la protège. « Je fais très attention à Cécile Duflot, il ne faut pas les caporaliser tous les jours. Je l'apprécie, c'est une bosseuse, une fille intelligente, qui a le sens de l'appareil, elle a du talent, elle est à la fois dure, sans cadeaux et affective », me livre Jean-Marc Ayrault, le 3 octobre, à Matignon. La ministre du Logement a même obtenu de l'argent pour une mission « bidonville ». Elle a invité à déjeuner Manuel Valls, le 7 octobre, à son ministère. « C'était tranquille, on a parlé politique, gouvernement, avenir, municipales et à la fin, des Roms », raconte Duflot. Etait-il content de ce repas ? « Content ? Je n'emploierais pas ce mot, mais il n'y a pas eu de tension, c'est une politique et moi aussi », confirme en écho Valls.

Quand François Hollande est vraiment en colère contre Cécile Duflot, il sait qu'il a un écolo populaire, un écolo sans les problèmes des Verts, un vrai défenseur de l'environnement à qui il a confié une mission autour du monde, Nicolas Hulot. « Jamais, de près ou de loin, François Hollande n'a laissé planer d'ambiguïté sur un poste de ministre », dément Hulot. « Quand il est venu me voir pour être ambassadeur de la planète, Nicolas Hulot n'est pas venu au nom d'EELV. Si je l'avais nommé ministre, au début du gouvernement, alors qu'il n'est pas à EELV, je ne pense pas que ça aurait été bien compris et je ne pense pas qu'il l'aurait souhaité », balaie Hollande.

Cécile Duflot a failli partir, le jour où Delphine Batho a été limogée. Elle ne l'a pas fait, n'en a jamais parlé au chef de l'Etat. Du coup, quand le 4 août, François Hollande lit dans *Le Journal du Dimanche* qu'elle a vraiment songé à démissionner ce mardi-là, il n'est pas content : « *Le JDD*, ce ne sont pas nos amis », lui écrit-il.

Et souvent dans leurs tête-à-tête, Cécile Duflot confesse en souriant à François Hollande : « Je ne peux pas le faire ailleurs, mais je vais te faire le sketch, ce que je dirais si je n'étais plus au gouvernement. Je te raconte : "Ce matin, notre invitée est l'ex-ministre du Logement. Que pensez-vous de la réforme des retraites, madame Duflot ?" » Il se marre et lui demande, « arrête ». Le président sait trop les coups qu'elle pourrait lui porter si elle n'était plus liée par la solidarité gouvernementale. Avec le Premier ministre, Duflot fait « les tweets que je n'enverrai pas ». Sa soupape de sécurité. Sa liberté imaginaire. Cécile Duflot a prévenu François Hollande dès les premiers mois : « Tu sais, ex-ministre, c'est un statut à vie. »

Il croit qu'elle bluffe, qu'elle est comme lui, un animal froid, avide du pouvoir et de ses attributs, qu'elle pense qu'elle a un rôle dans l'histoire. Elle est encore la gosse grandie dans les années 1980, celles du sida et de l'antiracisme. Lutter contre le Front national en reprenant ses thèmes, faire de la triangulation ne sera jamais sa manière d'être. Sa hantise, son cauchemar : avoir appartenu à un gouvernement qui a fait cyniquement monté le FN. Elle ne se le pardonnera jamais.

1. Cf. chapitre sur le mariage pour tous.

OceanofPDF.com

« Je ne peux pas désavouer Manuel »

Il a fait entrer le loup dans la bergerie. Sans le comprendre tout de suite. François Hollande s'est toujours entouré de gens qui lui ressemblaient et qui étaient moins bons que lui. Persuadé d'être le meilleur, il n'a jamais pris le risque de l'émulation, jamais voulu d'un entourage très brillant. En nommant Manuel Valls place Beauvau, le président croyait juste récompenser son directeur de la communication. Il n'a pas réalisé qu'il avait désormais un rival au cœur du pouvoir.

Dans le train qui l'amène à Nîmes, vendredi 12 juillet 2013, Manuel Valls est finalement de bonne humeur. Son visage s'est crispé, ses mâchoires se sont serrées quand les haut-parleurs ont annoncé du retard, il a immédiatement envoyé un sms à Guillaume Pepy, le P.D.G. de la SNCF, une plaisanterie mais pas seulement. Et quand le TGV a roulé vers le Sud, le ministre de l'Intérieur s'est détendu. La fête nationale s'annonce et avec elle, l'intervention de François Hollande, cette fois-ci à l'Elysée. Le ministre de l'Intérieur, lui, innove : il a décidé de prononcer, samedi 13 juillet, un grand discours de politique nationale, pour, ose-t-il, « expliquer ce qu'est le hollandisme ». Rien que ça. Celui qui a été son omniprésent communicant pendant la campagne présidentielle s'autorise encore à commenter la geste présidentielle : « A sa place, j'aurais peut-être parlé avant, dans la semaine, pour évacuer les sujets politiques et garder le 14 Juillet et son défilé. Il est président, c'est classique mais c'est sans doute juste de le faire. » Et d'ailleurs, en lui grillant la politesse, Valls met en pratique ses conseils !

Le ministre de l'Intérieur livre aux journalistes qui l'accompagnent sa pensée et ne ménage pas ses critiques : « Le président de la République ne parle pas assez de l'école, les profs sont déprimés, dépressifs. Il y a un souci d'incarnation plus général, la sécurité n'était pas une question

essentielle de la campagne, mais elle est incarnée. » Par lui ! Puis : « Il y a une profonde déception palpable, si Hollande inverse la courbe du chômage ça se retournera. » Valls est inquiet, il sent monter le mécontentement, la gauche se fait entendre. « On ne doit pas avoir le réformisme honteux. Je ne peux pas me contenter de gérer ce qui serait une bonne popularité. » Puis, quand la presse le questionne sur ses relations avec François Hollande, Valls prévient, « c'est off », et assume une relation/compétition : « Il me regarde tel que je suis, il sait que je suis loyal, mais il sait que je suis ambitieux, que j'ai un positionnement politique, que je peux avoir d'autres ambitions. »

Le ministre livre la clé de son insolence : « Je suis protégé en étant ministre de l'Intérieur, protégé par mon statut politique, par les sondages d'opinion. » Il va où il veut, fait ce qu'il veut : « Je suis le ministre le plus populaire d'un gouvernement qui ne l'est pas, le regard des gens sur moi a changé, le regard des politiques sur moi a changé, le regard de Hollande a forcément changé sur moi, mais moi, je n'ai pas changé. Il sent bien que je pourrais être tenté de forcer la main. » Quand *Le Nouvel Observateur* avait titré, photo de Valls à l'appui, « Le vice-président », Manuel Valls avait appelé Laurent Joffrin : « C'est trop et trop tôt. » Le train va arriver, la conversation file sur les vacances, les deux semaines qu'il prendra en famille dans le Sud, et sur celles du président, à la Lanterne : « Brégançon, qu'il me le passe, s'il n'aime pas », se marre le ministre que rien n'arrête. En sortant du train, les journalistes donnent un nouveau surnom à Manuel Valls, « le Vrai », pour « Vrai président ».

Le 13 juillet, Valls va ferrer des taureaux en Camargue, dans une mise en scène si typiquement sarkozyste, et prononce un discours de politique générale, filant l'anaphore « moi ministre ». « Ça a déplu à François, il ne l'a pas oublié », a expliqué Jean-Marc Ayrault en petit comité. « C'est même incompréhensible d'aller parler la veille du 14 Juillet », a pointé un poids lourd du gouvernement. « Hollande n'a pas du tout aimé », renchérit un autre ministre.

Le président est très clément avec son ministre. Dans *La Provence*, le 1^{er} juin 2013, Manuel Valls provoque : « Je fais de la politique, je suis ambitieux... Si, demain, on me proposait d'autres responsabilités, je les assumerais, bien évidemment. J'ai toujours pensé que j'avais la capacité

d'assumer les plus hautes responsabilités de mon pays. » Jean-Marc Ayrault est furieux, François Hollande, lui, glisse juste à son ministre de l'Intérieur : « Il y a des questions auxquelles il ne faut pas répondre. » Quand le 15 février, Valls avait confié aux lecteurs du *Parisien* que le non-cumul des mandats ne s'appliquerait pas en 2014 mais seulement « fin 2016-début 2017 », le chef de l'Etat avait tiqué et demandé à Manuel Valls : « Pourquoi c'est sorti si vite ? » Pas vraiment un recadrage.

Pour François Hollande, seuls comptent l'opinion, les troupes dans le PS, les scores aux congrès et à la primaire. C'est vrai pour Arnaud Montebourg qui jouit, du coup, d'une impunité en Hollande. Manuel Valls sait, lui aussi, que son bail va durer. « Si je n'avais pas été candidat à la primaire, je ne serais pas devant vous », confie-t-il dans son bureau, place Beauvau, à la rentrée 2013. Face à Hollande, Valls dispose, avec sa cote de popularité, d'une assurance tous risques.

François Hollande est tellement persuadé de sa supériorité qu'il n'a peur de personne. Et puis, il est si peu romanesque qu'il ne croit qu'à la rationalité humaine. Avec Manuel Valls, François Hollande se sent donc en confiance, il ne peut admettre que le ministre de l'Intérieur ne soit pas loyal. Assis, dans son bureau, buvant un Perrier, ce mardi 25 juin 2013, le président de la République confie, bravache : « Si nous échouons, aucun de ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui n'a de chance de s'en sortir. Je fais le pari que tous ceux qui sont au gouvernement aujourd'hui ou qui ont vocation à l'être demain feront tout pour la réussite collective. »

Un autre jour, j'ai demandé à François Hollande quand Manuel Valls allait le trahir. Il a ri. Vraiment. Et a botté en touche : « Je me pose une autre question : quel serait l'intérêt de ceux qui sont membres du gouvernement – Valls en est un mais il y en a d'autres – de me trahir ? Sauf à penser qu'il y a cet instinct chez chacun d'entre nous, ça n'aurait pas d'intérêt pour le traître lui-même si c'était une tentation que l'un pourrait avoir. Il n'y a pas de destin individuel possible sur les décombres du Parti socialiste et donc de mon quinquennat. Sauf à imaginer d'attendre cinq ou dix ans et de ressurgir après. » Les institutions protègent le président de la République. Nul ne peut prendre sa place, le temps du quinquennat. Hollande sent bien que certains voudraient la

place de Jean-Marc Ayrault. Lui qui n'a jamais été ministre avant de devenir président feint de s'en amuser : « Manuel Valls imagine, et d'ailleurs il l'a dit, qu'il pourrait être un jour Premier ministre, il ne doit pas être le seul à l'imaginer, au sein du gouvernement ou à l'extérieur du gouvernement. C'est d'ailleurs une leçon de choses humaines. Peu considèrent qu'ils ont atteint leurs limites, ça leur permet de se dépasser. » Se dépasser jusqu'à s'imaginer président à sa place, la prochaine fois ? « Comment l'être ? Si je veux être candidat, même s'il a de meilleurs sondages, on ne va pas faire une primaire face au président. » François Hollande en est persuadé : « Personne ne viendra me chercher et dans l'hypothèse où je ne veux pas être candidat, rien n'est écrit, tout candidat aurait intérêt à être adoubé par moi. » Le chef de l'Etat pense que, si la gauche n'est pas en situation de gagner en 2017, cela vaudra quel que soit le candidat, lui ou un autre. Hollande est un homme raisonnable, il croit que tous les hommes politiques lui ressemblent : « Je fais confiance en l'intelligence individuelle. Je pense que les gens ne trahissent pas, je pense que les gens sont rationnels. Ce n'est pas pareil que bien, être bien c'est un jugement moral. S'ils veulent avoir de l'ambition, pour la réussir, pour la traduire, ça ne peut se faire sur l'échec de son propre camp. »

Longtemps, François Hollande et Manuel Valls se sont ignorés. Hollande prenait Valls de haut et Valls n'avait que peu d'estime pour Hollande. Ils se sont découverts récemment.

Quand Valls annonce sa candidature à la primaire, sur le plateau de TF1, le 7 juin 2011, Hollande l'appelle. « On a des cadavres dans le placard », minimise aujourd'hui le ministre de l'Intérieur. Mais le droitier du PS n'a jamais eu de doute et l'a toujours dit à François Hollande : « Je serai candidat mais je te soutiendrai au second tour. » Et le dimanche 9 octobre, Manuel Valls est le premier à appeler à voter Hollande, lui apportant ses presque 6 % dans la corbeille.

Quand François Hollande était porte-parole du PS, Manuel Valls était en charge de la communication du Parti. Hollande ne le prenait pas très au sérieux, c'est lui qui lui écrivait ses éditos dans le journal interne. Puis viennent les années Jospin, Valls est le porte-parole du Premier ministre, Hollande le premier secrétaire. Ils ne sont ni amis ni ennemis,

l'indifférence est polie. En 2000, Manuel Valls prend son envol politique et leurs relations se corsent, au gré du yo-yo de la carrière du député-maire d'Evry qui se cherche un destin. Et fluctue. Sur l'Europe, Manuel Valls est à contre-courant, pour le non en interne quand les socialistes votent oui et pour le oui ensuite quand les Français votent non au traité constitutionnel européen le 29 mai 2005. Pas toujours facile à suivre. François Hollande lui retire son poste de secrétaire national à la coordination et à l'organisation du PS et le remplace par son fidèle Stéphane Le Foll après le référendum interne en 2004. Valls, à Evry comme ailleurs, est déjà sécuritaire. Hollande aussi, mais il est briefé par Julien Dray, Delphine Batho et François Rebsamen. En 2007, Manuel Valls se retrouve dans l'« ordre juste » de Ségolène Royal. Il fait sa campagne, devient porte-parole de son courant, embarqué dans le désastreux congrès de Reims, menaçant de porter plainte contre le PS pour une victoire « volée ». Une aventure qui laisse des traces avec Hollande. « Manuel est pris dans les aléas douloureux de l'époque », se souvient un royaliste. Pendant toutes ces années, Hollande respecte Valls mais n'en a pas une haute idée. Valls respecte Hollande mais n'en a pas, lui non plus, une haute idée. Ils se sont découverts pendant la primaire, Manuel Valls a épaté François Hollande, il a su se rendre indispensable, et François Hollande a impressionné Manuel Valls, il a su maîtriser sa campagne et gagner l'élection présidentielle. Et leurs compagnes sont devenues amies. Manuel Valls a su rassurer Valérie Trierweiler et sa femme, la violoniste Anne Gravoisin, nouvelle venue dans le monde politique, s'est liée, elle aussi, avec la compagne de Hollande. « François a été bluffé par Manuel pendant la campagne électorale, il le respecte, l'aime bien », analyse Julien Dray. Et déjà, tout au long de la conquête élyséenne, François Hollande observait les sondages sur Manuel Valls. « Tu vois, tu deviens populaire », relève une fois le candidat, faisant si plaisir à son directeur de la communication.

Valls a beaucoup aimé cette campagne, son souffle, son mois de janvier avec le mémorable discours du Bourget, « ce dont [il est] le plus fier ». L'alchimie fonctionnait, il retrouvait son copain Aquilino Morelle, il travaillait beaucoup et découvrait François Hollande. Quand il en parle, la nostalgie effleure. Le 23 janvier 2013, alors qu'il est, comme tout le

gouvernement, à Berlin pour le cinquantième anniversaire du traité de l'Élysée, Valls envoie un texto à un proche : « Il y a un an Le Bourget. Un an déjà. Et le discours de Berlin était très différent, sans élan, sans propositions. J'imagine que c'était fait exprès ? » Nostalgie ou déception ?

Après la victoire, le président fait de lui son ministre de l'Intérieur. Il est populaire, jeune, aime l'ordre, sa belle gueule fera l'affaire. Il s'entend bien avec Valérie Trierweiler. Hollande écarte son vieil ami François Rebsamen, qu'il avait déjà recadré dans la campagne sur le cannabis. A la plus grande joie de Valls.

Hollande aime l'ordre, mais il n'aime pas parler de sécurité. Il délègue à son ministre de l'Intérieur. Qui se forge une ligne, très personnelle. Quitte à bousculer son camp. Hollande se tait. Mais sur l'immigration, la réforme pénale, l'islam ou les Roms, pour prendre des sujets où Valls fracture la gauche, que pense François Hollande ? « Il sait que je dis vrai sur le fond. Il sait qu'il partage mes idées », avoue dans une curieuse formule, le premier flic de France, dans son bureau place Beauvau.

Ces sujets-là, le chef de l'Etat en parle peu. « Il est réticent à parler de sécurité, d'immigration, d'islam », reconnaît Valls. « Il était mal à l'aise sur des sujets réputés avantager la droite. Il était premier secrétaire, il change en devenant candidat. Deux personnes l'ont fait changer sur ces sujets, François Rebsamen et Julien Dray. Dans la primaire, il tourne déjà un peu. Dans la campagne, il n'en fait pas trop, même si au Bourget, il est ferme. Il considère qu'on tient, qu'on a la bonne position. L'affaire Merah est un moment important. Enfin, Hollande tient le choc face à Sarko sur ces sujets dans le débat d'entre-deux-tours. » Avant qu'il ne devienne président, Hollande était moins sécuritaire que Valls, il penchait parfois du côté de la gauche morale. Le 23 février 2004, le premier secrétaire rend ainsi visite à la prison de la Santé à Cesare Battisti, écrivain italien menacé d'extradition vers l'Italie, pays où il fut condamné par contumace à la prison à vie pour des meurtres et des braquages commis pendant les « années de plomb ». Hollande défend la parole donnée par François Mitterrand et confirmée par Lionel Jospin à ces anciens militants d'extrême gauche italiens, réfugiés en France. Manuel Valls plaide, lui, pour l'extradition de Battisti. Enfin, en 2009,

François Hollande fait partie, à l'instar de nombreux élus corréziens, du comité de soutien aux jeunes de Tarnac et dénonce, quand leur leader Julien Coupat est libéré, un « ratage policier, une palinodie judiciaire et une faute politique ».

Mais les mois ont passé, l'exercice de l'Etat transforme François Hollande. Et jamais, du moins publiquement, le chef de l'Etat ne se démarque de son ministre de l'Intérieur. Au contraire, Hollande a même choisi comme directeur de sa communication un homme clé de Manuel Valls, son ancien directeur de cabinet, Christian Gravel. C'est lui qui certifie aux journalistes que le chef de l'Etat est parfaitement d'accord avec son ministre de l'Intérieur. Comment pourrait-il dire autre chose, lui qui est vallsien devant l'Eternel ?

Le président et son ministre se parlent souvent, se voient en tête-à-tête, échangent des textos, mais s'affichent rarement côte à côte. « J'insiste pour qu'on fasse des sorties ensemble », décrypte Manuel Valls. Leur première sortie fut diversement appréciée chez les amis de François Hollande. Ce lundi 1^{er} octobre 2012, à la tombée de la nuit, Hollande et Valls débarquent par surprise, juste à temps pour les 20 Heures, dans la cité d'Echirolles, trois jours après la mort de deux jeunes dans une rixe. « C'est Sarkozy », s'étrangle Bernard Poignant. « C'est Sarkozy en moins bien », corrige un deuxième conseiller. Tandis qu'un troisième balance le lendemain : « J'ai dit que c'était une connerie et que je ne voulais pas y prendre part. » Le président interpellé par une mère de famille et levant les yeux pour lui répondre, la scène rappelle étrangement la visite de Nicolas Sarkozy, le 26 octobre 2005, sur la dalle d'Argenteuil. Delphine Batho, le 3 octobre 2012, dans la salle à manger du ministère de l'Ecologie, se souvient qu'elle est au fond une spécialiste de la sécurité : « François a eu raison d'y aller. Imaginez s'il n'était pas allé sur place, ce que les Français auraient pensé. Ce n'est pas un fait divers comme les autres, Manuel l'a senti tout de suite. D'ailleurs, il y a eu 9 000 personnes à la marche blanche. François Hollande n'est pas du tout comme Sarkozy, il est très fort, il sait parfaitement où il va dans cette séquence. Il est déjà dans la fin du film, il pense à ce qu'on retiendra à la fin de son quinquennat. »

François Hollande n'a jamais vraiment été un sécuritaire, mais il n'était pas un laxiste. « Il n'était pas concerné comme élu de Corrèze, n'était pas interpellé directement par la montée d'une nouvelle forme de délinquance. Ce n'est qu'à partir de 1998-1999 qu'il est interpellé sur ces questions comme premier secrétaire », se souvient Julien Dray qui devient son secrétaire national à la sécurité. Spontanément, il épouse la ligne dure de son pote, le laisse monter un colloque sur la question, pousse Lionel Jospin à missionner Dray pour faire un bilan de la loi sur la présomption d'innocence. L'aveu de Lionel Jospin, le 3 mars 2002 – « sur la question de l'insécurité, j'ai péché par naïveté. Je me disais pendant un certain temps que si on fait reculer le chômage, on fera reculer l'insécurité. Or 928 000 personnes ont retrouvé un emploi et cela n'a pas eu d'effet direct sur l'insécurité » – et le 21 avril 2002 conforteront Hollande dans cette voie.

La politique comme la nature a horreur du vide, et les étés y sont parfois meurtriers. François Hollande rate son premier été de président, Manuel Valls est déjà sacré « ministre de l'été » en 2012.

En 2013, François Hollande ne commet plus les mêmes erreurs. Il ne part plus en vacances, il se montre sur le terrain, annonce à l'avance les bonnes nouvelles économiques, « la reprise est là », puis les 0,5 % de croissance. Alors que le président avait lancé à ses troupes « il faut vous montrer », Valls est, lui, omniprésent. Omniministre. Et les polémiques se multiplient : sur la remise en liberté de trois délinquants à Dreux faute de place en prison, sur le port du voile à l'université et sur la réforme pénale. Sans oublier les propos sur la nécessité de réformer le regroupement familial tenus dans le séminaire de rentrée du gouvernement sur « la France en 2025 ». Déjà énervé par le discours en Camargue de son ministre de l'Intérieur, François Hollande multiplie les confidences critiques tout au long du mois d'août : « Il a exagéré », dit-il ; à un autre sur la sortie contre le voile à l'université : « Pourquoi il parle si vite ? Il valait mieux se taire. » « Ça l'irrite de voir qu'il sort de ses sujets et parle de tout », décrypte l'un de ceux avec qui Hollande en a parlé cet été. « Il a engueulé Manuel, il n'était pas content, ça se voyait et c'est logique », raconte un autre. Le soir de son anniversaire, le 12 août à

la Lanterne, François Hollande invite ses amis Michel Sapin et Stéphane Le Foll. L'irritation du président à l'encontre de Manuel Valls frappe les convives. Son courroux est donc réel et pourtant, François Hollande s'acharne à le démentir. « Non, je ne lui ai rien dit, nous jure-t-il. Je n'ai pas trouvé qu'il avait fait un mauvais été. Il a fait un été comme l'année dernière. » Voilà la réponse que fait le chef de l'Etat quand je cherche à comprendre dans quel état d'esprit il était. Et il insiste, contre toutes les évidences, contre tous les témoins : « Je ne lui ai fait aucune remarque. Un ministre de l'Intérieur, l'été, il doit être présent. D'ailleurs cet été, il n'y a pas eu d'incendies, de feux de forêt. Il y a eu les noyades, et ça, c'est un sujet du ministre de l'Intérieur. »

Les nombreuses polémiques ouvertes par Manuel Valls ? « Une conjonction », pour le président. Tout juste concède-t-il que le ministre de l'Intérieur a parlé « un peu rapidement » sur Dreux, mais, ajoute-t-il immédiatement, ce n'est pas lui qui a inventé ce fait divers qui envenimera les relations entre Valls et Taubira. Quant aux déclarations du ministre dans *Le Figaro* expliquant que les propositions du Haut Conseil à l'intégration dont l'interdiction du port du voile à l'université sont « dignes d'intérêt », le chef de l'Etat lui trouve des excuses : le rapport existait, il a fuité, le ministre l'a commenté mais sans donner une véritable interview. Bref, François Hollande veut raconter l'été d'un ministre de l'Intérieur mobilisé, ayant en tête les futurs arbitrages sur la réforme pénale. Valls doit montrer à ses troupes qu'il tient le cap. « Pour lui, c'est un sujet de crédibilité, il tire dans ce sens », analyse Hollande. Mais la fuite dans *Le Monde* de la note envoyée par le ministre au président s'en prenant à la réforme pénale préparée par la garde des Sceaux a bien réveillé la querelle laxiste/sécuritaire. Hollande ne sait pas qui a fait fuiter cette note, à ses yeux obsolète quand elle est divulguée puisqu'il a arbitré entre ses deux ministres, en marge du dernier Conseil des ministres, le 2 août. Et comme souvent, Hollande est plein de mansuétude à l'égard de Valls, il explique que le ministre de l'Intérieur – qui a bien écrit cette note – est « plutôt victime de sa sortie », puisque beaucoup voient sa patte dans la fuite.

La possible remise en cause du regroupement familial, lors du séminaire de rentrée ? Hollande dénonce « l'instrumentalisation de ses

propos que Manuel Valls n'a pas du tout imaginée ». Quand on lui fait remarquer que le ministre de l'Intérieur a confirmé ses propos sur BFM le lendemain, Hollande glisse juste : « C'est son caractère, et après il se rétracte. » Et le président d'expliquer que c'est Laurent Fabius qui évoque l'immigration dans cette réunion consacrée à la France dans dix ans et que, « parce que je le lui demande », Manuel Valls prend la parole et évoque le « regroupement familial », une intervention qui, d'après le chef de l'Etat, n'était pas du tout préparée. Et Hollande de conclure : « Il est en mouvement, Valls. Si les ministres parfois le trouvent trop présent, c'est qu'eux ne le sont pas forcément assez. Et être présent, ça suppose intervenir au bon moment, de manière pertinente. »

Fermez le ban. Le président veut qu'on dise qu'il soutient son ministre le plus populaire du gouvernement. Enfin voulait, car en relisant le verbatim des propos qu'il avait tenus, et qui sont enregistrés, en pleine séquence Leonarda, François Hollande a tout biffé, il ne veut plus assumer aucune phrase, y compris la langue de bois. L'été de Manuel Valls devient un non-sujet. Un geste tellement rare dans la main de François Hollande qu'il a du sens.

Pourquoi Hollande s'interdit-il le moindre recadrage de Valls ? Même en « off » ? Il ne le fait qu'en privé. Pour garder de la hauteur ? Parce qu'il ne veut pas paraître en compétition avec son ministre de l'Intérieur ? Parce qu'il est jaloux de sa popularité et ne veut pas le montrer ? Parce qu'il pense que Valls le sert ? Au fond, sur la sécurité, comme sur beaucoup d'autres sujets, Hollande sait que la gauche est plurielle et que dans la campagne, il a fait des promesses, qu'il a enterrées. Il sait que pour être réélu en 2017, il aura besoin de toutes les familles de son camp, celles qui aiment Valls comme celles qui le détestent, celles qui trouvent qu'il y a trop de Roms comme celles qui s'insurgent qu'on fasse de 17 000 personnes les nouveaux boucs émissaires d'une société. Alors le président ménage tout le monde.

En privé, à ceux qui ne l'aiment pas, Hollande peut dire du mal de Manuel Valls, parfois. Mais en public, il n'en dira que du bien. Et dans ce livre, il ne voulait rien en dire. Le rapport de force, voilà ce que Hollande comprend. Et dans l'opinion, le vainqueur est Manuel Valls. Hollande le sait. Ne pas l'affaiblir, ne pas laisser croire qu'il est laxiste. La hantise de

2002. Et puis il y a du Mitterrand chez Hollande, jouer avec le FN, le laisser monter pour empêcher la droite d'être trop haute, il ne le dira jamais comme ça, mais il sait faire, ou plutôt il croit savoir faire. Alors il laisse son ministre de l'Intérieur prospérer, s'éloigner des promesses sur la société apaisée, et cibler les Roms qui ne veulent pas s'intégrer, le regroupement familial qu'il va falloir réformer dans dix ans... Quand ça tanguer trop dans la majorité, ou quand ça perturbe trop une séquence de rentrée qu'il aimerait positive, François Hollande recadre à sa manière. Ainsi, ce mercredi 21 août 2013, après deux jours de polémique sur les déclarations de Manuel Valls, le chef de l'Etat s'exprime en Conseil des ministres : « Pas de faux débat comme sur le regroupement familial. » Après avoir prononcé cette phrase, Hollande fait un clin d'œil à Cécile Duflot. Et quand Najat Vallaud-Belkacem, pressée par les journalistes alertés par les ministres eux-mêmes, finit par reconnaître lors de son point de presse de porte-parole que le président a effectivement recadré son ministre, François Hollande n'est pas très content. « Le but n'était pas un recadrage à mon égard, il a d'ailleurs engueulé à sa manière Najat », plastronne Valls. « Je ne crois pas que ç'ait été un message à tête multiple. Hollande sait parfaitement pourquoi j'étais intervenu lors de ce séminaire à sa demande. »

Pendant l'été, le président enjoint à son ministre : « Il faut intervenir » sur la présence des CRS sur les plages, « défends Taubira » sur la loi Perben. Un matin de septembre, dans son bureau, place Beauvau, Manuel Valls affirme, en vous regardant droit dans les yeux : « Il ne m'a jamais fait une remarque de l'été. Comme tout homme politique, il est darwinien. » Il se marre, et ajoute : « Il laisse faire. » Manuel Valls boit une gorgée de thé et poursuit, content de lui et voulant vous assurer qu'avec le président c'est du sérieux : « Quand il voit que les choses se sont imposées, un débat ou une mauvaise nouvelle, il ne cherche pas à redresser, à changer, il est fataliste. »

Dans la querelle Valls/Taubira, Hollande croit avoir opéré la synthèse. « Ils seront tous les deux contents, tu verras », confiait-il quelques jours avant l'arbitrage final qu'il annoncera lui-même dans *Le Monde* avant d'en informer les principaux intéressés dans une réunion qui n'en avait que le nom. Manuel Valls a sa propre version du rôle de François

Hollande dans cet été 2013 qui vaut au ministre de l'Intérieur de nombreuses inimitiés : « François Hollande est fou furieux du débat qui s'ouvre entre Taubira et moi. Il sait parfaitement que ce n'est pas moi qui le lance. Il sait qu'on régresse. Il fait les arbitrages qui me donnent raison et il laisse Taubira dire qu'elle a gagné », avoue-t-il. Puis il accuse : « L'erreur de Taubira fut d'accepter d'aller aux journées d'été des Verts et à l'université d'été du PS à La Rochelle. Au lieu de présenter comme deux points forts, comme deux ministres importants, la presse présente cette séquence comme une victoire ou une défaite. Malgré tout, cela me gêne, non pas par rapport à l'opinion, mais politiquement, car on ne joue pas collectif et cette séquence gêne François Hollande. » Un homme s'immisce entre Hollande et Valls, envenime leurs relations et attise les anti-Valls, parfois avec l'aval du président : Jean-Marc Ayrault.

L'été se finissait, le président s'embourbait sur la pause fiscale et le ras-le-bol anti-impôts, lorsque la majorité se fissura sur la question rom. Manuel Valls, mardi 24 septembre au matin sur France Inter, laisse entendre que les Roms n'ont pas vocation à s'intégrer. Le ministre de l'Intérieur avait déjà mis en cause la volonté d'intégration des Roms, quelques mois plus tôt. Les familles désireuses de s'intégrer « sont une minorité », affirmait-il au *Parisien*, le 14 mars. « Hélas, les occupants de campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution », appuyait Manuel Valls, le lendemain, dans *Le Figaro*. Mais à la rentrée 2013, après les polémiques estivales, la sortie du ministre de l'Intérieur a du mal à passer à gauche.

« C'est la phrase de trop », accuse le Premier ministre au président. « Oui, tu as raison », répond François Hollande. Le chef de l'Etat affirme avoir dit à son ministre que de tels propos ne pouvaient être tenus, Manuel Valls dément : « Il ne m'a jamais dit que cela posait problème, il pense qu'il faut faire attention à des propos qui peuvent créer des tensions dans la société et dans la majorité, mais le mercredi en Conseil des ministres, il ne me dit rien. » Le jeudi 26 septembre, la séquence suit un autre chemin : Cécile Duflot accuse Manuel Valls d'aller « au-delà de ce qui met en danger le pacte républicain ». Des « propos insupportables », rétorque, le dimanche suivant, le ministre de l'Intérieur.

François Hollande ne s'exprime pas, il attend que le soufflé retombe. Nombre de ses ministres critiquent Manuel Valls, Jean-Marc Ayrault n'en peut plus de le voir fracturer la gauche. Mais le ministre de l'Intérieur est populaire, à droite et aussi, même si c'est moins fort, à gauche. Le président ne veut pas prendre le risque de le voir partir. Il ne veut pas non plus que sa majorité explose. Il laisse donc son Premier ministre gérer et régler ses comptes avec celui qui revendique ostensiblement sa place. Le lundi 30 septembre au matin, Jean-Marc Ayrault reçoit Manuel Valls. Un tête-à-tête d'explication. « Je veux comprendre », prévient d'emblée le Premier ministre. « Je regrette, je n'aurais jamais dû dire ça, j'ai théorisé quelque chose qui ne devrait pas l'être », reconnaît Manuel Valls. C'est la version qu'Ayrault donne de ce rendez-vous. Car le ministre de l'Intérieur me confie : « J'ai dit : "Je regrette la polémique autour de mes propos sur les Roms, je regrette la polémique, pas mes propos." » En fin d'après-midi, à Matignon, face aux responsables de la majorité, Manuel Valls réitère ses regrets sur ses propos – il le dément également, mais des témoins l'attestent. Et le mercredi, en Conseil des ministres, le président fait un énième rappel à l'ordre à destination de tous, sans s'exprimer sur la question rom.

Ultime épisode des relations entre Manuel Valls et François Hollande : l'affaire Leonarda, du nom de cette collégienne rom expulsée au Kosovo, après avoir été arrêtée lors d'une sortie scolaire. Elle vient raviver les plaies et les tensions à gauche quelques semaines plus tard. Les critiques contre les conditions d'arrestation de la jeune fille enflent le mardi 15 octobre, alors que le président de la République est en visite d'Etat en Afrique du Sud. Le ministre de l'Intérieur couvre les fonctionnaires de police, le soir même dans un communiqué. Manuel Valls part le mercredi aux Antilles. Et tout s'enflamme, la gauche se divise, des lycéens descendent dans la rue, Valérie Trierweiler affirme que l'école « n'est pas là pour exclure. Encore moins quand on juge des parents et pas des enfants », et ajoute que la jeune Rom « n'est pas responsable de ce que son père a pu faire ». Un rapport est demandé à l'Inspection générale de l'administration sur l'affaire. Jean-Marc Ayrault, de plus en plus ouvertement hostile à son ministre, prévient : « S'il y a eu faute, l'arrêté de reconduite à la frontière sera annulé. Cette famille reviendra pour que

sa situation soit réexaminée en fonction de notre droit, de nos pratiques et de nos valeurs. » François Hollande ne veut pas sembler abandonner les valeurs de la gauche, la mobilisation de la jeunesse l'inquiète. Il ne sait pas comment le dire à son ministre. « Je ne peux pas désavouer Manuel », confie-t-il à un proche. Pourquoi ? Il le veut, mais il ne le peut. Hollande a-t-il peur de Valls ?

Le mercredi soir, au dîner de la majorité à l'Elysée, la ligne semble claire : « S'il n'y a pas de faute, la famille revient », et la famille entière. Manuel Valls n'est pas du tout sur une ligne aussi clément, les informations qu'il a demandées le premier jour laissent peu de place à une erreur sur le fond judiciaire : la famille ne pouvait bénéficier du droit d'asile et devait donc être expulsée. « Si je gêne, il faut me le dire, et je pars », affirme-t-il à François Hollande, qui se garde bien de lui demander de quitter le gouvernement. Le premier flic de France nous le confie, la semaine suivante : « J'ai dit clairement que si on faisait revenir la famille pour des raisons politiques alors qu'il n'y avait pas eu de faute dans la procédure, on mettait en cause l'Etat de droit et que dans ce cas, je ne pouvais pas rester. Mais si la politique d'immigration ne pouvait plus se faire, je n'aurais pas hésité. C'est comme si on me disait, "il y a 20 000 policiers en moins". » Voilà qui ressemble à s'y méprendre à un chantage.

Le rapport ne pointe pas de faute dans la procédure judiciaire qui aboutit au rejet des demandes d'asile, mais un « manque de discernement » des policiers dans les conditions d'interpellation de la jeune collégienne. Et pour faire un geste envers sa gauche sans désavouer Manuel Valls ni Jean-Marc Ayrault, François Hollande décide, le samedi 19 octobre, peu après 13 heures, de faire une déclaration télévisée, depuis la salle des fêtes de l'Elysée : Leonarda peut revenir, mais seule. La jeune collégienne refuse en direct. Un hollandais historique se lamentait devant des proches : « Avant, il était chiant, maintenant, il est fou. » Du fiasco Leonarda ne surnage que le ministre de l'Intérieur. Dans le rapport de force entre Hollande et Valls, c'est aujourd'hui Valls qui gagne ? La force de Valls signe la faiblesse de Hollande.

Quelques jours plus tard, Manuel Valls revient sur son lien avec le chef de l'Etat : « Nous avons à la fois une relation amicale et hiérarchique, il

est le président de la République, je suis ministre. Pour moi, notre relation est faite de respect. Je suis d'une totale loyauté, je le lui ai démontré. Je sais l'inquiétude qui est la sienne, dans un moment où il est très impopulaire. Je peux comprendre, cela m'embête. Peut-être que je ne l'ai pas assez protégé. Mes propos sur les Roms l'ont gêné, moins sur le fond que sur les conséquences dans la majorité. Je sais que sur le fond on pense la même chose, je sais que l'opinion est raccord et je ne veux évidemment pas discréditer une population. Je ne lui ferai jamais un chantage au départ. » Qu'a-t-il fait d'autre ? Valls a le beau rôle : se prétendre ultraloyal et faire comprendre à Hollande qu'il peut partir. Le président a peur qu'il s'en aille.

Dix-huit mois après l'avoir nommé, François Hollande subit Manuel Valls. Dans leur couple, le fort c'est le ministre de l'Intérieur. Hollande n'est pas comme François Mitterrand avec Michel Rocard. Quand il l'a nommé à Matignon, le président savait que le piège se refermerait sur son rival, il confiait alors aux journalistes le jour de sa nomination : « Il lui reste à faire ses preuves. » Fasciné par la popularité de Valls, lui, le chef d'Etat le plus impopulaire, n'ose pas l'affronter. Au plus fort de leur combat, alors que ce n'était plus vrai du tout, Jacques Chirac disait de Nicolas Sarkozy, « je décide, il exécute ». Parfois, on a l'étrange impression que Manuel Valls décide et que François Hollande exécute.

Manuel Valls peut être lucide : « La question de l'affect n'est pas posée avec lui. Si je suis à un moment à 5 % dans les sondages, si je ne lui sers à rien, il me lâchera, je le sais. » Il est le ministre le plus populaire, François Hollande a besoin de lui. Pour encore quelques années.

Pendant toute la campagne présidentielle, Manuel Valls est omniprésent dans le sillage de François Hollande, leurs femmes sont copines, les couples se lient. Valls ne manque jamais une occasion de redresser la cravate du candidat, de vérifier son maintien, son look. Après le 14 mai 2012, Valls n'est plus là, et plus personne ne pense à soigner le look du président, personne ne l'aime assez pour s'occuper de sa cravate. « Je ne sais pas pourquoi il ne fait pas attention, je crois que pour lui, ça n'a pas d'importance, ce n'est pas un aspect qui compte », se demande à haute voix le ministre de l'Intérieur, qui fait lui tellement attention à son

maintien et à ses costumes. Sa réflexion l'amène sur un terrain glissant : « Il cherche encore quel est son rôle de président par rapport aux Français. Des enfants de la télé, des primo-candidats élus, des parcours un peu similaires avec Sarko. Et une question qui revient, celle de la présidentialité, dans la manière dont l'un parle et dont l'autre se tient. » L'autre ? Son président. François Hollande en est certain, Manuel Valls ne le trahira jamais.

OceanofPDF.com

« *Il faut refaire SOS* »

Il ne sait pas qu'il va s'en mordre les doigts. Quand en septembre 2012, François Hollande reçoit, à titre privé, Harlem Désir pour lui confirmer qu'il va succéder à Martine Aubry à la tête du Parti socialiste, il lui prodigue ce conseil : « Sois libre, redeviens toi-même. » Le chef de l'Etat, qui a connu le jeune homme en 1984 quand il était l'emblème des Potes, voudrait qu'il retrouve l'éclat de sa jeunesse. Président de SOS Racisme à la coupe afro et aux formules directes, Harlem Désir devient premier secrétaire, maintenant qu'il est un apparatchik comme les autres. Hollande est sûr de son coup : face à un FN qui n'a jamais été aussi haut, Harlem Désir peut dépoter. « Il a été le porte-parole d'une génération puis il est devenu lisse, transparent, il doit redevenir comme il était », confiait le chef de l'Etat, en septembre 2012.

Il le raconte peu, mais François Hollande a aidé SOS Racisme dès le début de l'aventure de Touche pas à mon pote. Proche de Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, et de Jacques Attali, conseiller spécial du président, Hollande, replié à la Cour des comptes, donne un coup de main à l'association. « Je l'ai connu à l'époque de la création de SOS, il participait avec Laurent Joffrin à l'écriture de documents, de bouquins, se souvient Harlem Désir. Il nous aidait dans les relations avec la presse, il était au *Matin* avec Max Gallo. » Harlem Désir, Julien Dray, la bande des fondateurs de SOS se souviennent de Hollande débarquant en scooter. « François était très vif, plein d'idées, il identifiait tout de suite le point essentiel de l'actualité, il avait toujours plein d'infos sur ce qui se disait dans Paris, ce qui se passait dans les médias. Julien noue une vraie relation personnelle avec François, je voyais plus Bianco », se remémore l'actuel premier secrétaire du PS, dans le bureau qui fut celui de Hollande pendant onze ans.

François Hollande suit les subventions de l'association antiraciste que François Mitterrand voit d'un si bon œil. Il ne connaît pas bien la mouvance militante issue de l'immigration, mais François Hollande avait négocié avec *Le Monde* la publication d'un appel de soutien à la Marche des Beurs, à l'automne 1983. Sa compagne Ségolène Royal, adjointe de Yannick Moreau, conseillère sociale de Mitterrand, s'activait, elle, pour que le président de la République reçoive les marcheurs à l'Élysée. Hollande se lie d'amitié avec Dray, le stratège des Potes, mais apprécie peu que ce dernier se rapproche de Jean-Luc Mélenchon. Hollande et Dray demeurent amis mais ne font pas de politique ensemble.

Harlem Désir retrouve François Hollande quand il quitte SOS Racisme et finit par rejoindre la direction du PS. En 1995, sous Lionel Jospin, Hollande est porte-parole et Désir secrétaire national au mouvement social. Quand le Corrèzien prend les rênes du PS, en 1997, Dray et Désir siègent au bureau national. Quand les amis de Julien Dray retournent dans la majorité hollandaise en 2003, Harlem Désir devient secrétaire national à l'Europe et Dray porte-parole du PS.

En 2008, Hollande quitte la rue de Solférino, et Désir, proche de Delanoë, devient numéro deux du PS sous Martine Aubry. Ses années « aubrystes » éloignent l'ex-pote de François Hollande. Mais quand Aubry se lance dans la primaire présidentielle, Harlem Désir devient premier secrétaire par intérim et se montre très sympathique et loyal... envers le favori, François Hollande.

Elu président, le Corrèzien se souviendra qu'il a pu compter sur Désir, pendant la primaire. Et quand il faut trouver un successeur consensuel à Martine Aubry, François Hollande penche pour Harlem Désir, candidat de la bande des quatre (Le Foll, Moscovici, Peillon et Valls). Hollande appelle des anciens : « Il faut aider Harlem, il faut refaire SOS. » Le chef de l'Etat envisage même – avant d'y renoncer – d'aller fêter l'arrivée de Harlem Désir à la tête du PS, avec les vieux compagnons de l'association antiraciste, au café Le Polichinelle, le samedi 6 octobre 2012.

François Mitterrand avait parrainé SOS Racisme face à la recrudescence des actes racistes et à la montée du Front national dans les années 1980. François Hollande aimerait faire de même aujourd'hui. Il a

laissé des jeunes hollandais créer « Génération 6 mai », mimétisme intégral de la « Génération Mitterrand » qui avait appelé à la nouvelle candidature du président en 1988, sous le slogan « Tonton laisse pas béton ». En appelleront-ils à « Pépère » en 2017 ?

En attendant, le président réfléchit. Se replonge dans ce passé. « Il a demandé des notes sur La Mémoire courte, cette association née avant SOS Racisme. Son sujet c'est le vivre ensemble. Il veut faire un SOS bis, le symétrique des mariage pour tous avec une dimension générationnelle, il veut aller chercher les jeunes, y compris les jeunes issus de l'immigration », analyse un ex-ami de SOS qui voit Hollande. « François a été formé à l'école SOS, il dit lui aussi : "Il manque quelque chose dans la société. Faites-le", il constate qu'il y a un vide, mais y compris parce que SOS a existé, on ne peut pas le refaire », témoigne Julien Dray.

Quand je lui demande, le 9 septembre dans son bureau, s'il a vraiment la nostalgie de cette période, François Hollande répond : « C'est Rémi Dreyfus qui m'a parlé de La Mémoire courte. Il était avec Bianco à sa remise de la Légion d'honneur et comme Jean-Louis en avait été un des promoteurs, il m'a dit : "Ce serait formidable de ressusciter La Mémoire courte." J'ai dit : "Faites ce que vous voulez, mais on ne refait pas deux fois la même chose. Et cette fois, Max Gallo ne sera pas là pour écrire le texte !" » Sur la résurrection de Touche pas à mon pote, le chef de l'Etat renvoie la balle sur d'autres : « Refaire SOS, c'est Julien qui veut ça. »

En privé, cet été, François Hollande était moins fermé : « Ce qui est vrai c'est qu'une partie de la jeunesse a envie de se mettre en mouvement, qui n'a pas pu le faire sur le mariage. Et qui dit : "Et pourquoi nous, on n'a pas notre mouvement ?" Je sens qu'il y a ce besoin-là. » Le président parle souvent de ce projet. Il l'a logiquement évoqué avec Harlem Désir. « Face à la montée d'une espèce d'idéologie de la peur, au repli, à ce bloc droitier qui désigne un ennemi intérieur et extérieur, la société doit exprimer une autre vision de la France », analyse le patron du PS. « Mais ça ne peut pas venir d'en haut, il faut que quelque chose parte de la société et en haut, on peut les aider. SOS n'est pas une création de François Mitterrand », rappelle Harlem Désir.

Ironie du sort, quand un mouvement surgit dans la jeunesse, rejetant les exclusions, défendant des sans-papiers, François Hollande fait tout pour l'arrêter. Car les lycéens qui sont descendus dans la rue, avant les vacances de la Toussaint 2013, défilaient aussi contre le ministre de l'Intérieur et le gouvernement !

Lorsqu'il envisage de reconstituer un nouvel SOS Racisme, quand il pousse les jeunes à s'organiser, François Hollande veut au fond que la société se mette en mouvement contre le FN. Il le dit sans cesse, « la fille est plus dangereuse que le père ». S'il vient d'une terre – la Corrèze – où l'extrême droite est faible, Hollande voit bien que partout ailleurs, le parti de Marine Le Pen n'en finit pas de prospérer. « Dans la conjoncture, il a le meilleur terrain. Est-ce que ce sera vrai dans quatre ans ? On verra. C'est trop tôt pour le dire », pronostiquait François Hollande à un proche, à la rentrée 2013. Mitterrand face au père, Hollande face à la fille, les présidents socialistes affrontent le même défi. En privé, parfois, le chef de l'Etat reconnaît que des villes de gauche peuvent être sauvées par des triangulaires, que le FN pose plus de problèmes à la droite qu'à la gauche, il laisse son ministre de l'Intérieur aller sur le terrain de cette adversaire. Joue-t-il avec le feu ?

Le président et la patronne du FN se connaissent peu. Elle a été reçue à l'Elysée, le vendredi 30 novembre 2012 en fin d'après-midi, dans le cadre des consultations partisans sur les conclusions de la commission Jospin. En décembre 2012, après le fiasco Florange, voilà ce qu'elle confiait en déjeunant avec trois journalistes. « Le socialisme est fini, il est soumis au mondialisme. On observe le basculement des électeurs socialistes, ça craque de partout. Gouverner c'est prévoir, ceux qui ne sont pas capables de faire le bon diagnostic ne peuvent pas soigner. » Sur François Hollande, son jugement était sans appel : « Un mec qui s'écroule devant l'inter-LGBT (Interassociative lesbienne, gay, bi et trans), ce n'est pas possible. Vous imaginez Mitterrand se soumettre à l'inter-LGBT, ce n'est même pas un déclassement, c'est l'effondrement du pouvoir. Il a un problème de vision, de carrure, il est le dirigeant d'un gouvernement technique comme en Grèce ou en Italie. C'est la maladie du consensus, il ne prend de décision sur rien. Je n'ai pas d'a priori sur l'homme, alors que j'en avais sur Nicolas Sarkozy. Comme homme ça va, mais comme

dirigeant, ce n'est pas possible. Le plus difficile en politique c'est de choisir, or il ne sait pas choisir. Il arrive à faire et défaire en six mois, normalement on fait et défait dans un mandat. Il incarne l'Indécision, il est l'Indécis, c'est grave dans la période. »

François Hollande s'inquiète de la montée du FN. Pour lui, des digues sautent. François Fillon a déjà affirmé qu'entre le FN et le PS, il appellerait à voter pour le moins sectaire, quand le président me confie, le 9 septembre : « Il y a un relâchement des disciplines. L'outrance, l'exagération, l'excès, tout ça profite à Le Pen. Entre la banalisation des thèses des uns, et l'extrémisation du langage des autres, il y a un risque. » Face au FN, pour le président, le silence n'est pas la bonne solution : « Il faut parler de l'extrême droite. Ne pas traduire ses électeurs devant un tribunal mais dénoncer les conséquences de leur vote. Et surtout démontrer la nocuité et la dangerosité des thèses du Front national. »

Pour lutter contre le FN, François Hollande avait sa solution : Harlem Désir. Le président n'a jamais été marxiste, il ne sait pas que l'Histoire se répète deux fois, « la première comme une tragédie, la seconde comme une comédie ». L'Elysée, le gouvernement, les groupes parlementaires bruissent sans cesse de critiques contre le premier secrétaire du PS qu'ils ont pourtant choisi. Mais François Hollande, fidèle à sa méthode, ne lui a jamais rien dit en face. « Il me dit : “Il faut riposter à Copé”, “les porte-parole ça ne va pas”, et moi parfois je lui dis : “Ta réforme ça ne va pas.” Il essaie plutôt d'aider, François. Il ne me dit rien », raconte Désir. Tous les quinze jours, le président reçoit à l'Elysée les chefs de la majorité à dîner : Jean-Marc Ayrault, Harlem Désir, les présidents des groupes socialistes, François Rebsamen et Bruno Le Roux, ainsi que, selon les périodes, Claude Bartolone et Jean-Pierre Bel, patrons de l'Assemblée et du Sénat, discutent avec François Hollande et calent en théorie l'agenda politique. Hollande a peur des fuites, la confidentialité des échanges est officiellement la règle.

A la rentrée 2013, le chef de l'Etat m'expliquait en « off » sa clémence à l'égard de Harlem Désir : « C'est difficile pour lui, les conditions de son arrivée n'ont pas aidé. Il essaie de se mettre sur des sujets de fond. C'est ça qu'il doit faire. C'est très compliqué d'être premier secrétaire

avec des groupes parlementaires qui existent, un gouvernement où il y a des sensibilités. »

La mansuétude hollandaise s'est brisée, lorsque Harlem Désir a demandé le retour de Leonarda Dibrani avec sa mère et ses frères et sœurs, quelques heures après que François Hollande lui a offert la possibilité de revenir, seule. Dans les jours qui ont suivi, fin octobre 2013, François Hollande et Jean-Marc Ayrault prévenaient des ministres et des responsables de la majorité : « On ne peut pas virer Harlem, mais on va virer son directeur de cabinet ! »

Dans son bureau, au premier étage de la rue de Solférino, le 25 octobre 2013, Harlem Désir se souvient des conseils que lui avait donnés François Hollande : « Oui, il voulait que je me libère. » Et il se marre.

Le week-end de l'affaire Leonarda, François Hollande peste sans arrêt contre la liberté de parole de Harlem Désir, comme si pour lui les hommes étaient forcément doubles. « Mais il s'est pris pour le président de SOS ou quoi ? »

OceanofPDF.com

« Je ne suis pas très compliqué à comprendre »

L'ambiance est encore joyeuse, le quinquennat s'annonce rose. Un buffet est dressé, à l'Elysée, dimanche 10 juin 2012, le soir du premier tour des élections législatives. François Hollande est dans son bureau avec Pierre-René Lemas, ils épluchent les résultats et lisent les dépêches. Lorsque le secrétaire général sort, énervé, brandissant un papier : « Je viens de me faire engueuler, regardez cette dépêche, c'est pas possible. » Lemas se précipite vers Aquilino Morelle, conseiller politique chargé de diffuser la bonne parole présidentielle et accusateur : « C'est toi qui as parlé, qui as dit qu'il fallait des réformes institutionnelles. — Non », répond Morelle. Le secrétaire général se tourne vers la directrice de cabinet, discrète habituellement, mais qui gère ces dossiers : « C'est toi ? — Mais non, dément Sylvie Hubac. — Le président est furieux », s'emporte Lemas. Michel Sapin, présent ce soir-là avec son épouse, saisit le papier et se met à le lire. Le ministre réalise que les termes employés sont autant de messages envoyés à François Bayrou. Il comprend, se marre et lance à Pierre-René Lemas : « Va voir le président, je crois que c'est lui. » Le secrétaire général retourne dans le bureau de François Hollande et revient avec un grand sourire : « L'entourage a avoué. »

Autour de lui, ils se sont habitués, ils décryptent, comprennent quels sont les journalistes auxquels François Hollande parle directement. Et quand en réunion, il s'emporte, « mais qui a encore parlé ? », ils nient. Certains sourient, ils savent que ce « conseiller », ce « proche », cet « entourage », c'est en fait le président lui-même et que sa colère est feinte. Ils ont mis du temps à accepter cette règle. Les ministres ne l'ont pas encore tous comprise. Ils se demandent toujours pourquoi le président les contourne, les déstabilise.

Ce lundi 9 septembre 2013, sous les dorures de l'Elysée, François Hollande assume sa méthode : « Les collaborateurs ne peuvent pas être des écrans. » A un ami qui relayait la plainte de ceux qui travaillent avec lui, le président avait avoué : « Je les contourne, c'est vrai. Il y a un moment où je préfère parler moi-même. Pour ceux qui sont chargés de porter la parole, ce n'est pas facile. Je le conçois. Et puis je change d'avis, je ne voulais pas parler et puis je parle parce que je ressens le besoin de le faire et qu'il y a des choses que je suis le seul à connaître. »

Jean-Luc Mélenchon, qui en privé l'appelle « l'autre », voit maintenant en François Hollande « un homme d'embrouilles ».

Pour son vieil ami Michel Sapin, François Hollande n'a jamais changé de manière de faire : « Il engueule ses collaborateurs, je l'ai toujours vu faire ça. Sur ses discours, François a toujours agi de la sorte. On lui donne une version, “ça ne va pas du tout”, dit-il d'emblée. On refait, “ça ne va pas du tout pour une raison inverse”. Puis on refait un truc qui ressemble à la première version, “ça va mieux” et il retravaille. »

Pas de perversion, mais une façon de penser en marchant : « C'est une manière de bousculer ses collaborateurs pour mettre de l'ordre dans ses propres idées. Avec moi, il dit “je suis désolé, Michel, ce n'est pas ça”, avec d'autres, il est plus dur. François veut tester en faisant des allers-retours. Ceux qui travaillent avec lui en prennent plein la figure, mais il a une tendresse particulière pour eux, jamais une once de méchanceté. » Sapin, défendant son copain, conclut : « Il a des doutes et c'est une bonne chose qu'un homme d'Etat ait des doutes, le doute est créatif, positif. » Mais pour le ministre du Travail, cette manière d'élaborer une pensée ne doit pas sortir de l'Elysée ou du gouvernement : « Les Français, ça ne les regarde pas ces allers-retours. On est dans de la cuisine interne. » Une manière de faire qui brouille la conduite des affaires du pays.

Ils n'en ont pas cru leurs yeux. Quand ils ont lu dans *Le Monde* que François Hollande trouvait « invraisemblable » l'information sortie par *Le Figaro* le 20 juin 2012 selon laquelle le gouvernement réfléchirait au non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois de 2013 à 2015 hors éducation, justice et intérieur, les fonctionnaires de Bercy se sont étranglés. « Si cela était le cas, j'en aurais été informé tout de même », venait de confier le président à des journalistes dans un « off » organisé

en marge de la conférence internationale sur le développement durable. « Mais c'est lui qui nous a demandé de le faire », s'étonnaient les hommes en gris. Le « chef du bureau des affaires fiscales », comme certains surnomment le chef de l'Etat, avait encore frappé, et il niait, comme si souvent.

François Hollande change fréquemment d'avis, teste des idées en les faisant fuiter puis revient en arrière, sans prévenir. « Il évolue en fonction de son intuition », croit savoir Bernard Cazeneuve, qui a été son porte-parole pendant la campagne présidentielle et qui est aujourd'hui son ministre du Budget. Ce fonctionnement dérouté nombre de ceux qui entourent François Hollande. « Il a un caractère qui n'est pas toujours facile, il n'est pas simple, j'ai passé onze ans à ses côtés, je peux donner des conseils, il faut être bien trempé », s'autofélicite Stéphane Le Foll, en octobre 2013, sagement assis sur une chaise, dos au si beau jardin de son ministère. Le Foll décrypte : « Il est secret, cherche toujours à préserver son espace, cherche toujours à laisser jusqu'au bout des options ouvertes. C'est son mode de fonctionnement, son histoire, sa personnalité. Il a une sensibilité très forte, il est toujours dans le rapport humain, il cherche toujours la solution qui peut s'imposer sans qu'il ait à exercer une décision dure. Il n'aime pas être dans la confrontation. Il sait qu'humilier quelqu'un est un problème. » Et pourtant, à force d'être contournés, certains sont blessés, désorientés, affaiblis, humiliés.

Parfois, dans des conversations privées, François Hollande reconnaît qu'il fluctue : « Il y a des itérations. La décision, pour qu'elle soit prise, doit passer par plusieurs stades. A un moment, certains se disent, "tiens il a dû prendre sa décision et commence à la dévoiler", mais non. Par exemple, je suis convaincu qu'à la fin du mois de juillet, beaucoup de ceux qui étaient autour de moi pensaient qu'on allait faire, dans la réforme des retraites, de la CSG et ça finit avec les cotisations parce que les circonstances ne sont pas les mêmes, parce que les conditions économiques ont déjà changé. Ça peut parfois surprendre, on a besoin d'avoir un retour, c'est pour ça qu'il ne faut pas parler. Ceux qui sont les plus déstabilisés sont ceux qui parlent, parce qu'ils se sont avancés et qu'ils croyaient savoir. » Gare à ceux qui croient savoir ce que Hollande veut ! Avant de trancher, le président soupèse, consulte, prend son temps.

Avant de régler un problème, il essaie toujours de le laisser se résoudre de lui-même, sans agir. François Hollande n'aime pas bouger, c'est un conservateur qui s'est fait élire sur le mot d'ordre du changement.

Et pourtant, le président de la République avoue : « Je ne suis pas très compliqué à comprendre. Ceux qui me connaissent bien, Sapin en fait partie, comprennent et ne commettent pas de faute. » Pas très compliqué à comprendre. Le mode d'emploi n'est pourtant pas fourni.

Pierre Moscovici est persuadé de parfaitement comprendre/connaître François Hollande. Mangeant son traditionnel fromage blanc en guise de petit déjeuner, un matin de septembre 2013, dans son grand bureau du sixième étage, le ministre de l'Economie et des Finances en est certain : « On se voit, on se comprend à demi-mot, c'est la solidité de notre relation depuis trente ans. Le fond de sa pensée économique n'a pas changé depuis l'époque où l'on écrivait ensemble *L'Heure des choix*. Je sais que je pense comme lui, je sais qu'il pense comme moi. Entre nous, c'est silent movie, on est complices intellectuellement. » Parole de fils de psy. Mosco est même certain que le président partageait son sentiment d'un trop-plein d'impôts qui a tant semé le trouble au gouvernement. En rentrant de vacances, il affirme, sur France Inter, le 20 août 2013 : « Je suis très sensible à ce ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de nos concitoyens, qu'ils soient des ménages, des consommateurs, ou qu'ils soient des entreprises, et ça, nous l'écoutons. » Dans la bouche du ministre des impôts, la phrase détonne et étonne. Et comme deux jours plus tard, le gouvernement annonçait une nouvelle taxe-écologie cette fois, cette déclaration a contribué à la mauvaise rentrée du président. « Je n'ai pas reçu de sms de François Hollande, le 20 août, ni eu d'explication avec lui au Conseil des ministres. J'ai reçu un sms plus tard à La Rochelle. Mais cette expression, je l'ai dite à Inter lors d'une émission qu'il écoute, et le soir, il me dit : "Je t'ai entendu, c'était bien." Nous étions lui et moi pour qu'il n'y ait plus de prélèvements supplémentaires. Après, on peut ne pas aimer que quelqu'un formule tout haut ce qu'on pense tout bas. Son problème n'est pas la formule mais sa fortune. »

François Hollande a laissé partir des gens, mais il n'en a jamais renvoyé. Président, il aime laisser croire qu'il peut congédier,

collaborateurs ou ministres, quand il le voudrait. « Je pourrais faire un gouvernement sans toi », dit-il parfois à des ministres à qui il veut mettre la pression. Après l'affaire Cahuzac, quand les allées du pouvoir bruissaient d'un prochain remaniement, Hollande savourait. Dans un entretien à *Paris Match*, paru le 8 mai 2013, pour fêter sa première année à l'Elysée, le chef de l'Etat maniait la menace : « personne n'est protégé dans le gouvernement », « personne n'a d'immunité », et « le remaniement viendra ». Pour conclure son compte rendu du Conseil des ministres, sous forme de clin d'œil, la porte-parole du gouvernement lançait aux journalistes : « Je vous dis peut-être à la semaine prochaine. » Le mercredi suivant, à la fin du Conseil des ministres, François Hollande fait un aparté avec Najat Vallaud-Belkacem. « Cette fois-ci, ne refais pas une blague. » Elle obtempère puis demande : « Mais finalement, tu vas faire un remaniement ? » Il sourit, sans répondre, content de son effet.

Jubilant de son management par la peur, lui qui n'a jamais travaillé dans une entreprise m'avait expliqué, peu avant : « Tu vois, ils travaillent maintenant. » Un ministre me confiait, en écho : « Ce mec est odieux. »

OceanofPDF.com

*« Les gentils finissent toujours par gagner,
même en politique »*

« Cet homme est méchant. » Christiane Taubira se lâche, ce dimanche soir, avec ses amis ministres. Cela fait des mois que François Hollande lui fait miroiter que sa réforme pénale est sur les rails, des mois que la garde des Sceaux subit pourtant les assauts du ministre de l'Intérieur, qui déconstruit son texte avec l'appui tacite de l'Elysée, des semaines que son texte est repoussé aux calendes grecques comme si de rien n'était. A 61 ans, Taubira a passé l'âge de se faire marcher dessus. Elle a déjà été candidate à la magistrature suprême, sa carrière est derrière elle. L'icône du mariage pour tous veut bien se priver de la Guyane, veut bien mener la vie contrainte des ministres, mais pour appliquer un programme et tourner la page du sarkozysme judiciaire. « J'ai un passé, je ne veux pas quitter ce gouvernement avec un passif », confiera-t-elle à d'autres amis. Si François Hollande ne veut pas honorer ses promesses électorales, Taubira claquera la porte. Ce dimanche 30 juin, dans l'appartement parisien d'Arnaud Montebourg, la garde des Sceaux est au diapason des autres convives. Outre l'hôte de la soirée, qui a cuisiné, Cécile Duflot et Benoît Hamon sont tous sur la même ligne, ils se reconnaissent de moins en moins dans ce quinquennat. Comme les mousquetaires, les ministres font le serment de monter au front pour défendre dans les médias la réforme pénale de Christiane Taubira. Autour de la table, Manuel Valls a peu d'amis.

Le dernier dîner leur avait très bien réussi, l'ambiance en pleine affaire Cahuzac était déjà à « il faut partir ». Le dimanche 7 avril 2013, ils y avaient planifié une offensive médiatique contre l'austérité européenne, Montebourg dans *Le Monde*, Duflot dans *Mediapart*, Hamon dans *Le Parisien*. Hollande, piqué au vif, avait été obligé de dire qu'il n'y avait

qu'une ligne au gouvernement, la sienne. Et puis ils avaient beaucoup ri. Car c'est ce qu'il leur reste. A certains d'entre eux, une autre fois, Montebourg avait expliqué, très sérieusement, son plan : il allait quitter le gouvernement à l'été, faire un carton aux élections européennes de mai 2014 et ils seraient bien obligés de le soutenir ensuite à la présidentielle de 2017.

Ce dimanche 30 juin 2013, le quarteron de ministres applaudit les « Braqueuses », les basketteuses françaises qui s'inclinent d'un point en finale de l'Euro face à l'Espagne. Ils boivent, ils mangent, ils se marrent. Ces dîners servent à leur remonter le moral, à se dire qu'ils sont toujours de gauche, qu'ils n'ont trahi aucun de leur engagement et que s'ils le veulent, leur vie politique peut être ailleurs...

Les ministres, accompagnés de leurs conjoints, s'échauffent. Ils se gargarisent de leur poids politique. Taubira a été candidate à l'élection présidentielle en 2002, Montebourg candidat à la primaire socialiste de 2011, Hamon a dirigé un courant du PS qui pesait et Duflot a été secrétaire nationale d'EELV. « On est le club des ex », s'amuse Montebourg. Et les ex n'ont pas l'intention de raccrocher. Ils veulent influencer sur la ligne du président. Dans leur viseur, la politique européenne de Hollande. Pour ces quatre-là, la confrontation avec Merkel doit aller plus loin, la dénonciation de la Commission être plus forte et l'austérité ne doit plus être le modèle. Ils décident d'écrire une lettre à François Hollande sur l'Europe. Ils entendent lui demander d'organiser une réunion gouvernementale sur le sujet. Chacun y va de son idée, Cécile Duflot prend son carnet, elle retrouve ses réflexes de chef de parti, elle note tout et rédigera la trame de la missive. « Nono » est en pleine forme, il met les mains sur son visage, dessine un masque autour de ses yeux et déclame « on est les Indestructibles », comme les personnages du film des studios Pixar.

Ils redeviennent des enfants et avancent dans leur lettre à Hollande. « Il ne nous répondra jamais », disent Benoît Hamon, Arnaud Montebourg et Christiane Taubira. « S'il ne nous répond pas, s'il n'organise pas la réunion, faisons-la nous-mêmes », s'enflamme Cécile Duflot. Et s'ils faisaient tous les quatre un meeting après La Rochelle ?

Et s'ils faisaient une tournée de réunions ? « Soyons les Lip, c'est l'autogestion au gouvernement », fanfaronne Montebourg.

La soirée dure, ils refont la politique, la campagne, ils écrivent l'avenir en rose, rouge et vert. Les ex sont heureux lorsqu'ils rentrent chez eux.

Le lendemain, ils y croient encore. Puis la lettre qui n'est pas encore complètement écrite fuite, ou plutôt l'idée qu'une telle lettre va être envoyée à François Hollande fuite dans la presse. Hollande s'énervait contre cette méthode, Ayrault explique à Christiane Taubira qu'il ne faut pas qu'elle la signe. La lettre n'existera jamais, la réunion sur l'Europe et les meetings communs non plus. Restera une solidarité sans faille à l'égard de Christiane Taubira, au moment où la querelle avec Manuel Valls éclatera publiquement, un meeting Taubira/Duflot, un autre Montebourg/Hamon ou Hamon/Taubira.

Mais de toute façon, le limogeage de Delphine Batho, le mardi 2 juillet, jettera un froid sur la bande des Indestructibles. À part Christiane Taubira, qui ne s'était pas du tout entendue avec Delphine Batho le mois où elle a été sa ministre déléguée, Duflot, Hamon et Montebourg soutiendront tous les trois la première ministre virée par le président et son Premier ministre. François Hollande n'est définitivement pas le gentil qu'il aimerait montrer, il ne fait pas de cadeaux. Du moins à une personne dont il pense qu'elle n'a pas de poids politique. La bande des quatre peut se rassurer : en Hollande, leurs poids politique les protège. Pour encore un moment.

C'était un mardi de l'automne 2008, un mardi soir triste et froid, le PS préparait son congrès. François Hollande présidait ce jour-là son dernier bureau national, il allait quitter cette maison où il venait de passer onze années. La réunion se termine, Hollande salue ceux qui sont là, fait ses adieux. Il aperçoit Malek Boutih qu'il avait fait venir à la direction du PS en 2003, quand il quittait la présidence de SOS Racisme. « Je n'ai qu'un regret Malek, c'est que tu ne sois pas élu. — Je ne suis peut-être pas élu François, mais moi au moins, j'ai une famille », décroche l'ex-patron des Potes, continuant des mois plus tard à penser que Hollande l'a planté en l'envoyant se présenter aux législatives en Charente sans dissuader une candidature dissidente.

En juin 2012, Malek Boutih a finalement été élu député socialiste. Sans le soutien de François Hollande. Et en prenant la circonscription de son ancien mentor, Julien Dray. Quand on le retrouve au restaurant de l'Assemblée nationale, ce jeudi de juillet 2013, la violence de son jugement sur François Hollande n'a pas faibli. Au contraire. Le chef de l'Etat a limogé la semaine d'avant Delphine Batho, une amie de Boutih depuis vingt-cinq ans. « Ce n'est plus un faux gentil, c'est un vrai méchant. Il a payé cher, il a détruit sa famille pour gagner sa carrière. C'est un hybride de Chirac et Mitterrand, il a pris le pire des deux. Avec deux obsessions : que personne d'autre que lui n'émerge et surtout ne pas faire de politique. La pente qu'il prend est celle d'un affrontement avec son propre camp. Le Hollande à sa maman c'est celui d'avant la présidence et aujourd'hui, on a le Hollande à son papa. » Malek Boutih n'en finit pas de juger celui qu'il a pourtant soutenu pendant des années et qu'il va retrouver le lendemain matin à l'Elysée, pour un rendez-vous qui ne figure pas à l'agenda du président : « Il est prisonnier de sa nature. Il ne supporte pas les gens qui le connaissent et qui jettent un œil sur lui. Il gère la France comme un immense congrès du PS, donnant à chacun ce qu'il croit qu'il veut. » Boutih, qui s'est rapproché d'Arnaud Montebourg depuis la primaire, décoche un dernier coup : « Il est intelligent, pourquoi est-il un président si nul ? Un matin en bas de chez moi, un homme est sorti du café et m'a dit : "Monsieur Boutih, elle est où la gauche ?" Les Français ont voté et le mec a disparu. C'est un président virtuel, qui a décroché. Il voulait être insaisissable, il a disparu. Si j'avais à raconter cette histoire, je l'appellerais "Le président qui n'existait pas". »

Quand il invente à Alger le 9 décembre 2010 l'expression « président normal », François Hollande sait qu'elle fonctionnera face à Nicolas Sarkozy et face à Dominique Strauss-Kahn, alors favori des sondages à gauche. « Normal », c'est à la fois proche des Français, humble, pas bling-bling et en même temps calme, tranquille, affable, gentil. Ce soir-là à Alger, le journaliste Karim Rissouli demande : « Monsieur Hollande, n'êtes-vous pas trop gentil ? — Moi, je ne suis pas pour prendre au collet mes adversaires, pour les clouer à un croc de boucher... est-ce que je suis

normal ? Oui. Et je vais vous dire : je pense que le temps d'un président normal est venu¹. »

Peut-on baigner dans la politique depuis trente ans, peut-on gagner une primaire et une élection présidentielle en étant « gentil » ? « Chez François, il n'y a jamais de méchanceté. Je ne lui connais pas ce ressort-là, on le lui a reproché d'ailleurs », s'offusque son ami Michel Sapin.

François Hollande a gardé sa bande d'amis du lycée, de Sciences-Po ou de la désormais si célèbre promo Voltaire. Sapin, Jouyet, Ripert, Cottin, ils ont vieilli ensemble, leurs chemins de vie se sont poursuivis en parallèle, les couples se sont séparés, de nouvelles compagnes se sont agrégées, mais la bande est restée. Et avec ceux-là, Hollande est toujours l'ami sympathique qu'il était à 20 ans. La preuve par Jean-Pierre Jouyet dont le meilleur ami est devenu président : « François est gentil avec moi, oui, bien sûr. Certains disent qu'il ne connaît que le rapport de force, mais il a toujours fait preuve d'une gentillesse, d'une qualité humaine à l'égard de ses proches, de ceux qui sont avec lui depuis longtemps. On a des rapports purement affectifs, je n'ai jamais vu aucune trace de méchanceté. Tu peux ne plus le voir, il peut rester tranquille sous sa tente, mais tu ne peux pas te fâcher avec François. Quand j'étais ministre de Sarkozy, il ne me voyait pas. Mais après, quand je lui ai dit "j'ai peut-être fait une bêtise, il faut qu'on se voie", on s'est vus et on redevenus amis comme avant. »

Quand Jean-Pierre Jouyet devient en mai 2007 secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes de Nicolas Sarkozy, François Hollande est blessé, il se sent affaibli politiquement par la trahison de son complice. Six ans plus tard, le 25 juin 2013, sous les dorures élyséennes, François Hollande se fait plus magnanime qu'il ne l'était à l'époque : « S'il n'avait pas été mon ami, j'aurais considéré qu'il avait parfaitement le droit d'aller dans une équipe gouvernementale pour faire un travail au nom de la France, même si c'était sous l'autorité d'un président de droite. Sur la présidence française, il a plutôt bien agi. Mais il en est sorti très vite. Et l'amitié est revenue. » Comme si de rien n'était. Ou presque.

François Hollande est dans le paysage médiatique depuis plus de vingt ans. Mais il semble insaisissable, les Français ne le connaissent pas, il ne

se livre jamais. Avec lui, les relations sont cordiales, mais superficielles. Une manière de se protéger, pour son pote Julien Dray : « C'est un solitaire qui est très carapacé. Connaître la vérité profonde de l'homme est très difficile. Il se protège. Il a des moments de vérité, il faut être là depuis très longtemps pour les percer. Il donne un sentiment d'indifférence aux autres, mais ce n'est pas vrai. » Celui qui le connaît depuis le milieu des années 1980 analyse : « Il n'est pas méchant, mais il ne montre pas sa gentillesse, être gentil pour lui c'est une faiblesse », veut croire Julien Dray. « Il est extrêmement pudique, et donc à force d'être pudique, il ne dit pas si ça va ou non, et certains croient à de l'indifférence. »

« La question de l'affect n'est pas posée avec lui. La relation de travail avec lui est très agréable, je sais comment il fonctionne, il sait comment je fonctionne », décrypte Manuel Valls. Le ministre de l'Intérieur a plusieurs fois dîné, accompagné de son épouse Anne Gravoin, avec le couple Hollande/Trierweiler, aux côtés de Jean-Pierre Jouyet et Brigitte Taittinger : « Avec Jean-Pierre et Brigitte, il a un sentiment affectueux », témoigne Valls (pendant l'hiver 2006-2007, quand François Hollande avait quitté le domicile conjugal en pleine campagne présidentielle, il se réfugiait chez eux). « Avec nous, avec ceux avec qui il fait de la politique, François se méfie. C'est un homme pudique, malgré tout ce qu'il s'est pris sur la gueule, il reste calme. Malgré tout c'est un optimiste. » « Comment va Anne ? » demande régulièrement Hollande à Valls. A-t-il osé une seule fois, parce que c'était vrai ou juste pour voir comment il réagirait, lui dire « pas bien » ? Valls sourit, non, il ne l'a jamais fait.

Hollande est rarement attentif aux autres. Quand il a quitté la rue de Solférino, il ne s'est jamais occupé de recaser ceux qui avaient travaillé pour lui. « François est un peu comme Jospin, pour lui, chacun a d'abord une responsabilité, exister par soi-même. Il laisse des gens hors du chemin. Il raisonne toujours en politique. Ce trait de caractère fait ambivalence, mais personne ne peut être sympa tout le temps, il faut faire des choix », analyse Stéphane Le Foll.

Parfois, Hollande est capable de gestes gentils, gratuits. Quand à l'automne 2010-2011, la mère de Julien Dray est malade, Hollande vient toutes les semaines voir son ami dans son bureau de l'Assemblée nationale. François Hollande a perdu sa mère l'année précédente et chaque fois, il s'assied à côté de son ami et lui demande : « Comment elle va ? » Dès que Dray se berce d'illusions sur l'état de sa maman, Hollande le ramène sur terre, essayant de le protéger.

« Je le comprends politiquement, mais l'homme Hollande, je ne le connais pas. Il est capable d'une très grande gentillesse et d'une très grande froideur, il est extrêmement corseté », croit déceler Pierre Moscovici, qui l'a rencontré pour la première fois en 1984 à la Cour des comptes. « Il est d'une gentillesse constante, parfois surjouée mais très vraie. Il n'est absolument pas cruel. Pendant l'affaire Cahuzac, il n'a jamais eu d'effusion, jamais de mot très affectueux, mais un vrai soutien, plus réel que beaucoup d'autres qui parfois faisaient montre d'effusion. Il est très pudique mais qu'est-ce qui se passe derrière ? Est-ce que je l'aime bien ? Est-ce qu'il m'aime bien ? Je ne sais pas, je crois que oui. » Difficile de sonder l'âme d'un homme qui ne montre jamais son affect.

Benoît Hamon, dans son bureau au cinquième étage de Bercy, entre la photo officielle de François Hollande, une affiche de Mohamed Ali, une photo d'un enfant au Biafra et une Vierge vénézuelienne offerte par Hugo Chavez, balaie : « Non, ce n'est pas un gentil. En politique, la gentillesse est associée à une forme de naïveté et de faiblesse. Je ne crois pas qu'il ait été gentil dans son parcours politique. Il peut l'être dans son rapport aux gens, mais pas en politique. Une dame qui le croiserait avec son cabas le trouverait gentil. Il n'est pas méchant pour autant. Est-ce qu'un gentil peut être président de la République ? »

Quand je demande à Stéphane Le Foll, qui a passé tant d'années à ses côtés, qui le connaît par cœur, si François Hollande est gentil, il se marre. Le ministre de l'Agriculture tire sur sa cigarette et répond : « Il est sympa, très sympa, François. Il aime vraiment le contact avec les gens, profondément, et en même temps c'est un homme politique qui sait que la bataille politique est difficile, alors ça laisse un sentiment de duplicité.

Les gens se demandent : “C’est qui ce mec-là ?” Ce n’est pas un méchant, il a une vraie urbanité. Il aime les fêtes de la Rose, aime papoter avec les gens, les toucher, les embrasser. Mais en même temps, tu ne peux pas aimer tout le monde, car tout le monde ne t’aime pas. »

Cette fois-ci, ils vont dans le mur et ils le savent. Depuis des semaines, les sondages prévoient le rejet du traité constitutionnel européen. François Hollande fait, lui, campagne pour le oui à contre-courant. Autour de lui, certains doutent en ce printemps 2005. « Pourquoi tu t’inquiètes ? » demande le premier secrétaire à Delphine Batho. « Tu sais, les gentils finissent toujours par gagner, même en politique. »

Lorsque Julien Dray, en sortant d’une réunion tendue au local de campagne du candidat, a eu un incident cardiaque, le 30 mars 2012, François Hollande a paniqué. Le lendemain, le candidat est en déplacement à Mayotte. Il cherche à joindre son copain à de nombreuses reprises, mais le député, hospitalisé au Val-de-Grâce, ne peut répondre. Hollande appelle son fils Thomas, pour qu’il prenne des nouvelles de « Juju ». Hollande a eu vraiment peur. Le lundi matin, il va voir Dray et lui dit juste : « Tu vois, on va tous crever. »

A la fin de son deuxième mandat, lorsque la maladie le rongait, François Mitterrand s’est longuement confié à Jean-Pierre Elkabbach. Le vieux président, dont François Hollande se réclame souvent, délivrait ce secret au soir de sa vie : « La principale qualité d’un homme d’Etat, je voudrais dire que c’est la sincérité, mais c’est l’indifférence. » A cette aune-là, François l’indifférent est bien président de la République.

¹. La scène est racontée dans *L’homme qui ne devait pas être président*, d’Antonin André et Karim Rissouli, Albin Michel, 2012.

Épilogue

« *Est-ce qu'on veut gouverner ?* »

La colère gronde. Les lycéens sont dans la rue. Ils empruntent le parcours classique de la gauche qui manifeste, Bastille-Nation, le vendredi 18 octobre 2013. La génération « normale » se réveille. Dans les allées du pouvoir, les parents sont fiers de leurs enfants. Ministres, conjoints, collaborateurs, députés, nombre de ses pères et mères d'adolescents ont entendu ces derniers jours « maman, réveille-moi tôt, je vais bloquer mon lycée » ou « papa, tu sais, je vais à la manif ». Les grands sont mal à l'aise avec ce quinquennat, leur déception doit rester privée, les gamins eux peuvent s'époumoner, se révolter, crier leur ras-le-bol. Le Front national n'en finit pas de monter, les sondages dévoilent une France de plus en plus raciste, mais ces lycéens manifestent pour le retour en France de Leonarda Dibrani et Khatchik Khachatryan, expulsés l'une au Kosovo, l'autre en Arménie. La gauche se déchire sur le cas de cette collégienne rom expulsée dans ce pays qu'elle ne connaît pas.

La colère couve en Bretagne, les usines ferment, l'agroalimentaire explose, l'écotaxe va être le catalyseur de cette révolte que François Hollande, malgré les nombreux Bretons qui l'entourent, n'a pas vue venir.

Les Français ont l'impression que le gouvernement invente une taxe par jour, ils sont en proie au « ras-le-bol fiscal », les impôts s'invitent dans les conversations. François Hollande devient, en cet automne 2013, le président le plus impopulaire que les sondages aient jamais enregistré. Dans les élections partielles, le PS est parfois éliminé dès le premier tour, le FN accédant lui au second tour.

Le président se fait siffler lors de ses déplacements. C'est arrivé quatre fois depuis la rentrée 2013, à Florange, au Sommet de l'élevage de

Cournon, devant la mairie de Saint-Etienne, et sur les Champs-Élysées et à Oyonnax, le 11 novembre.

La France s'impatiente, s'énerve, mais l'Élysée reste immuable. Le pouvoir isole et le Palais protège. François Hollande racontait souvent qu'en 2005, au moment où les Français étaient en colère contre l'Europe et contre leur président, Jacques Chirac ne le sentait pas venir. C'était l'impression qu'il avait en venant le voir à l'Élysée ou en lui parlant. Ce vendredi 18 octobre 2013, en entrant dans le bureau de François Hollande, en fin d'après-midi, j'ai le même sentiment. Tout est calme, très calme. Le président est content de lui. Comme toujours. Les courtisans rôdent, la vie élyséenne suit son cours, les colères n'y retentissent que de manière si feutrée. François Hollande a relu, conformément à son souhait, les propos qu'il m'avait tenus, les 25 juin et 9 septembre, lors de deux entretiens, enregistrés, pour ce livre. Il me montre ce qu'il assume, très peu de choses en fait. Il tient les feuilles sur ses genoux, dans une pochette, il a presque tout raturé, a réécrit quelques phrases au stylo plume, à l'encre bleue. Il a tellement l'habitude de tout faire lui-même, de tout contrôler, qu'il pense maîtriser ce livre !

La conversation se poursuit. Je l'interroge sur sa ministre du Logement. Il commence par m'en dire du bien, puis change de ton : « Elle attaque Valls, je suis à Florange, pas pour parler des Roms mais pour parler de Florange, c'est important. » Pour Hollande, Duflot est la fautive. « Aussi contestables que soient les propos de Valls, un ministre peut le dire en face à face, peut me le dire, peut le dire en réunion, mais ne peut pas attaquer un collègue du gouvernement. Il y a un comportement public à avoir quand tu es membre d'un gouvernement. » Contestables, les propos du ministre de l'Intérieur ? Dans cette conversation, qui devrait rester « off », le chef de l'Etat admet donc que Valls a failli. Mais ce qui contrarie et ce qui gêne Hollande, c'est bien que Cécile Duflot ait parlé publiquement. Depuis qu'il est président, il est double. Confidences privées vs déclarations publiques. « Elle attaque le ministre de l'Intérieur, ce n'est pas admissible. Soit je lui dis "tu t'en vas", soit elle m'oblige à les recadrer tous les deux. Ce qui n'était pas mon objectif, seul Manuel Valls aurait dû être recadré. »

Voilà pour les contingences politiques d'un président qui gère son gouvernement comme il gérait le Parti socialiste, qui fait souvent l'éloge du Corrèzien Henri Queuille, héros de la IV^e République. Mais que pense-t-il des Roms ? « Je l'ai dit à Valls : "On peut dire que ceux qui ne sont pas intégrés ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie, mais on ne peut pas dire qu'un peuple ne peut pas s'intégrer." » Pourquoi ne pas le dire publiquement ? « Mais si je le dis publiquement, il s'en va. » Aveu terrible.

On lui fait remarquer qu'il a été élu sur la promesse d'une société apaisée, qu'il avait dénoncé dans l'opposition le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy. François Hollande, manifestement agacé, répond : « La consigne donnée à Manuel sur les évacuations de camps de Roms n'est pas faite pour soigner sa popularité, mais parce que c'est la ligne du gouvernement. Les maires nous le demandent. Je lui ai dit qu'on avait reproché à Sarkozy de stigmatiser une population et que ça ne servait à rien de revenir sur cela. » Puis il s'emporte, le visage tendu : « Sur l'immigration, je n'ai jamais promis la régularisation de tous les sans-papiers dans la campagne. » Cette phrase, il la répétera plusieurs fois en une heure – « On n'a pas été élus sur la régularisation de tous les sans-papiers » – sous forme d'adieu à ce qu'il croit être une revendication d'une partie de la gauche.

« Leonarda. » Ce prénom résonne dans les rues de Paris. Depuis trois jours, les médias ne parlent plus que de cette jeune fille, elle passe en boucle sur les chaînes d'information continue, réfugiée à Mitrovica. La gauche se fracasse sur son cas, Manuel Valls est mis en accusation par une partie des socialistes, par les écologistes et les communistes. Bref, par ceux qui se sont engagés dans le Réseau éducation sans frontières, qui ont manifesté sous Nicolas Sarkozy contre les expulsions de familles d'enfants scolarisés et qui auraient tant aimé une rupture dans la politique migratoire. Au moment où l'affaire éclate, François Hollande est en Afrique du Sud. Il l'apprend tard, dans l'avion du retour. Et demande à Manuel Valls une enquête sur les faits. « Nous convenons avec Jean-Marc Ayrault qu'on agira selon les conclusions de ce rapport de

l'Inspection générale de l'administration. » François Hollande refuse de se prononcer sur le fond de ce dossier.

« Les préfets doivent agir avec humanité et intelligence », assène-t-il d'abord. Puis il développe : « Il y a deux choses différentes : les conditions de l'interpellation de Leonarda, dans un bus, pendant une sortie scolaire, d'abord. Et je le répète, on veut sanctuariser l'école. Enfin, fallait-il régulariser cette famille ? Il y a des critères, et avoir un enfant scolarisé ne donne pas droit à être régularisé, les déboutés du droit d'asile doivent être expulsés, sinon le droit d'asile n'a plus de sens. » Officiellement, le président ne dispose pas du rapport de l'IGA au moment où nous discutons. Mais on devine déjà la solution. Manuel Valls est très hostile au retour de la jeune collégienne, son père a menti, le dossier se noircit au fil des jours. On comprend qu'elle ne rentrera pas en France. François Hollande, bravache : « Attendons le rapport, s'il y a eu une faute majeure, elle peut revenir. » Ce début de mouvement lycéen l'inquiète : « Je fais très attention. »

La déception de ses électeurs, leur future abstention, la trahison de ses promesses. La conversation se tend, François Hollande, blême, s'énervé. « Est-ce qu'on veut gouverner ou est-ce qu'on ne veut pas gouverner ? Si on ne veut pas gouverner, on dit "l'austérité ce n'est pas bien, s'occuper des immigrés c'est insupportable pour notre conscience, aider les entreprises c'est choquant, les impôts c'est trop". Si on veut gouverner, il faut aider les entreprises, ne pas accepter toute la misère du monde, comme disait l'autre, mais en prendre sa part, et je l'ai fait sur la Syrie. Sinon, on laisse les autres gouverner, et ça n'aura pas de résultat. » Il le reconnaît : « La politique économique est compliquée, il doit rester les valeurs. » Et le chef de l'Etat réalise que sur ce terrain-là, il a manqué. Il vous regarde dans les yeux et avoue, désolé : « Manuel est plus populaire que moi. » A droite surtout ? « Et à gauche, il y a des gens à gauche qui pensent qu'il ne faut pas accueillir tout le monde, qui ne sont pas contents des Roms. »

Se rend-il compte que ses électeurs sont en colère contre lui ? « Je n'ai pas l'impression d'être content. Je vois que les gens ne sont pas contents, des gens souffrent. Je ne peux pas leur dire "je vais distribuer, je vais

augmenter les salaires”, je préférerais. Mais je n’ai pas été élu sur le programme de Mélenchon, ce n’est pas le programme de Mélenchon que je mets en place. »

Le roi est dans son château, mais avec son vieil iPhone, il est relié à tous ses amis. Et a du coup l’impression d’être à l’écoute de son peuple. « Je lis les sondages, j’entends ce que disent les gens, je reçois les parlementaires. Je ne suis ni sourd, ni aveugle, ni insensible. J’essaie de comprendre, j’ai mes capteurs, les gens me parlent de questions concrètes, de l’augmentation des impôts, pas des Roms. » Décidément, cette question le travaille. Il se voulait un « président normal », mais ses amis, ses collaborateurs, ses ministres qui le critiquent dans son dos, sous couvert d’anonymat, lui parlent-ils encore normalement, sont-ils encore francs avec lui, dans le secret de son bureau ? François Hollande retrouve le sourire, il demande des noms en rigolant, puis se rassure : « Ceux qui sont des amis et n’ont pas de fonctions me le disent. Oui, bien sûr. »

L’entretien se termine, François Hollande a encore quelques heures pour régler l’affaire Leonarda. Manuel Valls va rentrer à Paris, le lendemain matin. Le Premier ministre et le président de la République prendront eux aussi connaissance du rapport administratif. La matinée sera close par cette incroyable – au sens propre du terme – intervention télévisée de François Hollande. Dans la salle des fêtes de l’Elysée, un président prend la parole pour évoquer le sort d’une collégienne de 15 ans, expulsée avec sa famille, et lui proposer de revenir en France, « mais seule ». La jeune Rom refuse, en direct, comme si elle était l’égale du président. Les ministres sont tétanisés, les députés consternés, les Français dépités. François Hollande croyait faire plaisir à tout le monde, il découvre qu’il n’a fait que des mécontents. Il contemple, affligé, les ravages de sa soi-disant habileté. A ses amis qui essaient de le reconforter au téléphone, le président prédit : « Ça ira mieux. » Voilà qui n’étonnera pas son vieux pote, Julien Dray, qui définit ainsi François Hollande : « Il a le profil du gagnant du loto, il croit toujours qu’il finira par gagner la cagnotte. »

A la rentrée 2012, après un très mauvais été, alors que les sondages commençaient à baisser et que le quinquennat tournait déjà mal, un

hollandais, convoqué dans son bureau, demande au chef de l'Etat : « Tu n'es pas inquiet ? — Ça va, moi je suis président. » Ça va normal finir.

OceanofPDF.com

REMERCIEMENTS

Merci à François Hollande d'avoir répondu à toutes mes questions depuis de si longues années.

Merci à tous ceux qui m'ont parlé de lui.

Merci à Jean-Paul Enthoven, pour son regard bienveillant, ses conseils judicieux, sa présence précieuse tout au long de cette aventure. Merci de tout cœur à celle qui me l'a présenté et qui m'a portée debout pendant ces longues semaines.

Merci à l'équipe du *Journal du Dimanche* qui m'a permis d'observer François Hollande dans sa traversée du désert, sa conquête puis son exercice du pouvoir.

Merci à mes amis que le pouvoir n'a pas abîmés.

Merci au duo de TFH qui rend ce quinquennat si joyeux.

Merci à mes anges gardiens à Ajaccio, Lille, Paris et Taroudant, qui sont toujours là.

Merci surtout à Jean-Marc, Erri et Mathis qui embellissent la vie. Et promis, j'arrête de vous parler de lui !

OceanofPDF.com

DU MÊME AUTEUR

LES NOUVEAUX COMMUNISTES. *Voyage au cœur du PCF*, Denoël, 1999.

JOSPIN & CIE. *Histoire de la gauche plurielle, 1993-2002*, avec Ariane Chemin, Seuil, 2002.

SÉGOLÈNE ET FRANÇOIS. *Biographie d'un couple*, avec Didier Hassoux, Privé, 2005.

FADELA AMARA. *Le destin d'une femme*, Hachette, 2009.

OceanofPDF.com

Photo de couverture : © Denis Rouvre/Modds

ISBN 978-2-246-80489-5

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés
pour tous pays.

© *Éditions Grasset & Fasquelle*, 2014.

OceanofPDF.com